

**NI PATRIE**

**NI FRONTIERES**

**Traductions et débats**

**Religions, athéisme,  
multiculturalisme,  
citoyennisme,  
« islamophobie »  
et laïcité**

**Patries, ethnies et communautés sont des prisons pour l'Humanité !**

**IRAK : Politique américaine - Situation des femmes et tâches politiques actuelles**

**Pays-Bas : OIM et sans-papiers - Etats-Unis : grève des supermarchés à Los Angeles - France : Grèves de mai-juin 2003 à Tours – Les islamistes contre Ni putes ni soumises**

N° 10 - Octobre 2004 - Prix : 7,5 €

*Ni patrie ni frontières*, revue « hors courants », publie ou republie des textes de diverses tendances et de différents pays sur des thèmes généraux ainsi que sur l'actualité. Le tout dans un esprit critique, non sectaire, pour susciter un débat indispensable entre « révolutionnaires ».

## La difficulté à discuter aujourd'hui et ce qu'elle recouvre

*« Le communiste moyen, qu'il soit fidèle à Trotsky ou à Staline, connaît aussi peu la littérature anarchiste et ses auteurs que, disons, un catholique connaît Voltaire ou Thomas Paine. L'idée même que l'on doit s'enquérir de la position de ses adversaires politiques avant de les descendre en flammes est considérée comme une hérésie par la hiérarchie communiste. »*

*Emma Goldman*

\*\*\*

« Une régression historique est par nature difficilement palpable pour ceux qui la vivent. Tout semble se produire de façon insensible, les changements à peine perceptibles ne laissent distinguer aucun critère évident. Chaque aspect de la réalité, aussitôt saisi, se trouve opposé à un autre, plus ou moins contradictoire avec le précédent. Sauf en cas de désastres soudains, ceux qui dénoncent le recul sont simplement traités d'oiseaux de mauvais augure.

« Il existe pourtant un point de repère d'une assez bonne fiabilité quand on veut retracer la nature de l'évolution générale. Il s'agit évidemment de la qualité des discussions. La dégradation constante depuis plus de vingt ans est un témoignage accablant en faveur des prévisions pessimistes qui se sont accumulées.

« Toute discussion sérieuse semble devenue impossible. A peine commence-t-on à émettre une formulation qu'il faut aussitôt faire face à d'interminables reproches sur ce que les interlocuteurs prétendent avoir entendu. Une phrase n'a pas le temps d'être achevée qu'elle est déjà déformée et qu'ils en entendent dix autres tout à fait différentes, contraires ou absurdes. Il faut dès lors batailler contre les malentendus dont la multiplication géométrique finit par lasser la patience la plus établie. Quoi que l'on fasse, les monologues ne se rencontrent que dans la mesure où chacun prétend se subordonner tous les autres. Plus personne ne croit que le moment du débat puisse être le lieu créateur du sens commun et encore moins d'une action concertée. »

*Le Crépuscule du XX<sup>e</sup> siècle*  
décembre 1996

Paris, le 22

(Dans le texte ci-dessus, les passages soulignés l'ont été par nos soins. Y.C.)

# SOMMAIRE

## Irak

**Alliance for Workers Liberty** L'Irak et la politique internationale américaine (mai 2004)

## Religion et laïcité

### **Multiculturalisme, communautarisme et citoyennisme**

**Paul Lafargue** : La croyance en Dieu (1909)

**M.V. (*Socialisme ou barbarie*)** : La laïcité de l'école publique (1959)

**Nico** : De la destruction de l'Ecole (2002)

**Daniel Mothé (*Socialisme ou barbarie*)** : Les ouvriers français et les Nord-Africains (extraits) (1957)

**Azam Kamguian** (PCOI) : L'universalité des droits des femmes et le post-modernisme – L'Islam, les femmes et le relativisme culturel

**Maryam Namazie** (PCOI) : L'« islamophobie » n'a rien à voir avec le racisme ! (2003)

**Sacha Ismail** (AWL) : Le capitalisme, le socialisme et l'islam

**Réseau mondialiste révolutionnaire** : L'islam politique contre les femmes et la laïcité

**Yves Coleman** : **Le hijab, la gauche et l'extrême gauche - « Les musulmans et la gauche » : A propos d'un article de Selma Yacoob — Saïd Bouamama, un sociologue au service du hijab. De la construction d'un « paternalisme respectable »**

**Christian Béridel** : Ni putes ni soumises à Fontenay-sous-Bois

**Jacques Guigou** : L'affrontement des références et la barbarisation des rapports sociaux - **Isabelle Campanella et Jacques Wajnsztej**n - Prendre position contre une prise de pouvoir - Réaction d'un lecteur sur le réseau d'Infozone - **Isabelle Campanella et Jacques Wajnsztej**n : Quelques éléments de réponse

Deux témoignages sur le sabotage d'une réunion-débat à l'Institut du Monde arabe.

# Précisions utiles

Ce septième numéro de *Ni patrie ni frontières* marque aussi le deuxième anniversaire de la revue qui n'a pas réussi à sortir tous les trois mois — sinon ce numéro serait le neuvième. Espérons que le volume et la qualité des textes compensent, aux yeux des lecteurs, une périodicité défaillante.

Ce numéro contient plusieurs textes écrits par des militantes du Parti communiste-ouvrier d'Irak et du Parti communiste-ouvrier d'Iran. La place importante qui leur est réservée tient à la fois à l'« actualité » en Iran et en Irak (le mouvement ouvrier et féministe irakien a désespérément besoin d'aide politique et matérielle, coincé entre les islamistes, les ex-baasistes, les staliniens et les forces d'occupation américano-britanniques) et en France (la discussion sur le « voile » a mis en lumière une forte progression de l'idéologie multiculturaliste, ou « communautariste », idéologie que combattent depuis des années les camarades des deux PCOI).

Comme d'habitude, la publication de ces textes n'implique pas, loin de là, un accord avec l'ensemble des positions politiques des deux PCOI, mais elle permettra au moins aux lecteurs de juger honnêtement, d'après ses textes, un courant peu connu en France, alors qu'il est très actif sur le terrain, en Irak et en Iran, et aussi dans l'immigration en Europe et aux Etats-Unis.

Ils découvriront ainsi un courant original, marxiste et léniniste, mais ni trotskyste, ni maoïste, ni anarchiste, ni stalinien, qui se réclame des conseils ouvriers tout en combattant pour la construction d'un Parti, qui continue à se réclamer du communisme tout en combattant pour les droits démocratiques. Nous publierons d'autres textes de cette tendance\* dans de prochains numéros (d'ores et déjà un certain nombre se trouvent sur les sites des Partis communiste-ouvrier d'Irak et d'Iran, en anglais, ou du Comité solidarité Irak, en français, et bien sûr de *Ni patrie ni frontières*).

\* Une scission s'est récemment produite au sein des PCOI, scission qui ne pourra qu'affaiblir le camp laïc, antinationaliste et anti-islamiste en Irak comme en Iran. Nous continuerons à traduire des textes de ces camarades, même s'ils se trouvent aujourd'hui divisés, dans la mesure où leurs contributions passées (et futures, du moins nous l'espérons) tranchent avec l'indigeste bouillie tiersmondiste que nous sert la presse d'extrême gauche et altermondialiste.

# Irak

Ce numéro s'ouvre par un texte voté au dernier congrès de l'AWL britannique. Si la forme de cette résolution politique est austère (une liste de points numérotés de 1 à 56), le fond tranche clairement avec la propagande grossièrement anti-américaine, qui sévit actuellement, dans les milieux dits d'extrême gauche, mais aussi de façon bien plus large.

Il suffit de voir les étalages des librairies qui présentent des dizaines de livres critiquant la politique internationale américaine (alors que la politique criminelle de l'impérialisme français est passée sous silence à l'exception notable des livres de Verschaeve), la personnalité de Bush ou les travers multiples de la société américaine ; ou bien l'accueil dythirambique réservé au Festival de Cannes puis dans la presse au dernier film de Michael Moore, ce démagogue qui dénonce féroce­ment Bush... pour soutenir Wesley Clark, coordinateur au nom de l'OTAN de la première guerre contre l'Irak à laquelle participaient les Etats-Unis bien sûr mais aussi les avions de la douce France...

On comprend pourquoi les électeurs de gauche voire d'extrême gauche ont voté Chirac, il y a trois ans. Le nationalisme anti-américain et le soutien (implicite ou explicite) à l'impérialisme européen font recette au pays dont les dirigeants continuent à nier leur responsabilité dans le génocide rwandais, mais dont les politiciens et les intellectuels sont toujours prêts à pérorer sur les droits de l'homme et l'antiracisme.

Houzan Mahmood, militante de l'Organisation pour la libération des femmes en Irak et membre du Parti communiste-ouvrier d'Irak nous expose la situation actuelle des femmes en Irak et tire un premier bilan d'un an d'occupation américaine. Le texte de la loi sur l'égalité des genres donne une idée précise de la façon dont travaillent les camarades du PCOI. Parfaitement

**conscients de l'importance des droits démocratiques, ils avancent un programme concret et précis qui touche à des points vitaux et essentiels tant en Iran qu'en Irak : la laïcité et la libération des femmes, tout en évitant de tomber dans le piège du nationalisme ou de l'anti-impérialisme bon marché si communs chez les groupes maoïstes ou guévaristes du « Sud », et si répandu dans le mouvement altermondialiste et les groupes tiers-mondistes du « Nord ».**

## **L'Irak et la politique internationale américaine**

1. L'AWL s'est opposée à la guerre dirigée par les Etats-Unis contre l'Irak en mars-avril 2003 en raison du bilan historique et de la nature des impérialismes américain et britannique. Notamment parce que :

a) Ces forces ne pouvaient détruire le régime despotique baasiste sans causer d'énormes pertes chez les civils.

b) Elles étaient incapables d'instaurer la démocratie en Irak et leur intervention risquait de pousser le pays, à long terme, dans une spirale réactionnaire et un borborygme inextricable.

c) Les buts de guerre américains étaient principalement liés aux intérêts (impérialistes) économiques et géopolitiques des Etats-Unis, plutôt qu'à la liberté et au bien-être des peuples d'Irak.

d) Le cadre mondial de cette guerre était celui de l'impérialisme du libre échange, ou, selon l'expression d'Ellen Wood, de l'« empire du capital ». Cette forme de domination des faibles par les forts se distingue de l'impérialisme colonial qui a atteint son apogée entre les années 1880 et la Seconde Guerre mondiale. Elle opère à travers les mécanismes du marché. Le fonctionnement de ces mécanismes est façonné et régulé par un réseau d'institutions étatiques et interétatiques dominé par les cartels des Etats les plus puissants et verrouillé par l'hyperpuissance américaine.

2. La guerre en Irak a été lancée par l'administration américaine, soutenue par Tony Blair. Cette administration a entrepris une action unilatérale, méprisant ouvertement les structures multilatérales (Nations unies, etc.) créées depuis la Seconde Guerre mondiale. Les secteurs dominants de la classe dirigeante américaine considèrent que la puissance militaire des Etats-Unis doit s'affirmer de manière unilatérale si elle veut efficacement façonner et policer « l'empire du capital » mondial (et dans la foulée s'emparer des fruits les plus juteux pour les intérêts américains). D'autres Etats capitalistes puissants, notamment

ceux de l'Union européenne, partagent la vision stratégique de l'« empire du capital ». A l'usage de la force militaire par les Américains, ils opposent la voie des négociations, consultations, pressions diplomatiques et économiques, etc., qui leur accorderait davantage d'atouts. Plusieurs puissances de l'Union européenne (Grande-Bretagne, Espagne, Italie, Pays-Bas) ont cependant décidé que le moindre mal, de leur point de vue, était de s'allier avec les Etats-Unis. La France et l'Allemagne se sont opposés à la guerre des Etats-Unis en Irak (de façon limitée : le gouvernement allemand n'a jamais tenté d'empêcher les Américains d'utiliser leurs bases en Allemagne pendant la guerre). Cette opposition reflétait des tensions fondamentales entre l'hyperpuissance américaine et l'Union européenne. Ces tensions continueront à se manifester. Néanmoins, l'administration américaine est obligée de revenir à une position plus multilatéraliste en raison de ses difficultés en Irak ; et l'hégémonie américaine est indétronable dans un avenir proche. La guerre avec l'Irak ne provenait pas d'un conflit par personnes interposées entre l'euro et le dollar, mais constituait un exercice d'entraînement pour l'hyperpuissance américaine.

3. La guerre a été officiellement déclenchée pour deux raisons : l'Irak était censé posséder des armes de destruction massive et entretenir des liens avec Al Qaeda. Aucune de ces deux assertions n'a pu être démontrée. Il en résulte un grand scepticisme, à l'échelle internationale, et y compris aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, à propos des raisons profondes de la guerre. Bush et ses collaborateurs — ainsi que Blair, malgré ses tentatives d'enjoliver les buts de guerre — croyaient probablement à une partie de leurs arguments concernant les armes de destruction massive ; et, s'ils savaient que leurs informations étaient totalement fausses et qu'ils n'allaient pas trouver la moindre arme de destruction massive, ils ont mené une politique totalement et inexplicablement stupide.

Néanmoins les armes de destruction massive et Al Qaeda n'ont jamais été qu'un « prétexte », pas une vraie raison (« une raison bureaucratique », comme l'a dit Rumsfeld) pour cette guerre.

4. L'aile droite de l'administration américaine, en particulier les « néo-conservateurs », agitait depuis longtemps l'idée d'un « changement de régime » en Irak. Depuis les origines de l'industrie pétrolière mondiale, les grandes puissances internationales (Grande-Bretagne, hier, Etats-Unis aujourd'hui) surveillent attentivement tout ce qui se passe dans le Golfe. En 1980, le gouvernement américain a adopté la « doctrine Carter », selon laquelle les Etats-Unis doivent intervenir pour empêcher toute autre puissance de dominer le Golfe. Après l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en 1990, les Etats-Unis ont craint que l'Irak ne devienne l'impérialisme régional dominant. Durant les années 90, leur politique a consisté, en utilisant l'arme des sanctions, à affaiblir et contenir l'Irak, et à préparer des conditions favorables à une révolution de palais qui permettrait à un général docile de remplacer Saddam Hussein. Des membres plus culottés ou imprudents de la classe dirigeante américaine affirmaient qu'il fallait envoyer des troupes américaines. Les horribles attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont créé, dans l'opinion publique américaine, un consensus suffisant pour appliquer l'option belliciste ; la guerre rapide et victorieuse en Afghanistan a encore accéléré ce processus. Les stratèges américains craignaient que la stratégie consistant à « contenir » Saddam Hussein ait échoué et que, à moyen terme, l'Irak puisse de nouveau constituer une puissance locale non négligeable dans une région ayant une importance stratégique vitale. L'Irak possède en effet les réserves de pétrole les plus importantes au monde, après l'Arabie Saoudite — ce dernier pays étant un solide allié pour les Américains mais il traverse en ce moment une crise interne qui le déstabilise.

5. De plus, les stratèges (et/ou les idéologues) américains ayant une vision à plus long terme croyaient que l'état chaotique du Moyen-Orient favorisait les groupes terroristes islamistes qui avaient directement attaqué les Etats-Unis. Ils ont décidé de « résoudre » la question moyen-orientale, ce qui pour eux

signifie d'abord s'attaquer à l'Irak, à l'Iran (deux pays qui, selon George Bush, font partie de l'« Axe du mal » avec la Corée du Nord) et à la Syrie, mais ils veulent aussi traiter le conflit israélo-palestinien. Ces stratèges — principalement ceux qui se sont organisés autour du « Projet néo-conservateur pour un nouveau siècle américain » — pensent que la diffusion des « valeurs américaines » à l'échelle mondiale représente la mission centrale de la politique extérieure des Etats-Unis.

5a. Dans le cadre de leur projet pour refaçonner et stabiliser le Moyen-Orient, les Etats-Unis ont proposé une « feuille de route » pour le problème israélo-palestinien. Ils veulent également susciter des changements politiques dans d'autres pays de la région, notamment en Syrie. Etant donné leurs difficultés actuelles en Irak, il est probable que, pour le moment, ils éviteront des décisions risquées et se contenteront d'exercer des pressions diplomatiques et économiques limitées, comme celles dont ils prétendent qu'elles ont réussi en Lybie. Ils ont laissé en plan la « feuille de route » concernant Israël et la Palestine, au moins pour un temps. Il est peu probable que les Etats-Unis entrent en guerre bientôt contre la Syrie et l'Iran, contrairement à ce que beaucoup de militants anti-guerre ont prétendu. Si nous tenons compte des événements qui l'ont suivie, la guerre de 2003 en Irak s'est déroulée beaucoup plus mal pour les Etats-Unis que les trois précédentes (1991 Koweït, 1999 Kosovo, 2001 Afghanistan). Ces guerres étaient d'un type inédit dans l'histoire mondiale car elles avaient procuré une victoire définitive aux Etats-Unis sans que ceux-ci aient pratiquement subi la moindre perte. La classe dirigeante américaine ne voudra pas s'engager rapidement dans une autre guerre comme celle d'Irak. Il ne s'ensuit pas que les Etats-Unis n'enverront plus de bombes et de missiles contre d'autres pays, et qu'ils se contenteront désormais de simples menaces ou de manœuvres d'intimidation. Et on ne peut non plus en déduire qu'ils abandonneront, ni qu'ils puissent abandonner sans risques leur projet d'imposer une politique néo-libérale pour remodeler le Moyen-Orient.

6. Nous étions opposés à la dictature du Baas en Irak et partisans de son renversement — par la classe ouvrière et les peuples d'Irak. Comme l'affirmait une résolution de notre



congrès l'année dernière : « Quelle que soit l'hypocrisie de Bush, le régime de Saddam est vraiment l'un des plus sinistres régimes terroristes existants. Sa nature ne changerait pas si les Etats-Unis envahissaient ou conquéraient l'Irak. La résistance de Saddam Hussein contre les Etats-Unis ne serait pas motivée par la défense du droit des peuples irakiens à l'autodétermination, mais par le besoin de préserver son régime, et de perpétuer sa répression contre les Kurdes et les autres minorités. Nous nous opposons aux projets bellicistes américains, non pas parce que nous soutenons le régime irakien, mais au nom de la démocratie internationale et de la solidarité prolétarienne internationale. » Un an plus tard, maintenant que le régime de Saddam est tombé, notre position n'a pas changé sur ce point.

7. La guerre a causé apparemment moins de morts que nous le craignons ou que beaucoup d'organisations humanitaires et autres le prédisaient. (Il est en tout cas certain que le régime de Saddam Hussein a causé bien plus de morts.) Mais nous avons raison de ne pas avoir confiance dans les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne. En tant que révolutionnaires, nous n'avons pas à calculer le pourcentage de pertes acceptables dans ce type de conflit. Au moment de la guerre totale, les pertes ont été relativement limitées uniquement parce que les troupes d'élite du régime baasiste se sont rapidement effondrées. Et il est maintenant clair que beaucoup de ceux qui ont cessé si rapidement de se battre l'ont fait dans le but de conserver leurs forces pour une guérilla ultérieure. La guerre américaine contre cette guérilla a tué et tuera encore des milliers de civils irakiens. De nombreux partisans de la guerre soulignent que des groupes d'opposition irakiens ont aussi soutenu les Américains. C'est par exemple l'argument de la parlementaire travailliste Ann Clwyd, qui soutient depuis longtemps la lutte des Kurdes. Mais les autres groupes d'opposition et certains individus ne soutenaient pas cette guerre. L'opposition irakienne n'était pas unanime et une grande partie des partisans de la guerre appartenaient à des forces bourgeoises, politiquement corrompues.

8. Le régime baasiste a été renversé par les forces américano-britanniques en avril 2003.

Nous nous réjouissons de la chute du régime, quels que soient ceux qui l'ont abattu.

9. Nous nous opposons à l'occupation de l'Irak par les forces américano-britanniques ; mais nous n'établissons aucune équivalence entre l'occupation actuelle et la dictature de Saddam Hussein. Au niveau des libertés démocratiques, il est évident que la situation est meilleure qu'avant. Il existe de nombreux journaux, des partis politiques, des manifestations (sur lesquelles on ne tire pas), etc. Cette situation est fragile et nous ne soutenons politiquement ni la guerre ni l'occupation. Mais, pour dire les choses crûment, si nous avions dû choisir le moindre mal, le moindre mal a gagné la guerre. Mais c'est un mal.

10. Certains conseillers avaient suggéré à l'administration américaine que la population se soulèverait pour soutenir les armées de l'envahisseur, spécialement dans le Sud à majorité chiite. Cela ne s'est pas produit. La majorité de la population est restée passive pendant la guerre et cette attitude s'est perpétuée depuis lors, même si la vague des manifestations de masses lancées par l'ayatollah Sistani en janvier 2004 représente un changement significatif de la part de la majorité chiite. La résistance militaire était le fait des forces armées de l'Etat baasiste et de ses supplétifs paramilitaires (« Fedayyin de Saddam », etc.). Ces forces militaires ont été rapidement écrasées et se sont « dissoutes » dans la population sans se rendre formellement.

11. La principale exception à ce schéma a été les Kurdes dont les peshmergas ont combattu les forces américaines.

12. La chute de la dictature baasiste a provoqué une désintégration sociale rapide — pillages, croissance massive du chômage, etc. L'infrastructure de base du pays — services de santé, eau, électricité, essence, etc. — a été ravagée par des années de guerre et de sanctions et, à la fin de la dernière guerre, se trouvait sur le point de s'effondrer. Un an plus tard, la plupart de ces éléments d'infrastructure ne fonctionnent toujours pas de façon satisfaisante.

12a. L'insécurité a grandement augmenté — le nombre de meurtres, d'enlèvements, de viols, etc., a grimpé en flèche — de sorte que les Irakiens affirment régulièrement que leur principale préoccupation actuelle est le manque

de sécurité personnelle. A cela vient s'ajouter l'insécurité provoquée par les révoltes contre les troupes d'occupation, les bombes qui tuent des civils, les attentats-suicides, etc.

13. De nombreux conseils et experts universitaires proches du Pentagone pensent que l'administration américaine a bien planifié la guerre mais mal préparé la « paix ». Son premier « administrateur civil », un général retraité proche des « néo-conservateurs » a été renvoyé ; plusieurs plans pour instaurer un régime autonome et la démocratie en Irak ont été abandonnés ou modifiés.

14. Pendant la plus grande partie de la décennie précédente, la politique américaine visait à provoquer un « changement de régime » en s'appuyant sur l'opposition bourgeoise. Mais cette politique a échoué et s'est terminée par un désastre. La majorité de l'administration américaine, à partir de 2003, était devenue hostile aux principales forces d'opposition. De plus, plusieurs opposants ont fourni aux Etats-Unis des renseignements totalement faux — notamment sur l'importance du soutien populaire à l'invasion et à l'occupation et sur l'existence et l'emplacement des armes de destruction massive.

15. Pour les forces d'occupation américaine, créer un gouvernement irakien crédible est devenu une tâche à la fois urgente et difficile. Le Conseil provisoire de gouvernement, formé en juin par Paul Bremer, a en fait réussi à unir la plupart des principaux groupes d'opposition : le Congrès national irakien (d'Ahmed Chalabi), groupe qui avait été choyé par le Pentagone et les néo-conservateurs américains durant les années 90 ; le Mouvement de l'Entente nationale irakienne d'Ayad Alawi, un ex-baasiste ; le Conseil suprême pour la révolution islamique (SCIRI), soutenu par l'Iran et qui dispose d'une milice importante ; le Parti communiste irakien ; le Hezbollah, mouvement islamiste implanté chez les Arabes des Marais lourdement persécutés par Saddam Hussein ; et les deux partis nationalistes kurdes, le PDK et l'UPK. Les 25 membres du Conseil provisoire de gouvernement incluaient aussi plusieurs personnalités importantes.

16. Le Conseil provisoire de gouvernement, organisme non élu, a été créé par les forces d'occupation américaines (l'Autorité provisoire de la Coalition) pour refléter davantage les

différents groupes ethniques et religieux en Irak (chiites, kurdes, turcomans, assyriens et sunnites) que les groupes politiques (par exemple, le représentant du Parti communiste est officiellement membre du conseil en tant que chiite). Cette politique a donc exacerbé ces divisions.

17. Une grande part des membres du Conseil n'ont pas de base sociale réelle en Irak, la plupart étant en effet des anciens exilés. Le Conseil provisoire de gouvernement s'est révélé particulièrement inefficace et a souffert de l'absentéisme de ses membres, critiqués pour leur volonté de s'enrichir personnellement. Beaucoup d'entre eux s'opposent à la tenue d'élections libres parce qu'ils savent que peu de gens voteront pour eux.

18. Les deux principaux partis kurdes (le PDK et l'UPK), tous deux représentés dans le Conseil provisoire de gouvernement, sont très différents. Il s'agit de véritables partis de masse, même s'ils comptent de puissants éléments tribaux et qu'ils ont conclu à plusieurs reprises des alliances avec les forces réactionnaires : le gouvernement iranien (celui du shah puis de la République islamique) et Saddam Hussein lui-même. Ils ont soutenu la guerre américano-britannique en partie parce qu'ils voulaient se débarrasser de Saddam Hussein, responsable de la mort de milliers de Kurdes, mais aussi parce qu'ils souhaitaient être inclus dans l'inévitable pax americana. Ils ont accepté de faire partie du Conseil provisoire de gouvernement pour les mêmes raisons. Si nous ne soutenons pas politiquement les partis nationalistes kurdes, nous ne les dénonçons pas pour leur participation au Conseil (1).

19. Beaucoup d'éléments du Conseil provisoire de gouvernement — en particulier le Conseil suprême pour la révolution islamique et le Mouvement pour l'Entente nationale irakienne — sont totalement réactionnaires. Plus récemment, sous la pression islamiste, le Conseil provisoire de gouvernement a aboli certaines lois laïques et introduit la charia.

20. Des forces politiques importantes sont restées en dehors du Conseil provisoire de gouvernement. En dehors des baasistes et d'autres éléments de la « résistance » armée (voir plus loin), il y a le mouvement dirigé par Muqtada al-Sadr, religieux militant qui possède notamment une base sociale chez les chiites

pauvres de Bagdad et d'autres villes, et la plus haute autorité chiite, l'ayatollah Sistani. Al-Sadr est opposé aux Américains, même s'il ne prône pas la résistance armée (il a même ensuite atténué ses appels à une résistance non violente par peur d'être arrêté). Mais ce groupe islamiste violent a attaqué et assassiné des responsables religieux rivaux. Sistani est un islamiste plus « libéral », favorable à la tenue d'élections. Il veut l'adoption d'une Constitution fondée sur la charia, mais sur une base traditionaliste, plus que sur le jihad. Sistani vient d'une tradition chiite plus quietiste : mais sa récente décision d'entrer en politique, à travers des mobilisations de masse exigeant des élections, est très significative ; elle montre le pouvoir de la direction religieuse des chiites, impatients d'exercer le pouvoir qui leur semble dû, puisqu'ils constituent plus de la moitié de la population (60 %).

21. Si les Kurdes sont restés alliés aux Etats-Unis et si les chiites, même les plus radicaux, ont soit rejoint le Conseil provisoire de gouvernement, soit s'opposent à l'occupation sur une base « politique », la « résistance armée » est fondée sur le « triangle sunnite » au centre de l'Irak. Plus l'occupation devient impopulaire, et plus les efforts pour combattre les insurgés conduisent les armées d'occupation à se montrer plus répressives —, plus des forces de plus en plus larges ont rejoint la « résistance ». Mais il semble indubitable que le cœur de cette résistance, les éléments les mieux organisés, est constitué par les fidèles de l'ancien régime (membres de la Garde républicaine, de la Garde républicaine spéciale, Fedayin de Saddam et milices du parti Baas qui se sont « dissoutes » et ont disparu en avril 2003), ou ceux qui se battent pour conserver les privilèges historiques des sunnites face à une majorité chiite qui va accéder au pouvoir (que ce soit à l'issue d'une élection, ou d'un conflit inter-religieux armé).

22. De plus, certaines forces islamistes étrangères souhaiteraient transformer l'Irak en un nouveau modèle du jihad, en s'inspirant de la résistance afghane contre l'URSS. Ces forces sont sans doute responsables des attentats-suicides. Il est difficile d'estimer quelles sont exactement leur taille et leur influence (certains experts pensent qu'elles sont très réduites).

23. La « résistance » ne constitue donc pas un mouvement de libération nationale. Notre résolution de 2003 affirmait : « Cette guerre américano-irakienne pourrait déboucher sur un borbier politique qui ouvrirait un chapitre entièrement nouveau de l'histoire de l'impérialisme. Après avoir remporté un succès initial contre Saddam Hussein, les Etats-Unis pourraient être amenés à établir une domination coloniale formelle (voire réelle), par l'intermédiaire d'un engagement important de l'armée américaine pour réprimer une résistance de masse face à un régime qui manquerait de base politique locale et deviendrait un gouvernement fantoche. Dans un tel scénario, nous soutiendrions une résistance populaire authentique au nom du droit à l'autodétermination. » Si nous n'écartons pas la possibilité que les événements prennent ce cours, ce n'est pas pour le moment le cas.

24. La « résistance » à l'occupation anglo-américaine (c'est-à-dire l'insurrection armée, par opposition aux manifestations de masse, etc.) est réactionnaire. Pour le moment, on ne peut caractériser l'occupation de « coloniale ». Le conflit se situe davantage entre le superflic de l'empire du capital et les mafias et gangs locaux. Mais la situation pourrait changer (voir plus loin).

25. L'Irak de l'après-Saddam risque d'être consumé par des forces réactionnaires — différents courants islamiques d'un côté, des nationalistes religieux sunnites et des baasistes de l'autre. Les armées américaines et britanniques risquent de devenir de plus en plus répressives, au fur et à mesure que le maintien de la sécurité leur échappera totalement. Il faut mentionner aussi une montée de la criminalité organisée. La croissance des forces démocratiques, laïques et ouvrières est donc une nécessité urgente pour la société irakienne.

26. Si la démocratie (bourgeoise et limitée) est une « valeur américaine », « le libre échange » et l'« économie de marché » le sont également. La mondialisation a permis que ces « valeurs » se répandent dans presque tous les pays de la planète. Si l'on s'en tient aux critères de ce processus de globalisation, le Moyen-Orient reste une zone arriérée, pauvre en démocraties bourgeoises. Dans la région, des régimes sont au pouvoir depuis des dizaines d'années. La remodelage de l'Irak et

l'établissement d'une sorte de démocratie limitée dans ce pays sont considérés par certains comme la première étape d'un processus qui balayera toute la région. C'est en tout cas le projet des néo-conservateurs auquel Bush s'identifie de plus en plus ouvertement.

27. L'objectif des Etats-Unis en Irak est de remodeler ce pays selon une politique néo-libérale, avec un régime stable bien intégré dans le marché international, ouvert aux multinationales, et qui ait la souplesse que lui donnerait une forme limitée de démocratie parlementaire. En fait, la liberté du marché établie depuis la chute de Saddam se résume à la liberté — pour les grandes entreprises américaines les mieux placées — de se saisir des profits. Des contrats pour la reconstruction du pays ont été offerts aux principales grandes entreprises américaines (souvent sans même un appel d'offres) ; certaines de ces entreprises, notamment le géant du pétrole Halliburton, entretiennent des liens étroits avec le personnel de l'administration Bush. Les autorités d'occupation ont introduit des lois en septembre 2003 pour permettre la privatisation de l'industrie irakienne (excepté le pétrole), et le rapatriement des profits par les sociétés étrangères.

28. La perspective, sous l'occupation, est alors soit celle de la reconstruction économique selon le schéma de la mondialisation à l'œuvre partout — un fossé croissant entre les riches et les pauvres (et dans le pire des cas le renforcement de la division entre sunnites et chiites, et l'exacerbation du conflit ethnique-religieux), avec des grandes entreprises multinationales qui feront des super profits si elles peuvent stabiliser suffisamment le pays.

29. Les Etats-Unis (l'Autorité provisoire de la coalition) ont conservé la législation baasiste qui interdit les syndicats indépendants, précisément pour garder des armes contre la résistance à cette poussée vers la privatisation, le « libre » marché et la mondialisation.

30. Les Etats-Unis n'ont pas importé la démocratie en Irak. En dehors de la nature non démocratique du Conseil provisoire de gouvernement, le projet américain de transmettre la souveraineté aux Irakiens a rencontré de sérieuses difficultés. La version la plus récente de ce projet implique la création d'un « Parlement » à travers des assemblées

locales de dirigeants tribaux, etc., qui élaborerait ensuite une Constitution. L'ayatollah Sistani a déclaré que c'était inacceptable et il a insisté pour que des élections directes soient organisées. En janvier 2004, à Bassorah, des manifestations gigantesques ont été organisées pour soutenir les revendications de Sistani.

31. Les Etats-Unis aimeraient certainement trouver le moyen de transmettre le pouvoir aux Irakiens et de retirer (progressivement) leurs forces militaires. Mais, en pratique, ce projet semble difficile à réaliser. La possibilité reste que les Etats-Unis et leurs alliés britanniques s'enlisent en Irak pendant une longue période ; ou qu'ils envisagent une autre méthode, non démocratique, de transmettre le pouvoir (par exemple, en soutenant discrètement un coup d'Etat en faveur d'un général qui n'apparaîtrait pas comme une marionnette américaine mais respecterait le cadre fixé par les Etats-Unis).

32. On peut aussi penser que les Etats-Unis finiront par assurer la transition selon leurs désirs. Dans certaines situations historiques, l'occupation militaire américaine a abouti à la création de démocraties bourgeoises prospères et qui fonctionnent, comme cela a été le cas en Europe et au Japon après la Seconde Guerre mondiale. A Taiwan et en Corée du Sud, l'occupation américaine a d'abord amené la formation de régimes autoritaires dominés par les militaires, dont la pérennité a reposé sur la base sociale fournie par des réformes agraires radicales, puis, au bout de plusieurs décennies, par l'évolution vers la démocratie bourgeoise. Ces comparaisons ont bien sûr leurs limites : ces pays n'ont connu rien de comparable à la « résistance » irakienne actuelle ; l'étendue des destructions et la taille des économies qui en ont souffert étaient bien plus importantes. Mais, à la fin des années 40, les marxistes pensaient que les vainqueurs de 1945 seraient incapables de créer autre chose que de nouvelles dictatures et ils se sont trompés. Nous ne devrions pas commettre la même erreur. Le Congrès américain a accepté de débloquer 87 milliards de dollars pour reconstruire l'Irak. Même si elle est considérable, cette somme sera certainement insuffisante. Essayer d'imposer une sorte de Plan Marshall en Irak pose des problèmes politiques non négligeables mais c'est l'intérêt des Etats-Unis de « stabiliser » — à leur manière — le Moyen-Orient.

32a. Quelle soit l'option choisie par les Etats-Unis, les luttes pour les revendications démocratiques (Assemblée constituante, liberté de la presse, droit de réunion, formation d'organisations politiques et syndicales, droits des femmes, etc.) joueront un rôle important pour créer un espace politique permettant à la gauche, aux organisations démocratiques et ouvrières d'exister et pour construire une campagne de soutien en leur faveur. Dans les entreprises, la question du contrôle ouvrier s'est déjà posée dès la fin de la guerre. Les organisations de gauche et démocratiques ont donc raison de poser des revendications aux autorités d'occupation, plutôt que de se contenter de réclamer leur « départ ».

33. Même si l'impérialisme américain réussit à instaurer la démocratie bourgeoise en Irak, ou dans un autre pays, nous ne le soutiendrons pas politiquement. Même s'ils accomplissent leurs promesses (comme celles qu'a faites Bush lors de sa dernière visite en Grande-Bretagne) de s'opposer aux régimes tyranniques, nous ne les soutiendrons pas politiquement — et nous incitons la classe ouvrière à faire de même. De toute façon, s'ils ne trouvent pas une solution, les Etats-Unis ne se contenteront pas de se tourner vers des alliés comme la famille royale saoudienne ou le gouvernement égyptien. Mais nous ne prétendons pas stupidement qu'aucun changement démocratique, qu'aucun progrès d'aucune sorte, n'est possible sous l'hégémonie américaine. Nous souhaitons rassembler et armer politiquement la classe ouvrière de la région et du monde, quels que soient les changements politiques qui se produiront.

34. Comme nous l'avons noté auparavant, au cours des derniers mois, un changement politique majeur s'est produit : la direction chiite religieuse autour de Sistani exige désormais la tenue d'élections. Sistani n'est pas favorable à un régime théocratique comme celui de l'Iran ; il n'est pas un islamiste militant comme Muqtada al-Sadr. Néanmoins, c'est un dirigeant religieux, et un gouvernement composé des partisans de Sistani ne constituerait pas une solution de rechange démocratique à l'occupation.

35. Nous soutenons l'appel à des élections libres. Les révolutionnaires et les organisations de la classe ouvrière doivent contester le terrain

actuellement occupé par la direction chiite, et se présenter comme des champions de la démocratie directe à l'échelle nationale.

36. Nous soutenons la tenue d'élections libres, et avertissons la classe ouvrière : celle-ci doit en effet se préparer à lutter contre un gouvernement qui serait majoritairement composé des partisans de Sistani. Nous ne nous opposons pas à ces élections sous prétexte qu'un gouvernement favorable à Sistani risque d'en être la conséquence.

37. La classe ouvrière irakienne était une force décisive dans les années 50, sous la domination politique du Parti communiste. Le PC a été écrasé par le coup d'Etat de 1963 qui renversa Kassem et amena le Baas pour quelque temps au pouvoir. Le Baas reprit le pouvoir en 1968 et cette fois ne le lâcha plus. Les activités indépendantes de la classe ouvrière furent écrasées en 1963 et ne ressuscitèrent plus jamais. Le PC a survécu et honteusement participé à un gouvernement de « coalition » avec le Baas au début des années 70. Puis le Baas expulsa les communistes du gouvernement et les contraignit à s'exiler. (Jusqu'à la chute de Saddam Hussein, on pensait généralement que le PC était définitivement discrédité ; apparemment cela ne semble pas être le cas.) La dictature du Baas a sauvagement réprimé la classe ouvrière, en arrêtant, torturant et tuant les militants syndicaux et politiques.

38. La chute de la dictature en 2003 a posé des questions immédiates à la classe ouvrière irakienne, au niveau politique et économique : le chômage de masse, le non-paiement des salaires, la destruction des installations de santé publique, etc., ainsi que les questions de la démocratie, des droits des femmes, etc. Après quarante années de répression, il n'est pas étonnant que l'activité de la classe ouvrière, sous la forme de syndicats, ait pris un certain temps pour renaître.

39. Un certain nombre de grèves et d'initiatives syndicales ont eu lieu en Irak, même si les médias ne s'en sont pratiquement pas fait l'écho : grèves, sit-in à Bassorah, dans certains puits de pétrole, à Bagdad, etc. La plus importante semble être la création de la Fédération des syndicats d'Irak (IFTU) dont le siège à Bagdad a été attaqué et fermé par les autorités militaires en décembre 2003. Cette fédération semble être soutenue par le Parti

communiste, qui a un représentant dans le Conseil provisoire de gouvernement, et qui donc fait pression pour que la Fédération des syndicats d'Irak soit reconnue, d'une façon ou d'une autre.

Mais il existe des syndicats indépendants, dont les plus importants sont liés au Parti communiste-ouvrier d'Irak (PCOI). L'Union des chômeurs d'Irak (UUI) prétend avoir des dizaines de milliers de membres. La Fédération des commissions de travailleurs (2) et des syndicats d'Irak semble être un rassemblement de syndicats dont certains sont indépendants du Parti communiste-ouvrier d'Irak.

40. Ce mouvement ouvrier commence seulement à émerger après des décennies de dictature et doit faire face à de nombreuses difficultés : une partie des ouvriers irakiens identifient les « syndicats » avec l'ancien régime baasiste, qui leur avait imposé des syndicats jaunes ; de plus, le fait que le régime et son parti dominant se soient prétendus « socialistes » pendant des décennies pose également un problème.

41. Notre principale tâche est de construire la solidarité avec ce mouvement ouvrier. Nous avons commencé à travailler dans ce sens mais nous devons intensifier nos efforts et coordonner cette activité à l'échelle nationale.

42. Le Parti communiste-ouvrier d'Irak apparaît comme la principale — en fait la seule — force d'« extrême gauche » en Irak. Lié à son « parti frère » iranien, le Parti communiste-ouvrier d'Iran, il a connu une trajectoire très différente de la gauche révolutionnaire à l'échelle internationale. Le PCOI ne vient ni du stalinisme, ni du trotskysme (Mansour Hekmat, le « dirigeant » défunt du Parti communiste-ouvrier d'Irak et du Parti communiste-ouvrier d'Iran, a participé au Revolutionary Communist Group de David Yaffe dans les années 70. Mais la théorie du « communisme-ouvrier » considère que le trotskysme n'est qu'une variante du stalinisme.) Leurs initiatives, comme celle de créer l'UUI (Syndicat des chômeurs d'Irak) sont positives et ils attirent sans doute dans leurs rangs certains des meilleurs militants d'Irak. Ils semblent cependant avoir des conceptions rigides et sectaires ; et le PCOI d'Iran est considéré avec suspicion par les autres groupes révolutionnaires irakiens (pendant une période le

PCOI a partagé une station de télévision avec un groupe favorable au shah). Nous continuerons à discuter avec eux, mais notre solidarité ne se manifesterait pas exclusivement envers eux ou leurs initiatives.

43. En 2003, la résolution de notre Congrès précédent affirmait : « Nous exprimerons notre opposition à la politique coloniale ou à un gouvernement fantoche en avançant des slogans favorables à l'autodétermination et aux droits démocratiques du peuple irakien et hostiles à toute imposition d'un régime politique, en plus de nos slogans antérieurs tels que « Non à la guerre », « Arrêtons la guerre », etc. Etant donné que cette guerre aboutira, d'une façon ou d'une autre, à la conquête américaine de l'Irak nous voulons que les troupes quittent le pays dans pratiquement toutes les situations immédiatement envisageables ; «Troupes hors d'Irak» peut devenir un slogan essentiel en cas de résistance populaire de masse. » En fait, à cause de la situation beaucoup plus complexe décrite ci-dessus (points 23-25), cette analyse était inadéquate. Nous sommes pour que les troupes s'en aillent, mais le slogan «Troupes hors d'Irak», s'il devait résumer notre politique, impliquerait clairement la « victoire de la résistance », qui est politiquement réactionnaire, ou une indifférence totale vis-à-vis de la probabilité d'une guerre civile.

44. Nous n'appelons bien sûr pas les troupes à rester, et il n'est pas question que nous soutenions politiquement l'occupation. Nous sommes pour la fin de l'occupation. Mais nous nous concentrons sur la construction d'un mouvement de solidarité avec les forces ouvrières, démocratiques et laïques qui doivent remplacer l'occupation.

45. Nous réexaminerons cette analyse en fonction de l'évolution de la situation en Irak.

46. Nous nous opposons aux groupes de gauche et d'extrême gauche qui veulent construire un mouvement centré uniquement sur la fin de l'occupation, le départ immédiat des troupes ou (pire encore) le soutien explicite à la « résistance » réactionnaire, comme s'il s'agissait d'une lutte anti-impérialiste.

47. Les campagnes de solidarité avec le mouvement ouvrier qui effectue ses premiers pas en Irak doivent être aussi ouvertes à ceux qui ont soutenu la guerre et soutiennent l'occupation. L'accord sur la question de la fin

de l'occupation ne doit pas être une condition indispensable pour une campagne de solidarité. Le mouvement ouvrier irakien a besoin d'une aide pratique, aide qui vienne, en premier lieu, des militants ouvriers d'autres pays. La Fédération des syndicats d'Irak (contrôlée par le Parti communiste irakien), le Syndicat des chômeurs et l'Union des commissions de travailleurs et syndicats d'Irak (liés au Parti communiste-ouvrier d'Irak) se sont tous deux opposés à la guerre. La position de la Fédération des syndicats d'Irak sur l'occupation est plus ambivalente.

48. L'AWL soutient le droit à l'autodétermination des peuples d'Irak, l'indépendance de ce pays. L'Irak doit être dirigé par les Irakiens eux-mêmes. Nous souhaitons des élections libres pour convoquer une Assemblée constituante, et adopter une Constitution démocratique et laïque.

49. Le peuple kurde a le droit à l'autodétermination. Les droits démocratiques des autres minorités nationales (Turkomans, Assyriens) doivent être garantis. Et la liberté religieuse doit être assurée, mais dans le cadre d'une séparation totale entre la religion, d'un côté, les systèmes juridique et éducatif, de l'autre. Nous défendons l'égalité et la liberté totales des femmes, ainsi que toutes les revendications démocratiques.

50. Nous sommes opposés au démembrement de l'Irak en plusieurs cantons sunnites ou chiïtes, et contre toute institutionnalisation des identités religieuses, sunnites, shiïtes, etc.

51. Nous dénonçons les plans américains qui souhaiteraient diviser l'Irak en plusieurs cantons sunnites, chiïtes et kurdes. Notre soutien à l'autodétermination kurde (et y compris à l'autonomie s'ils le désirent) n'a rien de commun avec les plans impérialistes.

52. Le dernier conflit a créé un puissant mouvement international contre la guerre, marqué par des manifestations de masse à New York, Rome, Barcelone, Londres, etc., en février 2003. Ce mouvement disparate et incohérent comprenait des bourgeois libéraux, des islamistes, des pacifistes, etc. Une fraction significative de ce mouvement était cependant liée au mouvement altermondialiste qui a émergé au cours des dernières années. (Par exemple, le Forum Social Européen qui s'est

tenu à Florence en 2002 a culminé dans une gigantesque manifestation antiguerre où Rifondazione comunista a joué un rôle prééminent ; le Forum social mondial a exprimé son opposition à la guerre et à l'occupation.) De nombreux syndicalistes de gauche, de la coalition US Labour Against the War à des syndicats indépendants en Indonésie, se sont opposés à la guerre. Cependant, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, certains groupes d'extrême gauche défendent une politique grossièrement anti-américaine. Ils reprennent ainsi certains aspects de l'idéologie stalinienne en soutenant des tyrans « anti-américains » (Saddam, les talibans, Milosevic), tout comme les vieux staliniens avaient l'habitude de soutenir Moscou en toutes circonstances. Ces groupes d'extrême gauche (le Socialist Workers Party en Grande-Bretagne, le Workers World Party/ANSWER aux Etats-Unis) ont dominé l'organisation centrale du mouvement antiguerre au point de fixer le choix de ses alliés, l'identité des intervenants à la tribune des manifestations et des meetings, etc. En Grande-Bretagne, la Stop the War Coalition a construit une alliance avec la Muslim Association of Britain, cache-sexe des Frères musulmans.

53. Malgré ces forces politiques, l'impulsion fondamentale du mouvement antiguerre — la volonté, y compris chez de nombreux jeunes radicalisés pour la première fois, de protester contre la façon dont le monde est géré et contre les dirigeants réactionnaires des Etats les plus puissants de la planète — était positive. Il faut analyser le mouvement antiguerre dans le contexte des défaites antérieures, de l'isolement des révolutionnaires, du recul de la lutte des classes. Les manifestations de masse traduisaient un certain renouveau du militantisme de base et de la protestation radicale. Ce renouveau s'est effectué de manière confuse. Mais il aurait été absurdemment sectaire de s'en tenir éloigné et de le critiquer de l'extérieur. L'AWL a eu raison de participer au mouvement antiguerre et de contribuer à sa construction. Nous avons été exclus du comité dirigeant de la Stop the War Coalition, mais nous avons eu raison de participer aux groupes antiguerre locaux ; en fait, nous avons parfois, et dans certains endroits, eu tort de nous tenir à l'écart de tels groupes, en laissant notre dégoût pour la

politique du SWP nous empêcher de nous battre aux côtés de militants de base influencés par ce parti.

54. Une grande hostilité et une grande méfiance se sont exprimées contre le gouvernement de Blair sur la question des armes de destruction massive, hostilité et méfiance qui ne s'était pas manifestées aussi puissamment, au moins depuis les années 1990. Une question de démocratie élémentaire se posait : le gouvernement britannique a poussé le pays à entrer en guerre en invoquant principalement l'existence d'armes de destruction massive et la réalité de leur menace ; il est évident que les renseignements fournis par les services secrets étaient faux. Il semble également que Blair n'ait autorisé une enquête sur ces informations mensongères que parce que Bush a été lui aussi forcé de le faire. Sur le plan démocratique, nous exigeons que nos dirigeants élus soient comptables de leurs actes.

55. Nous sommes intervenus dans le mouvement en avançant le mot d'ordre « Non à la guerre, non à Saddam » et dans la perspective du « troisième camp » (3). Nous avons essayé d'organiser internationalement des forces opposées à la fois à la guerre et à la dictature. Nos tracts et nos banderoles ont été bien reçus durant les manifestations. La tournée de meetings que nous avons organisée contre la guerre a attiré un nombre non négligeable de spectateurs. Le nombre de contacts que nous avons pris et de militants que nous avons recrutés est infime, comparé à la taille des manifestations. C'est en partie pour les mêmes raisons que les autres groupes d'extrême gauche, y compris le SWP qui était l'organisateur de la Stop the War Coalition, ont peu recruté. Depuis presque vingt ans, les luttes ouvrières n'ont pas atteint une taille suffisante pour montrer le pouvoir du prolétariat de changer la société. De plus, il est difficile d'exhumer le vocabulaire révolutionnaire enseveli sous les ruines des Etats staliniens qui en ont abusé. Une infime minorité des nouveaux militants antiguerre étaient donc prêts à rejoindre immédiatement les groupes révolutionnaires. Nous avons aussi commis des erreurs qui auraient pu être évitées : un trop grand scepticisme provenant de nos nombreux conflits avec la culture dominante dans la

pseudo-gauche ; nous avons aussi tardé à comprendre que, pour développer des contacts et une périphérie militante actuellement, nous devons employer des méthodes très différentes de celles que nous avons déployées réussi dans le passé au sein des cercles clairement définis des organisations de jeunesse du Parti travailliste, chez les étudiants travaillistes, etc.

56. Le mouvement antiguerre a rapidement décliné après la victoire américano-britannique, et ses activités se sont ralenties beaucoup plus vite qu'on aurait pu s'y attendre. Cela est, peut-être, en partie dû au caractère défensif de ce mouvement : de nombreuses personnes ont manifesté simplement parce qu'elles voulaient au moins faire un geste d'opposition face au rouleau compresseur de l'hyperpuissance américaine et au néolibéralisme international favorable à la toute-puissance du marché. Mais elles ne croyaient absolument pas possible de mener une activité politique soutenue pour changer le monde. Durant les années 60, par contre, il existait, dans les mouvements contre la guerre du Vietnam, le sentiment assez répandu que l'on faisait partie d'une révolte de masse qui avait déjà remporté certaines victoires (les révolutions coloniales) et qui pourrait en remporter d'autres. Les participants aux mobilisations de l'année dernière ont dû être désorientés, à un degré ou un autre, quand, malgré les beaux discours de la Stop the War Coalition, nombre de ses arguments ont été réfutés par les événements. Bagdad n'a pas été la répétition de Stalingrad ; la guerre s'est terminée réapidement ; les Irakiens se sont réjoui de la chute de Saddam, etc. Les manifestations contre Bush en novembre 2003 ont cependant montré l'existence et la persistance d'un milieu diffus, dont de nombreux jeunes, opposé, d'un point de vue de gauche, au néolibéralisme, à la guerre, et à la destruction de l'environnement pour le seul profit.

57. Nous avons une tâche difficile par rapport à ce milieu large. D'une part, dans la mesure où il reflète une véritable radicalisation, particulièrement de la jeunesse, il est extrêmement positif, et représente un milieu dans lequel nous voulons et avons besoin de gagner de l'influence. D'autre part, certains aspects de notre « sensibilité » politique sont radicalement opposés à l'idéologie de la



majorité des cadres du mouvement antiguerre, non seulement les militants du SWP, mais aussi les cercles plus larges formés par les livres de Michael Moore, John Pilger et Tariq Ali. Nous rejetons l'anti-impérialisme incohérent, c'est-à-dire les sentiments anti-américains et anti-israéliens primaires d'une bonne part de ce milieu. Notre tâche est de gagner des militants à une activité régulière en direction de la classe ouvrière. Notre campagne No Sweat peut y contribuer. Nous devons aussi débattre patiemment et régulièrement de questions fondamentales : la centralité de la politique de classe, la nature de l'impérialisme, la nature de l'islamisme, etc.

#### **(Mai 2004)**

1. Cette position de l'AWL est liée à son héritage trotskyste. Si ces camarades perçoivent clairement les limites du nationalisme kurde ils ont, semble-t-il, des réticences à aller jusqu'au bout de leurs critiques. Il en est de même pour leur soutien éventuel à un mouvement de libération nationale « vraiment représentatif » en Irak : ils ne voient pas que la première tâche de ce mouvement, s'il naissait, serait de massacrer la gauche irakienne, comme l'ont fait les staliniens et les nationalistes dans tous les pays où ils ont pris le pouvoir, de la Chine à Cuba en passant par le Vietnam. (*Ni patrie ni frontières*).

2. On traduit souvent *workers councils* par « conseils ouvriers » or, ce terme pourrait faire penser à l'existence de soviets en Irak, ce qui n'est malheureusement pas le cas. Il s'agit en fait d'organismes locaux regroupant des travailleurs de plusieurs petites entreprises, organismes apparus d'abord dans le Kurdistan irakien après sa « libération » par les peshmergas et l'armée américaine après 1991 puis dans le reste de l'Irak en 2003. (*Ni patrie ni frontières*).

3. Le « troisième camp » est, pour l'AWL, celui des travailleurs, de la révolution socialiste, les deux autres étant celui de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne. Ce concept a été mis en avant par des dissidents trotskystes américains qui voyaient dans l'URSS, les démocraties populaires, la Chine, le Vietnam et Cuba des sociétés « collectivistes bureaucratiques » où régnait une exploitation aussi criminelle que celle des sociétés capitalistes (*Ni patrie ni frontières*).

58. Une grande partie de nos positions sont beaucoup moins éloignées des couches larges de militants que des cercles fermés de l'extrême gauche. En construisant un mouvement de solidarité avec le mouvement ouvrier naissant en Irak, nous cherchons à atteindre les couches les plus larges possibles du mouvement ouvrier, du mouvement pour une justice globale, etc. Construire une telle solidarité nous permettra de mettre en œuvre une approche de la politique révolutionnaire fondée sur la classe ouvrière et la lutte de classe, aux antipodes du populisme et de l'anti-américanisme primaire de groupes comme le SWP.

Houzan Mahmood

# UNE LIBERTE SANS AUCUN CONTENU

(2004)

Saddam n'était aucunement un défenseur de la liberté des femmes, pourtant celles-ci doivent faire face à la recrudescence de la misère et de la violence depuis qu'il est tombé.

Les femmes en Irak ont supporté d'indicibles épreuves et difficultés durant les trois dernières décennies du régime baasiste. Même si quelques droits fondamentaux (droit à l'éducation, droit au travail, droit de divorcer devant les tribunaux civils et droit de garde des enfants) ont été accordés aux femmes dans le Code sur le statut des personnes, la plupart de ces droits légaux étaient constamment violés sous Saddam.

La « campagne pour la fidélité » lancée par le régime baasiste, véritable campagne de terreur contre les femmes, a notamment abouti à la décapitation sommaire de dizaines de femmes accusées de prostitution. Cette campagne illustre, parmi d'autres exemples, la brutalité exercée contre les femmes par le régime de Saddam.

Cependant, une année s'est déjà presque écoulée depuis la fin de cette guerre censée « libérer » les Irakiens. Plutôt qu'une amélioration des conditions de vie des femmes en Irak, nous avons assisté à l'extension et l'escalade des violences contre les femmes.

Dès le début de l'occupation, les viols, les enlèvements, les crimes « d'honneur » et les violences conjugales sont devenus quotidiens. L'Organisation pour la liberté des femmes en Irak (OLFI) a tenté d'analyser la situation à Bagdad et a découvert, au bout d'une première enquête provisoire, que plus de 400 femmes ont été violées dans cette ville entre avril et août 2003.

Le manque de sécurité et l'absence d'un maintien de l'ordre approprié ont conduit au chaos et à l'augmentation de la criminalité contre les femmes. Les femmes ne peuvent plus sortir seules pour aller travailler, pour se rendre à l'école ou à l'université. Un parent masculin armé doit escorter une femme si elle veut sortir de chez elle.

Les jeunes filles et les femmes sont devenues un produit bon marché sous le régime post-Saddam. L'Organisation pour la liberté des femmes en Irak a pu constater des cas où des jeunes vierges ont été vendues à des pays voisins pour 200 \$, et des femmes non vierges pour 100.

L'idée selon laquelle la femme représente « l'honneur » de la famille est en train de devenir centrale dans la culture irakienne. Et la prétendue protection de cet honneur a coûté la vie à beaucoup de femmes ces derniers mois. Le viol est considéré comme une atteinte si honteuse à l'honneur de la famille, que certains considèrent que seule la mort — qu'il s'agisse du suicide ou du meurtre de la victime — peut rétablir cet honneur.

Comme les hommes irakiens, beaucoup de femmes ont perdu leur travail. Cloîtrées à la maison et privées de leur indépendance, les femmes sont confrontées à une nouvelle forme de misère. Les groupes islamistes ont imposé le voile, et ont publié des fatwas contre les prostituées. Actuellement, des mariages de « divertissement » sont contractés. C'est la version islamiste pour la prostitution, qui donne le droit à des hommes riches d'épouser temporairement des femmes (souvent pour quelques heures seulement) en échange d'argent.

Le Conseil de Gouvernement Irakien, pure création américaine, n'a rien à offrir aux femmes irakiennes. Ce gouvernement est constitué de chefs religieux et tribaux, de nationalistes qui ne font que rarement référence aux droits des femmes, sous quelque forme que ce soit. En fait, la plupart des membres du Conseil de gouvernement ont par le passé violé les droits des femmes.

Par exemple, les partis nationalistes kurdes qui se sont installés dans le nord de l'Irak depuis plus de treize ans, ont constamment violé les droits des femmes et tenté de supprimer les organisations de femmes progressistes. En juillet 2000, ils ont attaqué un refuge pour femmes et les bureaux d'une organisation indépendante de femmes. Tous deux s'évertuaient à sauver les vies de femmes kurdes qui tentaient d'échapper aux « massacres pour l'honneur » et autres

violences conjugales. Plus de 8000 femmes sont mortes de crimes d' « honneur » depuis que les nationalistes sont au pouvoir.

Une des premières mesures du Conseil de gouvernement irakien a été très significative. La journée internationale des femmes en Irak a été déplacée du 8 mars au 18 août, jour de naissance de Fatima Zahra, fille du prophète Mohammed. Une telle mesure n'a rien à voir avec le droit des femmes, et tout à voir avec la subordination des femmes aux règles religieuses. Quand le Conseil de gouvernement irakien a proposé de remplacer la loi laïque par la Shari'a, d'importantes manifestations ont été organisées, mais les médias n'en ont presque pas parlé. Cela ne nous a pas surpris. Quand l'Union des chômeurs a manifesté pour réclamer du travail, les soldats américains ont arrêté certains de ses organisateurs. Ceci aussi, est passé inaperçu dans les médias.

De quoi avons-nous besoin actuellement ? D'une Constitution laïque fondée sur une totale égalité entre hommes et femmes, et de la séparation complète entre les institutions religieuses, d'un côté, l'Etat et le système éducatif de l'autre. Lors d'une récente manifestation à Bagdad, Yanar Mohammed, présidente de l'Organisation pour la liberté des femmes, a reçu deux menaces de mort de la part d'un groupe de miliciens islamistes. Ils ont menacé de l'assassiner et de « faire sauter » les militants qui travaillent avec elle.

L'organisation Amnesty International a pris ces menaces très au sérieux car elle a écrit à Paul Bremer, chef de l'administration américaine en Irak, pour faire état de son inquiétude concernant la sécurité de Yanar Mohammed. Amnesty a invité l'Autorité Provisoire de la Coalition à s'assurer que, entre les bombes et les atrocités, la détérioration des droits des femmes ne devienne pas une préoccupation secondaire.

Les groupes représentés au sein du Conseil de gouvernement irakien sont incapables de répondre aux revendications des Irakiens et à leur désir de liberté. Le soutien des Etats-Unis aux mouvements islamistes présents au Conseil de gouvernement démontre l'hypocrisie américaine. Les partis membres du Conseil de gouvernement n'ont aucune légitimité, et n'ont pas été choisis par les Irakiens.

L'absence de droits élémentaires pour les femmes en Irak et la montée de l'islam politique sont le résultat de trois guerres et de l'occupation actuelle. Il n'existe qu'une seule façon de sortir de ce chaos : le peuple irakien, c'est-à-dire les masses laïques et progressistes, doit exercer directement le pouvoir.

**Houzan Mahmood, représentante, en Grande-Bretagne, de l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak** (article traduit et publié par le Comité solidarité Irak)

## **Irak : situation des femmes et tâches politiques actuelles**

(Cette interview de Houzan Mahmood, responsable de l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak et membre du Parti communiste ouvrier d'Irak, a été réalisée à Paris le 27 février 2004.)

**NI PATRIE NI FRONTIERES : Pour commencer, peux-tu nous parler de la situation des femmes sous Saddam Hussein ?**

**Houzan Mahmood :**Le parti Baas a exercé un pouvoir absolu pendant plus de trente ans. Beaucoup de gens, à l'étranger, considéraient l'Irak comme un pays laïque, voire « socialiste » entre guillemets. Mais ce n'était absolument pas le cas. Le régime de Saddam, le régime du Baas, était un système fasciste et nationaliste. Une Constitution avait été adoptée en 1959, avant la prise du pouvoir par le Baas, et les femmes avaient acquis certains droits élémentaires à travers leurs luttes pour l'égalité dans les années 50 : droit à l'éducation, divorce, garde des enfants, etc. Saddam a essayé de changer à de nombreuses reprises cette Constitution et il a finalement réussi à légaliser les « crimes d'honneur » (les hommes avaient le droit de tuer les femmes de leur famille quand ils jugent qu'elles se comportent pas de façon « morale »).

Durant la guerre entre l'Iran et l'Irak, puis pendant la première guerre du Golfe et enfin durant les douze années de sanctions économiques, Saddam a toujours appelé les femmes à sacrifier leurs droits, à sacrifier leur vie pour l'intérêt du gouvernement nationaliste-baasiste en Irak. L'Irak, disait Saddam, a besoin que les femmes restent à la maison, fassent à manger pour leurs maris et leurs enfants, fassent preuve d'économie et ne dépensent pas trop, elles doivent aider le pays à s'en sortir. Tout cela a abouti à violer en permanence les droits des femmes. En particulier pendant la guerre entre l'Iran et l'Irak, les femmes représentaient plus de 70 % des fonctionnaires, mais dès que la guerre a pris fin, le régime les a renvoyées chez elles. Les femmes ont toujours été utilisées pour satisfaire les objectifs du régime baasiste-nationaliste en Irak.

Si vous n'apparteniez pas au parti Baas, vous ne pouviez pas entrer à l'université, ni obtenir un diplôme, tout fonctionnait selon le bon vouloir du Parti. Saddam a personnellement mené une campagne pour la décapitation des prostituées, ou des prétendues « prostituées ». En effet, de nombreuses femmes ont été obligées de se prostituer à cause des sanctions imposés par les États-Unis et leurs alliés. Les femmes avaient perdu leur travail, n'avaient plus de ressources, et certaines d'entre elles n'ont trouvé d'autre moyen pour survivre que de se prostituer. Cette campagne s'intitulait la « Campagne de la fidélité » (!). Lorsque les femmes étaient décapitées, on déposait leur tête sur le seuil de leur maison, en guise d'avertissement à toutes celles qui se comportaient d'une façon jugée « immorale » selon les autorités baasistes. Les femmes vivaient une situation très difficile sous le régime de Saddam.

Si l'on compare l'Irak avec l'Arabie saoudite et l'Iran, on peut bien sûr affirmer que ce pays avait un régime plus ou moins laïc, mais si on le compare avec des États ayant une législation plus progressiste, ce n'était pas un régime laïc. Les valeurs musulmanes dominaient, les femmes avaient un statut de citoyennes de seconde classe, même si elles faisaient des études supérieures, si elles travaillaient et contribuaient aux richesses de la société.

**NPNF : Peux-tu expliquer les inégalités régionales et ethniques en Irak et leurs conséquences sur le statut des femmes ?**

**Houzan Mahmood :** Durant le régime de Saddam, jusqu'en 1991, la situation des femmes était la même partout en Irak. Après 1991 cela a changé dans le Nord qui est tombé entre les mains de l'ONU et des partis nationalistes kurdes. Sous Saddam, les droits des femmes étaient constamment violés, Irak était (et est

toujours) une société patriarcale où les valeurs religieuses musulmanes dominent, où les femmes sont méprisées. La violence domestique était très répandue et cette violence a encore augmenté après la guerre.

Irak n'était ni un État laïque ni un État progressiste. Le statut personnel de la femme n'était ni laïc ni progressiste, comme certains le croient. Nous, militantes du PCOI et l'OLFI, ne comparons pas la situation des femmes en Irak avec celle des pires régimes, nous exigeons une égalité totale entre hommes et femmes, une Constitution laïque qui ne soit fondée sur aucune religion.

**NPNF : Est-ce que des femmes essayaient de lutter dans le Baas pour changer le régime de l'intérieur ?**

**Houzan Mahmood :** Il n'existait qu'une seule organisation de femmes sous Saddam : l'Union des femmes irakiennes mais ce n'était qu'un appendice du Baas. Elles ne faisaient rien, ou plutôt elles contribuaient seulement à augmenter l'oppression des femmes en soutenant ou en faisant appliquer ce que le Baas exigeait d'elles. C'était une organisation passive. La plupart des femmes ne voulaient pas appartenir à ce genre d'organisation. Il n'existait aucune organisation indépendante ni pour les femmes, ni pour les travailleurs d'ailleurs.

En effet, sous le Baas, tout devait être subordonné au Parti, il n'existait aucun droit d'association ou d'organisation. Si vous commencent à vous organiser, ou même si l'on vous soupçonnait de vouloir le faire, on vous arrêtait et on vous mettait en prison ou l'on vous exécutait.

Certaines personnes ont cherché à acquérir plus d'influence dans le Parti, ou à le réformer un petit peu de l'intérieur, mais elles ont été soit été emprisonnées soit exécutées.

**NPNF : Les forces religieuses étaient-elles organisées en Irak ?**

**Houzan Mahmood :** Non. Il y avait un mouvement chiite chez les « Arabes des marais » mais ils ont été tous massacrés. Les chiites ne représentent pas la majorité des Irakiens, il n'existe qu'une ou deux villes vraiment religieuses en Irak, Kerbala et Nadjaf, mais ils ne représentent pas une force à l'échelle nationale.

**NPNF : Que signifie la notion de tribus en Irak ?**

**Houzan Mahmood :** Le pouvoir travaillait surtout en coopération avec les dirigeants des tribus qui voulaient bénéficier de la manne du régime ; ces dirigeants tribaux ne s'intéressaient pas à la politique.

Saddam les utilisait pour recruter des hommes dans l'armée ou dans les milices. Les tribus avaient une influence dans les villes également. Mais la mentalité tribale, même dans un contexte urbain, ne diffère guère de celle des nomades du désert. Ils recevaient beaucoup d'argent, vivaient dans des palais, incitaient les gens à s'enrôler dans l'armée. Ils étaient religieux, avaient une mentalité arriérée, certains étaient même très religieux, ils traitaient et traitent encore leurs femmes d'une façon scandaleuse.

**NPNF : Fallait-il appartenir à une tribu pour trouver du travail ?**

**Houzan Mahmood :** La société irakienne n'est pas du tout une société tribale ; il n'existe que quelques grandes tribus. La société irakienne est fondamentalement laïque, même s'il existe des tendances réactionnaires, religieuses ou tribales. Le peuple a une mentalité plutôt progressiste. Le fait d'appartenir au Baas permettait de gagner beaucoup d'argent, en espionnant la population (surtout les militants politiques ou les gens de gauche), d'avoir un poste de fonctionnaire même si l'on n'avait aucune éducation. Les tribus ne représentent sans doute pas plus de 5 % de la population. Leurs dirigeants recevaient de l'argent pour contrôler leurs membres, mais pas pour contrôler toute la société. Ils n'étaient pas exemptés de faire leur service militaire et encore moins de faire la guerre, en cas de conflit.

Si l'on avait des contacts dans l'administration, si l'on versait des pots-de-vin, bien sûr on obtenait des choses plus facilement. Mais un réseau d'amis suffisait, nul besoin de liens tribaux pour obtenir des faveurs.

**NPNF : Y avait-il une opposition au régime chez les femmes avant juin 2003 ?**

**Houzan Mahmood :** Non. Il existait peut-être de tout petits groupes de femmes qui réfléchissaient mais, après la guerre de 2003, de nombreux mouvements pour l'égalité sont nés. En particulier l'Organisation pour la liberté des

femmes en Irak, fondée en juin 2003. Ce mouvement est devenu très puissant ; il se bat pour une Constitution laïque, pour la liberté d'expression et d'organisation, pour la liberté de s'habiller comme on le souhaite.

Ce dernier droit est très important parce que les groupes islamistes organisent des milices ; dès le premier jour, ils ont commencé à obliger les femmes à se voiler, à les empêcher d'aller travailler, d'aller dans les universités, à empêcher les jeunes filles d'aller à leurs examens sans voile ; ils débarquaient dans les écoles avec des armes et obligeaient les filles à rentrer chez elles si elles n'étaient pas voilées.

**NPNF : La situation était partout la même ?**

**Houzan Mahmood :** Dans le nord de l'Irak la situation était un peu différente, car la région était dirigée depuis 1991 par deux partis l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) et le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) — et ce dernier s'appuie surtout sur un système tribal. Ces organisations ne reconnaissent pas les droits des femmes.

Des organisations de femmes se sont créées dans les années 90 mais elles ont été attaquées par l'UPK et leurs sièges ont été fermés au bout de plusieurs années de conflits. Ils ont fini par réussir à interdire l'Organisation indépendance des femmes, une organisation socialiste, progressiste et laïque qui était puissante.

L'UPK et le PDK ont toujours empêché les femmes de tenir des réunions, d'organiser des manifestations. Dans le nord de l'Irak ce mouvement de femmes a lutté pour les droits des femmes et a eu une influence importante ; il a réussi à faire progresser la conscience des femmes. mais en l'an 2000 les partis kurdes ont réussi à faire taire ce mouvement.

Ces mouvements de femmes étaient liés au Parti communiste-ouvrier d'Irak, les dirigeantes de cette organisation étaient aussi des dirigeantes du PCOI, mais il y avait aussi des centaines de femmes indépendantes.

Dans le reste de l'Irak, un mouvement indépendant pour la laïcité, pour l'égalité n'a commencé qu'après juin 2003. Différents groupes de femmes indépendantes ont rejoint l'OLFI.

**NPNF : Votre organisation est-elle indépendante du PCOI ?**

**Houzan Mahmood :** Les fondateurs et de nombreux membres appartiennent au PCOI car c'est le seul parti qui se batte vraiment sérieusement pour les droits des femmes. D'autres partis en parlent dans leurs discours, mais ce ne sont que des slogans creux pour eux. Le PCOI est le seul Parti qui ait autant de membres féminins, jusque dans sa direction. Il existe de nombreux partis en Irak, et plusieurs ont des organisations de femmes, y compris les partis islamistes parce qu'ils veulent imposer leur idéologie aux 55 % de femmes que compte la population irakienne.

L'Organisation pour la liberté des femmes en Irak est ouverte à tous les courants politiques de gauche, aux hommes comme aux femmes, nous croyons en l'égalité, nous sommes pour un changement radical de la société. Nous sommes l'unique organisation qui se batte pour la laïcité. De nombreux membres n'appartiennent pas au PCOI mais ils partagent nos objectifs, ils veulent l'égalité, une Constitution laïque et progressiste.

**NPNF : Avez-vous mené une campagne avec d'autres organisations ?**

**Houzan Mahmood :** Nous avons lancé une campagne internationale contre la charia qui allait être imposée par le Conseil provisoire de gouvernement. Notre organisation était à la tête de ce mouvement et nous avons mené une lutte commune avec d'autres organisations de femmes pour être plus efficaces. Le Conseil provisoire de gouvernement a dû reculer devant l'opposition à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, mais nous n'arrêterons pas notre combat pour une Constitution laïque.

**NPNF : Combien de membres avez-vous et quelles sont vos activités ?**

**Houzan Mahmood :** Nous sommes une organisation de masse. A la fin de 2003 nous avions environ 500 ou 600 membres rien qu'à Bagdad, mais nos effectifs ont augmenté depuis dans tout le pays.

En Irak nous publions un journal en arabe (publié par Yannar Mohammed, présidente de l'Organisation pour la liberté des femmes), et dans l'émigration un en anglais (dont je suis la rédactrice en chef) et en allemand (publié en Suisse). Nous avons également un site web [www.equalityinirak.com](http://www.equalityinirak.com)

Il existe quelques autres organisations de femmes de gauche mais elles sont très petites et

peu efficaces. Même le Parti communiste irakien, qui fait partie du Conseil provisoire de gouvernement, n'a rien fait contre la tentative d'adoption de la Charia.

**NPNF : Existe-t-il des groupes de féministes bourgeoises, ou modérées, ou apolitiques en Irak ?**

**Houzan Mahmood :** Il n'existe pas d'État en Irak. Il n'y a pas de société civile, donc pas de nombreuses organisations de femmes. L'Organisation pour la liberté des femmes en Irak est une organisation politique. Notre objectif est de changer la loi, d'obtenir une Constitution laïque et démocratique. Le Conseil provisoire de gouvernement est composé de dirigeants tribaux, religieux et nationalistes, choisis par les Américains. Tous ces groupes réactionnaires se sont toujours opposés aux droits des femmes et ne reconnaissent pas l'importance de ces droits. Ils sont très dangereux. Notre tâche est d'organiser et de mobiliser les femmes pour imposer une Constitution laïque et démocratique. Si nous n'avions pas mené cette lutte contre l'imposition de la charia, elle aurait déjà été adoptée.

**NPNF : Les intellectuels exilés ont-ils joué un rôle positif en revenant en Irak ? Sont-ils revenus au pays avec une conscience féministe ou au moins en ayant pris conscience de certains aspects de l'oppression de la femme ?**

**Houzan Mahmood :** Les petits-bourgeois exilés qui sont revenus en Irak n'ont joué aucun rôle progressif. Ceux qui reviennent au pays ne reviennent pas pour importer des idées féministes et démocratiques. En Occident, on considère les habitants des pays du Moyen-Orient comme des musulmans religieux, arriérés. En Grande-Bretagne, y compris dans des milieux de gauche, quand je parle de la libération des femmes, de l'égalité, de la liberté on me répond que dans mon pays tout le monde est musulman et que personne ne pense comme moi en Irak ! Tous les partis politiques du Conseil provisoire ont été formés dans l'émigration ; certains de ces politiciens ont vécu trente ans en exil. Saddam n'a pas réussi à imposer la Charia mais ces émigrés politiques ont failli le faire au bout de 3 ou 4 mois, alors qu'ils n'étaient même pas élus.

Les fondateurs et fondatrices de notre Organisation pour la liberté des femmes étaient eux aussi des exilés (Yannar Mohamed vivait au Canada avant de retourner dans son pays natal), mais ils appartenaient au Parti communiste ouvrier d'Irak.

En Irak, nous rencontrons tous les jours des femmes qui veulent leur libération, l'égalité des droits, qui désirent vivre en toute liberté, qui souhaitent vivre toutes seules, qui ne veulent pas qu'un homme leur dise ce qu'elles doivent faire, et encore moins qu'il ait le droit de les tuer si elles se comportent de façon prétendument « immorale ». Il existe une tendance très positive chez les femmes en ce moment en Irak, et c'est pourquoi notre organisation est aussi populaire.

**NPNF : Quelle est l'importance de la religion en Irak actuellement ?**

**Houzan Mahmood :** Douze années de sanctions et de guerres ont imposé une telle pauvreté, de telles destructions que la religion a pris un certain essor. Nous savons bien que la pauvreté renforce la religion, et que les gens y ont recours pour survivre émotionnellement . C'est ce qui s'est passé au cours des dernières treize années. L'islam a repris de la force et les idées hostiles aux femmes se sont renforcées. Les gens les pauvres, les plus défavorisés qui n'ont pas reçu une éducation, sont les plus croyants et les « crimes d'honneur » continuent et sont très répandus dans certaines couches sociales.

En Irak, depuis juin 2003, certains nous disent qu'il ne faut pas aller trop loin, qu'il ne faut pas trop parler de la liberté et des droits de la femme. Mais déjà aujourd'hui des femmes sont tuées parce qu'elles veulent que l'on respecte leurs droits, parce qu'elles désirent vivre comme elles l'entendent. Si une femme veut rester vierge jusqu'au mariage, ou même toute sa vie, c'est son droit le plus strict, mais aucune loi ne peut l'imposer à toute la population féminine d'un pays.

**NPNF : Quelles activités concrètes mène l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak ?**

**Houzan Mahmood :** L'Organisation pour la liberté des femmes en Irak est née en juin 2003 pour répondre et réagir directement à la terreur contre les femmes. Tous les jours on violait ou kidnappait des femmes. Et quand on les rendait

à leur famille, elles étaient souvent tuées par l'un de leurs proches. Nous avons rassemblé des signatures, nous avons organisé la première manifestation de femmes contre les viols et les enlèvements à Bagdad en août 2003 (une centaine de personnes sont venues la première fois). Les femmes n'osaient pas sortir sans être accompagnées par un homme de leur famille. Il n'y avait aucune sécurité dans les rues. Les hommes se promenaient armés, et même certaines femmes étaient armées. Toutes les femmes étaient une cible. Encore aujourd'hui dans certains quartiers, dans certaines villes, les femmes n'osent pas sortir de chez elles.

Nous voulons dénoncer les violations des droits des femmes. Nous organisons des réunions, des conférences, dans les usines, les quartiers, les écoles. Nous parlons aux femmes, nous leur expliquons leurs droits, nous essayons de leur donner confiance en elles-mêmes pour qu'elles se battent pour imposer l'égalité. Notre journal *al Moussawa* (Égalité) est publié en arabe, il est très populaire en ce moment en Irak.

**NPNF : Est-il facile d'organiser des réunions en Irak ? N'avez-vous pas des problèmes avec les autorités ou avec les islamistes ?**

**Houzan Mahmood :** Il n'existe pas d'État qui puisse contrôler quoi que ce soit. Nos militants se rendent devant les usines, les écoles, les universités, prennent des contacts puis font des réunions pour y parler des droits des femmes. Une fois, nous avons été menacés par des islamistes, qui voulaient interdire notre meeting, mais notre réunion a pu se tenir et quarante femmes ont rejoint notre organisation ce jour-là. Toutes nos militantes sortent accompagnées de gardes du corps armés car sinon elles seraient agressées par les islamistes. Le PCOI assure la protection de toutes les réunions de l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak qui progresse et dont les idées ont de plus en plus d'impact. Yannar Mohamed et d'autres militantes ont été menacées de mort et les fondamentalistes ont promis qu'ils feraient sauter nos locaux. Nous le savions dès le départ, nous n'avons pas été surpris de la réaction des islamistes, nous connaissons leurs méthodes pour faire taire leurs opposants et leurs objectifs.

**NPNF : Qu'en est-il de la contraception et de l'avortement en Irak ?**

**Houzan Mahmood :** Tout d'abord il faut savoir que la situation sanitaire est très mauvaise depuis des années. Et en ce moment il n'existe aucun Etat, aucun organisme gouvernemental chargé de la santé, aucune clinique spécialisée pour les femmes. Si une femme est violée, elle ne peut se rendre à l'hôpital qu'à certaines heures. En dehors de ces horaires limités, on la renvoie tout simplement chez elle sans même l'examiner. Il n'existe pas de Planning familial, ni d'associations de soutien aux femmes battues ou violées.

De nombreuses femmes cachent qu'elles ont été violées car elles ont peur d'être tuées par leur propre famille ou d'être mises au ban de la société. Il n'existe aucun service pour la contraception ni l'avortement. C'est pourquoi nous voulons créer des cliniques de femmes dans toutes les villes, dans tous les quartiers, qui aident les femmes et ne les jugent pas, où les femmes puissent parler de leurs problèmes en toute liberté.

Avant la guerre, sous Saddam, il n'y avait aucune information sur la contraception. Si vous alliez chez un médecin, ou dans un hôpital, on pouvait vous donner quelques informations de base sur la grossesse et la contraception, mais ces informations étaient réservées uniquement aux femmes mariées. Évidemment, si vous aviez les moyens, vous pouviez vous payer un avortement clandestin ou acheter des pilules sur le marché noir, mais cela ne concernait qu'une minorité de privilégiées. De ce point de vue, la situation aujourd'hui est encore pire que sous Saddam.

Les femmes doivent faire attention à ne pas être tuées par leurs proches. Celles qui ont des relations sexuelles avant le mariage le font de façon clandestine et vivent dans la peur permanente de tomber enceintes et dans la crainte que leur famille découvre qu'elles ne sont plus vierges.

Les valeurs et la mentalité islamiques imprègnent encore la société : une jeune fille doit rester pure, vierge, avant le mariage. Certaines familles sont plus progressistes ou tolérantes que d'autres avec leurs filles. Dans les milieux de gauche, le problème est généralement moins aigu.



**NPNF : L'Irak était-il une société qui pratiquait le double langage en matière de morale sexuelle?**

**Houzan Mahmood :** Beaucoup de gens pensaient que cette situation était néfaste. Il y avait un nombre non négligeable de familles éclairées ou progressistes. Je ne peux pas donner de chiffres ni de pourcentage. Mais ceux qui étaient religieux suivaient ces normes réactionnaires. Comme partout les jeunes, et surtout les plus éduqués, ceux qui allaient à l'Université, n'étaient pas favorables à ce genre de règles. Ils flirtaient et avaient des relations, mais tout se faisait en cachette.

**NPNF : Existait-il des magazines féminins en Irak ? Les journaux consacraient-ils des rubriques particulières aux femmes ?**

**Houzan Mahmood :** Sous Saddam il existait quelques revues très réactionnaires, qui faisaient surtout de la propagande pour le Baas. Aujourd'hui, les groupes qui pourraient être intéressés à publier de jolis magazines féminins imprimés sur papier glacé n'ont qu'un seul objectif : s'assurer d'une portion du pouvoir. Il y a très peu d'articles sur les femmes dans la presse actuelle. A la radio et à la télévision (nous n'avons qu'une seule chaîne pour le moment et elle ne fonctionne pas toute la journée), la situation est la même. L'un de nos objectifs est de créer un quotidien, d'avoir une radio et peut-être même une chaîne de télévision, mais nous manquons cruellement de moyens financiers. Yanar Mohamed a été interviewée sur al-Djazira et dans les médias irakiens. Elle a pris position contre la charia et contre les femmes bourgeoises réactionnaires que les Américains voulaient imposer. Nous n'avons aucune confiance en la classe dominante irakienne, et la présence de quelques femmes dans le Conseil provisoire de gouvernement ne changera rien car tout le système est contre les femmes.

**NPNF : Existe-t-il des organisations internationales qui mènent ou ont mené des actions pour les femmes en Irak ?**

**Houzan Mahmood :** Il y a eu différentes initiatives mais les Américains contrôlent tout ce qui se passe. Il y a eu, par exemple, une conférence sur les femmes mais les Américains ont choisi les trois femmes qui devaient participer au Conseil provisoire de

gouvernement. Ils ont empêché Yanar Mohammed, la présidente de l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak, d'y participer et n'ont fait entrer dans la salle que des femmes réactionnaires ou conservatrices, appartenant à des tribus ou à des groupes nationalistes ou religieux. D'ailleurs, depuis l'une des trois membres du Conseil provisoire (Hakila Hachimi) a été assassinée parce qu'elle était liée au parti Baas.

**NPNF : Les femmes doivent-elles s'habiller d'une certaine façon pour sortir dans la rue ?**

**Houzan Mahmood :** La violence a été imposée par les groupes et les milices islamistes, financés par l'Iran et l'Arabie saoudite. Ils ont le pouvoir de blesser ou tuer celles qui ne leur obéissent pas. Les femmes qui ne portent pas le voile ont toutes des robes longues, des pantalons et des vêtements à manches longues. Nombre de celles qui portent le voile pour faire leurs courses ou travailler espèrent que cette obligation ne va pas durer. La plupart des femmes ont été licenciées des ministères et de l'administration qui n'existent plus aujourd'hui.

En général, elles sont au chômage, car le chômage touche toujours plus les femmes que les hommes dans toutes les sociétés. Quelques-unes travaillent encore dans des usines, des hôpitaux ou des écoles ; elles ont peur de sortir, d'être attaquées dans la rue ou kidnappées. En effet, il existe un marché des femmes enlevées avec des tarifs fixés : 200 dollars pour une vierge, 100 dollars pour une non-vierge. Elles sont ensuite vendues aux pays avoisinants.

**NPNF : Les islamistes tentent-ils d'imposer des écoles non mixtes ?**

**Houzan Mahmood :** Pas pour le moment. Les partis politiques essaient d'infiltrer toutes les institutions, donc aussi les écoles, et d'influencer leur fonctionnement. Ils n'imposent pas des écoles séparées, mais ils entrent dans les établissements et menacent les enseignantes, si celles-ci ne sont pas voilées.

Il existe un tel chaos en ce moment que nous n'avons ni État ni société civile, nous vivons au jour le jour. Heureusement que des organisations progressistes, comme le PCOI, l'Organisation pour la liberté des femmes, l'Union des chômeurs, les syndicats et les

comités de travailleurs, etc., se développent en ce moment.

Nous avons l'espoir que naisse au moins une société respectant les droits des femmes, les droits des travailleurs, les droits de l'homme, une société libérée de l'occupation américaine, nous espérons que l'Irak ne tombera pas dans la barbarie.

Les Irakiens sont généralement anti-américains, une bonne partie d'entre eux sont hostiles au Conseil provisoire de gouvernement mais l'islam politique représente pour nous une menace très grave. Nous sommes le pôle progressiste, et ils incarnent le pôle le plus réactionnaire et le plus brutal. Pour le moment les islamistes sont très divisés, ce qui est une bonne chose pour nous, car ils sont moins efficaces; ils se combattent parfois entre eux pour avoir le pouvoir, mais chaque groupe essaie d'imposer la terreur contre les femmes et les secteurs progressistes de la société.

**NPNF : Sont-ils capables de gagner les élections ?**

**Houzan Mahmood :** J'en doute. Même s'ils ont beaucoup d'argent, se baladent dans de belles voitures, et possèdent des armes, ils n'ont pas gagné le respect et le soutien de la majorité des Irakiens. Tous les partis actuels sont réactionnaires, arriérés, et de plus ils ont été sélectionnés, financés par les Américains. Ils n'ont pas l'intention d'améliorer la vie de la population. De toute façon, les élections ne changeront rien à la situation des femmes. Les islamistes sont très doués pour corrompre, ils savent convaincre les gens de voter pour eux. Mais nous pensons que dans chaque village, chaque quartier, chaque usine, la population doit choisir ses propres représentants.

**NPNF : Et que se passera-t-il si un tel processus ne se met pas en marche ?**

**Houzan Mahmood :** Il y aura le chaos, une guerre civile, entre les différents partis.

**NPNF :** Certains spécialistes pensent que l'Irak pourrait être divisé en trois semi-États : un kurde, un chiite et un sunnite, sans que cela gêne le moins du monde les Américains. Qu'en penses-tu ?

**Houzan Mahmood :** Les divisions ethniques, tribales et religieuses font le jeu des Américains et correspondent au type de solution qu'ils souhaitent. Ils voudraient imposer une « démocratie » : fondée sur les identités

ethniques et religieuses afin de diviser la société irakienne. Avant même d'envahir l'Irak ils avaient préparé ce modèle pour l'après-Saddam, ils ont réuni ou créé de toutes pièces des partis politiques ethniques ou religieux. Ils ont divisé la société selon ces critères. Pourtant, dans notre organisation nous avons des militants de toutes origines (chiites, sunnites, kurdes, juifs, etc.), mais nous les considérons tous comme des êtres humains égaux.

Les États-Unis veulent diviser la population irakienne et souhaitent que les Irakiens s'organisent selon la communauté ethnique et religieuse à laquelle ils appartiennent, qu'ils s'identifient en priorité à une tribu, une ethnie ou une religion spécifique.

**NPNF : Mais ces divisions ethniques et religieuses ne sévissent-elles pas depuis des décennies, au Proche et au Moyen-Orient ? Le statut du dhimmi, la supériorité supposée des Arabes sur les autres peuples de la région n'existent-ils pas depuis des siècles ?**

**Houzan Mahmood :** Le Baas imposait la domination des Arabes et défendait une conception hiérarchisée des ethnies. Aujourd'hui aucun État n'a la force d'imposer une telle hiérarchie et un tel système en Irak. Ceux qui défendent ce type de positions à l'heure actuelle vivaient dans l'émigration et ont été mis au pouvoir par les États-Unis. La CIA a organisé avant la guerre d'Irak une conférence à Londres où elle a organisé les exilés suivant leur origine ethnique, tribale ou religieuse. Nous avons dénoncé cette conférence lorsqu'elle s'est tenue en Grande-Bretagne, et nous avons manifesté à plusieurs reprises contre ce congrès. Le Conseil provisoire de gouvernement a été institué suivant cette politique de division ethnique et religieuse. Tout a commencé avec cette conférence. Même les monarchistes ont leurs représentants, alors qu'ils ne représentent qu'une centaine de personnes.

**NPNF : En dehors des émigrés, tu penses vraiment que la société irakienne est libérée de toute division ethnique ou religieuse ?**

**Houzan Mahmood :** L'Irak a aujourd'hui perdu toute structure économique, sociale et religieuse. C'est une société parcourue par toutes sortes de tendances. Certes il existe des gens religieux, des chiites, des sunnites, des ethnies, et des tribus en Irak. Mais depuis la

dernière guerre, la situation est encore pire, parce que les Américains ont choisi des représentants ethniques et religieux qui veulent modeler la société en la réorganisant selon des divisions religieuses et ethniques. Les forces britanniques ont tout fait pour sélectionner des dirigeants religieux ou ethniques et leur donner un rôle important. De cette façon, ils pensent pouvoir modeler la mentalité du peuple, et diviser la société (ou renforcer sa division) en ethnies et religions rivales.

**NPNF : Quel est le poids de l'histoire passée sur le présent ? Le Baas avait-il supprimé toutes les divisions ethniques et religieuses ?**

**Houzan Mahmood :** Le Baas a opprimé les Kurdes et assassiné en masse les chiites, et la dictature, qui s'appuyait sur une minorité ethnique, a donc avivé les antagonismes ethniques et religieux. Au Kurdistan, les partis kurdes n'ont pas changé les lois baasistes depuis douze ans. Des « crimes d'honneur » continuent à se produire et leurs auteurs restent impunis. Les partis nationalistes kurdes ont interdit les organisations progressistes de femmes et maintenu le statu quo.

Sous Saddam, il y avait la dictature d'un Parti unique, ce qui était catastrophique. Et aujourd'hui une autre catastrophe nous menace. Aujourd'hui, l'Irak risque de se morceler entre les ethnies et les religions, y compris les plus petites, les turkmènes, les assyriens, les chrétiens, que sais-je encore ?.

**NPNF : Faut-il que les troupes américaines s'en aillent immédiatement ? Et l'ONU peut-il jouer un rôle en Irak ?**

**Houzan Mahmood :** Nous étions contre la guerre et nous avons participé à la campagne internationale contre la guerre. Nous sommes opposés à l'occupation américano-britannique et nous dénonçons tout ce que l'occupation a provoqué : l'essor de l'islam politique, le chaos social, la croissance de tous les groupes réactionnaires, etc..

Nous voulons bien sûr que toutes les forces armées étrangères s'en aillent. Les Irakiens doivent pouvoir décider du futur de leur pays en choisissant leurs représentants dans chaque quartier, dans chaque entreprise, chaque village, jusqu'à former une sorte d'État élu par le gouvernement. Le PCOI et l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak ont au départ

exigé que l'ONU protège les citoyens. Puisqu'ils étaient là, il fallait qu'ils fassent au moins leur travail et prennent leurs responsabilités. Mais les représentants de l'ONU violaient les droits de l'homme, ils tiraient sur les ouvriers quand ils faisaient grève. Notre organisation se plaignait du manque de sécurité dont souffraient les femmes, mais ils ne répondaient pas à nos demandes de protection. Ils ne servaient à rien, ils étaient là pour protéger les intérêts des Américains, imposer leur programme. Nous avons une analyse de l'ONU que je ne développerai pas ici. Nous pensons qu'une force internationale pourrait, pendant une période limitée, faire respecter une sécurité minimale (garantir la liberté et la sécurité des femmes, protéger les administrations, etc.) en attendant que les citoyens irakiens puissent élire leurs propres représentants.

**NPNF : Dans la plupart des conflits internationaux les groupes d'extrême gauche se divisent sur cette question : certains soutiennent une intervention de l'ONU, d'autres privilégient ce qu'ils appellent l'indépendance nationale, quelles qu'en soient les conséquences pour les populations locales.**

**Houzan Mahmood :** Ces groupes ont une façon totalement erronée de poser la question. En Grande-Bretagne, nous avons un problème avec les groupes d'extrême gauche qui soutiennent l'islam politique. Ils considèrent que les groupes fondamentalistes réactionnaires sont anti-impérialistes parce qu'ils tuent des soldats américains ou britanniques. Nous ne croyons pas en l'efficacité des attentats suicides, nous ne croyons pas dans le terrorisme car celui-ci ne fait qu'augmenter le chaos ; nous croyons dans les mouvements de masse, nous pensons qu'il faut que les masses s'organisent elles-mêmes, qu'elles prennent leurs propres décisions. À Bagdad, dans certains quartiers, nous avons organisé des conseils locaux qui sont responsables de la sécurité et dans ces zones un embryon d'ordre règne. Nous pensons que les Irakiens doivent organiser leurs comités ouvriers, leurs syndicats, leurs organisations de femmes, etc. Les Irakiens doivent élire leurs propres représentants.

**NPNF : Comment pouvons-nous, en France, dire qu'il faudrait envoyer en Irak**

**des troupes de l'ONU (donc en partie des troupes françaises) ? Comment des militants américains pourraient-ils défendre l'idée que les GI's doivent encore mourir en Irak pendant quelques mois en attendant que la situation s'améliore ? A mon avis, quelle que soit notre position, elle n'a aucune influence ni sur les événements ni sur les décisions de « nos » dirigeants, mais qu'en penses-tu ?**

**Houzan Mahmood :** Au Proche-Orient les gens sont beaucoup moins hostiles aux Nations unies qu'aux États-Unis. Ils considèrent l'ONU comme une force de paix, même si nous ne partageons pas cette opinion. Nous savons que l'ONU constitue une sorte de gouvernement intercapitaliste qui dispose de troupes pour protéger ses propres intérêts. Mais les Irakiens ne sont pas trop hostiles à l'ONU car ils veulent être protégés. D'autre part, nous pensons que nous avons besoin d'un espace de manœuvre. Nous n'avons jamais eu l'occasion en Irak de créer des organisations de masse, des syndicats, des partis, etc.

Au début les Irakiens voulaient que les Nations unies restent mais pas les Américains, même si les Nations unies avaient autorisé les sanctions qui ont mis le pays à genoux et autorisé la guerre précédente. Cette question est une question pratique. Nous devons profiter de la situation actuelle pour manœuvrer, nous organiser, organiser la population.

La gauche et les révolutionnaires ne doivent pas hésiter à exprimer leurs opinions. Il s'agit du pouvoir du peuple, de la vie des gens, nous voulons créer un système égalitaire. Nous devons défendre notre programme politique sans aucun complexe. Si nous savons que demain un régime islamiste va remplacer les Américains, nous n'avons aucune raison de souhaiter que les troupes américaines s'en aillent du jour au lendemain. Nous ne faisons aucun compromis avec nos idées, nous sommes hostiles à la présence des troupes. Mais si leur départ met en danger l'existence de notre mouvement, si elle met en danger la vie de la population, alors je dirais qu'ils ne doivent pas partir immédiatement. Nous devons réfléchir aux avantages et aux inconvénients de chaque situation politique pour nous et pour nos idéaux.

Nous ne faisons aucun compromis avec les Américains ni avec toute autre force mais nous devons avoir l'esprit pratique, nous devons avoir le temps d'acquérir un espace politique. Une fois que les gens seront organisés, il sera beaucoup plus facile d'exiger le départ immédiat des troupes américaines.

En Grande-Bretagne, l'extrême gauche autorise uniquement les intégristes et les femmes voilées à prendre la parole dans les manifestations antiguerre. Je n'ai plus le droit de prendre la parole dans ces manifestations. Ce ne sont pas même pas des Irakiens mais l'extrême gauche préfère leur donner la parole plutôt qu'à nous.

**NPNF : Certains militants antiguerre ou d'extrême gauche se réjouissent chaque fois que meurt un soldat américain et certains ont même souhaité la victoire de Saddam. Qu'en penses-tu ?**

**Houzan Mahmood :** Ce type de gens sont focalisés sur la prétendue « défaite de l'impérialisme », mais ils ne se rendent pas compte que si les islamistes gagnaient en Irak, leur régime serait aussi catastrophique que celui des Américains. Nous pensons que l'islamisme est aussi néfaste que l'impérialisme. S'ils viennent au pouvoir, ils tueront tous les communistes, les socialistes, les démocrates. L'impérialisme et l'islam politique sont deux pôles aussi réactionnaires l'un que l'autre. Notre tâche est de nous allier avec les forces socialistes et progressistes en Irak, de leur apporter notre soutien matériel et politique, pas de tenir la comptabilité des morts de l'armée américaine. Les soldats américains n'ont aucune responsabilité dans la décision de la guerre. Beaucoup sont des victimes, une partie d'entre eux viennent d'Amérique centrale et s'engager leur permet d'acquérir la nationalité américaine. Je ne me réjouis ni de la mort des soldats américains ni de la mort des civils irakiens. Notre résistance est fondée sur la résistance des masses, des femmes, des ouvriers, pas sur le terrorisme. Nous croyons en la liberté et en l'égalité pas au terrorisme.

(Interview réalisée et traduite par *Ni patrie ni frontières*)

## La situation politique en Irak un après l'occupation

Il est évidemment impossible de vous exposer en quelques minutes l'évolution, la complexité et la rapidité des développements de la situation en Irak depuis un an, un an de guerre, d'occupation, de destruction et de bouleversements dans une société traversée par toutes sortes de turbulences.

Les misères et les souffrances que les Irakiens ont subies sont immenses et je ne peux ici les décrire de façon exhaustive. Des millions d'Irakiens ont été victimes du programme inhumain des Etats-Unis, ce pays qui cherche à assurer sa suprématie dans le monde.

A la suite de l'attaque militaire contre l'Irak, le régime de Saddam a été renversé par une intervention étrangère, c'est-à-dire principalement par les forces américaines. Tous les embryons de vie civique, d'institutions de la société civile qui pouvaient exister avant l'attaque militaire contre l'Irak ont soudain disparu sans que les Irakiens aient la possibilité de prendre la moindre décision et de construire des solutions alternatives et d'autres organisations.

Les Irakiens non seulement ont été privés de leur droit fondamental de décider de leur propre destin mais on leur a nié la possibilité d'exprimer leurs revendications. Il était évident, dès le départ, que le vide politique laissé par l'intervention américaine allait avoir des effets désastreux pour le peuple irakien.

A quoi avons-nous affaire aujourd'hui ? A un Conseil de gouvernement composé des politiciens de droite les plus réactionnaires, de chefs de tribus et de religieux misogynes qui veulent diriger le peuple irakien. Tel est le modèle de « démocratie » et la prétendue « liberté » que les Etats-Unis veulent imposer au peuple après avoir renversé Saddam Hussein.

Depuis le premier jour de l'intervention, tous les services fondamentaux (distribution de l'eau, électricité, installations sanitaires, sécurité, transports, etc.) ont disparu. Un an après la fin de la guerre, nous n'avons pas encore atteint le niveau de ces services avant l'intervention, malgré les promesses creuses des Américains.

Plus grave encore, les forces religieuses, nationalistes et misogynes les plus arriérées ont été poussées sur le devant de la scène et occupent une position sociale éminente à travers l'usage de la terreur et de la violence

contre toute la population, en particulier contre les femmes.

L'Irak est désormais devenu un champ de bataille pour les groupes islamiques. La terreur et la violence sont les seules armes dont dispose ce type de groupes pour s'imposer dans la société, en l'absence d'un soutien clair et crédible et d'une reconnaissance par la population.

Si l'on analyse les événements des derniers mois, on se rend compte que les forces de l'islam politique se sont jointes aux cadres du régime baasiste qui ont échappé aux arrestations ou aux bombardements, et qu'elles ont entamé la lutte contre les forces d'occupation sous prétexte de mener une prétendue « résistance ».

Ces groupes islamistes hypocrites, généreusement soutenus et financés par les pays voisins, exploitent la colère et l'insatisfaction face aux forces d'occupation et se livrent à des actes de terrorisme ; ils attaquent des cibles civiles en prétendant « lutter contre l'ennemi de l'islam ou vouloir expulser les infidèles d'Irak, la terre des Arabes ».

Ces forces politiques violentes, qui disposent de beaucoup d'armes et de moyens financiers, n'ont absolument pas l'intention de libérer le peuple ni de mener une résistance de masse. La « libération » de l'Irak dont elles parlent consisterait à créer un Etat islamique semblable à celui qui existe déjà en Iran ou en Arabie Saoudite, où les femmes ne sont absolument pas traitées comme des êtres humains.

Dans différents pays, les islamistes ont commis de nombreuses et brutales violations des droits de l'homme, au pouvoir comme dans l'opposition, et la liste de leurs crimes est longue.

La chute de Saddam Hussein et le début de l'occupation ont offert l'occasion politique à ces groupes de terroriser la population. Cela permet de constater l'extension des souffrances qu'ils peuvent infliger aux peuples et leur capacité à commettre encore d'autres atrocités.

Les forces de l'islam politique ont imposé le port du voile obligatoire aux femmes et sont en train de les terroriser. Ils ont tué des femmes, en prétendant qu'elles étaient des prostituées. En même temps ils ont développé la *sigha*, c'est-à-dire le « mariage de divertissement » qui est selon moi la forme

islamique de la prostitution. Selon cette tradition, un homme peut posséder une femme pendant quelques heures ou quelques jours pour satisfaire ses désirs sexuels, puis il a le droit de divorcer contre le versement d'une somme d'argent. Les groupes qui ont instauré ce système utilisent le corps des femmes pour réaliser des profits en se servant de l'islam.

Ils empêchent les femmes de devenir des juges, car ils considèrent que les femmes seraient des êtres inférieurs, incapables capables d'arbitrer un différend — privilège exclusif des hommes.

L'occupation des troupes de la coalition a offert une occasion en or aux partis et mouvements islamiques pour intervenir dans la vie des familles et imposer les lois religieuses les plus sévères aux femmes, y compris l'usage généralisé de la violence.

Les groupes islamistes encouragent les hommes à tuer les femmes de leur famille qui ont « souillé (?) leur honneur ». Les enlèvements, les viols, les « crimes d'honneur », la violence domestique, les menaces contre les femmes qui souhaitent sortir librement de leur maison, les jets d'acide contre celles qui n'observent pas le code de conduite islamique ainsi que l'imposition du voile et du tchador font partie de la routine quotidienne des femmes irakiennes aujourd'hui.

Les membres du Conseil provisoire de gouvernement sont parfaitement au courant de ces événements mais ils ne s'y intéressent pas, parce que cet organisme comprend de nombreux individus, responsables religieux, chefs de tribus et politiciens réactionnaires, qui ont essayé d'imposer la charia en passant la résolution 137, résolution qui a finalement été rejetée grâce à l'opposition des Irakiens laïcs.

Dans les médias internationaux, on décrit souvent les Irakiens comme un peuple de vandales, de voleurs, de fanatiques islamiques, comme des individus misogynes, fidèles uniquement à leur ethnité.

Ce portrait est très éloigné de la réalité, mais il favorise l'existence de tels groupes. Les gouvernements américain et britannique font la courte échelle à ces factions politiques.

La présence illégale des troupes américaines et de leurs alliés alimente les exactions des gangs criminels. La majorité des Irakiens sont des gens pacifiques, qui aiment la liberté. Ils ne veulent ni de la présence des troupes d'occupation, ni d'un gouvernement religieux, ethnique ou tribal.

Les Etats-Unis, qui sont une super-puissance impérialiste, sont toujours prêts à mener la guerre, à tuer. Ils n'hésitent jamais à causer des destructions substantielles et à créer ou aggraver les problèmes sociaux et politiques plutôt qu'à tenter d'améliorer la vie et le bien-être des peuples.

Et c'est ce que nous vivons en Irak. Pour le pouvoir militaire américain, détruire la ville de Bagdad et chasser le régime baasiste ont été faciles, mais imposer un régime fantoche créé par le Pentagone s'est avéré beaucoup plus difficile.

Cela s'est révélé moins simple qu'ils ne l'avaient pensé, dans leur monde imaginaire caractérisé par cet esprit étroit et cette arrogance si typiquement impérialistes.

L'objectif de cette guerre sanglante n'a jamais été de trouver des armes de destruction massive, de combattre le terrorisme islamiste ou de libérer le peuple irakien. Et ce pour trois raisons :

— Les Etats-Unis sont le pays qui abrite le plus d'armes de destruction massive.

— Leur politique a nourri et encouragé le développement du terrorisme islamiste.

— Supprimer la liberté, combattre le communisme, et soutenir les fascistes et les dictateurs tout autour de la planète sont au cœur de la politique américaine tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ce pays.

Les tortures exercées contre les prisonniers irakiens ont non seulement révélé au monde la véritable nature du gouvernement américain, mais elles ont aussi placé Bush et son administration dans une situation encore plus inextricable.

Les Etats-Unis ont récupéré les chambres de torture du régime baasiste et les ont transformées en chambres de tortures américaines. Maintenant, aux yeux de l'opinion publique mondiale, l'Amérique symbolise la torture, le sadisme, la brutalité et l'oppression.

Les tortures commises contre les détenus irakiens ne sont pas une pratique exceptionnelle, aberrante, elles font partie intégrante du fonctionnement d'une armée imprégnée de préjugés racistes contre les Arabes et les peuples du Moyen-Orient. De tels préjugés ne peuvent qu'amener les soldats à se comporter brutalement et sans pitié avec leurs prisonniers.

Dans cette situation terriblement sombre, dans le chaos instauré par l'intervention étrangère, les travailleurs et les femmes d'Irak se sont organisés pour créer des organisations de masse dotées d'un programme politique progressiste, afin de défendre leurs propres droits.

L'Organisation pour la liberté des femmes en Irak a été fondée à Bagdad en juin 2003. Défendant un programme laïc extrêmement progressiste, elle tente d'organiser les femmes et de les mobiliser contre les violations des droits de l'homme par les forces d'occupation, l'islam politique et le Conseil de gouvernement.

Le mouvement des femmes pour la liberté et l'égalité en Irak est né parce qu'il existe un potentiel important au sein de la société pour défendre les droits des femmes.

L'Organisation pour la liberté des femmes en Irak a été en première ligne dans le combat contre l'application de la résolution 137 votée par le Conseil de gouvernement.

L'OLFI a été la première organisation, depuis la création de l'Irak, à fêter la journée internationale des femmes dans ce pays, alors que le Conseil de gouvernement avait décidé qu'elle serait célébrée le 18 août, date de la naissance de Fatima Zahra, fille du prophète Mohammed. Le 8 mars 2004, les Irakiennes ont manifesté leur opposition aux groupes islamistes et réclamé l'égalité complète avec les hommes.

Elles ont aussi exigé l'adoption d'une Constitution laïque et exigé que la journée internationale des femmes soit célébrée le 8 mars, en commun avec leurs camarades dans le monde entier pour réaffirmer l'universalité des droits de la femme — et non le 18 août.

Nous avons lutté durement à la fois en Irak et à l'extérieur de ce pays pour dénoncer l'islam politique et démasquer les arguments hypocrites du gouvernement américain qui cherche à dissimuler ses crimes contre le

peuple irakien. Aux côtés de notre organisation, il existe d'autres mouvements de masse et des organisations de travailleurs, telles que l'Union des travailleurs, des chômeurs, des conseils ouvriers et des syndicats, ainsi qu'une organisation pour la défense de la laïcité en Irak.

Telles sont les véritables forces de résistance qui luttent pour la liberté, l'égalité, et pour qu'une société égalitaire soit instaurée. Ces organisations veulent une vie moderne et civilisée, libérée de l'oppression et de la torture.

Maintenir la continuité de notre mouvement est une tâche importante que toute l'humanité civilisée doit défendre et soutenir. Les réactionnaires bénéficient de l'appui des pays limitrophes et des gouvernements occidentaux, mais nous ne bénéficions d'aucune aide de cette sorte. Nous ne disposons que de nos propres forces et des idées humaines pour combattre.

C'est pourquoi l'oppression et les menaces, qu'elles proviennent de l'islam politique ou des Etats-Unis, ne nous feront pas renoncer à nos revendications et à notre lutte. Bien au contraire, elles renforcent notre détermination et notre engagement à nous battre pour que nos idéaux humains deviennent une réalité pour le peuple irakien.

Malgré toutes ces difficultés, si nous avons réussi à survivre jusqu'ici à faire entendre notre voix, c'est grâce à votre soutien, grâce à la solidarité internationale.

**Houzan Mahmood**

(20 mai 2004)

# Pour une loi consacrant l'égalité des genres

Les femmes et les hommes doivent jouir des mêmes droits civiques et individuels

## Introduction

Les femmes en Irak n'ont jamais bénéficié des mêmes droits que les hommes depuis la création de l'État irakien moderne. La Loi sur la famille (ou loi sur les affaires domestiques) adoptée à la fin des années 50 n'a pas su reconnaître officiellement l'égalité complète entre les genres. Violant ouvertement les droits et les libertés des femmes, le régime du Parti Baas, spécialement durant les dernières années de son règne, a supprimé certaines des lois adoptées à la suite de décennies de lutte des femmes. Les changements apportés ont entériné la polygamie et les « crimes d'honneur ».

L'État irakien est en train d'être réformé. Ses fondations juridiques, et ses institutions politiques et sociales sont en train d'être redéfinies. Etant l'organisation qui représente les revendications des femmes irakiennes, l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak s'oppose au Code de la famille en vigueur depuis 40 ans et à la loi islamique que le Conseil de gouvernement provisoire a adoptée lors de sa résolution 137 en janvier 2004.

L'Organisation pour la liberté des femmes en Irak souhaite que la loi reconnaisse le principe d'une égalité totale et inconditionnelle entre les femmes et les hommes au sein de la famille et dans la gestion des affaires domestiques. L'Organisation pour la liberté des femmes en Irak lutte pour l'application immédiate d'une loi sur l'égalité des genres en Irak.

## PRINCIPES GENERAUX

La loi islamique (charia) et le Code de la famille inspiré de la charia sont fondées sur la soumission des femmes et les traitent comme des citoyennes de seconde classe. Ces lois légalisent ouvertement la violence et la discrimination contre les femmes, y compris leur assassinat. Pour atteindre l'égalité complète entre les femmes et les hommes, il faut que toutes ces lois soient supprimées et que les lois islamiques cessent de régenter la vie sociale. Les institutions publiques, l'Etat doivent éradiquer systématiquement toutes les traces et tous les effets de ces lois sur la société.

La loi sur l'égalité des genres s'applique à tous les citoyens, à tous les êtres humains quel que soit leur sexe. Elle doit être la loi officielle en Irak et devenir la source de tous les articles et clauses de la future Constitution.

C'est le devoir de l'Etat de former des commissions et des institutions spéciales pour surveiller l'application de la loi sur l'égalité des genres et de poursuivre tous ceux qui ne respectent pas les articles de la loi.

Les articles de cette loi doivent s'appliquer à toute la population de l'Irak sans aucune exception.

*Note* : Tout amendement ou révision des articles de cette loi ne doit pas dévier des principes généraux et du cadre définis ci-dessus.

## ARTICLE 1 : LE MARIAGE

### Section 1 : Définition du mariage

Le mariage est issu d'un libre consentement entre deux adultes et vise à établir une relation fondée sur la cohabitation des époux.

Section 2 : Un simple enregistrement auprès d'un notaire ou l'établissement de papiers officiels préparés à cet effet suffisent pour que le mariage soit officiellement reconnu et protégé par les lois sur la famille, si les parties le souhaitent.

Section 3 : Le *ta'addod zowjat* (la polygamie islamique) est interdit. Aucun homme n'a le droit d'épouser plus d'une femme.

Section 4. Dans le cadre du mariage, toute forme de coercition est interdite sur les individus concernés, qu'elle soit exercée par une personne ou une autorité quelconque.



Section 5. Le mariage n'est autorisé qu'à partir de 16 ans, pas avant. Les mariages entre mineurs de moins de 16 ans sont interdits.

Section 6 : La religion, la nationalité, l'appartenance ethnique, la couleur de la peau, ou les opinions personnelles ne peuvent être invoquées pour empêcher un mariage, si les deux parties souhaitent s'unir.

#### **ARTICLE II : DISSOLUTION DU MARIAGE**

Section 1 : Tout mariage fondé sur la coercition sera invalidé. Aucun individu, aucune institution n'a le droit de forcer un individu à se marier.

Section 2 : Un homme marié n'a pas le droit de se marier avec une autre femme. Tout mariage de ce type sera invalidé.

Section 3 : Tout mariage sera invalidé s'il enfreint l'article 1, les sections 2, 3, 4 et 5, et les contrevenants seront poursuivis.

#### **Article III – Les droits et les obligations des hommes et des femmes dans la famille**

Section 1 : Dans le cadre d'un mariage, toute transaction financière, notamment sous forme de clauses ou conditions préalables, est illégale et interdite. Dans la mesure où l'objectif du mariage est la cohabitation entre deux personnes, la gestion des affaires familiales est une obligation partagée entre les époux.

Section 2 : Les femmes et les hommes ont des droits égaux dans la gestion des affaires familiales.

Section 3 : L'homme et la femme sont propriétaires à égalité des biens et ressources de la famille.

Section 4 : Des condamnations sévères seront imposées aux hommes qui maltraitent leur femme.

#### **Article IV : Séparation et divorce**

Section 1 : Toute femme et tout homme a le droit de se séparer de son partenaire et de divorcer.

Section 2 : Les procédures de séparation doivent être examinées par un travailleur social deux mois avant que la séparation ne soit prononcée.

Section 3 : Toute femme a le droit de se remarier, au moment de son choix, après sa séparation ou la mort de son conjoint.

Section 4 : Les femmes et les hommes ont des droits égaux en ce qui concerne le choix du prénom et du nom de l'enfant, et peuvent décider de lui donner le nom de la mère ou du père.

Section 5 : En cas de désaccord entre les conjoints, l'enfant prendra le nom de la mère.

Section 6 : Les enfants nés hors mariage ou de parents inconnus peuvent être adoptés par d'autres adultes et prennent leur nom.

Section 7 : Tous les enfants dépourvus de famille ou privés de soins familiaux peuvent être placés sous la tutelle de l'Etat et garderont uniquement leur nom personnel.

#### **Article V : Les soins apportés aux enfants et leur éducation**

Section 1 : La femme et l'homme ont les mêmes droits et obligations concernant les soins apportés aux enfants et leur éducation.

Section 2: En cas de séparation, la garde de l'enfant (ou des enfants) est confiée, après l'âge d'un an, à l'un ou l'autre des parents, une fois que l'on a examiné leur situation et leurs capacités à s'occuper de leur progéniture.

Section 3: C'est un travailleur social qui prend la décision de confier la garde de l'enfant à l'un ou l'autre des parents après une séparation.

Section 4 : La décision d'avoir, ou ne pas avoir, un enfant appartient uniquement à la femme.

#### **ARTICLE VI DEPENSES POUR LES ENFANTS**

Section 1 : L'Etat est responsable des dépenses pour les enfants jusqu'à l'âge de 18 ans.

#### **ARTICLE VII HERITAGE**

Section 1 : L'Etat a la charge de diviser les biens de la personne décédée et de les répartir entre les membres de la famille en fonction de leur situation financière et de leurs revenus.

Section 2 : Les hommes et les femmes ont des droits égaux en matière d'héritage.

Section 3 : Les personnes qui ont le droit d'hériter sont, dans l'ordre d'importance, a) l'époux (l'épouse), b) les enfants et c) ceux qui sont prévus par le testament.

Section 4 : La division de l'héritage s'effectuera après le paiement des dettes éventuelles de la personne décédée.

### **Article VIII Code pénal**

Section 1 : Toute personne qui en oblige une autre à choisir un partenaire, se marier ou se séparer sera poursuivie par la justice et condamnée.

Section 2 : Tout homme qui viole l'article 2, section 2, même avec l'accord de l'intéressée, sera poursuivi et condamné.

Section 3 : Tout viol sera l'objet de poursuites et d'une condamnation.

Section 4 : Tout meurtre sera l'objet de poursuites et d'une condamnation, que son auteur soit un homme ou une femme.

Section 5 : Les criminels seront poursuivis et condamnés, quel que soit leur sexe.

Section 6 : L'âge légal du consentement pour une relation sexuelle est de 15 ans, pour les hommes comme pour les femmes. Les relations sexuelles entre adultes (c'est-à-dire entre personnes âgées de plus de 15 ans) et les mineurs sont illégales, même si l'intéressé (e) mineur (e) est d'accord, et l'adulte sera poursuivi par la justice.

Section 7 : Aucun homme n'a le droit d'avoir une relation sexuelle avec une femme, sans le consentement de celle-ci, même s'il n'utilise pas la violence pour l'obtenir. S'il ne respecte pas la volonté de la femme, celle-ci pourra le poursuivre pour viol.

Section 8 : Les mauvais traitements des femmes, des petites filles et des jeunes filles sont interdits, qu'il s'agisse de coups, de menaces, d'humiliations, de restrictions de liberté ou de violences. Les contrevenants seront sévèrement punis.

Section 9 : Chaque femme est libre de s'habiller, de se maquiller, etc., comme elle le souhaite. Ces décisions relèvent de sa vie privée. Aucune personne, ni aucune autorité ne peut enfreindre ce droit.

Section 10 : Toute forme de ségrégation entre les hommes et les femmes dans un lieu public est interdite et les contrevenants seront poursuivis et condamnés.

L'Organisation pour la liberté des femmes en Irak se bat pour que ce projet de loi devienne la loi officielle dans tous les tribunaux d'Irak. Nous présentons ce projet de loi aux autorités irakiennes, aux femmes et à leurs organisations, aux institutions juridiques et judiciaires. Nous appelons toutes les femmes et tous les hommes épris de liberté en Irak, toutes les organisations de femmes et les forces politiques progressistes en Irak et à l'étranger à soutenir ce projet de loi.

*Note* : Ce projet de loi sur l'égalité hommes-femmes présenté par l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak s'inspire d'un projet similaire adopté par l'Organisation indépendante des femmes le 29 octobre 1999 au Kurdistan irakien.

Organisation pour la liberté des femmes en Irak (1999, 2003)

(Article traduit par *Ni patrie ni frontières.*)

# « Occupation » et « Résistance » sont les deux pôles du même camp réactionnaire

*(article paru le 12 février 2004 sur le site du Comité solidarité Irak)*

Pour le Parti communiste-ouvrier d'Irak, la « résistance » des groupes ethnocentriques et islamiques est réactionnaire. Il faut séparer clairement les méthodes de ces partis, voire de ces gangs, de celles des masses. La véritable base de la lutte contre le nouvel ordre mondial nord-américain, ce sont les travailleurs, les prolétaires, leur programme, la liberté et l'égalité. Le Parti communiste-ouvrier lutte pour cela, pour un monde meilleur - titre de son programme.

La réalité sociale et politique en Irak n'est pas la confrontation entre « occupation » et « résistance ». Le nationalisme, la défense de la « mère patrie » n'ont aucune importance : la seule résistance légitime est la lutte pour défendre la société civile, les acquis progressistes des citoyens d'Irak, la liberté, l'égalité, le bien-être social, la sécurité des personnes et la dignité humaine.

Organiser des mouvements de protestation, des manifestations, des grèves, placer sur le devant de la scène le mouvement des masses, organiser la révolution et la prise du pouvoir politique par les masses, encourager les prolétaires à se regrouper autour de revendications simples, claires et évidentes : voilà les bases actuelles de la lutte sociale, politique ou même de la lutte armée des travailleurs, des femmes, des jeunes, de l'ensemble du prolétariat.

Naturellement, le Parti communiste-ouvrier d'Irak demande le retrait des troupes américaines d'Irak, mais ce slogan ne constitue pas son but essentiel ; prendre le pouvoir politique est l'objectif essentiel des masses et du parti. La présence des troupes américaines est un obstacle majeur non seulement pour ce but, mais aussi pour quelque forme d'amélioration des conditions de vie et de liberté. La participation des masses au pouvoir s'oppose donc aux Etats-Unis et à leur politique en Irak. Pendant de longues années, les Etats-Unis ont été la source des guerres, des catastrophes, des sanctions économiques : c'est pourquoi les habitants de l'Irak réclament le départ des troupes. Maintenant, les Etats-Unis jouent un rôle clé dans le « scénario noir », dans l'émergence de gangs et de groupes liés à l'Islam politique et du nationalisme dans l'arène politique. Mais cela ne signifie pas, au contraire, que les masses désirent adopter le style de résistance armée des groupes ethnocentriques et islamiques, pas plus que leur doctrine. Pour mettre dehors les troupes américaines et prendre le pouvoir politique, pour gagner la liberté, l'égalité et le bien-être social, l'une des problèmes essentiels qui sera posé aux masses sera la confrontation avec la résistance ethnocentrique et islamiste.

Ces forces font partie de la guerre, font partie des calamités imposées aux masses en Irak. Celles-ci sont capables, sans la « résistance » des forces réactionnaires, mais à travers la lutte organisée des conseils et des organisations de masse, aux côtés des défenseurs de la liberté tout autour du monde. Il ne s'agit pas seulement d'expulser les troupes américaines hors d'Irak, mais de prendre le pouvoir et de libérer la société du cercle vicieux de la guerre entre les Etats-Unis et la « résistance ». C'est sur cette base que le Parti communiste-ouvrier combat et soulève le slogan « Expulsion des troupes américaines d'Irak ».

**Khisrow Saya**

# L'Irak aux Irakiens ?

## Quand la « résistance » s'en prend aux travailleurs immigrés

*(article paru le 26 juillet 2004 sur le site du Comité Solidarité Irak)*

« Six nouveaux étrangers, trois Indiens, deux Kenyans et un Egyptien ont été enlevés en Irak. La télévision satellitaire arabe Al-Arabiya a diffusé mercredi une vidéo d'un groupe se faisant appeler « les drapeaux noirs », menaçant de tuer un otage toutes les 72 heures si leur employeur koweïtien ne se retire pas d'Irak » (AFP, 22/07/04).

Ce n'est pas la première fois que des groupes de la « résistance » irakienne s'attaquent à des travailleurs immigrés. Au mois de mars, deux chauffeurs de camions kenyans, David Mukuria et Kamau Maina, avaient été enlevés, puis libérés par l'armée anglaise. Ils travaillaient pour une entreprise saoudienne de convoiement d'aide humanitaire.

Ces derniers jours, la population philippine s'est mobilisée en faveur d'un autre routier, Angelo de la Cruz. Il est devenu le symbole des centaines de milliers de Philippins obligés d'aller travailler à l'étranger, en raison de la grande pauvreté du pays. Angelo de la Cruz avait été capturé par l'« Armée islamique en Irak ». Ce groupe de la « résistance » avait revendiqué, en avril dernier, le massacre de quatre mercenaires américains à Falluja. Aujourd'hui même, le corps décapité du chauffeur routier Bulgare Gueorgui Lazov a été retrouvé dans le Tigre. Le sort de son collègue Lazov, Ivailo Kepov reste inconnu.

Les Philippines disposaient d'un contingent d'une cinquantaine de soldats en Irak, désormais rentrés chez eux. 4000 civils philippins y résident toujours. Par contre, ni l'Inde, ni le Kenya, ni l'Egypte n'y sont présents militairement : comme les six otages capturés aujourd'hui, leurs ressortissants sont des civils venus chercher du travail. L'Irak a été longtemps un pôle d'attraction pour la main d'œuvre immigrée : quatre millions de personnes, dont deux millions d'égyptiens, le reste venant notamment du Soudan ou de Palestine. La guerre et l'embargo ont provoqué le retour d'une grande partie des migrants.

Par contre, le Koweït - où sont basées les entreprises pour lesquelles travaillent ces six nouveaux otages - est un pays riche, attractif, à condition de pouvoir s'y rendre. En effet, il faut disposer de sommes difficiles à trouver pour un prolétaire, comme le révèle une interview de Amal Gadel-Rab, compagne de l'un des otages égyptiens Victor Tawfiq Jerges. Il a dû emprunter dans son voisinage et mettre en gage des bijoux familiaux pour trouver les 7200 \$ nécessaires. Il a dû attendre ensuite de longs mois pour obtenir un permis de conduire international et trouver ce travail de chauffeur routier en Irak.

Les victimes des attaques des « Drapeaux noirs » (symbole religieux chiite) et de l'« Armée islamique en Irak » ne sont pas des militaires des troupes d'occupation. Ce sont des prolétaires, des travailleurs immigrés, victimes de la misère et du chômage dans leurs pays. Bien sûr, on ne peut généraliser ces actes odieuses et les imputer aux quelques 52 groupes - presque tous islamistes ou nationalistes - qui se sont signalés dans la résistance en Irak.

Mais il y a de quoi s'interroger sur ce que peut signifier, dans ces conditions, le soutien à « toute la résistance » affichés par une partie de la gauche occidentale. On juge un mouvement de résistance sur ses méthodes, ses actes, son programme social. Au nom de quoi devrait-on avoir la moindre estime pour ceux qui s'attaquent aux travailleurs immigrés, en Irak comme ailleurs ?

Nicolas DESSAUX

## **La « résistance irakienne » et le communisme ouvrier (critique du nationalisme de gauche)**

*(Article paru le 7 juin 2004 sur le site du Comité Solidarité Irak)*

Un camarade de Nasiriyah, du Parti communiste des travailleurs en Irak, m'a transmis un rapport, dont voici un extrait qui met en lumière les pratiques de l'armée du Mahdi - le gang de Moqtada : « La situation à Nasiriyah, aujourd'hui le 18 mai, est relativement calme. L'armée du Mahdi a abandonné le combat contre les forces de la Coalition, laissant derrière elle des dizaines de morts et de blessés. En ville, il y a beaucoup de ressentiment contre la guerre et les batailles de rue. Au cours des derniers combats, l'armée du Mahdi a pillé le musée d'archéologie. Leur justification est encore pire que leur action. Ils disent que ces antiquités sont les trésors de la terre, et que celle-ci appartient au Mahdi et à son armée. Certaines des oeuvres dérobées ont été retrouvées le jour suivant dans le bazar de la ville. On m'a signalé que les forces d'occupation projettent de licencier le directeur de la police et le gouverneur pour collaboration avec les terroristes. Ces deux personnalités, membres du parti d'Al-Dawaa [parti religieux shiite, représenté au conseil provisoire de gouvernement], auraient fourni des armes et des véhicules à l'armée du Mahdi ».

Tout cela révèle le sinistre scénario qui se déroule actuellement en Iraq, où les rôles principaux sont joués par les forces d'occupation et par les gangs terroristes islamiques, par les bandes d'assassins et de pillards formées par les partisans des réactionnaires comme Moqtada. Ce qui est signalé dans ce témoignage n'est que peu de choses par rapport à ce que subit la population sous la domination de ces gangs, en raison de l'escalade du conflit terroriste entre les forces d'occupation, l'armée du Mahdi et les autres milices, et de son impact sur l'avenir de la société irakienne.

Les crimes perpétrés par ces gangs débutent par les campagnes contre les femmes non voilées, contre l'ouverture de cinémas et de magasins de boissons alcoolisées, ou encore par l'appel au meurtre contre les communistes, les laïques et toute personne qui s'oppose à leur domination. Les activités criminelles des gangs d'Al-Sadr, qui ont commencé dès l'entrée des Etats-Unis en Irak, se diversifient.

La confrontation actuelle entre les groupes terroristes islamiques comme celui d'Al-Sadr et les troupes américaines ne résulte pas d'une volonté politique des Etats-Unis de protéger les Irakiens contre le terrorisme. Il serait tout aussi stupide de dépeindre ce conflit comme une lutte armée des islamistes pour les droits du peuple en Irak, ou pour mettre les forces américaines et leurs alliés hors d'Irak. Il s'agit d'un conflit terroriste entre les deux pôles internationaux de la terreur, qui, pour régler leurs comptes réactionnaires, ont pris l'Irak comme champ de bataille. Dès le premier jour de l'occupation par les Etats-Unis, les groupes islamistes soutenus par l'Iran ont pratiqué le terrorisme, comme l'unique moyen pour imposer leurs conceptions,

pour réaliser leur programme politique et étendre leur influence religieuse sur le peuple d'Irak, alors que celui-ci n'aspire qu'à une vie sûre et libre.

Tous les crimes contre l'humanité se faisaient au vu et au su des autorités des américaines, alors qu'elles ne faisaient absolument rien pour décourager ces groupes et mettre fin à leurs crimes. Le journal Al-Hawza -la voix du groupe d'Al-Sadr - n'a été interdit par l'autorité civile américaine que lorsqu'il a commencé à vilipender les forces coalisées, alors qu'il avait souvent menacé de mort les communistes et les laïques.

En dépit de ces méthodes qui visent ouvertement à instiller la crainte et la terreur, les forces américaines n'ont exercé aucune pression sur les publications islamistes pour mettre fin à ces menaces. Au lieu de cela, les forces coalisées ont attaqué les locaux du Parti communiste des travailleurs en Irak, qui avait été obligé d'armer ses membres contre les attaques des islamistes.

Au cours de la dernière année, l'autorité américaine est restée aveugle aux campagnes de massacres arbitraires des islamistes contre ceux qu'ils accusaient d'être baasistes. Elle n'a prêté aucune attention aux plaintes fréquentes des pratiquants d'autres croyances religieuses, qui ont particulièrement souffert de ces gangs. Elle n'a pas non plus défendu les femmes, qui sont maintenant dans la ligne de mire des islamistes.

Les fréquentes visites des dirigeants des services secrets iraniens à Bassora aux leaders des groupes islamistes n'ont pas inquiété les forces britanniques. Ces dernières n'ont pas répondu aux appels à l'aide des personnes obligées de verser des rançons à ces gangs sous diverses prétextes. Tout cela ne semblait pas concerner les forces de « libération », qui ont fait comme si de rien n'était. Cette neutralité face à la violence s'est poursuivie jusqu'au jour où ces groupes terroristes ont tourné leurs armes contre les Américains. Je ne disserterais pas ici sur les véritables raisons de la guerre des Etats-Unis contre les Islamistes.

Toutes les populations de l'Orient ont souffert de cette réalité amère, à cause de la collaboration continue entre le gouvernement américaines et les forces islamiques. Il est clair qu'ils sont un intérêt à terroriser le peuple et les forces progressistes. Ce n'est pas cet aspect que je souhaite développer ici. Ce qui est crucial dans ce conflit sanglant, c'est la manière dont nous comprenons l'essence et les motifs des forces identifiées aujourd'hui comme la « résistance irakienne ».

Il existe sur ce point une illusion mortelle, mais fort répandue dans la gauche internationale sur la « résistance irakienne ». Les positions vont d'un appui modeste à une approbation ouverte, à la célébration de chaque opération menée par cette « résistance ». Certains défendent avec rage toute action de cette résistance, voire essaye d'embellir les forces impliquées. Ainsi, il est devenu banal pour la gauche américaine et européenne de blâmer les communistes en Irak d'être contre les forces de « résistance » et de dénoncer celles-ci comme l'un des camps dans ce conflit terroriste et réactionnaire.

Les manifestations de cette illusion sont diverses et je suis contraint de répondre à celles et ceux qui les défendent. Elles sont fondées sur des conceptions politiques et théoriques erronées et non-révolutionnaires. Pour tenter ici de critiquer ces illusions, je voudrais clarifier ce qui prend racine en Irak et la nature des conceptions politiques que nous, les communistes-ouvriers en Irak, défendons sur ce sujet.

On nous dit : "L'occupation étrangère légitime la résistance et les gauchistes devraient soutenir la résistance indépendamment de la nature de sa direction. Aussi longtemps qu'il y aura l'occupation, il y aura la résistance et les communistes participeront au mouvement national pour réaliser les tâches de la révolution nationale démocratique avec d'autres forces et courants nationaux."

Les définitions même d' « occupation » et de « résistance » et de leur contenu politique - qui proviennent de limites telles que la « souveraineté » et la « nation » considérées comme des choses sacrées - n'ont jamais fait partie du langage révolutionnaire employé par les communistes-ouvriers. Ces formules toutes faites employées aujourd'hui par la gauche internationale n'ont jamais fait partie du langage ou de la pratique au temps de Marx ou de Lénine, quand ils parlaient des guerres, de leurs conséquences politiques et des mouvements qui s'opposaient aux forces d'occupation.

La seule norme pour évaluer les mouvements politiques, armés ou autres, c'est leur nature objective, leurs buts et leurs caractéristiques réelles, pas les résolutions de l'ONU ou de savoir ce qui est autorisé ou interdit par l'ONU face aux forces d'occupation.

La lutte des travailleuses et des travailleurs en Irak contre une armée « étrangère » ne provient pas du fait que cette intervention est une violation de leur sacro-sainte souveraineté nationale ! Qu'y a-t-il de sacré, pour nous, les travailleurs et les travailleuses, que l'armée étrangère puisse violer ! Est-ce la « souveraineté », qui était aux mains de nos oppresseurs ? Ou la « mère patrie » dont nous ne possédons pas un iota ? La « mère patrie », qui, comme le disait Marx il y a 150 ans, n'est jamais à nous ? Ou la « liberté nationale », qui n'a toujours signifié que la liberté pour nos geôliers de nous tourmenter ! Est-ce qu'un prédateur « national » serait meilleur qu'un étranger, parce que lorsqu'il dévore notre chair, il ne nous brise pas les os ?!

Ce non-sens nationaliste n'est plus en mesure d'endormir les masses. Les travailleurs et travailleuses conscients, qui n'ont jamais rien obtenu d'autre de la bourgeoisie nationale et de ses gouvernements que la guerre, la pauvreté, l'oppression absolue et l'humiliation ne prêtent pas attention aux discours nationalistes arriérés, qui ne les tromperont plus. Tous les sacrifices que nous avons fait ou plutôt avons été forcés de faire dans les guerres menées par notre bourgeoisie nationale n'ont rien rapporté d'autre que la dispersion de nos rangs, le massacre de nos leaders et de nos combattant-es dans les prisons de Jamal Abdulnassar, de Saddam et d'Asaad et notre maintien dans le servage « national ».

Répéter ces expériences encore et encore, se rassembler derrière ces slogans et se sacrifier pour le combat des forces réactionnaires, pour une bourgeoisie « nationale », qui sont les ennemis des droits civils et humains fondamentaux. Laisser de côté nos objectifs de classe et nos droits ne serait qu'un chapitre ennuyeux dans une comédie morne. Cela ne mérite même pas d'en rire. N'est-ce pas assez, ce qui est arrivé à nous aux mains des « nationalistes », les pendaisons, les emprisonnement et les bains d'acide ? Notre mémoire est-elle si courte que nous cherchions la répétition de toutes ces tragédies ? Les travailleurs et travailleuses en Irak luttent contre l'armée des Etats-Unis et prennent une position radicale contre la politique de l'autorité coalisée. Cependant, ils ne participent pas aux forces réactionnaires. La lutte des prolétaires contre l'armée d'occupation est inséparable de la lutte contre

les forces réactionnaires et leurs visions sociales médiévales et cauchemardesques.

Afin de faire du retrait des forces des Etats-Unis un tournant et le symbole d'une nouvelle ère de liberté, d'égalité et de prospérité, les prolétaires irakiens doivent réaliser leurs aspirations par eux-mêmes. Nous étions les premiers à descendre dans les rues pour s'opposer aux troupes des Etats-Unis. L'Union des chômeurs en Irak était la première à lancer un sit-in contre le chômage et la faim. Nous étions les premiers à demander le départ des forces d'occupation. Nous avons combattu sans équivoque la politique des Etats-Unis qui consiste à reconstruire l'état et les infrastructures politiques sur la base de sectes et d'appartenances ethniques et religieuses. Nous étions ceux qui ont dit non au Conseil de gouvernement et non à un gouvernement sectaire et ethnocentrique ! Nous avons été ceux qui ont exigé et qui ont lutté pour un gouvernement laïque et non-nationaliste, qui garantisse les libertés politiques et garantisse une vie sûre. Quelle différence entre nos aspirations et les politiques qui cherchent à répéter les expériences sanglantes d'Iran, d'Afghanistan et du Soudan en Irak ? Les travailleuses et les travailleurs ont besoin d'un front, qui soit en même temps contre les deux piliers du terrorisme, les Etats-Unis et les terroristes islamiques.

On nous dit aussi : "L'Amérique est la source de toutes les atrocités qui se produisent dans le monde d'aujourd'hui. C'est l'impérialisme par excellence. Si l'impérialisme des Etats-Unis est vaincu, les puissances impérialistes contemporaines subiraient une défaite et cela provoquerait une atmosphère révolutionnaire autour du monde. Comparer les faibles forces locales à l'Amérique, la force toute-puissante, est une erreur de la part du Parti communiste des travailleurs en Irak qui oublie que le terrorisme islamique a été créé et consolidé par l'Amérique et il finira une fois l'Amérique défaite."

Voilà un autre exemple des illusions qui gênent l'intervention nécessaire de la gauche internationale et l'empêchent de se mettre en action à l'échelle internationale et en Irak en particulier. L'idée selon laquelle les sectateurs d'Al-Sadr et d'autres groupes islamistes en Irak sont dépassés en nombre et en armes par l'équipement lourd et moderne des troupes coalisées leur fait oublier que ces groupes islamistes font partie d'un courant international, qui commettent des actes terroristes de Manhattan à Bali et de Madrid aux Philippines, oublier que nous parlons ici d'une force politique qui est au pouvoir dans un certain nombre de pays et constitue une opposition active dans bien d'autres. Ils oublient aussi que ce mouvement politique se compose de centaines de partis, d'organisations, de groupes armés, d'établissements financiers et « philanthropiques » énormes, équipés d'une technologie et de médias modernes, d'« intellectuels » et d'apologistes culturels dans le monde entier.

La conception traditionnelle de la gauche à propos de l'impérialisme, qui la définit comme un capitalisme occidental développé qui devient la puissance impérialiste unique contre le camp « socialiste » et les pays du tiers monde les empêchent de voir l'impérialisme comme un système international. Ramener l'impérialisme aux forces capitalistes avancées et voir l'Amérique comme la représentante de ce pôle moderne fait oublier aux gauchistes traditionnels que même lorsque nous faisons face à des forces plus faibles, réactionnaires et théocratiques, nous faisons face à un ennemi capitaliste et à un mouvement



bourgeois, qui fait intrinsèquement partie de l'impérialisme comme système international.

L'impérialisme n'est pas un bloc de pays ou bien une politique qui va s'effondrer par la chute d'un pays tout-puissant qui joue le rôle de superpuissance unique. Considérer les groupes terroristes, qui existent çà et là, comme des phénomènes isolés susceptibles d'agir contre les Etats-Unis, est une conception naïve et superficielle. C'est une conception qui ne tient pas compte des bourgeoisies capitalistes qui exploitent un milliard d'êtres humains et cherchent à poser les bases matérielles et économiques d'un véritable « monde capitaliste-musulman ».

Le fait que l'Islam politique ait émergé pendant la phase cruciale où les Etats-Unis avaient besoin d'alliés pour contenir ce qu'ils appelaient le « danger communiste » ne change rien à la réalité actuelle. Le sort s'est retourné contre l'apprenti-sorcier. Un pôle international efficace et influent est apparu, et il combat pour sa part de la richesse et de la puissance globale. De manière évidente, chaque camp se nourrit du terrorisme de l'autre. Dans ce sens, le terrorisme d'état est le meilleur plat que les Etats-Unis puisse cuisiner pour Ben Laden et consorts. De la même manière, la politique d'Ariel Sharon et son terrorisme fasciste est le meilleur service qu'Israël puisse proposer aux forces terroristes islamistes en Palestine. Par contre, la pire issue de ce conflit contre l'intérêt des travailleurs et de l'humanité serait la victoire d'une force terroriste comme l'Islam politique sur l'Amérique. L'Amérique se nourrit de la crainte et de l'horreur que suscite une telle possibilité. L'humanité civilisée observe la guerre entre terroristes comme une proie observant les bêtes sauvages se battre entre elles.

Ils sont bien peu nombreux dans le monde à être aussi bornés que la gauche traditionnelle, à encourager et à soutenir un terroriste contre l'autre. C'est la cause cachée du rétrécissement du mouvement contre la guerre et de son faible impact sur les événements actuels. L'humanité progressiste, horrifiée par la guerre actuelle et de ses conséquences désastreuses cherche patiemment une force alternative, l'émergence d'un troisième camp contre cette guerre sanglante et ses deux pôles. Elle attend une alternative qui propose des solutions et des réponses aux crises qui traversent le monde. Le communisme et la gauche peuvent devenir cette alternative, mais à condition qu'ils dépassent leurs illusions et émergent comme une force unique, indépendante et efficace et non en tant qu'admirateurs d'un camp contre l'autre.

En Irak, nous cherchons et nous luttons pour former ce troisième camp. Nous fournissons une occasion pour la gauche et pour le communisme d'émerger à une échelle internationale d'une façon efficace et indépendante pour casser le terrorisme et le militarisme de l'Amérique d'un côté et de l'Islam politique de l'autre. La gauche peut assurer la défaite des Etats-Unis face à l'humanité civilisée et ses forces progressistes et humanistes sans soutenir matériellement et moralement les partisans d'Al-Sadr et de Ben Laden, mais plutôt avec le communisme ouvrier et le mouvement ouvrier laïque en Irak.

Au-delà de la nécessité d'abandonner ses illusions incantatoires, la gauche doit revoir ses positions sociales et les conflits qui continuent dans le monde. La révolution et le changement ne se produiront dans notre monde contemporain que comme résultat d'une activité consciente et indépendante des forces révolutionnaires et socialistes. Les forces de gauche qui attendent

de la défaite de l'occupation américaines par l'Islam politique la maturation d'un « moment historique », n'ont aucun avenir.

Un mouvement qui assiste en spectateur passif aux événements ne peut récolter les fruits de ces développements. La défaite des Etats-Unis en Irak par des forces islamistes et la résistance qu'elles mènent sera seulement une victoire pour la réaction de l'Islam politique et le fascisme à l'échelle internationale. Les forces de gauche en occident ne pourront pas exploiter une telle défaite, qui renforcera plutôt les courants de droite racistes et réactionnaires dans les sociétés occidentales, marginalisant la gauche.

Le terrorisme islamique en Palestine, qui est alimentée par le fascisme de Sharon, a pour seule conséquence le renforcement de la droite israélienne. De la même manière, la défaite des Etats-Unis et les forces alliées britanniques dans ce conflit, si elle vient de l'Islam politique, ne feront que renforcer les politiques réactionnaires et fascistes intérieures et extérieures à l'Ouest. Pour s'assurer que la défaite des américaines en Irak va préparer une forte réémergence des mouvements de gauche et socialistes à travers le monde, ces forces doivent s'assurer notamment, parmi d'autres facteurs stratégiques, que cette défaite soit menée par la gauche et le communisme en Irak.

Nous, en Irak, nous combattons des forces qui ne sont pas locale, mais internationales, qui comptent sur leur influence internationale pour se combattre. Il est difficile pour la gauche (mais pas impossible) d'émerger comme une force efficace en Irak sans l'appui de la gauche internationale. Malheureusement, dans les circonstances présentes, certaines forces de la gauche traditionnelle nous demandent de coopérer et de nous allier à Al-Sadr et aux partisans de Ben Laden. La gauche internationale veut que nous nous rendions aux forces qui cherchent à annihiler non seulement les communistes, mais aussi tous les laïques, les amis de la liberté qui s'opposent au programme et aux méthodes sinistres des Islamistes. C'est une véritable stupidité sans limite.

Les communistes-ouvriers considèrent la résistance armée comme une tactique révolutionnaire viable, lorsque l'idéologie et la formation de classe, l'organisation des mouvements de masse des travailleurs et des forces émancipatrices sont faibles. Mais aujourd'hui, le recours à cette méthode serait une erreur politique énorme, qui freinerait le développement d'un mouvement de masse laïque et laisserait libre cours au sinistre scénario qui se met en place en Irak.

La résistance armée en Irak, formée par les mouvements nationalistes et politico-religieux, prépare le terrain à ces forces. Tant que les travailleurs et les travailleuses qui aiment la liberté ne disposent pas de leurs propres partis, de leurs propres organisations de masse, capables de combler le vide politique quand les troupes des Etats-Unis seront vaincues et forcées de battre en retraite dans certains secteurs, ce retrait est susceptible d'aider le nationalisme armé, les milices et les groupes religieux à dominer ces zones.

En outre, le retrait des Etats-Unis et des forces alliées transformeraient l'Irak en une autre Somalie. La seule tactique pour empêcher ceci est le renforcement immédiat des possibilités d'armement des partisans et des organisations de masse de travailleurs et de travailleuses et des communistes, de leur permettre de prendre l'initiative et d'apparaître comme la force dominante en Irak et partout où c'est possible. Le Parti communiste des travailleurs lutte et pose des jalons chaque jour dans cette direction. Il est

évident que la solidarité de la gauche internationale et du mouvement ouvrier avec le Parti communiste des travailleurs accéléreront ce processus. La seule manière pour que la gauche internationale émerge comme force efficace dans la situation mondiale actuelle n'est pas le soutien à Al-Sadr et aux partisans d'Al-Zarqawi et de Ben Laden, ni le soutien à leur « résistance », mais plutôt le soutien politique et matériel aux travailleurs et aux forces communistes en Irak et au Parti communiste des travailleurs en Irak

**Shamal Ali**, membre du bureau politique du Parti communiste-ouvrier d'Irak, le 22 Mai 2004

# Débats : Religion, multiculturalisme, citoyennisme, « islamophobie », et laïcité

Articles : **Paul Lafargue, Nico, Jacques Wajnsztejn, Isabelle Campanella, Christian Béridel, Réseau mondialiste révolutionnaire, Daniel Mothé, Maryam Namazie, Saaed Keramat, Mana Kia, Azam Kamguian**

Dans cette dernière partie, les articles de **Paul Lafargue** sur la religion (1909), de M. V. (**Socialisme ou barbarie**) sur la laïcité (1959), **Nico** sur « la destruction de l'Ecole » (2002), **Mariam Namazie** sur l'« islamophobie » (2003), les extraits d'un texte de **Daniel Mothé** sur « les ouvriers français et les Nord-Africains » (1957) et les articles d'**Azam Kamguian** (2003 et 2004) sur le multiculturalisme et le relativisme culturel permettent de prendre un peu de distance vis-à-vis du débat, souvent assez stérile, entre les pro et les anti-loi qui se sont fréquemment jeté à la tête l'accusation de racisme, de lepénisme ou de « communautarisme », sans creuser sérieusement quels étaient les enjeux. Il faut en effet, au-delà de l'opposition ou de l'approbation tactique à la nouvelle loi sur les « signes religieux ostensibles », réfléchir aux questions fondamentales qui les sous-tendent.

Après avoir fait ce détour par les « fondamentaux » nous revenons sur l'historique du débat sur le hijab, en abordant également certaines spécificités françaises (nouveau citoyennisme musulman, importance de l'immigration de la zone culturelle arabo-musulmane, rôle de l'idéologie laïque et républicaine dans la construction nationale, etc.) et les articles de **Isabelle Campanella, Jacques Wajnsztejn** et **Christian Béridel** sur les réunions de Ni putes ni soumises, ainsi que les deux témoignages concernant le sabotage d'une réunion-débat à l'Institut du Monde arabe permettent d'aborder la question de l'intervention des islamistes politiques ou des intégristes dans le débat politique.

**Paul Lafargue**

# La Croyance en Dieu

(1909)

## **I - Religiosité de la bourgeoisie et irrégiosité du prolétariat**

La libre-pensée bourgeoise, sous les auspices de deux illustres savants, Berthelot et Hoeckel, a dressé à Rome sa tribune en face du Vatican, pour tonner ses foudres oratoires contre le catholicisme qui, par son clergé hiérarchisé et ses dogmes, prétendus immuables, représente pour elle la religion.

Les libres-penseurs, parce qu'ils font le procès du catholicisme, pensent-ils être affranchis de la croyance en Dieu, la base fondamentale de toute religion ? Croient-ils que la bourgeoisie, la classe à laquelle ils appartiennent, peut se passer du christianisme, dont le catholicisme est une manifestation ?

Le christianisme, bien qu'il ait pu s'adapter à d'autres formes sociales, est, par excellence, la religion des sociétés qui reposent sur la propriété individuelle et l'exploitation du travail salarié ; c'est pourquoi il a été, est et sera, quoi qu'on dise et qu'on fasse, la religion de la bourgeoisie. Depuis plus de dix siècles, tous ses mouvements, soit pour s'organiser, s'émanciper ou pousser au pouvoir une de ses nouvelles couches, s'accompagnent et se compliquent de crises religieuses ; elle a toujours mis les intérêts matériels dont elle cherchait le triomphe sous le couvert du christianisme qu'elle déclarait vouloir réformer et ramener à la pure doctrine du divin Maître.

Les bourgeois révolutionnaires de 1789, s'imaginant qu'on pouvait déchristianiser la France, persécutèrent le clergé avec une vigueur sans égale : les plus logiques, pensant que rien ne serait fait tant que subsisterait la croyance en Dieu, abolirent Dieu par décret, comme un ci-devant fonctionnaire, et le remplacèrent par la déesse Raison. Mais dès que la Révolution eut jeté sa gomme, Robespierre rétablit par décret l'Être suprême, le nom de Dieu étant encore mal porté ; et quelques mois après, les curés sortaient de leurs cachettes et ouvraient les églises où les

fidèles s'entassaient, et Bonaparte, pour satisfaire la plèbe bourgeoise, signait le Concordat : alors naquit un christianisme romantique, sentimental, pittoresque et macaronique, accommodé par Chateaubriand aux goûts de la bourgeoisie triomphante.

Les fortes têtes de la libre-pensée ont affirmé et affirment encore, malgré l'évidence, que la science désencombrerait le cerveau humain de l'idée de Dieu, en la rendant inutile pour comprendre la mécanique de l'univers. Cependant, les hommes de science, à quelques exceptions près, sont encore sous le charme de cette croyance : si dans sa propre science, un savant, selon le mot de Laplace, n'a pas besoin de l'hypothèse de Dieu pour expliquer les phénomènes qu'il étudie, il ne s'aventure pas à déclarer qu'elle est inutile pour rendre compte de ceux qui ne rentrent pas dans le cadre de ses recherches ; et tous les savants reconnaissent que Dieu est plus ou moins nécessaire pour le bon fonctionnement des rouages sociaux et pour la moralisation des masses populaires. Non seulement l'idée de Dieu n'est pas complètement dissipée dans la tête des hommes de science, mais la plus grossière superstition fleurit, non dans les campagnes enténébrées et chez les ignorants, mais dans les capitales de la civilisation et chez les bourgeois instruits ; les uns entrent en pourparlers avec les esprits pour avoir des nouvelles d'outre-tombe, les autres s'agenouillent devant saint Antoine de Padoue pour retrouver un objet perdu, deviner le numéro gagnant de la loterie, passer un examen à l'Ecole Polytechnique, etc., consultent des chiromanciennes, des somnambules, des tireuses de cartes pour connaître l'avenir, interpréter les songes, etc. Les connaissances scientifiques qu'ils possèdent ne les protègent pas contre la plus ignare crédulité.

Mais, tandis que dans toutes les couches de la bourgeoisie le sentiment religieux reste vivace et se manifeste de mille façons, une indifférence religieuse irraisonnée, mais inébranlable, caractérise le prolétariat industriel.

M. Booth, après une vaste enquête sur l'état religieux de Londres, « visité district par district, rue par rue et souvent maison par maison », constate que « la masse du peuple ne professe aucune sorte de religion et ne prend aucun intérêt aux cérémonies du culte (...). La grande fraction de la population qui porte le nom de classe ouvrière, et qui se meut entre la petite bourgeoisie et la classe des misérables, prise dans son ensemble, reste en dehors de l'action de toutes les sectes religieuses (...). Elle est arrivée à ne considérer les églises que comme les lieux de réunion de ceux qui ont de la fortune et de ceux qui sont disposés à accepter le patronage des gens placés dans une meilleure position qu'eux (...). La généralité des ouvriers de notre époque pensent plus à leurs droits et aux injustices qu'ils supportent qu'à leurs devoirs qu'ils ne remplissent pas toujours. L'humilité et la conscience d'être en état de péché ne sont peut-être pas naturelles à l'ouvrier. » Ces incontestables constatations de l'irrégion instinctive des ouvriers de Londres, que d'habitude on suppose si religieux, l'observateur le plus superficiel peut les faire dans les villes industrialisées de France : si l'on y rencontre des travailleurs qui simulent des sentiments religieux, ou qui les ont réellement — ceux-ci sont rares —, c'est que la religion se présente à leurs yeux sous la forme de secours charitables ; si d'autres sont de fanatiques libres-penseurs, c'est qu'ils ont eu à souffrir de l'ingérence du prêtre dans leurs familles ou dans leurs relations avec le patron.

L'indifférence en matière religieuse, le plus grave symptôme de l'irrégion, selon Lamennais, est innée dans la classe ouvrière moderne. Si les mouvements politiques de la bourgeoisie ont revêtu une forme religieuse ou antireligieuse, on ne peut observer dans le prolétariat de la grande industrie d'Europe et d'Amérique, aucune velléité d'élaboration d'une religion nouvelle pour remplacer le christianisme, ni aucun désir de le réformer. Les organisations économiques et politiques de la classe ouvrière des deux mondes se désintéressent de toute discussion doctrinale sur les dogmes religieux et les idées spiritualistes, ce qui n'empêche pas de faire la guerre aux prêtres de tous les cultes, parce

qu'ils sont les domestiques de la classe capitaliste.

Comment se fait-il que des bourgeois, qui reçoivent une éducation scientifique, plus ou moins étendue, soient encore prisonniers des idées religieuses dont se sont libérés des ouvriers qui en sont privés ?

## **II - Origines naturelles de l'idée de Dieu chez le sauvage**

Pérorer contre le catholicisme, comme les libres-penseurs, ou ignorer Dieu comme les positivistes, ne rend pas compte ni de la persistance de la croyance en Dieu, malgré le progrès et la vulgarisation des connaissances scientifiques, ni de la durée du christianisme, malgré les railleries de Voltaire, les persécutions des révolutionnaires et la critique des exégètes. Il est commode de pérorer et d'ignorer, et mal commode d'expliquer, car pour cela, on doit commencer par s'enquérir comment et pourquoi la croyance en Dieu et les idées spiritualistes se sont glissées dans la tête humaine, y ont pris racines et s'y sont développées ; et l'on ne peut trouver réponses à ces questions qu'en remontant à l'idéologie des sauvages, où sont nettement ébauchées les idées spiritualistes qui encombrant la cervelle des civilisés.

L'idée de l'âme et de sa survivance est une invention des sauvages, qui se sont octroyés un esprit immatériel et immortel pour expliquer les phénomènes du rêve. Le sauvage, qui ne doute pas de la réalité de ses rêves, s'imagine que, si pendant son sommeil il chasse, se bat ou se venge et que si au réveil il se retrouve à la place où il s'est couché, c'est qu'un autre lui-même, un double comme il dit, impalpable, invisible et léger comme l'air, a quitté son corps endormi pour aller au loin chasser ou se battre ; et comme il lui arrive de voir en rêve ses ancêtres et ses compagnons défunts, il conclut qu'il a été visité par leurs esprits, qui survivent à la destruction de leurs cadavres.

Le sauvage, « cet enfant du genre humain » comme l'appelle Vico, a, ainsi que l'enfant, des notions puériles sur la nature ; il croit qu'il peut commander aux éléments comme à ses membres, qu'il peut, avec des paroles et des pratiques magiques, ordonner à la pluie de tomber, au vent de souffler, etc. ; si par exemple, il craint que la nuit le surprenne en route, il noue de certaine façon certaines herbes pour arrêter le soleil, comme le fit le Josué de la Bible avec une prière. Les esprits des morts ayant cette puissance sur les

éléments à un plus haut degré que les vivants, il les invoque pour qu'ils produisent le phénomène quand il échoue à le déterminer. Un vaillant guerrier et un sorcier habile possédant plus d'action sur la nature que les simples mortels, leurs esprits, quand ils sont morts, doivent, par conséquent, avoir sur elle un plus grand pouvoir que les âmes des hommes ordinaires, le sauvage les choisit dans la foule des esprits pour les honorer avec des offrandes et de sacrifices et pour les supplier de faire pleuvoir, quand la sécheresse compromet les récoltes, de lui donner la victoire quand il entre en campagne, de le guérir quand il est malade. Les hommes primitifs, en partant d'une explication erronée du rêve, ont élaboré les éléments qui, plus tard, servirent à la création d'un Dieu unique, lequel n'est, en définitive, qu'un esprit plus puissant que les autres esprits.

L'idée de Dieu n'est ni une idée innée, ni une idée a priori, mais une idée a posteriori, comme le sont toutes les idées, puisque l'homme ne peut penser qu'après être venu en contact avec les phénomènes du monde réel, qu'il explique comme il peut.

### **III - Origines économiques de la croyance en Dieu chez le bourgeois**

On était en droit d'espérer que l'extraordinaire développement et vulgarisation des connaissances scientifiques et que la démonstration de l'enchaînement nécessaire des phénomènes naturels auraient établi l'idée, que l'univers, régi par la loi de la nécessité, était soustrait aux caprices d'une volonté humaine ou surhumaine et que, par conséquent, Dieu devenait inutile puisqu'il était dépouillé des multiples fonctions que l'ignorance des sauvages l'avait chargé de remplir ; cependant on est obligé de reconnaître que la croyance en Dieu, pouvant à sa guise bouleverser l'ordre nécessaire des choses, subsiste encore chez les hommes de science et qu'il se rencontre des bourgeois instruits qui lui demandent, comme les sauvages, des pluies, des victoires, des guérisons, etc.

Même si les savants étaient parvenus à créer dans les milieux bourgeois la conviction que les phénomènes du monde naturel obéissent à la loi de nécessité, de sorte que déterminés par ceux qui les précèdent, ils déterminent ceux qui les suivent, il resterait encore à démontrer que les phénomènes du monde social sont, eux aussi soumis à la loi de nécessité. Mais les économistes, les philosophes, les moralistes, les historiens, les

sociologues et les politiciens, qui étudient les sociétés humaines et qui, même, ont la prétention de les diriger, ne sont pas parvenus et ne pouvaient pas parvenir à faire naître la conviction que les phénomènes sociaux relèvent de la loi de nécessité, comme les phénomènes naturels ; et c'est parce qu'ils n'ont pu rétablir cette conviction que la croyance en Dieu est une nécessité pour les cerveaux bourgeois, même les plus cultivés.

Le déterminisme philosophique ne règne dans les sciences de la nature que parce que la bourgeoisie a permis à ses savants d'étudier librement le jeu des forces naturelles, qu'elle a tout intérêt à connaître, puisqu'elle les utilise à la production de ses richesses : mais à cause de la situation qu'elle occupe dans la société, elle ne pouvait accorder la même liberté à ses économistes, philosophes, moralistes, historiens, sociologues et politiciens, et c'est pour cela qu'ils n'ont pu transporter le déterminisme philosophique dans les sciences du monde social. L'Eglise catholique, pour une pareille raison, avait autrefois interdit la libre étude de la nature ; et il a fallu renverser sa domination sociale pour créer les sciences naturelles.

Le problème de la croyance en Dieu de la bourgeoisie ne peut être abordé que si l'on a une notion exacte de son rôle dans la société.

Le rôle social de la bourgeoisie moderne n'est pas de produire des richesses mais de les faire produire par les travailleurs salariés, de les accaparer et de les distribuer entre ses membres, après avoir abandonné à leurs producteurs manuels et intellectuels, juste de quoi se nourrir et se reproduire.

Les richesses enlevées aux travailleurs forment le butin de la classe bourgeoise. Les guerriers barbares après la prise et le sac d'une ville, mettaient en commun les produits du pillage, les divisaient en parts aussi égales que possible et les distribuaient par voie du sort entre ceux qui avaient risqué leur vie pour les conquérir.

L'organisation de la société permet à la bourgeoisie de s'emparer des richesses, sans qu'aucun de ses membres soit forcé de risquer sa vie : la prise de possession de ce colossal butin, sans encourir de dangers, est un des plus grands progrès de la civilisation. Les richesses dérobées aux producteurs ne sont pas divisées en parts égales, pour être distribuées par voie du sort ; elles sont réparties sous forme de loyers, rentes, dividendes, intérêts et profits industriels et

commerciaux, proportionnellement à la valeur de la propriété mobilière ou immobilière, c'est-à-dire à la grandeur du capital que chaque bourgeois possède.

La possession d'une propriété, d'un capital — et non celle de qualités physiques, intellectuelles ou morales — est la condition sine qua non pour recevoir une part dans la distribution des richesses. Un enfant au maillot, tout aussi bien qu'un adulte, peut avoir droit au partage des richesses ; un mort le possède tant qu'un vivant n'est pas devenu titulaire de son bien. La distribution ne se fait pas entre hommes, mais entre propriétaires. L'homme est zéro ; la propriété seule compte.

On a assimilé à tort la lutte darwinienne que les animaux se livrent entre eux pour se procurer des moyens de subsistance et de reproduction, à celle qui est déchaînée entre les bourgeois pour le partage des richesses. Les qualités de force, courage, agilité, patience, ingéniosité, etc., qui assurent la victoire à l'animal font partie intégrante de son organisme, tandis que la propriété qui donne au bourgeois une part des richesses qu'il n'a pas produites, n'est pas incorporée à son individu. Cette propriété peut croître ou décroître et lui procurer par conséquent une part plus ou moins grosse, sans que sa croissance ou décroissance soient occasionnées par l'exercice de ses qualités physiques ou intellectuelles. Tout au plus, pourrait-on dire que la fourberie, l'intrigue, le charlatanisme, en un mot, les qualités mentales les plus inférieures, permettent aux bourgeois de prendre une part plus forte que celle que la valeur de son capital lui autorise de prélever ; dans ce cas, il filoute ses confrères bourgeois. Si donc la lutte pour la vie peut, en nombre de circonstances, être une cause de progrès pour les animaux, la lutte pour les richesses est une cause de dégénérescence pour les bourgeois.

La mission sociale de s'emparer des richesses produites par des salariés fait de la bourgeoisie une classe parasitaire : ses membres ne concourent pas à la création de richesses, à l'exception de quelques-uns dont le nombre diminue sans cesse, et le travail qu'ils fournissent ne correspond pas à la part de richesse qui leur échoit.

Si le christianisme, après avoir été dans les premiers siècles, la religion des foules

mendiantes, que l'Etat et les riches entretenaient par des distributions quotidiennes de vivres, est devenue celle de la bourgeoisie, la classe parasitaire par excellence, c'est que le parasitisme est l'essence du christianisme. Jésus, dans le sermon sur la Montagne, a magistralement exposé son caractère ; c'est là qu'il formule le « Notre Père », la prière que chaque fidèle doit adresser à Dieu pour lui demander son « pain quotidien », au lieu de le demander au travail, et afin qu'aucun chrétien, digne de ce nom, ne soit tenté de recourir au travail pour obtenir les choses nécessaires à la vie, le Christ ajoute : « Regardez les oiseaux du ciel, ils ne sèment ni ne moissonnent et votre Père Céleste les nourrit (...). Ne vous inquiétez donc point et ne dites point que mangerons-nous demain, que boirons-nous, de quoi serons-nous vêtus ? Votre Père céleste connaît que vous avez besoin de toutes ces choses. » Le Père céleste de la bourgeoisie est la classe des salariés manuels et intellectuels ; elle est le Dieu qui pourvoit à tous ses besoins.

Mais la bourgeoisie ne peut admettre son caractère parasitaire, sans signer en même temps son arrêt de mort : aussi tandis qu'elle laisse la bride sur le cou à ses hommes de science, pour que, sans être gênés par aucun dogme, ni arrêtés par aucune considération, ils se livrent à l'étude la plus libre et la plus approfondie des forces de la nature, qu'elle applique à la production de richesses, elle interdit à ses économistes, philosophes, moralistes, historiens, sociologues et politiciens, l'étude impartiale du monde social et les condamne à la recherche des raisons qui pourraient servir d'excuses à sa phénoménale fortune . Préoccupés par le seul souci des rémunérations reçues ou à recevoir, ils se sont mis avec entrain à chercher si, par un heureux hasard, les richesses sociales n'auraient pas d'autres sources que le travail salarié et ils ont découvert que le travail, l'économie, l'ordre, l'honnêteté, le savoir, l'intelligence et bien d'autres vertus encore, des bourgeois industriels, commerçants, propriétaires fonciers, financiers, actionnaires et rentiers, concourraient à la production d'une manière autrement efficace que le travail des salariés manuels et intellectuels, et que pour cela ils ont le droit de prendre la part du lion et de ne leur laisser que la part de la bête de somme.

Le bourgeois les écoute en souriant parce qu'ils font son éloge, il répète même ses impudentes assertions et les déclare vérités éternelles ; mais quelque mince que soit son



intelligence, il ne peut les admettre dans son for intérieur, car il n'a qu'à regarder autour de lui pour s'apercevoir que ceux qui travaillent leur vie durant, s'ils ne possèdent pas de capital, sont plus pauvres que Job et que ceux qui ne possèdent pas que le savoir, l'intelligence, l'honnêteté, et qui exercent ces qualités, doivent borner leur ambition à la pitance quotidienne et rarement à quelque chose au-delà. Il se dit alors : « Si les économistes, les philosophes et les politiciens qui ont beaucoup d'esprit et de littérature, n'ont pu, malgré leurs consciencieuses recherches, trouver des raisons plus valables pour expliquer les richesses de la bourgeoisie, c'est qu'il y a de la gabegie dans l'affaire, des causes inconnues dont on ne peut sonder les mystères. » Un Inconnaissable d'ordre social se dresse devant le bourgeois.

Le bourgeois, pour la tranquillité de son ordre social, a intérêt à ce que les salariés croient que ses richesses sont le fruit de ses innombrables vertus, mais en réalité, il se moque autant de savoir qu'elles sont les récompenses de ses qualités, que d'apprendre que les truffes qu'il mange aussi voracement que le cochon sont des champignons cultivables ; une seule chose lui importe, c'est de les posséder, et ce qui l'inquiète c'est de penser qu'il peut les perdre sans qu'il y ait de sa faute.

Il ne peut s'empêcher d'avoir cette désagréable perspective, puisque même dans le cercle étroit de ses connaissances, il a vu des individus perdre leurs biens, tandis que d'autres devenaient riches, après avoir été dans la gêne. Les causes de ces revers et de ces fortunes lui échappent, aussi bien qu'à ceux qui les ont éprouvés. En un mot, il constate un continuel va et vient des richesses dont les causes sont pour lui du domaine de l'Inconnaissable et il est réduit à attribuer ces changements de fortune à la chance, au hasard.

Il n'est pas possible d'espérer que le bourgeois parvienne jamais à une notion positive des phénomènes de la distribution des richesses, parce qu'à mesure que la production mécanique se développe, la propriété se dépersonnalise et revêt la forme collective et impersonnelle des sociétés par actions et obligations, dont les titres finissent par être entraînés dans le tourbillon de la

Bourse. Là, ils passent de mains en mains, sans que les acheteurs et vendeurs aient vu la propriété qu'ils représentent et sachent exactement le lieu géographique où elle est située. Ils sont échangés, perdus par les uns et gagnés par les autres, d'une manière qui se rapproche tellement du jeu, que les opérations de la Bourse portent le nom de jeu. Tout le développement économique moderne tend de plus en plus à transformer la société capitaliste en une vaste maison de jeu internationale où les bourgeois gagnent et perdent des capitaux grâce à des événements qu'ils ignorent et qui échappent à toute prévision, à tout calcul et qui leur semblent tenir de la chance, du hasard. L'Inconnaissable trône dans la société bourgeoise, comme dans une maison de jeu.

Le jeu, qui à la Bourse se montre sans déguisements, a toujours été une des conditions du commerce et de l'industrie : leurs aléas sont si nombreux et si imprévus, que souvent les opérations les mieux conçues, calculées et conduites échouent, tandis que d'autres, entreprises à la légère et à la va comme je te pousse, réussissent. Ces succès et insuccès, dus à des causes inattendues, généralement inconnues et paraissant ne relever que du hasard, prédisposent le bourgeois à la mentalité du joueur ; le jeu de la Bourse fortifie et avive cette prédisposition. Le capitaliste dont la fortune est placée en valeurs de Bourse, qui ignore le pourquoi des variations de leurs prix et dividendes, est un joueur professionnel. Or le joueur, qui ne peut attribuer ses gains ou ses pertes qu'à la veine ou à la déveine, est un individu éminemment superstitieux : les habitués des maisons de jeu ont tous des charmes magiques pour conjurer le sort ; l'un marmotte une prière à saint Antoine de Padoue ou à n'importe quel esprit du ciel, un autre ne ponte que lorsque telle couleur a gagné, un autre tient de la main gauche une patte de lapin, etc.

L'Inconnaissable d'ordre social enveloppe le bourgeois, comme l'Inconnaissable d'ordre naturel environnait le sauvage ; tous les actes de la vie civilisée ou presque tendent à développer chez lui l'habitude superstitieuse et mystique de tout rapporter au hasard, qui existe chez le joueur de profession. Par exemple le crédit, sans lequel aucun commerce et aucune industrie ne sont possibles, est un acte de foi au hasard, à l'inconnu, que fait celui qui le donne, puisqu'il n'a nulle garantie positive qu'à l'échéance celui qui le reçoit pourra tenir ses engagements ; sa

solvabilité dépendant de mille et un accidents aussi imprévus qu'inconnus.

D'autres phénomènes économiques quotidiens insinuent dans l'esprit bourgeois la croyance en une force mystique sans support matériel, détachée de toute substance. Le billet de banque, pour ne citer qu'un exemple, incorpore une force sociale si peu en rapport avec son peu de substance, qu'il prépare l'intelligence bourgeoise à l'idée d'une force qui existerait indépendamment de la matière. Ce misérable chiffon de papier qu'on ne dédaignerait ramasser, n'était sa puissance magique, donne à qui le possède ce qu'il y a de plus matériel et désirable dans le monde civilisé : pain, viandes, vin, maisons, terres, chevaux, femmes, santé, considération et honneurs etc., les plaisirs des sens et les jouissances de l'esprit ; Dieu ne saurait faire davantage. La vie bourgeoise est tissée de mysticisme .

Les crises du commerce et de l'industrie dressent devant le bourgeois terrifié, des forces incontrôlées d'une si irrésistible puissance qu'elles sèment d'aussi épouvantables désastres que la colère du Dieu chrétien. Quand elles se déchaînent dans le monde civilisé, elles ruinent les bourgeois par milliers et détruisent les produits et les moyens de production par centaines de millions. Les économistes enregistrèrent depuis un siècle leur retour périodique, sans pouvoir émettre une hypothèse plausible sur leur provenance. L'impossibilité de trouver sur terre leurs causes a suggéré à des économistes anglais l'idée de les chercher dans le soleil ; ses tâches, disent-ils, en détruisant par la sécheresse les récoltes de l'Inde, diminueraient la puissance d'achat des marchandises européennes et détermineraient les crises. Ces graves savants nous ramènent scientifiquement à l'astrologie judiciaire du Moyen Age, qui subordonnait à la conjonction des astres les événements des sociétés humaines et à la croyance des sauvages en l'action des étoiles filantes, des comètes et des éclipses de lune sur leurs destinées.

Le monde économique fourmille pour le bourgeois d'insondables mystères, que les économistes se résignent à ne pas approfondir. Le capitaliste, qui grâce à ses savants, est parvenu à domestiquer les forces

naturelles, est tellement ahuri par les incompréhensibles effets des forces économiques, qu'il les déclare incontrôlables, comme l'est Dieu, et il pense que plus sage est de supporter avec résignation les malheurs qu'elles infligent et d'accepter avec reconnaissance les bonheurs qu'elles accordent. Il dit avec Job : « L'Eternel me l'avait donné, l'Eternel me l'avait ôté, que le nom de l'Eternel soit béni. » Les forces économiques lui apparaissent fantasmagoriquement comme des êtres bienfaisants et malfaisants .

Les terribles inconnues d'ordre social qui environnent le bourgeois et qui, sans qu'il sache pourquoi et comment, le frappent, dans son industrie, son commerce, sa fortune, son bien-être, sa vie, sont pour lui aussi troublantes que l'étaient pour le sauvage les inconnues d'ordre naturel, qui ébranlaient et surchauffaient son exubérante imagination. Les anthropologistes attribuent la sorcellerie, la croyance à l'âme, aux esprits, et en Dieu de l'homme primitif à son ignorance du monde naturel : la même explication est valable pour le civilisé, ses idées spiritualistes et sa croyance en Dieu, doivent être attribuées à son ignorance du monde social. L'incertaine continuité de sa prospérité et les inconnues causes de ses fortunes et infortunes prédisposent les bourgeois à admettre, ainsi que le sauvage, l'existence d'êtres supérieurs, qui selon leurs fantaisies agissent sur les phénomènes sociaux, pour qu'ils soient favorables ou défavorables, comme le disent Théognis et les livres de l'Ancien Testament ; et c'est pour les propitier qu'il se livre aux pratiques de la plus grossière superstition, qu'il communique avec les esprits de l'autre monde, qu'il brûle des cierges devant les saintes images et qu'il prie le Dieu trinitaire des chrétiens ou le Dieu unique des philosophes.

Le sauvage, vivant dans la nature, est surtout impressionné par les inconnues d'ordre naturel, qui au contraire inquiètent médiocrement le bourgeois : celui-ci ne connaît qu'une nature d'agrément, décorative, taillée, sablée, ratisée, domestiquée. Les nombreux services que la science lui a rendus pour son enrichissement, et ceux qu'il attend encore d'elle ont fait naître dans son esprit une foi aveugle dans sa puissance ; il ne doute pas qu'elle finira un jour par résoudre les inconnues de la nature et même par prolonger indéfiniment sa vie, comme le promet M. Metchnikoff, le microbomaniaque ; mais il n'en est pas de même pour les inconnues du monde

social, les seules qui le troublent ; il n'admet pas qu'il soit possible de les comprendre. Ce sont les inconnaissables du monde social et non ceux du monde naturel, qui insinuent dans sa tête, peu imaginative, l'idée de Dieu, qu'il n'a pas eu la peine d'inventer et qu'il a trouvée toute prête à être appropriée. Les incompréhensibles et insolubles problèmes sociaux rendent Dieu si nécessaire qu'il l'aurait inventée, s'il avait été besoin.

Le bourgeois, troublé par le va-et-vient déconcertant des fortunes et des infortunes et par le jeu inintelligible des forces économiques, est par surcroît confusionné par la brutale contradiction de sa conduite et celle de ses confrères avec les notions de justice, de morale, de probité qui courent les rues ; il les répète sentencieusement, mais il se garde de régler sur elles ses actions, bien qu'il réclame aux personnes qui entrent en rapport avec lui de s'y conformer strictement. Par exemple, si le négociant livre au client une marchandise avariée ou falsifiée, il veut être payé en bonne et saine monnaie ; si l'industriel filoute l'ouvrier sur le métrage de son travail, il exige qu'il ne perde pas une minute de sa journée pour laquelle il le paie ; si le bourgeois patriote, tous les bourgeois sont patriotes, s'empare de la patrie d'un peuple plus faible, il a pour dogme commercial l'intégrité de sa patrie, qui selon le mot de Cecil Rhodes est une raison sociale. La justice, la morale et les autres principes plus ou moins éternels ne sont valables pour le bourgeois que s'ils servent ses intérêts ; ils sont donc à double face, l'une indulgente et souriante qui le regarde et l'autre renfrognée et impérative, qui est tournée vers autrui.

La perpétuelle et générale contradiction entre les actes et les notions de justice et de morale, que l'on croirait de nature à ébranler chez les bourgeois l'idée d'un Dieu justicier, la consolide au contraire et prépare le terrain pour celle de l'immortalité de l'âme, qui s'était évanouie chez les peuples arrivés à la période patriarcale ; cette idée est entretenue, fortifiée et constamment avivée chez le bourgeois par son habitude d'attendre une rémunération pour tout ce qu'il fait et ne fait pas. Il n'emploie des ouvriers, il ne fabrique des marchandises, ni ne vend, achète, prête de l'argent, rend un service quelconque, que dans l'espoir d'être rétribué, de tirer un bénéfice. La constante attente d'un profit fait qu'il n'accomplit aucune action pour le plaisir de l'accomplir, mais pour encaisser une récompense :

s'il est généreux, charitable, honnête, ou même s'il se borne à n'être pas déshonorable, la satisfaction de sa conscience ne lui suffit pas ; il lui faut une rétribution pour être satisfait et pour ne pas se croire la dupe de ses bons et naïfs sentiments ; s'il ne reçoit pas sur terre sa récompense, ce qui est généralement le cas, il compte l'obtenir au ciel. Non seulement il attend une rémunération pour ses bonnes actions, et pour son abstention des mauvaises, mais il espère une compensation pour ses infortunes, ses succès, ses déboires et même ses chagrins. Son Moi est tellement envahissant que pour le contenter il annexe le ciel à la terre. Les injustices dans la civilisation sont si nombreuses et si criantes, et celles dont il est victime prennent à ses yeux des proportions si démesurées que sa jugeote ne peut admettre qu'elles ne seront pas un jour réparées et ce jour ne peut lui venir que dans l'autre monde : ce n'est qu'au ciel qu'il a l'assurance de recevoir la rémunération de ses infortunes. La vie après la mort devient pour lui une certitude, car son Dieu bon, juste et agrémenté de toutes les vertus bourgeoises ne peut faire autrement que de lui accorder des récompenses pour ce qu'il a fait et n'a pas fait, et des réparations pour ce qu'il a souffert : au tribunal de commerce du ciel, les comptes qui n'ont pu être réglés sur terre seront apurés.

Le bourgeois n'appelle pas injustice l'accaparement des richesses créées par les salariés ; ce vol est pour lui la justice même ; et il ne peut concevoir que Dieu ou n'importe qui ait sur ce sujet une autre opinion. Néanmoins, il ne croit pas qu'on viole la justice éternelle, quand on permet aux ouvriers d'avoir le désir d'améliorer leurs conditions de vie et de travail ; mais comme il sait pertinemment que ces améliorations devront être réalisées à ses dépens, il pense qu'il est d'une sage politique de leur promettre une vie future, où ils vivront en bombance, comme des bourgeois. La promesse du bonheur posthume est pour lui la plus économique manière de donner satisfaction aux réclamations ouvrières. La vie par-delà la mort, qu'il se plaît d'espérer pour contenter son Moi, se change en instrument d'exploitation.

Du moment que c'est dans le Ciel, que les comptes de la Terre seront définitivement réglés, Dieu devient nécessairement un juge ayant à sa disposition un Eldorado pour les uns et un bain pour les autres, comme l'assure le christianisme après Platon. Le juge céleste rend ses arrêts d'après le Code judiciaire de la civilisation, additionné de quelques lois morales qu'on n'a pu y faire figurer, à cause de l'impossibilité d'établir l'offense et d'en faire la preuve.

Le bourgeois moderne n'est surtout préoccupé que des rémunérations et compensations d'outre-tombe; il porte un médiocre intérêt au châtement des méchants, c'est-à-dire des gens qui lui ont fait des torts personnels. L'enfer chrétien l'inquiète un peu, d'abord parce qu'il est convaincu qu'il n'a rien fait, ni peut rien faire pour le métier et ensuite parce qu'il a un ressentiment de courte haleine contre les confrères qui ont fauté contre lui. Il est toujours disposé à renouer avec eux des relations d'affaires ou de plaisir s'il y voit son profit ; il a même une certaine estime pour ceux qui l'ont dupé, parce que, après tout, ils ne lui ont fait que ce qu'il leur a fait ou aurait voulu leur faire. Tous les jours dans la société bourgeoise, on voit des individus, dont les filouteries avaient fait scandale et qu'on aurait cru perdus à jamais, revenir à la surface et acquérir une position honorable ; on ne leur demande que d'avoir de l'argent pour recommencer les affaires et les honnêtes profits .

L'enfer ne pouvait être inventé que par des hommes et pour des hommes torturés par la haine et la passion de la vengeance. Le Dieu des premiers chrétiens est un impitoyable bourreau, qui prend un savoureux plaisir à se repaître de la vue des supplices infligés pendant l'éternité aux infidèles, ses ennemis. « Le seigneur Jésus, dit saint Paul, se révélera au ciel avec les anges de sa puissance, avec des flammes de feu flamboyantes, exerçant la vengeance contre ceux qui ne connaissent pas Dieu et qui n'obéissent pas à l'évangile : ils seront punis d'une peine éternelle devant la face de Dieu et devant la gloire de sa puissance. » (II, Tess., I. 6-9) Le chrétien d'alors espérait d'une foi aussi fervente la récompense de sa piété que la punition de ses ennemis, qui devenaient les ennemis de Dieu. Le bourgeois ne nourrissant plus ces féroces haines, la haine ne rapporte pas de profits, n'a plus besoin d'un enfer pour assouvir sa vengeance, ni d'un Dieu bourreau pour châtier les confrères qui l'ont roulé.

La croyance de la bourgeoisie en Dieu et en l'immortalité de l'âme est un des phénomènes idéologiques de son milieu social : on ne l'en débarrassera qu'après l'avoir dépossédée de ses richesses volées aux salariés, et qu'après l'avoir transformée de classe parasitaire en classe productive.

La bourgeoisie du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui luttait en France pour s'emparer de la dictature sociale, attaqua avec fureur le clergé catholique et le christianisme, parce qu'ils étaient les soutiens de l'aristocratie ; si dans l'ardeur de la bataille, quelques-uns de ses chefs : Diderot, La Mettrie, Helvétius, d'Holbach, poussèrent l'irréligion jusqu'à l'athéisme, d'autres, tout aussi représentatifs de son esprit, si ce n'est plus, Voltaire, Rousseau, Turgot, n'arrivèrent jamais jusqu'à la négation de Dieu. Les philosophes matérialistes et sensualistes, Cabanis, Maine de Biran, de Gérando, qui survécurent à la Révolution, rétractèrent publiquement leurs mécréantes doctrines. On ne doit pas perdre son temps à accuser ces hommes remarquables d'avoir trahi les opinions philosophiques qui, au début de leur carrière, leur avaient assuré la notoriété et des moyens d'existence ; la bourgeoisie seule est coupable ; victorieuse, elle perdit son irrégulière combativité et ainsi que les chiens de la Bible, elle retourna à son vomit, le christianisme, qui comme la syphilis, est une maladie constitutionnelle qu'elle a dans le sang. Ces philosophes subirent l'influence de l'ambiance sociale : ils étaient bourgeois, ils évoluèrent avec leur classe.

Cette ambiance sociale, à l'action de laquelle ne peuvent se soustraire les bourgeois les plus instruits et les plus émancipés intellectuellement, est responsable du déisme d'hommes de génie, comme Cuvier, Geoffroy Saint-Hilaire, Faraday, Darwin, et de l'agnosticisme et du positivisme de savants contemporains, qui n'osant pas nier Dieu s'abstiennent de s'en occuper. Mais cette abstention est une implicite reconnaissance de l'existence de Dieu, dont ils ont besoin pour comprendre le monde social qui leur semble le jouet du hasard au lieu d'être régenté par la loi de nécessité, comme le monde naturel.

M. Brunetière, croyant lancer une épigramme contre la libre-pensée de sa classe, répète le mot du jésuite allemand Gruber, que « l'Inconnaissable est une idée de Dieu, appropriée à la franc-maçonnerie ». L'Inconnaissable ne peut être l'idée de Dieu pour personne ; mais il est sa cause génératrice aussi bien chez les sauvages et les barbares que chez les bourgeois chrétiens et les francs-maçons. Si les inconnus du milieu naturel ont rendu nécessaire pour le sauvage et le barbare l'idée d'un Dieu, et d'un régulateur du monde, les inconnus du milieu social rendent nécessaire pour le bourgeois l'idée d'un Dieu,

distributeur des richesses volées aux salariés manuels et intellectuels, dispensateur des biens et des maux, rémunérateur des actions, redresseur des injustices et réparateur des torts. Le sauvage et le bourgeois sont entraînés à la croyance en Dieu, sans qu'ils s'en doutent, comme ils sont emportés par la rotation de la Terre.

#### **IV - Evolution de l'idée de Dieu**

L'idée de Dieu, que les inconnus du milieu naturel et du milieu social ont déposée et fait germer dans le cerveau humain, n'est pas invariable ; elle varie au contraire d'après le temps et les lieux ; elle évolue à mesure que le mode de production se développe et transforme le milieu social.

Dieu, pour les Grecs, les Romains et les peuples de l'Antiquité, était à demeure dans un lieu donné et n'existait que pour être utile à ses adorateurs et nuisible à leurs ennemis ; chaque famille avait ses dieux particuliers, qui étaient les esprits des ancêtres divinisés, et chaque cité avait sa divinité municipale ou poliade, comme disaient les Grecs. Le dieu ou la déesse municipale résidait dans le temple qui lui était consacré et était incorporé dans son effigie, qui souvent était un bloc de bois ou une pierre ; il ou elle ne s'intéressait qu'au sort des habitants de la cité. Les dieux ancestraux ne s'occupaient que des affaires de la famille. Le Jéhovah de la Bible était un dieu de cette sorte ; il logeait dans un coffre de bois, dit arche sainte, que l'on transportait quand les tribus se déplaçaient ; on la mettait en tête des armées, afin que Jéhovah se battît pour son peuple : s'il châtiât cruellement pour les manquements à sa loi, il lui rendait aussi de nombreux services, que rapporte l'Ancien Testament. Quand le dieu municipal n'était pas à la hauteur des circonstances, on lui adjoignait une autre divinité ; les Romains, pendant la deuxième guerre punique, firent venir de Pessinonte la statue de Cybèle, afin que la déesse d'Asie mineure les aidât à se défendre contre Hannibal. Les chrétiens n'avaient pas une autre idée de la divinité, quand ils démolissaient les temples et brisaient les statues des Dieux pour les déloger et les empêcher de protéger les païens. Les sauvages pensaient que l'âme était le duplicata du corps, aussi leurs esprits divinisés, bien qu'ils s'incorporassent dans des pierres, des morceaux de bois et des bêtes, conservaient la forme humaine. Pareillement

pour saint Paul et les apôtres, Dieu était anthropomorphe ; aussi en firent-ils un Homme-Dieu, semblable à eux quant au corps et à l'esprit ; tandis que le capitaliste moderne le conçoit sans tête ni bras, et présent en tous les coins et recoins de la Terre, au lieu d'être cantonné dans une localité quelconque du globe.

Les Grecs et les Romains, ainsi que les juifs et les premiers chrétiens, ne pensaient pas que leur Dieu fût l'unique Dieu de la création ; les juifs croyaient à Moloch, à Baal et aux autres Dieux des peuples avec qui ils guerroyaient aussi fermement qu'à Jéhovah, et les chrétiens des premiers siècles et du Moyen Age, s'ils appelaient Jupiter et Allah des faux dieux, ils les prenaient cependant pour des dieux, pouvant accomplir des prodiges miraculeux tout aussi bien que Jésus et son père éternel. C'est parce qu'on croyait à la municipalité des dieux, qu'il était possible que chaque ville eût un dieu attaché à son service, renfermé dans un temple et incorporé dans une statue ou un objet quelconque ; Jéhovah l'était dans la pierre. Le capitaliste moderne, qui pense que son dieu est présent dans tous les lieux de la Terre, ne peut faire autrement que d'arriver à la notion d'un Dieu unique ; et l'ubiquité qu'il attribue à son Dieu empêche qu'il se le représente avec une face et des fesses, avec des bras et des jambes, comme le Jupiter d'Homère et le Jésus de saint Paul.

Les divinités poliades, qui convenaient aux cités guerrières de l'Antiquité, toujours en lutte avec les peuples environnants, ne pouvaient répondre aux besoins religieux que la production marchande créait dans les démocraties bourgeoises des villes commerciales et industrielles, obligées au contraire d'entretenir des relations pacifiques avec les nations cirvoisines. Les nécessités du commerce et de l'industrie forcèrent la bourgeoisie naissante à démunicipaliser les divinités poliades et à créer des dieux cosmopolites. Sept ou six siècles avant l'ère chrétienne, on observe dans les villes maritimes de l'Ionie, de la Grande Grèce et de la Grèce des tentatives pour organiser des religions, dont les dieux ne seraient pas exclusivement monopolisés par une cité, mais qui seraient reconnus et adorés par des peuples divers, même ennemis. Ces nouvelles divinités, Isis, Déméter, Dionysos, Mithra, Jésus, etc (...), dont plusieurs appartenaient à l'époque matriarcale, revêtaient encore la forme humaine, bien qu'on recommençât à sentir le besoin d'un Etre

suprême, qui ne serait pas anthropomorphe ; mais ce n'est qu'à l'époque capitaliste que l'idée d'un Dieu amorphe s'est imposée, comme conséquence de la forme impersonnelle revêtue par la propriété des sociétés par actions.

La propriété impersonnelle des sociétés par actions, qui introduit un mode de pression absolument nouveau et diamétralement opposé à celui qui avait existé jusqu'alors, devait nécessairement modifier les habitudes et les mœurs du bourgeois et transformer par conséquent sa mentalité. Jusqu'à son apparition, on ne pouvait être possesseur que d'un vignoble dans le Bordelais, d'un tissage à Rouen, d'une forge à Marseille ou d'une épicerie à Paris. Chacune de ces propriétés, distinctes par le genre de l'industrie et la situation géographique, était possédée par un seul individu, ou par deux ou trois au plus ; il était rare qu'un même individu en possédât plusieurs. Il en va autrement avec la propriété impersonnelle ; un chemin de fer, une mine, une banque, etc., sont possédés par des centaines et des milliers de capitalistes, et un même capitaliste peut avoir côte à côte, dans son portefeuille, des titres de rentes des dettes publiques de France, de Prusse, de Turquie, du Japon et des actions des mines d'or du Transvaal, des tramways électriques en Chine, d'une ligne de paquebots transatlantiques, d'une plantation de café du Brésil, d'un charbonnage de France, etc. Le capitaliste ne peut avoir, pour la propriété impersonnelle dont il possède les titres, l'amour que le bourgeois a pour la propriété qu'il administre ou fait diriger sous son contrôle : il ne lui porte d'intérêt qu'à proportion du prix payé pour l'action et du taux du dividende qu'elle rapporte. Il lui est absolument indifférent que le dividende soit servi par une entreprise de vidange, une raffinerie de sucre ou une filature de coton et qu'il soit produit à Paris ou à Pékin. Dès l'instant que le dividende seul importe, les caractères différentiels des propriétés disparaissent ; et ces propriétés d'industries et de situations géographiques différentes s'identifient pour le capitaliste à une propriété unique, porteuse de dividendes, dont les titres, circulant à la Bourse, continuent à conserver divers noms d'industries et de pays.

La propriété impersonnelle, qui embrasse tous les métiers et s'étend sur tout le globe, déroule ses tentacules armées de suçoirs à dividendes aussi bien dans une nation chrétienne que dans un pays mahométan, bouddhiste ou fétichiste. L'accumulation des richesses étant la passion absorbante et maîtresse du bourgeois, cette identification de propriétés et de nature et de nationalités différentes, à une propriété unique et cosmopolite, devait se refléter dans son intelligence et influencer sa conception de Dieu. La propriété impersonnelle l'amène, sans qu'il s'en doute, à identifier les dieux de la Terre à un Dieu unique et cosmopolite, qui, d'après les pays, porte le nom de Jésus, d'Allah ou de Bouddha, et est adoré selon des rites différents.

Il est de fait historique que l'idée d'un Dieu unique et universel, qu'Anaxagoras fut l'un des premiers à concevoir, et qui pendant des siècles n'a vécu que dans le cerveau de quelques penseurs, n'est devenue une idée courante que dans la civilisation capitaliste. Mais comme à côté de cette propriété impersonnelle, unique et cosmopolite, il subsiste encore d'innombrables propriétés personnelles et locales, des dieux locaux et anthropomorphes coudoient dans la cervelle du capitaliste le Dieu unique et cosmopolite. La division des peuples en nations, rivales commercialement et industriellement, oblige la bourgeoisie à morceler son Dieu unique en autant de dieux que de nations : aussi chaque peuple de la chrétienté croit que le Dieu chrétien, qui est cependant le Dieu de tous les chrétiens, est son Dieu national, comme l'était Jéhovah des Juifs et la Pallas-Athéna des Athéniens. Quand deux nations chrétiennes se déclarent la guerre, chacune prie son Dieu national et chrétien pour qu'il combatte pour elle et, si elle remporte la victoire, elle chante des Te Deum pour le remercier d'avoir battu la nation rivale et son Dieu national et chrétien. Les païens faisaient se battre entre eux des dieux différents, les chrétiens font leur Dieu unique se battre avec lui-même. Le Dieu unique et cosmopolite ne pourrait détrôner complètement les Dieux nationaux dans la cervelle bourgeoise, que si toutes les nations bourgeoises étaient centralisées en une seule nation.

La propriété impersonnelle possède d'autres qualités, qu'elle a transmises au Dieu unique et cosmopolite.

Le propriétaire d'un champ de blé, d'un atelier de charpente ou d'une boutique de mercerie peut

voir, toucher, mesurer, évaluer sa propriété, dont la forme nette et précise impressionne les sens. Mais le propriétaire de titres de rente d'une dette publique et des actions d'un chemin de fer, d'une mine de charbon, d'une compagnie d'assurances ou d'une banque ne peut voir, toucher, mesurer, évaluer la parcelle de propriété que représentent ses titres et ses actions de papier : dans quelle forêt ou édifice de l'Etat, dans quel wagon, tonne de houille, police d'assurance ou coffre-fort de banque pourrait-il supposer qu'elle se trouve ? Son fragment de propriété est perdu, fondu dans un vaste tout qu'il ne peut même pas se figurer ; car s'il a vu des locomotives et des gares, ainsi que des galeries souterraines, il n'a jamais pu voir dans son ensemble un chemin de fer et une mine ; et la dette publique d'un Etat, une banque ou une compagnie d'assurances ne sont pas susceptibles d'être représentées par une image quelconque. La propriété impersonnelle ne peut prendre dans son imagination qu'une forme vague, imprécise, indéterminée ; elle est pour lui plutôt un être de raison, qui révèle son existence par des dividendes, qu'une réalité sensible. Cependant cette propriété impersonnelle, indéfinie comme concept métaphysique, pourvoit à tous ses besoins, ainsi que le Père céleste des chrétiens, sans exiger de lui d'autre travail et cassement de tête que d'encaisser des dividendes : il les reçoit dans une béate paresse de corps et d'esprit comme une grâce du Capital, dont la Grâce de Dieu, « le plus vrai des dogmes chrétiens » d'après Renan, est la réflexion religieuse. Il ne se tracasse la cervelle pas plus pour connaître la nature de la propriété impersonnelle qui lui donne des rentes et des dividendes que pour savoir si son Dieu unique et cosmopolite est homme, femme ou bête, intelligent ou idiot, et s'il possède les qualités de force, férocité, bonté, etc., dont avaient été gratifiés les dieux anthropomorphes ; il ne perd pas son temps à lui adresser des prières, parce qu'il est certain qu'aucune supplication ne modifiera le taux de la rente et du dividende de la propriété impersonnelle dont son Dieu unique et cosmopolite est la réflexion intellectuelle.

En même temps que la propriété impersonnelle métamorphosait le Dieu anthropomorphe des chrétiens en un Dieu

amorphe et en un être de raison, en un concept métaphysique, elle dépouillait le sentiment religieux de la bourgeoisie de la virulence qui avait engendré la fièvre fanatique des martyrs, des croisés et des inquisiteurs ; elle transformait la religion en une affaire de goût personnel, comme la cuisine, que chacun accommode à sa façon, au beurre ou à l'huile, avec ou sans ail. Mais si la bourgeoisie capitaliste a besoin d'une religion et si elle trouve le christianisme libéral à sa convenance, elle ne peut accepter sans de sérieux amendements l'Eglise catholique, dont le despotisme inquisitorial descend jusqu'aux détails de la vie privée et dont l'organisation d'évêques, de curés, de moines et jésuites, disciplinés et obéissant au doigt et à l'œil, menace son ordre public. L'Eglise catholique pouvait être supportée par la société féodale, dont tous les membres, du serf au roi, étaient hiérarchisés et reliés les uns aux autres par des droits et des devoirs réciproques ; mais elle ne peut être tolérée par la démocratie bourgeoise dont les membres égaux devant la fortune et la loi, mais divisés par des intérêts, sont entre eux en perpétuelle guerre industrielle et commerciale et veulent toujours avoir le droit de critiquer les autorités constituées et de les rendre responsables de leurs malchances économiques.

Le bourgeois qui, pour s'enrichir, ne veut être gêné par aucune entrave, ne pouvait également tolérer l'organisation corporative des maîtres de métiers, qui surveillaient la manière de produire et la qualité des produits. Il la brisa. Débarrassé de tout contrôle, il n'a plus que son seul intérêt à consulter pour faire fortune, chacun selon les moyens dont il dispose : il ne relève que de son élastique conscience pour la qualité des marchandises qu'il fabrique et vend ; au client de ne pas se laisser tromper sur la qualité, le poids et le prix de ce qu'il achète. Chacun pour soi et Dieu, c'est-à-dire l'argent, pour tous. La liberté de l'industrie et du commerce devait forcément se refléter dans sa manière de concevoir la religion, que chacun entend à sa manière. Chacun s'arrange avec Dieu, comme avec sa conscience en matière commerciale ; chacun selon ses intérêts et ses lumières interprète les enseignements de l'Eglise et les paroles de la Bible, mise entre les mains des protestants, comme le Code l'est entre les mains de tous les bourgeois.

Le bourgeois capitaliste qui ne peut être ni martyr, ni inquisiteur, parce qu'il a perdu la

fureur de prosélytisme qui enflammait les premiers chrétiens — ils avaient un intérêt vital à augmenter le nombre des croyants, afin de grossir l'armée des mécontents, livrant bataille à la société païenne — a cependant une espèce de prosélytisme religieux, sans souffle et sans conviction, qui est conditionné par son exploitation de la femme et du salarié.

La femme doit être souple à ses volontés. Il la veut fidèle et infidèle selon ses désirs : si elle est l'épouse d'un confrère, et s'il la courtise, il lui réclame l'infidélité par devoir envers son Moi et il déballe sa rhétorique pour la débarrasser de ses scrupules religieux ; si elle est sa femme légitime, elle devient sa propriété et doit être intangible ; il exige d'elle une fidélité à toute épreuve, et se sert de la religion pour lui enfoncer dans la tête le devoir conjugal.

Le salarié doit être résigné à son sort. La fonction sociale d'exploiteur du travail exige que le bourgeois propage la religion chrétienne, prêchant l'humilité et la soumission à Dieu qui élit les maîtres et désigne les serviteurs, et qu'il complète les enseignements du christianisme par les principes éternels de la démocratie. Il a tout intérêt à ce que les salariés épuisent leur énergie cérébrale en controverses sur les vérités de la religion et en discussions sur la Justice, la Liberté, la Morale, la Patrie, et autres semblables attrape-nigauds, afin qu'il ne leur reste plus une minute pour réfléchir sur leur misérable condition et sur les moyens de l'améliorer. Le fameux radical et libre-échangiste Jacob Bright appréciait si fort cette méthode stultifiante qu'il consacrait ses dimanches à lire et à commenter la Bible à ses ouvriers. Mais le métier d'abêtisseur biblique, que des bourgeois anglais des deux sexes peuvent entreprendre par désœuvrement et par boutade, est forcément irrégulier, comme tout travail d'amateur. La bourgeoisie industrielle a besoin d'avoir à sa disposition des professionnels de l'abêtissement pour remplir cette tâche. Les clergés de tous les cultes les fournissent. Mais toute médaille a son revers : la lecture de la Bible pour les salariés présente des dangers que Rockefeller a su apprécier. Le grand trustificateur, afin d'y remédier, a organisé un trust pour la publication de bibles populaires expurgées des plaintes contre les iniquités des riches et des cris de colère

envieuse contre le scandale de leur fortune. L'Eglise catholique, qui avait prévu ces dangers, y avait paré, en interdisant aux fidèles la lecture de la Bible, et en brûlant vif Wicklef, son premier traducteur en langue vulgaire. Le clergé catholique, avec ses neuvaines, ses pèlerinages, et ses autres mômeries, est de tous les clergés celui qui pratique le plus savamment l'art d'abêtir ; il est aussi le mieux agencé pour la fourniture des frères et des sœurs ignorantins à l'usage des écoles primaires, et des religieuses surveillantes à l'usage des ateliers de femmes. La haute bourgeoisie industrielle, à cause des multiples services qu'il lui rend, le soutient politiquement et pécuniairement, malgré l'antipathie qu'elle ressent pour sa hiérarchie, sa rapacité et son ingérence dans les affaires familiales.

#### **V- Causes de l'irréligion du prolétariat**

Les nombreuses tentatives faites en Europe et en Amérique pour christianiser le prolétariat industriel ont complètement échoué ; elles n'ont pas réussi à le tirer de son indifférence religieuse qui se généralise à mesure que la production mécanique enrégimente de nouvelles recrues de paysans, d'artisans et de petits bourgeois dans l'armée de salariés.

Le mode mécanique de production, qui engendre la religiosité chez le bourgeois, crée au contraire l'irréligion chez le prolétaire.

S'il est logique que le capitaliste croie à une providence attentive à ses besoins, et à un Dieu qui l'élit entre des milliers et des milliers pour combler de richesses sa paresse et son inutilité sociale, il est encore plus logique que le prolétaire ignore l'existence d'une providence divine, puisqu'il sait qu'aucun Père céleste ne lui donnerait le pain quotidien s'il le priait du matin au soir, et que le salaire qui lui procure les premières nécessités de la vie, il l'a gagné par son travail ; et il ne sait que trop que, s'il ne travaillait pas, il crèverait de faim malgré tous les Bons Dieux du Ciel et tous les philanthropes de la Terre. Le salarié est à lui-même sa providence. Ses conditions de vie rendent impossible la conception d'une autre providence : il n'a pas dans sa vie, comme le bourgeois dans la sienne, de ces coups de fortune qui pourraient par magie le tirer de sa triste situation. Salarié il est né, salarié il vit, salarié il meurt. Son ambition ne peut aller au-delà d'une augmentation de salaire pendant tous les jours de l'année et pendant toutes les années de sa vie. Les hasards et les chances imprévus de la fortune qui prédisposent les



bourgeois aux idées superstitieuses n'existent pas pour le propriétaire ; et l'idée de Dieu ne peut apparaître dans le cerveau humain, que si sa venue est préparée par des idées superstitieuses de n'importe quelle origine.

### **STOP**

Si l'ouvrier se laissait entraîner à la croyance en ce Dieu, dont il entend parler autour de lui sans y attacher aucune attention, il commencerait par questionner sa justice, qui ne l'allotit que de travail et de misère ; il le prendrait en horreur et en haine et se le représenterait sous la forme et l'espèce d'un bourgeois exploiteur, comme les esclaves noirs des colonies, qui disaient que Dieu était blanc, ainsi que leurs maîtres.

Assurément le salarié, pas plus que le capitaliste et ses économistes, ne se rend compte de la marche des phénomènes économiques et ne s'explique pas pourquoi, aussi régulièrement que la nuit succède au jour, les périodes de prospérité industrielle et de travail à haute pression sont suivies par des crises et des chômages. Cette incompréhension, qui prédispose l'esprit du bourgeois à la croyance en Dieu, n'a pas le même effet sur celui du salarié, parce qu'ils occupent des situations différentes dans la production moderne. La possession des moyens de production donne au bourgeois la direction sans le contrôle de la production et de l'écoulement des produits et l'oblige, par conséquent, à se préoccuper des causes qui les influencent : le salarié, au contraire, n'a pas le droit de s'en inquiéter. Il ne participe ni à la direction de la production, ni au choix et à l'approvisionnement des matières premières, ni à la manière de produire, ni à la vente des produits ; il n'a qu'à fournir du travail comme une bête de somme. L'obéissance passive des jésuites qui soulève la verbeuse indignation des libres-penseurs est la loi dans l'armée et l'atelier. Le capitaliste plante le salarié devant la machine en mouvement et chargée de matières premières et lui ordonne de travailler ; il devient un rouage de la machine. Il n'a dans la production qu'un but, le salaire, le seul intérêt que la Bourgeoisie a été forcée de lui laisser ; quand il l'a touché, il n'a plus rien à réclamer. Le salaire étant le seul intérêt qu'elle lui a permis de conserver dans la production, il n'a donc à se préoccuper que d'avoir du travail pour recevoir un salaire : et

comme le patron ou ses représentants sont les donneurs de travail, c'est à eux, à des hommes de chair et d'os comme lui, qu'il s'en prend, s'il a ou n'a pas du travail, et non à des phénomènes économiques, que peut-être il ignore ; c'est contre eux qu'il s'irrite pour les réductions de salaire et le ralentissement du travail et non contre les perturbations générales de la production. Il les rend responsables de tout ce qui lui arrive de bien et de mal. Le salarié personnalise les accidents de la production qui l'atteignent, tandis que la possession des moyens de production se dépersonnalise à mesure qu'ils se mécanisent.

La vie que mène l'ouvrier de la grande industrie le soustrait encore plus que le bourgeois aux influences du milieu naturel, qui entretiennent chez le paysan la croyance aux revenants, aux sorciers, aux maléfices et autres idées superstitieuses. Il lui arrive de n'apercevoir le soleil qu'au travers les fenêtres de l'atelier et de ne connaître de la nature que la campagne environnante de la ville où il travaille et de ne la voir qu'à de rares occasions ; il ne saurait distinguer un champ de blé d'un champ d'avoine et un pied de pommes de terre d'un pied de chanvre : il ne connaît les productions de la terre que sous la forme qu'il les consomme. Il est dans une complète ignorance des travaux de champs et des causes qui influent sur le rendement des moissons : la sécheresse, les pluies torrentielles, la grêle, les ouragans, etc., ne lui font jamais songer à leur action sur la nature et ses récoltes. Sa vie urbaine le met à l'abri des inquiétudes et des troublantes préoccupations qui assaillent l'esprit du cultivateur. La nature n'a pas de prise sur son imagination.

Le travail de l'atelier mécanique met le salarié en rapport avec de terribles forces naturelles que le paysan ignore : mais au lieu d'être dominé par elles, il les contrôle. Le gigantesque outillage de fer et d'acier qui emplît l'usine, qui le fait mouvoir, comme un automate, qui parfois l'agrippe, le mutile, le broie, au lieu d'engendrer chez lui une terreur superstitieuse, comme le tonnerre chez le paysan, le laisse impassible et impavide car il sait que les membres du monstre métallique ont été fabriqués et montés par des camarades et qu'il n'a qu'à déplacer une courroie pour le mettre en marche ou l'arrêter. La machine, malgré sa puissance et sa production miraculeuses, n'a pour lui aucun mystère. L'ouvrier des usines productrices d'électricité, qui n'a qu'à tourner une manivelle sur cadran

pour envoyer à des kilomètres la force motrice à des tramways, ou la lumière aux lampes d'une ville, n'a qu'à dire comme le Dieu de la Genèse : "que la lumière soit", pour que la lumière soit(...) Jamais la sorcellerie plus fantastique n'a été imaginée ; cependant pour lui cette sorcellerie est chose simple et naturelle. On l'étonnerait fort si on venait lui dire qu'un Dieu quelconque pourrait, s'il le voulait, arrêter les machines et éteindre les lampes quand il leur a communiqué l'électricité ; il répondrait que ce Dieu anarchiste serait tout bonnement un engrenage dérangé ou un fil conducteur rompu et qu'il lui serait facile de chercher et de mettre à la raison ce Dieu perturbateur. La pratique de l'atelier moderne enseigne aux salariés le déterminisme scientifique sans qu'il ait besoin de passer par l'étude théorique des sciences.

Parce que le bourgeois et le prolétaire ne vivent plus dans les champs, les phénomènes naturels n'ont plus le pouvoir d'enfanter chez eux les idées superstitieuses, qui ont été utilisées par le sauvage pour élaborer l'idée de Dieu ; mais si l'un, parce qu'il appartient à la classe dominante et parasitaire, subit l'action génératrice d'idées superstitieuses des phénomènes sociaux, l'autre parce qu'il appartient à la classe exploitée et productive est soustrait à leur action superstitieuse. La bourgeoisie ne pourra être déchristianisée et délivrée de la croyance en Dieu tant qu'elle ne sera pas expropriée de sa dictature des classes et des richesses qu'elle dérobe quotidiennement aux travailleurs salariés.

La libre et impartiale étude de la nature a fait naître et a fermement établi dans certains milieux scientifiques la conviction que tous ces phénomènes sont soumis à la loi de nécessité et que l'on doit rechercher leurs causes déterminantes dans la nature et non pas en dehors d'elle. Cette étude a de plus permis

la domestication des forces naturelles à l'usage de l'homme.

Mais l'emploi industriel des forces naturelles a transformé les moyens de production en organismes économiques si gigantesques qu'ils échappent au contrôle des capitalistes qui les monopolisent, ce que démontrent les crises périodiques de l'industrie et du commerce. Ces organismes de production, quoique de création humaine, bouleversent le milieu social, lorsque les crises éclatent, aussi aveuglément que les forces naturelles troublent la nature lorsqu'elles se déchaînent. Les moyens de production modernes ne peuvent plus être contrôlés que par la société ; et pour que ce contrôle puisse s'établir, ils doivent au préalable devenir propriété sociale : alors seulement ils cesseront d'engendrer les inégalités sociales, de donner les richesses aux parasites et d'infliger les misères aux producteurs salariés et de créer les perturbations mondiales que le capitaliste et ses économistes ne savent attribuer qu'au hasard et à des causes inconnues. Lorsqu'ils seront possédés et contrôlés par la société, il n'y aura plus d'Inconnu d'ordre social ; alors, et alors seulement, sera définitivement éliminée de la tête humaine la croyance en Dieu.

L'indifférence en matière religieuse des ouvriers modernes, dont j'ai recherché les causes déterminantes, est un phénomène nouveau, qui se produit pour la première fois dans l'histoire ; les masses populaires ont, jusqu'ici, toujours élaboré les idées spiritualistes que les philosophes n'ont qu'à quintessencier et embrouiller, ainsi que les légendes et les idées religieuses, que les prêtres et les classes régnautes n'ont fait qu'organiser en religions officielles et en instruments d'oppression intellectuelle.

Paru dans le recueil *Recherches sur l'origine et l'évolution des idées de justice, du bien, de l'âme et de Dieu*, Giard & Brière, Paris, 1909.

# ATHEISME

Le mot athéisme est formé de deux mots grecs: (a), particule négative et du substantif (theos) dieu. L'athéisme est la théorie de ceux qui ne reconnaissent pas l'existence d'un dieu quelconque, d'un être supérieur à la nature humaine, d'une intelligence réglant les mouvements de l'univers et intervenant dans les affaires des hommes.

Le contraire d'athéisme est théisme, dont une des formes est le déisme.

Un anarchiste, qui ne veut pas de maître tout-puissant sur la terre, pas de gouvernement autoritaire, doit nécessairement repousser l'idée d'un maître omnipotent auquel tout doit être soumis; il doit, s'il est conscient, se déclarer athée, dans le sens ordinaire, mais cela ne suffit pas pour se rendre compte des difficultés que ce mot a de tout temps soulevées et pour comprendre l'idée qu'on semble avoir adoptée.

L'athéisme a excité la haine, le mépris de ceux qui n'en ont compris ni la philosophie, ni la morale, ni l'histoire. Nous allons, pour commencer, citer quelques appréciations d'auteurs connus.

« L'athéisme est une opinion dénaturée et monstrueuse, difficile à établir dans l'esprit humain, quelque déréglé qu'il puisse être. » (Montaigne.)

« Il n'y a d'athéisme que dans la froideur, l'égoïsme, la bassesse. » (Madame de Staël.)

« Si l'athéisme ne fait pas verser le sang des hommes, c'est moins pour l'amour de la paix que par indifférence pour le bien. » (J.-J. Rousseau.)

« Une preuve que l'athéisme n'est pas enraciné dans les cœurs, c'est la démangeaison de le répandre; quand on ne se méfie pas de ses opinions on n'a pas besoin de leur chercher des appuis et des défenseurs: on veut convaincre les autres afin de se persuader soi-même. » (A. Bacon.)

Toutes ces phrases de philosophes sont bien creuses; on peut, en quelques mots, en détruire l'effet. Nous espérons démontrer, dans cet article, que toutes les objurgations jetées à la face des athées sont absolument sans fondement. Voyez plutôt la phrase du célèbre philosophe anglais, auteur du *Novum*

*Organum*. Quel parti ne cherche pas à faire des prosélytes?

N'ont-ils pas tous des journaux, des livres pour défendre leurs idées ?

Les chrétiens ne sont-ils pas les premiers à prêcher dans leurs églises, à envoyer des missionnaires? Faudrait-il donc croire que tous doutent des dogmes qu'ils enseignent? Pourtant, nous savons qu'il y a des chrétiens, ou simplement des théistes, bien convaincus des dogmes qu'ils cherchent à répandre.

« L'athéisme, a dit Bossuet, appauvrit l'humanité et lui ôte les plus grands biens : Dieu, l'âme, l'immortalité. »

A cela nous pouvons répondre que l'existence d'aucun de ces biens n'a été prouvée scientifiquement et que tout esprit libre peut légitimement douter de cette existence ou même la nier. Toutes les sectes religieuses prétendent que l'athéisme conduit au mal, que les athées sont nécessairement des hommes vicieux qui ont adopté les idées athées comme défi à la divinité justement offensée par leur vie scandaleuse.

Nous ne voulons pas nous arrêter ici pour demander la définition des mots vertu, vice, dont les acceptions varient avec chaque individu, chaque pays, chaque époque, chaque profession.

Les croyants affirment que parmi les causes directes de l'athéisme, on trouve le défaut d'éducation, les sociétés perverses, une vie licencieuse.

Or, toute personne qui s'est donné la peine d'étudier sans parti pris reconnaît que les athées sont peut-être les gens les plus vertueux, les plus honorables, les plus dévoués à l'humanité. Qui pourrait être comparé aux frères Reclus, ces modèles de tout ce qu'il y a de bon, quoique nettement anarchistes et athées ! Quelles nobles figures que celles de Kropotkine, de Bakounine, de Tchernychevsky, de Myskhine, de Shelley, de Carlyle, de Holcroft, d'Owen, de William Morris qui tous ont lutté pour l'athéisme et la libre! Et en France, n'a-t'on pas vu des hommes comme Sylvain Maréchal, Lalande, Laplace, Helvétius, Berthelot, tous des modèles de vertu et de science? Nous verrons dans la

suite de cette étude que depuis les plus anciens temps, depuis Confucius, Lao-Tséé, depuis Gautama Cakya-mouni, dit le Bouddha, depuis les anciens philosophes grecs jusqu'à nos jours, les athées, les agnostiques qui, pour moi, sont des athées puisqu'ils n'affirment pas l'existence d'un dieu quelconque loin d'être des dévergondés ou de malhonnêtes gens ont été des modèles de tout ce qu'il y a de louable.

Les statistiques des prisons, des pénitenciers des Etats-Unis prouvent que ces établissements sont remplis d'hommes pieux, élevés dans des milieux religieux, ayant conservé toute leur vie leurs idées théistes, tandis que les athées, quoique nombreux dans la population, sont pour ainsi dire inconnus parmi les pensionnaires de l'Etat. S'il s'y trouve des personnes athées, ce sont des hommes qui ont été condamnés comme politiciens, avocats d'idées anarchistes, ou pour des discours nettement blasphématoires, chose qu'interdisent les lois de plusieurs Etats américains et même la législation anglaise. Il suffit encore à présent de nier Dieu dans des discours publics pour que les juges théistes condamnent un orateur à plusieurs mois de détention, ce qui est arrivé, il n'y a pas longtemps, au propagandiste Gott qui a été condamné à plusieurs mois de prison pour avoir distribué des brochures athées, bien que son nom signifiât Dieu; ce pauvre homme est mort en prison.

Bradlaugh, le grand orateur anglais, qui avait excité tant de haines et s'était exposé à tant de poursuites par ses discours athées fut expulsé de la Chambre des Communes parce qu'il avait déclaré, lors des élections, que le nom de Dieu n'avait aucune signification pour lui. Etant l'idole de la population ouvrière de Northampton, il fut réélu après chaque annulation et il réussit à faire abolir le serment obligatoire en Angleterre.

Bradlaugh a écrit que l'athéisme conscient donne plus de possibilités pour le bonheur humain que tout système basé sur le théisme et que la vie des vrais athées est plus vertueuse parce que plus humaine que celle des croyants à une divinité; l'humanité des dévots étant souvent neutralisée par la foi avec laquelle cette humanité est nécessairement constamment en conflit.

« L'athéisme bien compris n'est pas une simple incrédulité, une froide et aride négation; c'est au contraire une fertile affirmation de

toute vérité prouvée, il comprend l'assertion positive de l'action de l'humanité la plus élevée. » (*A Plea for Atheism.*)

L'athée ne dit pas: « Il n'y a pas de dieu, car il est impossible de prouver une négation. Il dit: Je ne sais pas ce que vous voulez dire par Dieu, je n'ai aucune idée de Dieu; le mot Dieu, pour moi, est un son qui ne me fournit aucune affirmation claire ou distincte. Je ne nie pas Dieu parce que je ne puis nier ce dont je n'ai aucune conception et dont la conception chez ceux qui croient en Dieu est si imparfaite, qu'ils sont incapables de me la définir. Si pourtant on veut définir Dieu comme une existence autre que l'existence dont je fais partie, j'affirme qu'un tel Dieu est impossible. »

La difficulté initiale dans toute polémique religieuse, c'est en effet de définir le mot Dieu. Il est également impossible d'affirmer ou de nier toute proposition à moins qu'il y ait chez l'affirmateur ou le négateur un accord sur la signification de chaque mot de la proposition. Je trouve, dit Bradlaugh, ce mot fréquemment employé par des personnes instruites qui se sont fait une réputation dans diverses branches des sciences, plutôt pour déguiser leur ignorance que pour expliquer ce qu'elles savent.

Diverses sectes de théistes attribuent à ce mot des significations, mais souvent ces significations se contredisent elles-mêmes. Chez les Juifs monothéistes, chez les chrétiens trinitaires, chez les stoïciens ou les unitariens, chez les anciens polythéistes, chez les calvinistes, le mot Dieu, dans chaque cas, exprime une idée absolument irréconciliable avec les idées des autres sectes.

Lorsque les croyants cherchent à s'entendre sur une signification, ils n'arrivent à rien. Lorsque le théiste affirme que Dieu est un être différent, séparé de l'univers matériel, quand il orne cet être hypothétique de nombreux attributs : omniscience, omnipotence, omniprésence, immuabilité, immortalité, parfaite bonté, l'athée peut répondre: « Je nie l'existence d'un tel être parce que cette définition théiste est contradictoire en elle-même et contraire à l'expérience journalière. »

L'un des plus remarquables poètes et critiques du XIX<sup>e</sup> siècle en Angleterre, Matthew Arnold, fils du grand éducateur et pasteur qui a rendu fameuse l'école de Rugby, écrit dans son célèbre ouvrage *Littérature et Dogmatisme* :

« Examinons le terme suprême dont est remplie la religion, le terme Dieu. L'ambiguïté dans l'usage de ce mot est à la racine de toutes nos difficultés religieuses. On s'en sert comme si c'était une idée parfaitement définie et certaine dont nous pourrions extraire des propositions et tirer des conclusions. Par exemple, j'ouvre un livre et je lis: Nos sentiments de la morale nous disent telle et telle chose et notre sentiment de Dieu d'un autre côté nous dit telle chose. Or, la morale représente pour tout le monde une idée définie et certaine, l'idée de conduite humaine réglée d'une certaine manière. Ici le mot Dieu est employé avec le mot morale comme si le premier représentait une idée aussi définie que le second.

Mais le mot Dieu est le plus souvent employé dans un sens pas du tout scientifique ni précis: mais comme un terme de poésie, un terme jeté à un objet pas du tout clair pour l'orateur — un terme littéraire — et l'humanité le prend dans des sens différents selon que diffère la conscience psychologique. »

« Dieu est le nom que depuis le commencement des temps jusqu'à nos jours les hommes ont donné à leur ignorance (Max Nordau, *Morale et Evolution de l'Homme*). » Si l'on parle à l'athée d'un Dieu créateur, il répond que la conception d'une création est impossible. Il nous est impossible de nous représenter en pensée que rien puisse devenir quelque chose ou que quelque chose puisse devenir rien. Les mots création et destruction dénotent un changement de phénomène, ils ne dénotent ni origine ni cessation de la substance.

Le théiste qui parle de Dieu créant l'univers doit supposer ou bien que ce Dieu l'a tiré de soi-même ou bien qu'il l'a produit de rien. Mais le théiste ne peut regarder l'univers comme une évolution de la déité, parce que cela identifierait l'univers et la déité, cela serait du panthéisme (du grec pan toute chose et théos dieu). Il n'y aurait pas de distinction de substance, pas de création. Le théiste ne peut non plus regarder l'univers comme créé de rien, puisque selon lui la déité est nécessairement éternelle et infinie. L'existence de dieu éternelle et infinie exclut la possibilité de la conception du vide qui doit être rempli par l'univers créé. Nul ne peut penser à un point de l'étendue ou de la durée et dire: Voici le point de séparation entre le créateur et la créature. Il est aussi impossible de concevoir

un commencement absolu ou une fin absolue de l'existence.

L'athée affirme qu'il connaît les effets, que ceux-ci sont à la fois causes et effets, causes des effets qu'ils précèdent et effets des causes qui les précèdent. Donc pas de création, pas de créateur.

Aucun des croyants n'a une idée autre que celle d'un Dieu anthropomorphe (c'est à dire à forme humaine); chacun se représente un Dieu sous la forme d'un vieillard, assis sur un trône et planant dans les nuages.

Raphaël et les peintres de la Renaissance l'ont peint sous la forme d'un vieillard à longue barbe, volant par les airs et vêtu d'une vaste robe.

Dans les tableaux d'église, même par des peintres de génie, comme Michel Ange, on voit cette déité peinte en chair et en os, tantôt la tête ceinte d'une auréole, survivance du culte du soleil, tantôt formant le centre d'un triangle.

Dans mes voyages en Russie, j'ai souvent vu des paysans qui, avant de se découvrir en entrant dans une chambre, cherchaient l'image que les orthodoxes ont généralement dans un angle de leurs chambres et quand ils ne voyaient pas l'icône, demander « *Gdié Bogh*. » (Où est Dieu?) Pour eux, ce morceau de bois peint placé dans un cadre doré, était bien Dieu, un portrait de Dieu.

L'évêque américain Brown, qui a été deux fois condamné par ses pairs pour hérésie, a écrit dans son livre *Christianism and Communism*: « Mon Dieu est une trinité dont la matière est le Père, la Force est le Fils, et la Loi le Saint Esprit » ; dans un autre endroit, il dit: « Dieu est la nature et les travailleurs. »

L.K. Washburn écrit: « Nous nous servons du mot Dieu et il n'y a pas deux personnes qui aient la même idée de ce que le mot Dieu signifie. » Dans le *Truth-Seeker* le même auteur dit: « Il règne une notion assez nuageuse de la divinité, notion qu'il serait bien difficile d'exprimer en paroles. »

La Bible nous parle de dieux (Elohim, pluriel de El, dieu sémite) créant la lumière avant le soleil, formant de ses mains d'abord un être hermaphrodite, homme et femme, puis, dans un second récit de la création, Yaveh (Dieu d'une tribu du Sinaï) formant un être isolé et, pendant son sommeil, lui arrachant une côte pour en fabriquer une femme. Il plante des arbres exprès pour faire succomber ses créatures. De son ciel,

il ne voit pas ce qui se passe dans le jardin d'Eden et descend pour s'y promener et surveiller la conduite des deux époux, il leur coud des vêtements. Dieu se fait voir à Moïse face à face, une autre fois, il ne se montre que de dos. Dieu, de son doigt, grave les commandements sur la pierre, ailleurs, il lutte toute une nuit avec Jacob sur les rives du Jabbok, il est vaincu par l'homme : Dieu est donc un être matériel.

Tous les livres sacrés de l'Orient qui parlent des dieux en font des êtres humains supérieurs. Le Nouveau Testament dit que Dieu est esprit, ce qui ne veut rien dire, car, pour la plupart des hommes, la lumière, la chaleur sont des esprits, tandis que ce ne sont que des manifestations des mouvements de la matière. Ce qu'en psychologie, on appelle esprit n'est qu'une des fonctions du cerveau, donc une manifestation de la matière.

Dieu serait donc matériel, chose aussi absurde qu'impossible.

Voyons à présent ce que pensent de Dieu quelques écrivains remarquables: le grand inventeur Thomas A. Edison a dit: « Dieu ? Un être suprême, assis sur un trône accordant aux individus humains une paix éternelle ou les condamnant à des châtiments sans fin pour ce qu'ils ont pu faire ou manqué de faire sur la terre ? Cette pensée me paraît aussi fallacieuse que répugnante... Aucun des dieux des différentes théologies n'a jamais été prouvé... Je n'ai jamais vu la plus légère preuve scientifique des théories religieuses sur le ciel et l'enfer, sur la vie future pour les individus, ou de l'existence de Dieu.» (*Columbian Magazine*, janvier 1911.)

Le Jéhovah du Pentateuque était un meurtrier, un bandit, il aimait les offrandes de chair humaine. Les dieux d'Homère étaient lascifs et dépravés. Les dieux des sauvages sont simplement des chefs sauvages. Dieu est donc une image de l'esprit (Winwood Reade, *Martyrdom of Man*, Le Martyre de l'Homme). Le grand physiologiste américain L. Burbank a dit: « Le ciel et l'enfer des croyants n'existent pas. Ils ne pourraient exister s'il y avait un maître tout-puissant et juste. Aucun criminel ne pourrait être aussi cruel qu'un dieu qui plongerait les êtres humains dans l'enfer. »

« Cherchez les annales du monde entier, découvrez l'histoire de toute tribu barbare, et vous ne trouverez aucun crime qui soit

descendu à une plus grande profondeur d'infamie que ceux que Dieu a commandés ou approuvés. Pour ce Dieu, je ne trouve pas de mots pour exprimer mon horreur et mon mépris, et tous les mots de toutes les langues seraient à peine suffisants. (Ingersoll.)

L'un des plus grands poètes, Shelley, a écrit : « Tout esprit réfléchi doit reconnaître qu'il n'y a pas de preuve de l'existence d'une déité. Dieu est une hypothèse, et comme telle a besoin de preuve. *L'onus probandi* est à la charge des théistes (c'est-à-dire ce sont les théistes qui doivent prouver cette existence).

Cette idée (l'existence de Dieu) a empêché les progrès de la raison.

(d'Holbach.)

S'il y a un Dieu, nous lui devons notre intelligence, mais notre intelligence nous dit clairement qu'il n'y a pas de Dieu. Donc Dieu nous dit qu'il n'y a pas de dieu (Rabindranath Tagore, grand poète hindou).

L'Homme est le dieu d'aujourd'hui, et la crainte de l'homme a remplacé la vieille crainte de Dieu. (Max Stirner).

Les théistes, tout en ne s'entendant pas sur la signification de leur Dieu, s'accordent fort bien pour attaquer l'athéisme. La Bible a déjà dit : L'insensé a dit dans son cœur: « Il n'y a pas de Dieu. » Le philosophe Victor Cousin, l'un des protagonistes de la philosophie officielle sous l'Empire, a dit que l'athéisme était impossible. D'autres voudraient faire croire que l'athéisme conduirait nécessairement au malheur et au crime.

Cependant, Voltaire, déiste et adversaire de l'athéisme a dit : «Le chancelier de l'Hôpital, athée, n'a fait que de sages lois, il n'a consulté que la modération et la concorde; les fanatiques (c'est-à-dire les croyants, pour Voltaire), ont commis la Saint-Barthélémy; Hobbes, athée, mène une vie tranquille et innocente; les fanatiques de son temps inondèrent de sang l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande; Spinoza était, non seulement athée, mais il enseigna l'athéisme et ce ne fut pas lui assurément qui prit part à l'assassinat de Barneveldt..., ce ne fut pas lui qui déchira les deux frères de Witt en morceaux et qui les mangea sur le grill. Peuplez une ville d'Epicure, de Protagoras, de Desbarreaux, de Spinoza, peuplez une autre ville de jansénistes et de molinistes, dans laquelle, croyez-vous qu'il y aura plus de troubles et de querelles? »

Voltaire a dit aussi : « Il est beaucoup plus agréable de passer sa vie auprès des athées qu'avec les superstitieux. L'athée, dans son erreur, conserve sa raison, qui lui coupe les griffes, mais le fanatique est atteint d'une folie perpétuelle qui aiguise les siennes. »

Un apologiste du christianisme, le pasteur James Buchanan, dans son livre *Faith in God and Modern atheism compared* (Foi et athéisme moderne : une comparaison) divise les diverses variétés d'athéisme en quatre classes.

1°) L'hypothèse aristotélique, qui affirme que l'ordre actuel de la nature ou le monde tel qu'il est constitué à présent existe de toute éternité et qu'il n'aura jamais de fin.

2°) L'hypothèse épicurienne qui reconnaît l'éternelle existence de la matière et du mouvement et qui attribue l'origine du monde, soit avec Epicure à un concours fortuit d'atomes, soit avec des savants modernes à une loi de développement progressif à l'évolution.

3°) Le système stoïque qui affirme la coexistence et la coéternité de Dieu et du monde, représentant Dieu comme l'âme du monde, ni antérieur au monde, ni indépendant de lui, et soumis, comme la matière, aux lois du destin.

4°) L'hypothèse panthéiste qui nie la distinction entre Dieu et le monde.

Selon ce principe, l'univers est Dieu et Dieu est l'univers.

Nous avons déjà parlé du panthéisme, il nous suffira de dire que le panthéisme, quoique apparemment plus logique que le théisme ou le déisme, n'est qu'une hypothèse aussi peu démontrable que le théisme pur. La difficulté d'expliquer l'origine de la matière est aussi grande, soit qu'on appelle celle-ci Dieu, soit qu'on en fasse une émanation de la déité; ce n'est qu'une logomachie, malgré le génie de philosophes comme Spinoza qui ont soutenu le panthéisme.

La théorie stoïque n'est, après tout, qu'une forme du panthéisme, avec, peut-être, moins de base solide que celui-ci.

Il ne reste guère que les théories d'Aristote et d'Epicure, qui forment vraiment la base des sciences physiques modernes, toutes fondées sur l'atomisme bien que les savants actuels aient poussé plus loin que les anciens l'étude des atomes, dont chacun peut se diviser en des millions de parcelles, tout en restant de la matière en mouvement. Ces atomes, ces ions,

sont absolument indépendants d'une volonté supérieure dans un ciel inexistant.

« L'athéisme moderne se présente, dit le Grand Larousse, avec une originalité, une profondeur, une puissance logique, un génie que les âges antérieurs n'ont pas connus. Ce n'est plus une sorte d'anomalie dans le développement historique, mais le terme d'une lente évolution de l'humanité, évolution théologique, évolution scientifique, Il se pose hardiment comme l'affranchissement suprême de l'esprit, l'expression la plus haute de la dignité et par là même, de la conscience humaine. Il nous montre la science écartant les hypothèses qui ne sont pas susceptibles de vérification, substituant les lois aux causes, les propriétés aux forces; la logique renversant la méthode qui déduisait le monde physique et le monde moral d'un Dieu antérieurement défini, n'acceptant d'autre critère que l'accord de la raison et de l'expérience, la morale dorénavant instituée, indépendante de toute institution divine, relevant des lois inhérentes à la nature humaine, non de la volonté, du bon plaisir d'un roi du ciel. »

Dans la Grande Encyclopédie, M. Marion, qui pourtant n'est pas tendre pour le mot athée, écrit: « On comprend que le vulgaire, qui a sa conception très arrêtée et très étroite de la divinité et qui n'en admet pas d'autre, qualifie d'athéisme toute doctrine tant soit peu différente de l'ordinaire anthropomorphisme, de la croyance courante à un Dieu personnel, intervenant sans cesse, dans les choses humaines. n est surtout ridicule de reprocher aux savants d'être athées - la science comme telle est athée par nature, en ce qu'elle a pour objet unique d'étudier le comment des choses, leur mécanisme, la liaison nécessaire des causes et des effets, sans s'embarrasser des questions d'origine première et de fin. Si Laplace a répondu à quelqu'un qui s'étonnait de ne pas trouver le nom de Dieu dans sa mécanique céleste: « Je n'ai pas besoin de cette hypothèse », ce n'est là que l'expression toute simple d'un état d'esprit naturel aux savants en tant que savants, c'est à dire en tant qu'observateurs des conséquences. Les philosophes eux-mêmes, depuis Descartes et surtout depuis Kant, ont été de plus en plus unanimes à admettre que rien dans le monde ne se fait que selon des lois immuables résultant de la nature des choses de sorte que c'est presque

tout philosophe digne de ce nom qui devra être qualifié d'athée, à prendre pour juge l'opinion vulgaire qui entend par Dieu une puissance indépendante de toute loi, capable d'intervenir à tout instant dans la marche de l'univers. Pas un métaphysicien, si respectueux soit-il de la croyance populaire, qui n'en cherche une interprétation plus profonde, inconciliable avec la science.»

Le philosophe français qui signe du pseudonyme « Vallée du Mont-Ari » (Lettres sur la Vie vue avec le simple bon sens) dit: « A mes yeux, la croyance en Dieu-Idée a une telle influence sur l'état social que je ne puis me dispenser de revenir sur ce Rien, cette Nullité, ce Non-être, ce Néant, cet Impossible, ce Dieu de toutes les religions qui, sous les noms de Brahmah, Javeh, Jehovah, Elohim, etc., de par les résultantes qu'il a déterminées depuis que les hommes ignorants ou astucieux l'ont créé, est l'Immoralité même. Comment ne pas voir que c'est cette erreur qui, par le fanatisme, maintient les états d'êtres inférieurs actuels ? C'est vraiment commode, un Dieu pour certains individus dont la conscience et la réflexion ont été annihilées par cette croyance...

Toute leur existence se passe à commettre les pires méfaits, les malhonnêtetés les plus criantes... et quand ils sentent que la tombe va s'ouvrir, ils adressent un acte de contrition « à cette Hideur qui avait permis leurs crimes et elle leur ouvre toutes grandes les portes de son « Paradis » où ils jouiront éternellement du plus grand bien-être, après avoir joui pendant toute leur vie terrestre au détriment d'autrui. Tandis que certain pauvre diable qui aura vécu chichement, péniblement, souffreteusement, douloureusement, et honnêtement pendant toute sa vie en servant humblement les riches exploiters, ira en enfer si, contraint par la misère, il est surpris volant quelque denrée alimentaire ou quelques sous chez un de ses exploiters qui le tuera simplement avant qu'il ait eu le temps de manifester son repentir à Dieu... 0 stupidité! »

« C'est cette insanité repoussante qui fait dire à ses représentants autocrates et omniscients que la guerre est nécessaire et qu'elle donne la victoire aux armées qui la servent... C'est la croyance en cette Fiction qui est cause de tout le mal que nous pouvons constater par l'obscurité intellectuelle et la stagnation mentale dans lesquelles sa crainte

maintient l'humanité...»

Cette page virulente n'est qu'un exposé de l'objection que les philosophes opposent au dogme de l'existence d'un Dieu tout puissant et tout sage: l'existence du mal physique et moral. On ne comprend vraiment pas comment des êtres raisonnables peuvent avaler les boniments des prêtres de toutes les religions; et pourtant l'immense majorité des hommes se soumettent benoîtement à ce que les représentants de la superstition religieuse leur commandent.

Vallée du Mont-Ari dit encore: « Il existe des êtres ayant des prétentions d'être à l'avant-garde des idées et considérant comme inutile le temps passé à combattre l'idée de Dieu. On peut se demander comment un homme sensé peut douter de la nécessité et de l'efficacité du combat de l'homme conscient contre la croyance en l'existence de Dieu. Il faut vraiment qu'il n'ait jamais pris la peine de réfléchir sur l'importance de cette question, ou qu'il ne puisse pas en voir toute l'importance... le sort de l'humanité y est intimement lié.

« L'athée... croit à la possibilité d'une justice sans Dieu; justice dont les plateaux de la balance n'auront plus à subir les influences actuelles ignobles de cette monstruosité.»

\*

\*\*

Voyons à présent les prétendues preuves de l'existence de Dieu. Le premier argument que tout chrétien lance dans une discussion avec un athée, c'est celui de Fénelon et de Bossuet qu'on a redit à satiété : il faut un horloger pour faire une montre, un peintre pour faire un tableau, il faut donc un auteur à toute chose, cet auteur, je l'appelle Dieu, donc Dieu existe. Cet argument n'a pas plus de valeur qu'une bulle de savon; s'il a fallu un créateur pour créer le monde, qui a créé ce créateur et le créateur de ce créateur ? et ainsi de suite à l'infini. La preuve théiste n'est qu'une pétition de principe, car c'est l'affirmation de la création, parce que ce que ce créateur existe; or, ce créateur premier ne peut être, puisqu'on peut toujours le reculer et, de plus, la création n'a pas été prouvée et ne le sera probablement jamais, car la science se passe très bien de l'idée de création.

Fénelon croit avoir tout dit en opposant l'idée de Dieu au hasard. Or, le hasard ne serait encore qu'un Dieu, tandis que la science telle qu'elle existe aujourd'hui, reconnaît des lois, pas un hasard; ces lois sont éternelles autant



qu'on peut le déduire de toutes les observations. Donc pas de Dieu. Les arguments de Fénelon sont parfois de purs enfantillages, ainsi: « Si l'eau était plus ou moins dense qu'elle n'est, elle ne pourrait supporter des vaisseaux », ce qui revient à dire que les eaux ont été créées pour porter des navires et non que les bateaux ont été inventés pour naviguer sur les eaux.

« Si la terre était plus ou moins dure qu'elle n'est, elle ne pourrait pas être cultivée ou bien elle ne pourrait pas supporter l'homme. » Toujours le fameux principe: C'est Dieu qui a créé tout cela pour l'homme, pour le bien de cet homme, le favori de Dieu. Les serpents venimeux, les bêtes sauvages, les scorpions, les punaises, les poux, les bactéries pathogènes, la fièvre thyphoïde, la lèpre, la tuberculose, les mouches cancéreuses, etc., ont donc été créés pour le bien de ce bien-aimé de la divinité ?...

Tout le livre de Fénelon, qu'on employait de mon temps dans les classes de philosophie, est plein d'arguments de la force de celui de la densité des eaux, la beauté de la nature, l'instinct des animaux. Fénelon écrit des choses aussi étonnantes que celle-ci: « Toutes les qualités des personnes et des choses viennent de Dieu, l'intelligence est une qualité, donc Dieu nous donne l'intelligence, donc Dieu existe. De même pour nos idées claires ou de sens commun. De même pour nos pensées supérieures. Un moment de réflexion suffirait à un enfant pour découvrir la faiblesse d'une telle argumentation. C'est toujours la pétition de principe. L'évêque de Cambrai commence par admettre le dessein d'un être supérieur, au lieu de nous prouver que cette intelligence suprême existe.

Un autre argument tout aussi ridicule, c'est celui de la beauté du corps humain : « Si la tête était moins grosse elle n'aurait aucune proportion avec le reste de la machine. Si elle était plus grosse, outre qu'elle serait disproportionnée et difforme, elle accablerait le cou et courrait le risque de faire tomber l'homme du côté où elle pencherait un peu trop. »

L'auteur ne connaissait pas tous les animaux monstrueux : le plésiosaure, le ptérodactyle, etc., à qui on a donné le nom absurde d'antédiluviens et qui ont probablement existé pendant des milliers d'années, tant que les situations climatiques leur ont permis de se nourrir quoique leurs corps, selon nos idées

modernes, soient disproportionnés et mal conditionnés.

Après avoir lu Fénelon, aucun lecteur intelligent ne manquera de reconnaître qu'il n'y a trouvé nulle preuve valable de l'existence de Dieu.

Les preuves dites métaphysiques ne valent pas mieux. L'apologiste catholique J.-J.-Auguste Nicolas, dans ses Etudes philosophiques sur le Christianisme (4 volumes in-8°, 1842-45) souvent réimprimés, croit avoir découvert une nouvelle preuve de l'existence de Dieu. Pour lui la meilleure démonstration de cette existence c'est que l'homme a conçu l'idée même de la divinité. Toute autre idée se rapporte à la matière, qualités et défauts, beauté, laideur sont toujours le résultat d'une comparaison tacite, or Dieu ne peut-être comparé à rien. Cet argument est fallacieux car pour l'immense majorité des êtres qui ont cru ou qui croient encore à Dieu, cette déité est bien un être ou, comme le dit la Bible, un Dieu vivant, - il n'y a que les êtres matériels qui soient doués de la vie. Ce n'est qu'assez tard que l'esprit humain s'est élevé, si l'on peut parler ainsi, à l'idée d'un esprit qui, même alors était doué de toutes les fonctions de l'être humain. Ecoutez deux chrétiens discuter, ils vous parleront de l'oeil de Dieu, du doigt de Dieu, de la main de Dieu, de l'esprit de Dieu, de la volonté de Dieu, de la colère de Dieu, etc.,

Les apologistes chrétiens donnent comme preuve de l'existence de Dieu l'idée d'infini qu'a l'homme. Or, l'homme, en général, ne raisonne pas sur l'infini, seuls les mathématiciens se rendent compte, et encore assez imparfaitement de l'infini. Pour le théiste, Dieu est fini puisqu'il est limité par l'univers, ou pour le croyant par la terre et le ciel, c'est-à-dire par les nuages et l'atmosphère. Comme il est impossible que deux corps puissent occuper le même espace, Dieu ne peut exister s'il est infini, puisque la matière est limitée et que l'esprit infini devrait être limité par l'espace occupé par la matière.

Un argument très souvent employé, c'est l'affirmation de la reconnaissance universelle par les êtres humains de l'existence de Dieu. Or, les voyageurs modernes ont découvert de nombreuses tribus qui n'ont aucune idée d'un être supérieur gouvernant la terre et les cieux. Le grand ouvrage du savant Frazer (Le Rameau d'Or), donne bien des exemples de cette

absence complète de connaissance d'un dieu. Les Bouddhistes véritables, qui sont athées, se comptent par millions; les disciples de Confucius ne connaissent pas non plus de dieu. Parmi les savants modernes, il est rare de trouver un théiste. Tous les vrais savants comme Berthelot, Lalande, Laplace, Tyndall, Huxley, Haeckel, Ostwald, etc., sont, ou nettement athées, ou positivistes ou agnostiques, les deux derniers déclarent que puisque l'esprit humain ne saurait arriver à découvrir les causes premières, il s'abstiennent de s'en occuper. Or, comme ils n'admettent pas un Dieu selon l'idée ordinaire, et la définition générale, ils sont en réalité athées pour les théistes.

Descartes, dans son Discours sur la Méthode, après avoir fait table rase de toutes les théories philosophiques enseignées avant lui, recule devant les conséquences de sa négation, finit par admettre l'existence d'un Dieu, sans pouvoir toutefois le définir, il se base sur l'existence des causes et effets, démonstration qui revient à celle de Fénelon, il dit : « Nous sommes assurés que Dieu existe parce que nous prêtons attention aux raisons qui nous prouvent son existence. Mais après cela il suffit que nous nous ressouvenions d'avoir conçu une chose pour être assurés qu'elle est vraie, ce qui ne suffirait pas si nous ne savions pas que Dieu existe et qu'il ne peut être trompeur. » De nouveau pure assertion, mais aucune preuve.

J.-J. Rousseau, déiste comme Voltaire, donne deux preuves de l'existence de Dieu :

1° L'idée du premier moteur ou l'origine du mouvement, et 2° l'autre,

celle des causes finales. Nous savons à présent que toute dans l'univers est en mouvement, que toutes les molécules des corps sont retenues ensemble par le mouvement de ces molécules et que pas n'est besoin d'un être supérieur pour entretenir ce mouvement et le diriger; c'est une loi immuable de la nature. Les découvertes (Becquerel, Curie, Le Bon, Rutherford, Carnot, Meyer, Herz, Helmholtz, Roentgen, Gresnel, etc.), l'ont surabondamment démontré. La preuve dite des causes finales revient à dire que Dieu créa l'univers pour servir à l'homme, c'est ce que prêchent les théologiens. Quelques philosophes ont osé déclarer qu'ils ignoraient complètement le but de Dieu. Les athées répondent: l'univers n'a aucune destination et ne peut en avoir.

Preuves qu'on trouve dans les traités de théodicée employés dans les lycées

1° La loi morale qui dicte ses arrêts dans le sanctuaire de la conscience suppose un législateur. Nous ne sommes pas les auteurs de cette loi, le plus souvent en désaccord avec nos penchants. Ce législateur c'est Dieu; donc Dieu, etc.

2° La sanction de la loi morale, insuffisante ici-bas, suppose une sanction ultérieure, qui, elle-même ne saurait avoir lieu sans un juge suprême, rémunérateur et vengeur. Ce juge, c'est Dieu donc.

3° Nous avons l'idée de perfection; or, cette idée implique l'existence, car une perfection à laquelle il manquerait l'existence serait une perfection imparfaite, ce qui est absurde, cette perfection, c'est Dieu donc, etc.

4° Tout ce qui est rigoureusement renfermé dans l'idée d'une chose doit en être affirmé; or, l'existence actuelle est renfermée dans l'idée d'être nécessaire, donc il existe un être nécessaire: Dieu.

5° Tout attribut suppose une substance qui ne peut être moindre que l'attribut lui-même; or, l'éternité et l'immensité sont des attributs infinis; donc ils supposent une substance infinie (Newton, Clarke).

Le Dr Carret (Démonstrations de l'Inexistence de Dieu), analyse les preuves données par Saint Anselme, Saint Thomas d'Aquin, Gastrelle, La Luzerne, Newton, Clarke, Hancock, Woodward, etc., mais il fait comprendre tout le vide des prétendues preuves.

Retournons aux arguments contre l'existence de Dieu; on ne peut les appeler preuves puisque l'on ne peut prouver une négation, comme nous l'avons déjà dit, mais on peut prouver que l'idée d'un Dieu tout puissant et bon est absurde.

Le raisonnement d'Epicure, célèbre philosophe grec, est resté invincible.

Le voici tel que nous le connaissons d'après la réfutation de Lactance, père de l'Eglise;

Le mal existe; or de deux choses l'une:

1° Dieu sait que le mal existe, veut l'empêcher et ne le peut pas... un tel Dieu serait impuissant, donc inadmissible.

2° Dieu ne sait pas que le mal existe... un tel Dieu serait donc aveugle et ignorant, donc inadmissible.

On ne voit pas d'autre hypothèse possible. Donc Dieu n'existe pas.

Les croyants se sont acharnés contre le dilemme d'Epicure. Ils veulent faire croire que le mal existe parce que le premier homme a désobéi en Eden et que ce mal sert à améliorer l'homme lui-même. Ce châtement infligé à la descendance tout entière des coupables serait assez épouvantable pour faire douter de l'existence d'un Dieu si atroce. Mais tout souffre dans la nature; tous les animaux, depuis les plus grands aux microscopiques souffrent de leur naissance à leur mort, les plantes elles-mêmes souffrent et périssent, la nature brute elle-même n'échappe pas aux transformations et à ce que nous appelons la mort.

Les molécules, les métaux mêmes se transforment peu à peu, il y a donc souffrance partout. Un Dieu immuable et bon ne saurait exister. Il est vrai que des philosophes, comme le baron de Colins et ses disciples croient, à la suite de Descartes, que les animaux sont insensibles, que ce sont des machines. Cette théorie ne supporte pas l'observation exacte des animaux, et puis la machine elle-même ne se détraque-t-elle pas, de plus ne peut-on pas considérer le travail comme une peine ? Il est vrai qu'elle n'a pas de nerfs et de cerveau qui font que les êtres animés se rendent compte de la douleur, mais la matière se transformant, se gâtant est une preuve que le mal existe partout et pourtant les animaux n'ont pas mangé la pomme avec Eve.

Les scientifiques chrétiens, qui ont tant d'adeptes en Amérique et aussi en Europe, prétendent que la souffrance n'est pas réelle, qu'elle est une conséquence de notre imagination. Ceux qui osent dire cela n'ont jamais visité les hôpitaux ni les asiles d'aliénés; ils n'ont pas entendu les cris de douleur que poussent les malades, les blessés. Ces scientifiques chrétiens n'ont jamais guéri de vraies douleurs, pas plus que les prières ou les visites aux lieux de pèlerinage ne le font. Quand l'auto-suggestion est terminée, les maux recommencent.

Le mal existe donc et un Dieu qui l'aurait créé, le sachant et le voulant est incompréhensible, impossible.

Si Dieu ne sait pas que le mal existe, la chose est encore plus absurde, cela ressemblerait au Dieu de la Bible qui ne sait pas ce qui se passe dans le paradis terrestre et est obligé de s'y promener pour voir ce qu'y faisaient les nouveaux époux. Ce serait comme

Jupiter qui descend sur la terre pour juger des abominations qui s'y commettent et punit du déluge de Deucalion et Pyrrha les humains pour le crime du roi Lycaon.

Un Dieu comme celui de la Bible ou des Métamorphoses ne peut être admis que par des esprits bornés.

S'il y a un Dieu pourquoi y a-t-il tant de religions ? Les prêtres prétendent tous que leur Dieu est le seul vrai Dieu. Or, il y a une infinité de religions et de sectes qui ne croient pas au Dieu des autres religions. S'il y avait un Dieu, n'aurait-il pas fait en sorte que tous les humains le reconnaissent ?

Le Dr Carret résume ainsi cette objection:

De trois choses l'une.

1° Il y a un Dieu, ce Dieu a voulu se manifester aux humains et le nombre des religions prouve qu'il n'a pas réussi. Dans ce cas, Dieu est impuissant, donc inadmissible: tous les cultes sont absurdes et tous leurs dieux sont faux.

2° Il y a un Dieu: ce Dieu n'a pas voulu être connu de nous et ne se soucie aucunement de nos adoration. En ce cas, tous les cultes sont absurdes et tous leurs dieux sont faux, car aucun ne ressemble au Dieu réel.

3° Il n'y a pas de Dieu. En ce cas, tous les cultes sont absurdes.

Aucune autre supposition n'est possible.

Les athées se servent encore d'autres arguments pour combattre la croyance: l'impossibilité du libre arbitre; l'inexistence d'une âme mortelle; la différence entre la volonté et le libre arbitre, etc. Tout cela devra faire le sujet d'autres articles dans l'Encyclopédie.

Les Spiritistes qui se démènent tant à présent et dont beaucoup ne croient pas en Dieu, croient à la survivance de l'âme après la mort. L'Institut métapsychique de Paris et The Society for psychical research de Londres, cherchent à prouver cette survivance, mais toutes leurs expériences ne prouvent rien jusqu'ici et toutes les manifestations dont parlent les métapsychiques n'ont encore rien produit de convaincant. Nous pouvons admettre que l'âme n'est qu'une fonction du cerveau et qu'aussitôt que la mort survient, il n'y a plus d'âme et que les molécules du cerveau se désagrègent, il ne peut y avoir d'immortalité.

Donc pas plus d'âme que de Dieu et le raisonnement d'Epicure reste inébranlable.

On a donné le nom d'épicuriens aux amis de la bonne chère. Sans être des ascètes, on peut aimer le bien, se dévouer à l'humanité, c'est ce que voulait Epicure. Il mettait le bonheur dans la satisfaction des besoins intellectuels et moraux.

Son disciple Lucrèce, dans son grand poème *De Naturâ Rerum* le fait bien comprendre.

Dans tous les temps, l'histoire a dû reconnaître la parfaite honnêteté des athées. L'antiquité a cité comme des modèles de vertu des athées comme Diagoras, de Milo, qui se rattachait à l'école de Leucippe; Théodore et Evhémère, sortis de l'école de Syrène; Straton de Lampsaque, Métrodoros, Plysemos, Hermachos, Polystratos, Basilides, Protarchos.

On peut aussi inclure parmi les athées toutes les écoles philosophiques grecques depuis Thaïes (Anaximène, Anaxagore, Achellaos), jusqu'à Socrate qui fut condamné à mort sur une accusation d'athéisme. Parmi les athées, il faut comprendre Hérédité, Empédocle, Démocrite, Pyrrhon et toute l'école sceptique (Timon, A. Aenesidème, etc.); l'école stoïque (Zenon, Aristo de Chios, Cleantes, etc.).

L'athéisme a toujours été admis par les esprits éclairés de l'antiquité, mais l'établissement d'une religion officielle dans la plupart des Etats a empêché parfois l'enseignement de cette doctrine. Les gouvernements se sont toujours servi de leur autorité, et des persécutions pour écraser la terrible négation qui, du coup ébranlait toute religion et tout respect pour l'Etat.

Les athées étaient obligés, sous peine de mort ou de ruine, de mettre un frein à leur franchise. Montaigne, la Boétie, Charron, Giordano Bruno, Vanini étaient athées, mais ils n'osaient pas le proclamer et les deux derniers ont payé de leur vie les doutes qu'ils faisaient entrevoir sur l'existence de Dieu.

Au XVIIIe siècle, Helvétius, d'Holbach, d'Alembert, Diderot étaient des athées, Voltaire et Rousseau qu'on a souvent accusés d'athéisme étaient déistes, de même que Robespierre. Par contre, Marat, Babeuf, Buonarotti étaient athées, aussi ont-ils été salis par tous les écrivains réactionnaires.

Les socialistes du commencement du XIXe siècle n'avaient pas encore secoué l'esprit théiste quoique pour eux le mot Dieu n'eût pas grande signification.

En Allemagne, Kant, Schopenhauer, Nietzsche, et leurs disciples, ne reconnaissaient aucun Dieu. Karl Marx, Engels, Lassale, Kautski, étaient athées, ainsi que les Hégéliens et les socialistes démocrates, mais pour ne pas choquer les masses, ils s'abstenaient d'attaquer l'idée théiste.

Il y a de très nombreux prêtres catholiques et pasteurs protestants qui ne croient pas en Dieu, mais par lâcheté, par peur de perdre leur gain-pain ou leur position sociale, ils se gardent de faire voir ce qu'ils pensent.

Je l'ai remarqué bien des fois et quelques-uns de ces fourbes me l'ont avoué, ils continuent à prêcher ce qu'ils considèrent comme des mensonges.

On ne peut que plaindre ces hommes malhonnêtes envers eux-mêmes.

Quelle différence avec Lalande, le grand savant, continuateur du dictionnaire des athées de Sylvain Maréchal. Quoique mal vu de Napoléon à cause de ses opinions, il a écrit:

«Je me félicite plus de mes progrès en athéisme que de ceux que je puis avoir faits en astronomie. Le spectacle du ciel paraît à tout le monde une preuve de l'existence de Dieu. Je le croyais à 19 ans, aujourd'hui, je n'y vois que de la matière et du mouvement.»

G. Brocher.

Ouvrages le plus souvent consultés par moi : Mauthner. *Der Atheismus und seine Geschichte im Abendland*. (L'Athéisme et son histoire en Occident), 4 volumes, très grand 8°.

(Le titre de cet ouvrage n'est pas exact, c'est plutôt une histoire de la libre pensée en Europe.)

Robertson. *A short History of Freethought* (Brève histoire de la libre pensée).

Thé Faiths of thé Worid (Les croyances du monde), 8 volumes 8°.

Bradiagh. *A Plea for Atheism* (Défense de l'Athéisme).

Franck. *Dictionnaire des Sciences philosophiques*.

Fénelon. *Existence de Dieu*.

Bossuet. *Connaissance de Dieu et de soi-même*.

Caro. *L'Idée de Dieu*.

Proudhon. *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*.

Colins. De la Justice hors de la Révolution et hors de l'Eglise, 3 v, 8°.

La Science, 3 v. 8°. La Science Sociale, 5 v. 8°.

Hugentobler. Extinction du Paupérisme. (Exposé de la philosophie athée de Colins.)

Kropotkine. La morale (dans la traduction espagnole).

Lewes Istorya Philosophyi (traduction russe de Spasovitch et Névédomsky).

Brucker. Historia critica philosophial.

Bartholomess. Doctrines religieuses de la philosophie moderne.

Damiron. Histoire de la philosophie au XVIIIe siècle.

Cousin. Histoire générale de la philosophie.

Taine. Les Philosophes français au XIXe siècle.

Feuerbach. Geschichte der neueren Philosophie (Histoire de la philosophie moderne).

Bauer (Kuno). Istorya philosophyi (traduction russe).

Laforest. Philosophie Ancienne, 2 v. 8°. (Au point de vue catholique.)

Nietzsche. Ainsi parlait Zarathoustra.

Schopenhauer. Die Welt als Wille (Le Monde comme volonté).

Naquet. Religion, propriété, famille.

Saïsset (A). Essai de Philosophie religieuse.

Saïsset (A). Dieu et son Homonyme.

Vallée du Mont-Ari. Lettres sur la vie vue avec le simple bon sens.

***Trazer. The Golden Bough. 12 volumes (Le Rameau d'Or). (Les trois premiers seuls ont été traduits en français).***

Darwin. L'Origine des espèces.

Darwin. Origine de l'homme.

Vogt (Cari). De l'homme.

Buchner. Force et Matière.

Carret (Dr). Démonstration de l'Inexistence de Dieu.

# MON ATHEISME

Je suis athée, c'est-à-dire que non seulement je ne crois pas en la divinité, sous quelque nom ou espèce qu'on la présente, mais encore que je suis résolument hostile à toute conception impliquant l'existence d'un dieu ou de plusieurs. Je suis athée parce que je suis individualiste, spécialement parce qu'individualiste anarchiste.

U va sans dire que mon athéisme n'a pas pour cause le fait que de soi-disant représentants de Dieu se montrent de détestables échantillons de l'espèce humaine. Il y a des croyants en Dieu qui semblent valoir peu de chose; il y en a d'autres qui paraissent être individuellement supérieurs à la moralité moyenne générale. Je suis trop persuadé que les êtres humains sont déterminés par leur tempérament pour attacher grande importance aux inconséquences des chrétiens, des musulmans ou des bouddhistes. Pas plus que ne m'épouvantent les différences que la vie quotidienne de certains individualistes peut présenter avec les théories dont ils se réclament. Je comprends fort bien qu'il soit plus facile de s'abstraire cérébralement du milieu que de triompher des sollicitations que l'ambiance adresse aux sens.

Je ne suis pas athée non plus à cause de l'impossibilité qu'éprouvent les déistes à répondre à certaines "colles" qui amusent la galerie aux dépens de ceux qui en sont victimes. Dieu, au dire des théologiens, étant omnipotent et omniscient, et bien d'autres choses encore, on voit d'ici les prétextes que ces attributs fournissent à l'orateur libre-penseur démonstrateur des preuves d'inexistence du malencontreux "vertébré gazeux". Il n'y a qu'à prendre le "problème" de la souffrance. Dieu, donc, qui sait tout, prévoit tout, est tout-puissant, peut l'abolir, puisqu'il est aussi infiniment bon, juste, etc. S'il ne la supprime pas, c'est qu'il n'est point tout-puissant, à moins qu'il ne soit cruel. Ou bien il n'a su la prévoir, la souffrance, et alors, il n'est nullement tout-sachant. Pour irréfutables qu'ils paraissent, ces arguments me toucheraient fort peu si j'étais déiste. Dieu, la "cause première intelligente", la cause "permanente et consciente", "créatrice et agissante", aurait, je suppose, si elle existait, une conception tout autre que celle que se font ses défenseurs et ses détracteurs - minuscules parasites de la planète Terre - du bien, du mal, de la joie, de la souffrance, de la matière et même de sa propre existence. Ce ne sont pas les arguments scolastiques qui font de moi un athée.

Malgré l'importance que j'attache aux démonstrations d'ordre scientifique, je ne suis pas non plus un athée parce que "scientifique". Pour éviter toute équivoque, je ne confonds pas la science, recueil d'observations pratiques, aux applications profitables et utiles, avec la Science spéculative (avec un S capitale). De la science, Haeckel disait qu'elle est "impossible sans hypothèse", et pour elle Henri Poincaré proclamait l'hypothèse "indispensable". Je pense, à la suite de philosophes et de savants contemporains, que le fait scientifique est un phénomène humain, essentiellement relatif, dont le commentaire varie selon l'intellectualité des interprétateurs. Si je m'occupais de Science autrement qu'en profane, j'entendrais passer au crible de ma critique individuelle, et avec la même sévérité, et les hypothèses religieuses et les hypothèses scientifiques.

Je suis athée parce qu'individualiste. Le cerveau humain ne peut concevoir Dieu qu'anthropomorphiquement, sous les espèces d'une sorte de dictateur

autoritaire et despotique. Or, je suis un négateur d'autorité; je ne veux ni Dieu ni maître; je ne veux pas plus d'un patron dans l'univers que d'un patron à l'atelier. Bakounine a dit quelque part : " Si Dieu existe, il est l'ennemi de l'homme." Je ne veux pas d'un Dieu qu'il faut craindre pour être sage. On ne craint que les tyrans, ceux qui ont le pouvoir d'ôter à leurs semblables la liberté, voire l'existence, c'est à dire les policiers, les juges, les geôliers, les bourreaux. Dieu, tous les dieux sont le symbole suprême de tous ces êtres qui sont eux-mêmes l'incarnation de la contrainte organisée. Je proclame l'insurrection contre les dieux qu'il faut craindre pour être catalogué comme sage. Pas de conciliation possible entre mon anti-autoritarisme, ma haine de la domination, ma révolte contre l'exploitation et une conception quelconque de la divinité. Et non seulement, individualiste, je nie, je rejette Dieu, mais pratiquement je n'en ai pas *besoin* . Je n'ai pas besoin de l'hypothèse Dieu créateur, provident ou législateur pour me sentir exister, pour me développer intellectuellement, pour évoluer physiquement, pour constater, méditer, me mouvoir, aimer, etc.

Tout cela, je puis le faire en me refusant à croire en la toute puissance de ce produit de la crainte ou de l'ignorance d'ancêtres insuffisamment éclairés. Je n'ai pas besoin de Dieu pour connaître une vie intérieure profonde, qui résiste aux assauts des désillusions provenant de l'extérieur ou de mes propres erreurs. Je n'ai pas besoin de Dieu pour persévérer ou m'en aller sur la route de la vie individuelle, glanant les expériences, pour mon cerveau et pour mes sens. Je n'attache pas grande importance, je le répète, aux arguments scolastiques, mais, pour me conduire dans la vie, je ne me sens pas le besoin du tout d'être guidé par un directeur moral, qui pour ramener à lui ses créatures, ou les punir de leurs désobéissances, les livre aux hécatombes, aux raffinements de cruauté des guerres contemporaines et aux souffrances qui en sont la conséquence.

Je ne déteste pas méchamment le croyant. Mon point de vue est celui de l'individualiste anarchiste Benjamin Tucker : "Bien que voyant, dit-il, dans la hiérarchie divine une contradiction de l'Anarchie, tout en ne croyant pas, les anarchistes ne sont pas moins partisans de la liberté de croire, n s'opposent absolument à toute négation de la liberté religieuse. Et de même qu'ils proclament le droit pour l'individu d'être ou de choisir son propre médecin, ils revendiquent son droit d'être ou de choisir son propre prêtre. Pas plus de monopole ou de restriction en théologie qu'en médecine." Bien que je sois mécaniste, c'est-à-dire que je considère l'idée philosophique la plus ingénieuse, l'hypothèse métaphysique la plus audacieuse, la théorie scientifique la plus curieuse, comme un résultat normal du fonctionnement de l'activité cérébrale, à l'individuel comme au collectif - je suis prêt, personnellement, à coopérer pour une besogne déterminée avec des spiritualistes "individuels", c'est-à-dire n'appartenant à aucune organisation ecclésiastique et fonciers adversaires des exploitations et des autorités étatistes ou sociales.

E. ARMAND. "L'INITIATION INDIVIDUALISTE ANARCHISTE". Extrait du livre: E. ARMAND. Sa vie. Sa pensée. Son oeuvre. Collectif. La Ruche Ouvrière. Paris. 1964.

**M.V.**

*Socialisme ou barbarie* n° 28, juillet-août 1959

# La laïcité de l'école publique

C'est la bourgeoisie qui, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, a imposé la laïcité de l'enseignement public, parmi une série d'autres réformes anticléricales, à un moment où l'Eglise représentait pour elle un adversaire politique. Depuis, l'Eglise a évolué ; toujours au service de la classe dominante, elle est maintenant au service de la classe bourgeoise. L'anticléricalisme de la bourgeoisie s'est éteint et la laïcité de l'école publique est de nouveau mise en question. On découvre que l'éducation morale des enfants est négligée, que les grandes valeurs sur lesquelles est basée la société actuelle (conscience professionnelle, sens de la hiérarchie, sentiment patriotique, amour de la famille) perdent leur sens et leur contenu. On constate en même temps qu'une bonne partie des enfants se trouve dans des écoles privées, que, par suite de la carence de l'Etat depuis la Libération, il n'y a pas assez de places dans les écoles publiques pour accueillir tous les enfants. Profitant de cette situation, l'enseignement privé (c'est-à-dire d'abord et surtout l'Eglise) réclame des subsides sous prétexte qu'il participe à un service public. La loi Barangé lui a déjà accordé une partie de ce qu'il demandait : l'installation du régime gaulliste lui a donné des espoirs nouveaux. Il réclame maintenant 75 milliards, l'aménagement de la loi Barangé — c'est-à-dire le paiement de ses maîtres par l'Etat — et la possibilité de contracter des emprunts garantis par l'Etat pour construire de nouvelles écoles.

Ces dernières prétentions provoquent la réaction des partisans de l'école laïque, de la « gauche » en général. Au nom de la République, de la liberté de conscience, de l'unité nationale, ils s'opposent à la « ségrégation scolaire », se font les champions de l'enfance unie, et agitent la menace de la nationalisation de l'enseignement. Que se cache-t-il derrière ces grands mots ?

L'enseignement laïque est incontestablement préférable à l'enseignement privé, et surtout religieux. Dans les écoles privées, les livres sont expurgés, le catéchisme occupe une grande place, la morale et la discipline marquent tellement les enfants que l'on reconnaît souvent à son attitude fermée et neutre un enfant sortant d'une école religieuse : on y prêche la résignation puisque le monde n'est pas une création de l'homme et qu'on aura des compensations dans l'au-delà, la soumission aux autorités civiles et religieuses, l'hypocrisie sexuelle.

Bien sûr, dans l'école publique aussi, l'enseignement s'inspire de conservation sociale, mais à un degré moindre. D'autre part, dans le cadre d'un programme officiel stupide, les maîtres jouissent, dans la pratique, d'une assez grande liberté, pour donner le caractère qu'ils veulent à leur enseignement. Une leçon d'histoire, par exemple, peut être une leçon sur le Premier mai, et pas forcément sur la patrie. Enfin une simple comparaison entre l'école en France et en Espagne suffit à nous convaincre des avantages du système laïque.

Mais avantages pour qui ? A quel point de vue ?

En effet, toute la question est là. Nous l'avons déjà dit, la classe bourgeoise n'est plus anticléricale ; au contraire, inquiète devant l'effondrement des valeurs morales qui lui servaient de base, elle ne serait pas mécontente de voir l'Eglise redonner au « peuple » un peu de moralité et sens de la hiérarchie sociale. L'opium religieux, même à petites doses, lui semble un excellent auxiliaire pour maintenir les travailleurs dans leur condition d'exploités. Ce n'est donc pas parmi les bourgeois que l'école laïque trouvera de nombreux alliés.

Alors, dans la classe ouvrière ? La défense de la laïcité se heurte là aussi, même chez les instituteurs, à une certaine indifférence. Les syndicalistes laïques le constatent avec amertume.



Mais au nom de quoi invitent-ils les travailleurs à défendre l'école publique ? La classe ouvrière ne peut se reconnaître dans les principes mis en avant par les partisans de la laïcité : la liberté de conscience, la République, l'unité nationale ne sont que des mots pour les travailleurs. D'autre part, dans l'école publique, les ouvriers qui l'ont fréquentée ne se rappellent pas avoir reçu un enseignement bien enrichissant ; elle représente pour eux l'antichambre de l'usine, et non un instrument d'émancipation. Ils y ont surtout appris l'histoire de la classe dominante et non la leur, une morale conventionnelle faite du respect de la société établie, une discipline qui rappelle celle de l'usine. Pour eux, l'école fait partie des choses sur lesquelles ils n'ont aucune prise, comme l'administration, les chemins de fer, la construction des logements, comme leur travail lui-même : personne ne leur demande leur avis ou, si on le leur demande, c'est sur des détails et pour la forme.

Pour que les travailleurs aient envie de défendre l'école publique, il aurait fallu que, à défaut de l'Etat, les organisations syndicales de l'enseignement aient fait depuis des années un effort pour intéresser les ouvriers aux problèmes de l'école. Qu'elles aient essayé de peser de toutes leurs forces pour modifier les programmes, les conditions de travail des enfants et des maîtres, qu'elles aient essayé de créer une communication constante entre les instituteurs et les travailleurs. Mais les réunions de parents d'élèves ne sont la plupart du temps que des comités de bonnes œuvres, distribuant des prix, donnant des secours, et les parents sont tenus soigneusement à l'écart des problèmes pédagogiques et éducatifs des écoles où se trouvent leurs enfants.

Il faudrait surtout poser ouvertement et franchement le vrai problème : nous sommes contre l'école privée parce que l'enseignement religieux qu'on y donne est une arme supplémentaire pour la bourgeoisie ; au sein de l'école laïque elle-même, nous dénonçons l'orientation que lui donne l'Etat et nous luttons effectivement, là aussi, pour que l'enseignement puisse servir aux travailleurs à se défendre.

Mais que font dans ce sens les défenseurs de l'école laïque ?

1) Ils proclament leur neutralité intégrale sur toutes les questions idéologiques ; or nous avons vu que l'école publique n'est pas neutre puisqu'on y reçoit un enseignement orienté, et en tout cas l'Eglise, elle, ne l'est pas : c'est au nom de principes politiques réactionnaires qu'elle attaque l'école laïque. Etre neutre c'est refuser de poser le vrai problème qui est de choisir entre deux idéologies : la résignation à l'exploitation ou la lutte pour l'émancipation.

2) Ils ne rejettent pas la réforme de l'enseignement, ils prétendent même « en tirer tout ce qu'il sera possible d'en tirer ». Or, cette réforme ne prévoit aucun crédit nouveau, alors que tout le monde connaît la misère de l'enseignement ; elle introduit le patronat dans de nombreux établissements, sabote le fameux tronc commun sur lequel les partisans de la démocratisation de l'enseignement fondaient de si grands espoirs.

3) Ils réclament le relèvement de l'indice terminal, c'est-à-dire du salaire des enseignants qui sont en fin de carrière ; ce qui renforce la division au sein des instituteurs et aggrave la crise de recrutement. Or, cette crise est telle que les classes sont surchargées, que des suppléants sans formation professionnelle font la classe, que l'on envoie dans les cours complémentaires des instituteurs sans licence pour enseigner les langues vivantes.

4) Ils menacent l'école libre de la nationalisation de l'enseignement. Mais cela est actuellement irréalisable et ne fait peur à personne, car même parmi les laïques de nombreux groupes sont pour le maintien d'un enseignement libre de statut privé.

5) Ils agitent comme un épouvantail la ségrégation de l'enfance : « si l'Etat subventionne l'école catholique — disent-ils — pourquoi pas l'école juive, protestante, mahométane, etc., et vous voyez d'ici le déplorable tableau du village ayant quatre écoles, quatre groupes d'enfants ennemis ? »

Mais les bourgeois les plus réactionnaires ne veulent pas aller jusque-là. L'argument de l'« unité nationale » que clament les laïques résonne agréablement à leurs oreilles.

En exagérant le danger de la « ségrégation scolaire » d'une part, en refusant d'engager une action vigoureuse pour l'amélioration des conditions de travail des maîtres et des enfants à

l'école publique d'autre part, on ne fait que noyer le poisson et, sous le couvert de grandes phrases laïques, on risque de préparer le compromis.

En effet, la partie la plus « éclairée » du clergé est surtout intéressée par deux choses : obtenir des subventions pour développer ses écoles et pénétrer dans l'école primaire et les œuvres parascolaires (actuellement animées par la Ligue de l'Enseignement). Dans *Le Monde* du 19 juin 1959, le R. P. Dabosville écrit avec une douceuse hypocrisie : « Pourquoi n'y aurait-il pas des aumôneries dans les écoles primaires et les cours complémentaires, comme cela existe déjà dans les lycées et les collèges, uniquement dans le but de faciliter les conditions matérielles de l'enseignement religieux ? Quant aux œuvres parascolaires, la Ligue de l'Enseignement a un monopole exorbitant, elle pourrait partager. »

L'objectif immédiat de l'Eglise est bien celui-là et non l'épouvantail de la « ségrégation scolaire ». Et le principal argument des partisans de l'école libre est bien celui de « l'insuffisance » de l'école publique.

C'est dans ce sens que le gouvernement a l'intention de trancher le problème. Rejetant dos à dos la nationalisation de l'enseignement et le pluralisme scolaire, il veut introduire en douce la religion à l'école primaire et accorder d'importants avantages matériels aux écoles privées, tout en établissant, pour faire plaisir aux laïques, un contrôle de l'Etat sur ces écoles. Laissant l'école publique se débattre dans des locaux trop petits, avec des maîtres insuffisamment formés, il justifiera ainsi le caractère de service public de l'école privée.

C'est donc sur ce double terrain — caractère politique, de classe de l'éducation religieuse ; conditions de travail des maîtres et des enfants à l'école publique — que les organisations syndicales des enseignants auraient dû engager leur combat, c'est sur cette base-là que la population travailleuse aurait pu participer réellement à l'action.

Quant à nous, nous savons très bien qu'il n'est pas possible, dans une société d'exploitation, de faire de l'école primaire un instrument qui « assure le plein développement des aptitudes intellectuelles, physiques et morales des enfants », comme le prétendent les auteurs du projet de nationalisation, car l'école fait partie de la société et on ne peut changer l'une sans changer l'autre. Il reste que nous sommes pour la laïcité de l'enseignement, car la religion est un moyen supplémentaire de semer le conformisme et la résignation dans la classe ouvrière, et aussi parce que, dans le cadre du régime capitaliste, il est possible d'alléger le poids de l'emprise bourgeoise sur l'enfance ouvrière à l'école même. Toute mesure dans ce sens est un facteur important d'émancipation de travailleurs.

En effet, la formation scolaire d'un individu le marque profondément ; et moins cette formation sera orientée par l'idéologie réactionnaire de la classe dominante, plus elle permettra à l'homme d'utiliser plus tard ce qu'il a appris à l'école pour avoir, au travers de son expérience personnelle dans la vie productive, une image réelle de la société dans laquelle il vit.

M.V.

# De la destruction de l'Ecole

Dans un débat sur l'école laïque publié par La Guerre sociale en 1909, l'anarchiste individualiste André Lorulot déclarait : " N'est-ce pas de l'école laïque que sont sortis les pioupious qui, à Narbonne et à Dravail-Vigneux, ont assassinés leurs frères de travail ? (.) L'école cléricale abrutit au nom de la religion, au nom de Dieu. Mais l'école laïque est également remplie de préjugés. On y impose la Patrie, le Capital, la Propriété, l'Autorité, l'Obéissance. La Laïque est un abrutissoir, une fabrique d'abrutis et d'esclaves au même titre que l'école où l'on donne l'enseignement religieux " (1). Critiques impitoyables de la vulgate démocratique et du marxisme frelaté diffusée par les socialistes (2), les individualistes ne se faisaient guère d'illusions sur les possibilités d'utiliser l'école, les parlements, les syndicats dans un sens révolutionnaire (3). Au-delà de l'autonomie ouvrière, ils voyaient comment le rapport social capitaliste réduisait l'individu au rôle de travailleur, de simple vendeur de force de travail, et concevaient donc - implicitement - la révolution comme autonégation du prolétariat, d'une manière beaucoup plus claire que les socialistes. La notion d'En-dehors exprimait a contrario le mieux possible la limite du cycle de luttes qui allait amener la classe ouvrière à être politiquement et socialement ce qu'elle était économiquement, à s'affirmer comme le pôle travail du capital (4).

Au delà de la définition brutale de Lorulot, il est possible de montrer que l'Ecole n'est pas seulement une question idéologique, mais qu'elle est directement liée à la formation de la valeur. Rappelons simplement que celle-ci est liée au " temps socialement nécessaire à la production des marchandises est celui qu'exige tout travail, exécuté avec le degré moyen d'habileté et d'intensité et dans des conditions qui, par rapport au milieu social donné, sont normales " (5). Autrement dit, la formation de la valeur est directement liée à la formation reçue (degré moyen d'habileté) et à la discipline (degré moyen d'intensité) par les travailleurs dans des conditions sociales données. Plus précisément, " en tant que valeur, la force de travail représente le quantum de travail social réalisé en elle " (6). Ce quantum de travail social peut représenter bon nombre choses, depuis l'apprentissage de la discipline de base par la soit-disant " socialisation ", jusqu'à l'apprentissage des techniques les plus complexes, en passant par le niveau commun d'éducation requis dans un pays donné. Toutes ces variables ont quelque chose de commun, celle d'être elles-mêmes issues d'un temps de travail consacré à " l'éducation ". Ce temps " réalisé " dans la force de travail agit directement sur la valeur de celle-ci, sur ce qu'elle va transmettre à la marchandise dans la production. Ainsi, " le temps est tout, l'homme n'est rien ; il est tout au plus la carcasse du temps " (7).

Dans sa définition, d'ailleurs très brève, de la valeur de la force de travail, Marx ne détaille guère la place qu'y tient l'école, même s'il signale que " les frais d'éducation, très minimes d'ailleurs pour la force de travail simple, rentrent dans le total des marchandises nécessaires à la production " (8). Peu importe qu'il s'agisse d'un apprentissage direct ou d'une formation scolaire, d'une école publique ou privée, religieuse ou laïque : l'éducation est subordonnée à la production, intégrée dans la reproduction du capital.

On peut aller un peu plus loin dans l'analyse de la mise en place d'un système éducatif en Europe occidentale dans le cadre du capital, sur la simple base des définitions précédentes. Dans l'ancien système des métiers, l'ouvrier apprenait auprès d'un maître, qui lui transmettait son savoir-faire. Ce maître consacrait une partie de son temps à la formation de l'apprenti, durant lequel il ne participait pas directement à la production, mais bien à la reproduction du système.

Ce temps était financé à la fois par les parents de l'apprenti et par leur participation à la production. Mais un même maître avait rarement plus de quelques apprentis en même temps, et ne pouvait y consacrer tout son temps. Cette impossibilité trouvait sa stabilité dans la limitation imposée par les organisations professionnelles au nombre de maîtres en exercice dans une ville. Autrement dit, c'est un système qui se reproduit, mais qui ne s'élargit pas.

Avec un prolétariat nombreux, mais un travail simple, l'éducation nécessaire pour élargir le système est limitée : l'expropriation des ruraux suffit à provoquer l'expansion numérique du prolétariat, tandis que la formation des ouvriers peut encore être assurée par les plus expérimentés d'entre eux ou par le maître, lorsqu'il est encore directement impliqué dans le métier. " Tout ouvrier n'ayant jamais travaillé aux jacquards, quoique tisserand, sera tenu de faire pièces sans pouvoir quitter ; sinon, il devra payer 10 F d' apprentissage " indique un règlement d'atelier en 1841 : on voit comment la formation est intégrée à la production, alors même que l'instruction primaire est rare parmi ces ouvriers tisserands du Nord (9). Cette expansion numérique du prolétariat accentue le mouvement de déqualification déjà existant sous l'Ancien régime : dans le Paris des années 1860, à peine un ouvrier sur six est passé par l'apprentissage (10). Plus que la qualification des ouvriers, en dehors des métiers les plus spécialisés, c' est l'obsession des capitalistes, pour augmenter la valeur produite, est principalement d'instaurer la discipline dans les ateliers : le mot et la figure du contremaître apparaissent vers 1840 en France (11).

Puisque l'augmentation de la valeur du travail est lié au fameux " quantum de travail social réalisé en elle ", il existe une relation directe entre le temps consacré par l'enseignant à la formation, le temps durant lequel l' élève reçoit celle-ci et la valeur du travail de l'élève un fois formé. Plus le nombre d'heures d'enseignement est important, plus cette valeur sera élevée (12). De plus, un enseignant transmet son savoir à plus d'élèves que ne le faisait un maître avec ses apprentis, ce qui démultiplie la création de valeur, pour un coût optimisé. Dans le cadre de la division sociale du travail, l'école est donc liée à l'augmentation de la valeur globale. Elle ne crée pas directement cette valeur, mais constitue son point de départ.

Dans le système de formation par les ouvriers les plus expérimentés, le capitaliste n'intervient pas dans la formation des travailleurs, dans la production de la force de travail. De manière plus générale, le travail est organisé selon les méthodes et le savoir-faire des ouvriers, sous le contrôle du capitaliste. Lorsque les patrons tentent d'augmenter la productivité du travail, ils font progressivement - et non sans résistance - passer l'organisation du travail lui-même sous leur contrôle, notamment par le développement de la technologie. Le travail est alors réellement " subordonné au capital " (13). L'école, parce qu'elle dépossède la communauté de travail de sa propre reproduction pour la soumettre au capital, est l'un des éléments dynamiques de cette subordination. Or, les grands patrons tels que Schneider ou l'imprimeur Chaix, ou encore les Frères des Ecoles Chrétiennes, ont joué un rôle important dans cette contestation de " l' endotechnie ", de la formation des jeunes ouvriers par les plus expérimentés, et à former des écoles patronales fondées selon leurs propres normes. Savoir lire un dessin technique, ou des normes de production, c'est déjà - littéralement - mettre en application le " plan du capital ".

Par sa place même dans la reproduction de la force de travail et dans la subordination du travail au capital, elle est l'une des pièces essentielles du rapports d'exploitation. L'école capitaliste est tout, sauf un lieu d' épanouissement de la personnalité. " Quoi d'étonnant si la prison ressemble aux usines, aux écoles, aux casernes, aux hôpitaux, qui ressemblent tous aux prisons ? " (14).

Cette vision carcérale de l'école dans une société transformée en usine se heurte généralement à l'idée, couramment admise, d'une revendication ouvrière du droit à l'instruction. Si on adopte un point de vue objectiviste, tout va bien : les capitalistes développent le système scolaire parce que cela leur permet d'augmenter leurs profits, et si les ouvriers réclament le droit à l'instruction, c'est, au choix, parce qu'ils sont dupés par le capital, ou parce que celui-ci est " progressiste " tant qu'il peut se le permettre. Dans les deux cas, la lutte des classes n'est pas le " moteur de l'histoire

", mais son théâtre apparent, tandis que la belle machinerie du capitalisme constitue la seule dynamique réelle. Dès que l'on observe ces questions sous l'angle subjectiviste, c'est-à-dire de sujets agissant dans l'histoire, les classes sociales, la question devient naturellement plus complexe. Après tout, si quelques patrons lucides ont soutenu la création d'écoles, ce n'est pas le cas de la classe capitaliste dans son ensemble. Ce sont plutôt les classes moyennes, et notamment les professions libérales, qui ont contribué le plus à l'émergence d'un système scolaire. Il faut, pour bien le comprendre, voir comment l'éducation est perçue par la classe ouvrière.

Dans le travail salarié, le salaire est une variable déterminée par les rapports sociaux, et, en fin de compte, par les luttes sociales. Ces luttes présentent un caractère double, puisque le salaire est à la fois une marchandise dont le prix est négocié entre vendeur et acheteur - même si cette négociation peut rendre des formes très violentes de part et d'autre - et qu'en tant que tel, il est conforme au fonctionnement général du système ; mais d'un autre côté, puisque le salaire est le prix de la force de travail et que le travail est la seule marchandise qui se trouve présente dans toutes les productions, il acquiert un caractère central dans la réalité capitaliste, et par là même, dans l'esprit des salariés. Or, à partir du moment où l'éducation est l'un des éléments de cette négociation, c'est-à-dire où le salaire est au moins en partie fondé sur la qualification, la lutte pour l'instruction fait partie des luttes pour le salaire (au sens large de prix du travail).

Les ouvriéristes italiens avaient développé l'idée d'autovalorisation des travailleurs dans la lutte pour les salaires, même s'ils en ont tardivement perçu les limites (15). Cette idée est correcte, à condition de la replacer dans le cycle de l'affirmation du prolétariat à l'intérieur du capital, donc de son " intégration " au capital et de sa volonté d'en prendre le contrôle : " le prolétariat cherche à libérer contre le capital sa puissance sociale existante dans le capital. Ce qui lui confère sa capacité à promouvoir cette large affirmation devient sa limite " (16). Dans le mot d'ordre du " droit à l'instruction ", se trouvent combinées la revendication de salaires élevés, d'une reconnaissance professionnelle et l'affirmation de la pleine citoyenneté - droit à l'instruction et suffrage universel sont fréquemment liées. Comme l'adresse un ouvrier russe à la rédaction de l'Iskra, ce qu'il aime dans ce journal c'est qu'il " considère l'ouvrier comme un citoyen " (17).

Cet engouement ouvrier pour l'éducation s'affirme essentiellement dans son auto-organisation (la pratique des bibliothèques ouvrières, des cours du soir, de l'autodidaxie,.). Il existe une certaine méfiance ouvrière envers l'école, renforcée par l'obligation de mettre les enfants au travail le plus tôt possible. Si la revendication du droit à l'instruction publique apparaît dans tous les programmes ouvriers, les luttes réelles (grèves générales, pétitions massives, etc.) sont rares, contrairement à la question du suffrage universel. Ainsi, en 1841, la première loi française sur le travail des enfants et leur scolarisation a été fort débattue entre médecins, inspecteurs du travail et patrons, sans susciter d'intérêt particulier côté ouvrier : le célèbre journal L'Atelier ne lui consacre pas une ligne (18). Il ne faut donc pas confondre le désir d'instruction et revendication d'une instruction publique encadrée par l'Etat.

Or, malgré des initiatives patronales isolées, seul l'Etat est en mesure de réaliser concrètement la demande. Le capitaliste individuel peut envisager la formation de ses salariés pour des tâches spécifiques, mais son intérêt consiste à trouver sur le marché du travail un travailleur déjà formé. Seuls quelques très grandes entreprises peuvent réellement se permettre d'intégrer de véritables écoles. Il existe bien sûr des écoles privées ", mais le plus souvent, elles ont d'abord existé comme lieu de reproduction des classes moyennes, de la petite-bourgeoisie plus que du prolétariat - encore que l'église catholique se soit parfois, pour maintenir sa position idéologique, investie sur ce terrain.

L'Etat, par contre, a un intérêt plus général à ce que les capitalistes trouvent le plus facilement possible ces travailleurs déjà formés, qui vont permettre d'accroître les profits réalisés sur son territoire. En retour, cela l'oblige à ponctionner sur cette masse de profits les moyens de réaliser cette tâche. L'éducation, consommatrice de valeur en vue de produire une valeur plus grande

ultérieurement, ne peut être assumée que par un capitaliste qui possède une masse importante de capitaux et un temps de circulation particulièrement long.

Ainsi, même si l'initiative du " droit à l'instruction " est issue de l' auto-valorisation ouvrière, de l'affirmation du prolétariat comme classe (donc dans le capital), c'est dans la rencontre - conflictuelle - avec l' Etat qu'elle trouve la possibilité de se concrétiser. Cette rencontre est facilitée par l'existence d'une classe qui trouve dans l'éducation la possibilité de s'affirmer et de se développer, les " intellectuels ", dont l'existence même est fondée sur la détention d'un savoir (19). Dans le cycle d'affirmation du prolétariat, il existe une certaine forme de complémentarité entre les intellectuels et les ouvriers. Mais, si les deux classes prétendent gérer le capital à leur manière, seuls les intellectuels ont la possibilité de le faire réellement, parce que leur imbrication dans le système disciplinaire et dans la planification du capital leur permet de se substituer à la bourgeoisie, alors que la prétention du prolétariat à gérer le capital est un non-sens pratique. Georges Sorel, dans l'Avenir socialiste des syndicats, montre bien comment Kautsky introduit en fraude les intellectuels dans le prolétariat pour justifier leur domination politique sur celui-ci, et pourquoi ils ont tout à perdre à la victoire de la classe ouvrière (20).

Toutes les mystifications éducationnistes de la " gauche ", qui ne voient pas la conscience politique du prolétariat dans l'expérience immédiate de l' exploitation, mais dans les révélations apportées par l'éducation, masquent la réalité sordide de l'école capitaliste. Celle-ci est pourtant la seule école de masse qui ait jamais existé historiquement, qui ne soit pas liée uniquement à la reproduction de la classe dirigeante, mais bien à celle du prolétariat. Dans les périodes de montées des luttes ouvrières, le discours éducationniste est contraint de changer, de s'adapter, d'imaginer des " alternatives pédagogiques ", ne serait-ce que parce que les intellectuels ne peuvent plus s'affirmer que contre l'Etat et retourner contre lui son idéologie - ou en faire la conquête. Mais même dans ces périodes, la place de l'école dans le rapport de production, non pas idéologique mais matérielle, directement liée à la production de la valeur, ne peut leur apparaître que lorsqu'ils dépassent la contradiction qui oppose leur position sociale de détenteurs de savoir à leur condition de salariés.

Alors, ils découvrent avec horreur leur absence d'avenir, ils comprennent que pour eux, " la socialisation des moyens de production se traduirait par un lock-out gigantesque " (21).

Nico, novembre 2002

1) Raoul Vilette (1999), La Guerre sociale, un journal " contre. La période héroïque : 1906-1911. Les nuits rouges, pp. 351-352.

2) Maurice Dommanget (1969), L'introduction du marxisme en France. Rencontre.

3) " Les élections font durer l'autorité ; les syndicats font durer le patronat ; les coopératives font durer le commerce ", déclarait Georges Paraf-Javal dans Le libertaire.

4) Roland Simon (2001), Théorie du communisme, vol. 1. Fondements critiques d'une théorie de la révolution. Au-delà de l'affirmation du prolétariat. Sénonevero.

5) Karl Marx (1976), Le Capital. Critique de l'économie politique. Livre premier. Le développement de la production capitaliste. Editions sociales, p. 44.

6) Idem, p. 131.

7) Karl Marx, Misère de la Philosophie.  
<http://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/06/km18470615e.htm>

8) Karl Marx (1976), Le Capital, livre premier, p. 132.

9) Paul Delsalle (1985), La brouette et la navette, Tisserands, paysans et fabricants dans la région de Roubaix et Tourcoing (Ferrain, Mélantois, Pévèle), 1800-1848. Westhoek / éd. Des Beffrois.

10) Antoine Prost (1968), Histoire de l'enseignement en France, Armand Colin.

11) Denis Woronoff (1994), Histoire de l'industrie en France du XVIe siècle à nos jours. Le Seuil, pp. 290-296.

12) C'est sur la base de cette notion que Baudelot, Establet et Malemort ont étudié la formation des techniciens et ingénieurs. Hélas, comme ils confondent valeur du travail et prix du travail, ils arrivent à un non-sens, qui rejette ces salariés en dehors du prolétariat sur la base de leurs salaires élevés, plutôt que de s'interroger leur place dans les rapports de production. Christian Baudelot, Roger Establet et Jacques Malemort, *La petite bourgeoisie en France*. Maspero, Cahiers libres 270-271, pp. 223-235.

13) Karl Marx (1971), *Un chapitre inédit du Capital*, 10/18, pp. 191-223.

14) Michel Foucault (1975), *Surveiller et punir, naissance de la prison*. Gallimard, p. 264.

15) Steve Wright (2002), *Storming Heaven. Class composition and struggle in Italian Autonomist Marxism*. Pluto press.

16) *Théorie Communiste* n° 14, " Fondements de la critique des Gauches ", pp. 45-46.

17) Trotsky (1970), *Nos tâches politiques*. Pierre Belfond, p. 77.

18) Pierre Pierrard (1987), *Enfants et jeunes ouvriers en France, (XIXe - XXe siècle)*. Editions ouvrières, p. 56.

19) Anton Pannekoek (1982), *Les conseils ouvriers, tome I. Spartacus*, pp. 75-80

20) Georges Sorel (1981), *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, Slatkine, pp. 93-99.

21) *Idem*, p. 97.

**Daniel Mothé**

## **Les ouvriers français et les Nord-Africains** (extraits)

(Suite à une grève des Algériens chez Renault en 1957, Daniel Mothé, qui travaillait à l'époque dans cette entreprise, écrivit un article assez riche qui abordait de nombreux problèmes, liés à la guerre d'Algérie, au mouvement des rappelés et à l'attitude des bureaucraties de « gauche » face à la guerre en cours mais aussi aux grèves en général. Nous avons choisi de reproduire le passage ci-dessous pour montrer comment les militants révolutionnaires raisonnaient il y a près de cinquante ans sur la question du racisme, des « communautés » et du nationalisme. Daniel Mothé était à l'époque bien placé, à Billancourt, pour observer les rapports entre ouvriers français et maghrébins. On peut être en accord ou en désaccord avec ses réflexions, mais on ne peut dénier à l'auteur une qualité essentielle qui tranche par rapport à la langue de bois actuelle : il n'hésite pas à traiter de toutes sortes de questions et de préjugés que les militants d'extrême gauche d'aujourd'hui n'osent aborder aussi franchement dans leurs publications. Même si la nature des migrations a considérablement changé depuis que ce texte a été écrit, sa lecture ne peut que stimuler le débat. Ni patrie ni frontières.)

### **Les écueils de la fraternisation**

(...) La majorité du prolétariat nord-africain est un prolétariat nouvellement émigré, sans tradition prolétarienne ; la plupart du temps anciens paysans, ils diffèrent par leur mode de vie et leurs coutumes du prolétariat français. Les obstacles auxquels se heurte le Nord-Africain nouvellement débarqué en France ne sont pas seulement des obstacles dus au racisme que développe la bourgeoisie française, mais des obstacles bien plus profonds. Il entre dans un monde totalement différent du sien, le monde capitaliste, un monde qui s'oppose à tout son héritage culturel et humain, un monde totalitaire qui ne peut rien accepter de sa personnalité, qui est destiné à le broyer, à le transformer entièrement et à l'intégrer à la grande armée du prolétariat moderne. Voilà l'obstacle auquel il va se heurter et contre lequel il va lutter. Sa lutte de ce fait sera plus dure, elle sera double. Il devra à la fois lutter comme prolétaire exploité contre le capitalisme, il devra aussi lutter contre une civilisation étrangère qui veut l'assimiler et là son combat sera mené contre l'ensemble de la société française, le prolétariat y compris, et c'est dans ce combat que le nationalisme puisera sa force.

Tout d'abord les liens humains qui unissent les ouvriers français sont d'une nature toute différente des liens qui unissent les populations nord-africaines. Ces liens ont pour seule origine le travail et ils sont très complexes. C'est dans la lutte contre le travail, contre l'exploitation quotidienne que se forment les liens des prolétaires, mais la nature de leur travail les amène à s'opposer non seulement aux représentants de l'autorité mais aussi à leurs propres camarades. Les rapports entre prolétaires dans ce sens sont beaucoup plus rudes et brutaux que les rapports entre paysans d'un même groupe. Le paysan algérien lui n'est habitué à s'opposer qu'à la nature ou aux autres communautés, mais non aux hommes de son entourage. La plupart du temps, il reconnaît l'autorité de ses chefs, c'est une autorité qui a des racines ancestrales, religieuses et familiales. Il ne la conteste pas. La société dans laquelle il vient d'être plongé ignore ces liens : l'autorité du contremaître ou du flic est une autorité arbitraire et conventionnelle qu'il admet difficilement. La désagrégation de la famille prolétarienne par la vie d'usine rend encore plus étranger le prolétaire français aux yeux d'un Nord-Africain. Les liens humains entre prolétaires sont superficiels, ils sont une nécessité, ils disparaissent la plupart du temps dès que la nécessité ne s'en fait plus sentir ; ces liens, c'est le travail, mais une fois le travail terminé, l'ouvrier français redevient un homme isolé. Les liens humains entre Nord-Africains sont plus profonds et



plus durables. Nos rapports humains ont été remplacés souvent par des rapports hiérarchiques, ce qui les rend bien souvent durs et violents. Qui de nous n'a pas un sobriquet péjoratif, qui de nous ne se fait pas insulter dans la journée ? L'esprit gouailleur du titi parisien ou du titi d'une usine quelconque est né de ces rapports cyniques, parfois cruels. Cette atmosphère est si étrangère au Nord-Africain qu'il se cantonne souvent dans le mutisme, il évite d'adresser la parole aux Français. Le mot « crouille » ou « raton » sont pour lui les pires injures qu'il pardonnera difficilement et qui pourtant ne sont pas toujours le produit du racisme, mais de la violence des rapports humains entre les ouvriers. Le Nord-Africain arrive avec un sens profond de la dignité humaine : cette dignité s'exprime chez le prolétaire d'une façon totalement différente, par une défense et une lutte continuelle contre la société. C'est tout un autre monde et l'adaptation y est très difficile. Tous ces facteurs entraînent le repli des Nord-Africains sur eux-mêmes, un refus de s'adapter qui ne fait qu'accentuer la séparation de ces deux prolétariats. La société veut les dépouiller de toute leur personnalité ; ils résistent et leur lutte devient une défense contre toute atteinte à cette personnalité. Leurs coutumes, leurs rites religieux deviennent par ce fait un signe distinctif auquel ils s'accrochent obstinément.

Un Nord-Africain à qui je demandais un jour s'il croyait vraiment que manger du cochon pouvait le damner répondit qu'il ne le croyait, pas mais que jamais il n'enfreindrait les rites musulmans devant un Français. Ces rites étaient devenus pour lui une sorte de drapeau et de signe distinctif qui pouvait se résumer ainsi : les Français pillent notre pays et nous colonisent sous prétexte qu'ils ont une civilisation plus moderne que la nôtre. Ils nous traitent comme des parias, un peuple qui n'a rien et qui doit tout apprendre auprès de ses maîtres ; eh bien, nous, nous leur montrons que nous avons une civilisation à nous, différente de la leur. Nous sommes un peuple qui a une personnalité. L'observation de ces rites religieux était pour lui un signe de cette personnalité.

L'ouvrier français a tendance à regarder avec un certain mépris le mode de vie que les Nord-Africains s'obstinent à conserver. Le chauvinisme a de ce fait beaucoup plus de prise sur lui. Un ouvrier italien ou balkanique, quand il entre en France, entre avec ses traditions de prolétaire qui sont sensiblement les mêmes que celles du Français. L'ouvrier français, s'il peut manifester une certaine sympathie aux Nord-Africains parce qu'ils sont eux aussi des exploités, est profondément choqué par leur refus d'adaptation. Un ouvrier disait qu'il avait rompu avec une famille de Nord-Africains le jour où cette famille a marié sa fille. Les rites du mariage, la conception des Algériens sur les femmes l'avaient profondément révolté.

Les Nord-Africains occupent des emplois subalternes. Très rares sont les professionnels. Dans les ateliers d'outillage, ils sont manœuvres ou O.S. Ils ne sont pas uniformément répartis. Ils occupent les emplois les plus durs et les moins payés (fonderie, forges, bâtiment). Ainsi le travail ne les intègre pas obligatoirement au prolétariat français ; là aussi ils sont brimés, auprès des ouvriers français ils sont souvent encore des parias. Quitté l'usine, ils se retrouvent dans les mêmes quartiers ; ils ont leurs restaurants, leurs bistrotts, vivent dans les mêmes hôtels — souvent plusieurs dans la même chambre. Ils mènent une vie séparée de celle des Français et tout contribue à cette séparation.

Le développement de la guerre avec son cortège d'atrocités réciproques ne fait qu'accentuer cette séparation. La propagande française et celle du FLN peuvent y puiser tous leurs arguments et accentuer cette haine. De plus, le caractère particulier d'une guerre de partisans, avec d'une part les méthodes policières et d'autre part un terrorisme aveugle, donne à cette lutte un caractère de plus en plus national et lui enlève tout caractère de classe. Le terrorisme n'est pas sélectif, le serait-il que la propagande de la bourgeoisie française n'aurait vraisemblablement aucune prise. Tout le monde a pu remarquer comment les ouvriers avaient accueilli la nouvelle de l'attentat contre le général Salan que l'on croyait être un acte du FLN. Que les Nord-Africains s'attaquent aux cadres de la société, personne n'y voyait d'inconvénient, au contraire, car là on ne s'attaquait plus aux Français aveuglément mais à la même catégorie sociale que les ouvriers méprisent.

Les faits sont là, ils sont le produit d'une situation réelle mais ils sont aussi provoqués par la politique des organisations algériennes et par celle des organisations « ouvrières françaises ». Que ce soit d'un côté le FLN et le MNA ou de l'autre les syndicats ou les partis « de gauche » français, ni les uns ni les autres n'essaient de donner à cette lutte un caractère prolétarien. Les organisations nord-africaines posent le problème uniquement sur le plan nationaliste : la nation algérienne libre et souveraine. Elles se placent sur le plan de la juridiction internationale, font appel à l'ONU, aux grandes puissances, au monde arabe. A part l'indépendance, aucune revendication sociale n'est mise en avant. Le prolétariat français, qui ne croit pas en son gouvernement, et qui a une certaine méfiance vis-à-vis de ses chefs syndicaux et politiques, reporte cette méfiance et cette opposition sur les chefs politiques et militaires du mouvement algérien. L'émancipation du prolétariat nord-africain par l'indépendance nationale, il n'y croit en général pas. Quand le MNA fait l'apologie du plan Eisenhower, l'ouvrier français a des doutes sur les véritables intentions du MNA. Quand le FLN s'appuie sur Nasser, l'ouvrier français se méfie. Jamais ni le FLN ni le MNA ne posent les revendications du prolétariat et de la paysannerie, jamais ils ne s'adressent au prolétariat français.

De leur côté, les organisations françaises restent sur la même base nationaliste. La CGT, le PC, la Nouvelle Gauche brandissent le slogan déjà bien usé du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Evidemment un tel slogan dans la bouche du PC ou de la CGT est uniquement un moyen de propagande quand on songe à leur position vis-à-vis du peuple hongrois ou seulement quand on se rappelle que les communistes s'opposèrent en 1945 à la rébellion du Constantinois, et qu'ils traitaient à l'époque le PPA de mouvement fasciste. Cela mis à part, ces organisations se placent aussi sur un terrain bourgeois. Pour elles, il s'agit de convaincre la bourgeoisie de la non-rentabilité de cette guerre et de faire confiance à l'ONU ou aux grandes puissances. Cette propagande n'a pas beaucoup de prise sur le prolétariat français, ni même sur les militants de ces organisations. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est-il pas le droit des politiciens de la bourgeoisie à disposer de leur prolétariat ? Il suffit de voir comment les communistes firent pour convaincre les ouvriers que la révolution hongroise était une contre-révolution fasciste. Ils essayèrent de démontrer par des mensonges que les Hongrois voulaient se libérer des Russes pour faire venir des Américains. Cet argument, bien que faux, avait prise sur certains ouvriers. Le fait que les Hongrois faisaient appel à l'ONU était pour eux une preuve du caractère bourgeois de cette révolte. La réalité du monde moderne partagé en zones d'influence contribue à dissiper chez beaucoup d'ouvriers ces illusions sur le problème de l'indépendance nationale. Des revendications essentiellement prolétariennes seraient-elles mises en avant qu'elles auraient beaucoup plus de chance de rallier le prolétariat français à cause de l'indépendance algérienne. L'idée (« D'abord l'union nationale, après on verra... ») ne fait que brouiller le problème au lieu de l'éclaircir, car le seul allié véritable que peut avoir la classe ouvrière algérienne ce n'est ni l'ONU, ni les grandes puissances, mais uniquement le prolétariat des autres pays et en particulier le prolétariat du pays impérialiste. (...)

**Daniel Mothé**

**Azam Kamguian**

## **Islamisme et multiculturalisme (2004)**

[Pour bien comprendre la portée et le contexte de cet article, il faut savoir qu'au Canada, depuis 1991, les chrétiens et les juifs peuvent faire appel à un tribunal d'arbitrage issu de leur « communauté » pour régler des contentieux commerciaux, professionnels et familiaux. Les décisions de ces tribunaux sont « définitives et obligatoires ». Les islamistes canadiens jouent donc sur du velours en accusant l'Etat de « racisme », de « discrimination », « d'islamophobie », etc., et en exigeant les mêmes droits pour chaque « communauté ». C'est pourquoi c'est la logique même du communautarisme (ou du multiculturalisme comme disent les Anglo-Saxons) qu'il faut dénoncer, même et surtout si elle se pare d'un prétendu « respect » des religions. Cela suppose donc de défendre ouvertement, sans aucun complexe, les valeurs de l'athéisme et le primat de la raison sur les superstitions, qu'elles que soient la forme sophistiquée que celles-ci adoptent, de Teilhard de Chardin aux sectes New Age, en passant par la théologie de la libération, le fondamentalisme protestant ou l'intégrisme juifs (*Ni patrie ni frontières.*)]

*(Ce texte résulte de l'adaptation de deux interventions de l'auteure lors d'un débat sur « Les tribunaux islamiques et les droits des femmes au Canada », le 7 mars 2004 à Toronto et au cours d'un séminaire sur la commémoration de la journée internationale des femmes, le 14 mars 2004 à Birmingham.)*

Aujourd'hui, je vais vous expliquer pourquoi je suis opposée aux tribunaux islamiques et comment la charia viole les droits des hommes et des femmes. J'essaierai également de démontrer comment l'islamisme et le multiculturalisme travaillent de conserve contre les droits humains universels au Canada. Pour terminer, j'insisterai sur l'importance de supprimer les tribunaux islamiques dans ce pays.

*Comme nous pouvons le constater aujourd'hui, les islamistes ont récemment créé un Institut islamique de justice civile pour superviser, sur la base de la loi islamique, les tribunaux qui rendraient des jugements concernant des conflits familiaux et autres litiges concernant le droit civil entre des personnes d'origine musulmane. C'est la première fois qu'un pays occidental reconnaît la moindre validité aux principes moyenâgeux de la charia. Il n'est pas difficile d'imaginer que les islamistes se serviront de cette reconnaissance comme d'une arme pour essayer d'étendre de telles mesures à d'autres pays. Après tout, si le Canada est préparé à reconnaître la loi islamique, pourquoi ne serait-ce pas le cas de tous les autres Etats occidentaux ?*

Cette innovation juridique représente une nouvelle tentative des islamistes d'imposer une loi barbare, la charia, mais cette fois aux peuples vivant en Occident. Elle a été soutenue par les militants de l'islam politique, une force importante qui a brutalement éliminé les droits et la liberté du peuple en général — et les droits des femmes au Moyen-Orient, en particulier. Cette tendance politique s'est mobilisé contre les mouvements laïcs et progressistes pour la libération et l'égalité au Moyen-Orient. En Iran, au Soudan, au Pakistan et en Afghanistan, les régimes islamiques ont commencé à transformer les maisons des femmes en prisons : leur confinement, leur exclusion de nombreuses activités professionnelles et éducatives, et leur traitement brutal ont été entérinés par la loi de ces pays.

Il est triste de constater que la création de tribunaux islamiques au Canada sera malheureusement justifiée par la politique réactionnaire du multiculturalisme. Elle est le fruit d'une politique qui provoque la fragmentation des citoyens, un système juridique fondé sur la ségrégation et le racisme. Bien sûr, cette politique de fragmentation et de ségrégation convient parfaitement aux islamistes. M. Mohamed El Masry, président du Congrès canadien des

musulmans, prétend que le Canada a besoin d'une « multiplicité de lois » pour s'adapter aux différentes communautés quand leurs critères moraux entrent en conflit avec ceux des autres groupes. M. El Masry affirme que les tribunaux incluant des imams, des anciens et des juristes, permettront aux musulmans de régler leurs disputes civiles, en respectant leurs croyances religieuses, et sans avoir recours aux tribunaux canadiens laïcs.

Les partisans des tribunaux islamiques affirment que l'un des avantages des sociétés libres et ouvertes de l'Occident est leur flexibilité. Mais cette même « flexibilité » fournit aux islamistes l'occasion et le moyen d'imposer leurs règles rigides et oppressives à une communauté spécifique. M. Momtaz Ali, président de la Société canadienne des musulmans, et farouche défenseur des tribunaux islamiques, a déclaré : « Il (le tribunal islamique) offre non seulement un grand éventail de choix, mais il montre le véritable esprit de notre société multiculturelle. » C'est le même Momtaz Ali qui a dit : « Sur le plan religieux, le musulman qui choisirait de renier sa foi (...) serait coupable d'un crime bien plus grave que la simple violation d'un contrat — il serait coupable de blasphème ou d'apostasie. » Comme vous le savez, le blasphème et l'apostasie font partie des pires crimes pour l'islam, et sont punis de mort dans de nombreux pays.

Cette innovation juridique s'oppose à l'égalité de tous les citoyens devant la loi, quel que soit sa race, sa religion ou son genre. La charia ne reconnaît pas une telle égalité. Les tribunaux islamiques établiront effectivement un système juridique parallèle fondé sur la religion, et cela mènera à un système juridique fondé sur la ségrégation. Les principes de la liberté individuelle et de l'égalité devant la loi doivent toujours prendre le pas sur toute revendication collective avancée par les membres d'un groupe particulier pour eux-mêmes.

De nombreuses personnes d'origine musulmane feront l'objet de pressions pour qu'elles acceptent l'arbitrage de l'Institut musulman de justice civile sur des questions concernant le droit civil et le droit familial. Cette nouvelle mesure menace les droits des femmes vivant au Canada. Les décisions du tribunal islamique seront définitives, contraignantes et jugées fondées par les tribunaux canadiens. L'Institut musulman de justice civile appliquera la charia, loi islamique opposée à l'impartialité de tous les systèmes juridiques. Par exemple, le témoignage d'une femme ne compte que pour la moitié de celui d'un homme. Donc, en cas de désaccord entre un mari et sa femme, c'est le témoignage de l'époux qui en principe prévaudra. Pour ce qui concerne les questions d'héritage, alors que, dans la loi canadienne, les fils et les filles sont traités de manière égalitaire, selon la charia, les filles ne recevront que la moitié de ce que recevront leurs frères. Si l'Institut musulman de justice civile devait intervenir en matière de garde d'enfants, l'homme aurait automatiquement la garde dès que sa progéniture aura atteint un âge compris entre 7 et 9 ans. Etant donné cette inégalité de traitement, il est particulièrement scandaleux qu'aucun droit d'appel devant les tribunaux canadiens n'ait été prévu par la nouvelle loi. En effet, le principe qui a été adopté est le suivant : si les deux parties en conflit se sont volontairement soumises à un arbitrage islamique, celle qui perd devant cette cour ne peut remettre la décision en question.

Tout le problème repose sur le mot « volontairement ». De nombreuses femmes d'origine musulmane résidant en Occident vivent encore dans un environnement islamique et patriarcal où priment la parole de l'homme et les pressions de la communauté. Il faut énormément de courage à une femme pour défier son mari, et pour refuser que leur conflit soit arbitré par la loi islamique. En effet, son refus sera considéré comme une manifestation d'hostilité envers la religion musulmane ou même assimilé à l'apostasie. A cela s'ajoute une difficulté supplémentaire : porter l'affaire devant un tribunal canadien prendra plus de temps et coûtera davantage. Il n'y a cependant aucune raison pour que les femmes n'aient pas recours à l'arbitrage des tribunaux laïcs canadiens. Le danger est que, une fois les tribunaux islamiques mis en place, les personnes d'origine musulmane seront incitées à y avoir recours, et seront donc privées de nombreux droits pour lesquels les peuples occidentaux ont combattu pendant des siècles.

Dans pratiquement chaque pays occidental comprenant une minorité musulmane significative, les islamistes font pression pour que l'on sépare le droit civil et le droit pénal. Ils cherchent à créer leur propre Etat pour opprimer les gens, légalement et officiellement. Mais il ne doit pas y avoir un Etat dans l'Etat. Pourtant c'est précisément l'objectif poursuivi par les militants islamistes. Ils prétendent que c'est leur devoir de bons musulmans d'œuvrer dans ce sens. Et cet objectif conduira à augmenter le nombre de mariages forcés, de crimes « d'honneur », d'écoles islamiques, de mutilations sexuelles clandestines, il augmentera le harcèlement et l'intimidation dont sont victimes les jeunes filles et les femmes dans les ghettos.

Dans l'Islam, comme l'explique M. Momtaz Ali, il n'existe pas de séparation entre le droit et la religion. Mais dans la civilisation contemporaine, les lois sont considérées comme l'œuvre de l'homme et, en tant que telles, elles peuvent être changées à la lumière de l'évolution des circonstances. L'islam oppose la charia aux droits universels des femmes et des hommes, mais comme c'est la loi de Dieu, tout changement est impossible.

La charia s'oppose à toute personne qui croit dans l'universalité des droits humains, les droits civiques et la liberté individuelle des femmes, la liberté d'expression, la liberté de religion et de croyance, et la liberté de ne pas croire. La loi islamique s'est développée durant les premiers siècles de l'Islam et a intégré des coutumes et des traditions tribales, pré-islamiques et misogynes du Moyen-Orient. Comment une loi dont les éléments fondamentaux ont été mis en place il y a plus de mille ans pourrait-elle être encore applicable au XXI<sup>e</sup> siècle ? La charia ne reflète que les conditions sociales et économiques de l'époque des Abassides (1) et elle s'est développée en ignorant toute l'évolution des droits humains, sociaux, économiques, culturels et moraux. Les principes de la charia sont fondamentalement opposés au progrès moral humain et aux valeurs de la civilisation.

La loi islamique s'oppose absolument à la liberté de pensée, à la liberté d'expression et à la liberté d'action. Les accusations d'impureté, d'apostasie servent à faire taire toute voix dissidente. L'oppression et l'injustice façonnent les vies de toutes les personnes qui tentent d'avoir un esprit libre. Quelqu'un qui n'est pas musulman et considéré comme tel est forcé de le rester jusqu'à la fin de ses jours. La loi islamique nie les droits des femmes et des minorités religieuses non musulmanes. Les non-croyants ne bénéficient d'aucune tolérance : ils doivent mourir ou se convertir. Les juifs et les chrétiens sont traités comme des citoyens de seconde classe.

Pendant les deux dernières décennies, des millions de gens ont été victimes de la charia : des centaines de milliers ont été exécutés, décapités, lapidés, mutilés, fouettés, bombardés et chassés de chez eux. Dans les pays qui ont proclamé un Etat islamique, comme l'Iran, le Soudan, le Pakistan, certains Etats du nord du Nigeria et en Afghanistan, nous avons déjà pu constater les effets pernicieux de la charia.

Les droits de l'homme et la charia sont définitivement et irrémédiablement inconciliables et antagonistes. Les droits humains universels sont essentiels pour assurer un certain niveau de vie aux habitants de la planète. On ne peut laisser les gouvernements et les autorités tolérer sévices et mauvais traitements en utilisant comme excuse le multiculturalisme. Nous ne pouvons laisser le multiculturalisme devenir le dernier refuge de la répression. Accepter que la religion serve à justifier le viol des droits de l'homme c'est entériner une discrimination des victimes et leur faire savoir qu'elles ne méritent pas d'être protégées.

Le multiculturalisme ne sert qu'à dissimuler la mise en place d'un système global de ségrégation sociale, juridique, intellectuelle, émotionnelle et civile, système fondé sur des distinctions de race, d'ethnie, de religion et de genre. Ce système ségrégationniste attaque les droits fondamentaux et la liberté des femmes et justifie la domination misogyne imposée aux femmes par les islamistes. Toute tentative de restreindre les droits des hommes et des femmes au nom de la religion et de la culture, ou toute tentative de définir la liberté et l'égalité selon des critères fixés par des cultures et des religions différentes n'est que l'expression du racisme.

Notre société contemporaine est beaucoup plus vaste, diversifiée et complexe que la petite société tribale et primitive qui existait en Arabie il y a 1400 ans et où est né l'islam. Il est temps

d'abandonner l'idée que tout le monde devrait vivre sous la charia. Plus que jamais, les individus ont besoin d'un Etat laïc et d'une société laïque qui respectent la liberté religieuse mais aussi la liberté de ne pas croire, et les droits humains fondés sur le principe que le pouvoir appartient au peuple et non à Dieu. Il est vital de combattre la loi islamique et d'obliger l'islam à se soumettre à la laïcité et à des Etats laïques.

J'appelle toutes les forces laïques et les partisans de la liberté à se lever et à protester contre la création de tribunaux islamiques au Canada. Tous les progressistes devaient s'unir pour stopper l'islamisme et la politique multiculturaliste des autorités canadiennes qui viole les droits humains universels et nos valeurs civilisées.

(1) Abbassides : troisième dynastie des califes successeurs de Mahomet. Si elle a duré officiellement de 762 à 1258, son âge d'or ne couvre que les VIII<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> siècles, à l'époque où Bagdad était un des principaux centres de la civilisation mondiale. Géographiquement les abbassides ne contrôlèrent ni l'Espagne ni l'Afrique du Nord (uniquement, de façon purement formelle, la Tunisie et l'est de l'Algérie). (*N.d.T.*)

# L'Islam et la libération des femmes au Moyen-Orient (2003)

**J'interviens dans ce débat en tant que militante et auteure engagée dans des questions affectant les femmes du Moyen-Orient. J'examinerai aujourd'hui l'hostilité de l'Islam aux droits des femmes dans le contexte économique et social de la région, et j'évoquerai également l'impact de la charia et du mouvement de l'islam politique sur les droits des femmes en tant que citoyennes, leurs libertés civiques et leur liberté individuelle. Je terminerai en expliquant quelles sont nos tâches actuelles.**

**La position des femmes au Moyen-Orient a soulevé un grand intérêt ces derniers temps. Quelles sont les données dont on dispose concernant la subordination des femmes dans cette région ? Quel rôle jouent l'idéologie et les pratiques islamiques dans l'oppression des femmes du Moyen-Orient et dans d'autres sociétés dominées par l'islam ?**

**Peu de gens prétendent que le statut des femmes au Moyen-Orient peut être compris sans faire référence à l'islam. Bien que les systèmes juridico-religieux de chaque Etat local ne soient pas tous identiques, les femmes sont partout des citoyennes de seconde classe. Mais la position des femmes dans la région ne peut être comprise sans une analyse détaillée du contexte économique et politique dans lequel elles vivent, et de l'influence multiséculaire de l'islam.**

**Il existe plusieurs courants dans le débat concernant le statut des femmes au Moyen-Orient. Certains nient que la grande majorité des femmes de cette région soient plus opprimées que celles des autres pays. D'autres considèrent que cette oppression existe bien, mais qu'elle est extrinsèque à l'islam et au Coran qui, selon eux, défendent l'égalité des genres, égalité qui aurait été sabotée par le système patriarcal arabe et des influences extérieures.**

**Parmi les intellectuels et les universitaires, toute tentative de critiquer l'islam et l'oppression islamique des femmes relève, selon eux, de l'« orientalisme ». Face aux défis de l'Occident, la réaction de l'islam a pris différentes formes, mais en dernière analyse toutes visent à démontrer la prétendue nature « progressiste » du Coran, des hadiths et de la charia. Et ce, soit en niant le statut inférieur des femmes dans les sociétés du Moyen-Orient soit en l'attribuant aux traditions pré-islamiques et à l'influence des mouvements actuels de l'islam politique.**

**De nombreuses intellectuelles féministes et universitaires excusent l'islam en affirmant que le port du voile, les mutilations génitales et l'oppression brutale des femmes ne se limitent pas aux sociétés moyen-orientales. Certains affirment que les femmes qui se maquillent en Occident sont tout aussi opprimées que celles qui en Orient portent le hijab, mais qu'il s'agit d'une oppression post-moderne, néo-coloniale. Selon eux, les femmes ont un statut inférieur dans toutes les religions et cette situation n'est donc pas spécifique à l'islam. Mais leur comparaison ne tient pas debout car, en Occident, la laïcité et les Etats laïcs ont considérablement restreint le pouvoir de contrôle du christianisme sur la vie des femmes. Ce type de raisonnement peut s'illustrer par une citation de Nawal El Saadawi : « J'ai remarqué que de nombreuses personnes, y compris des professeurs de religion et d'études islamiques prennent un verset du Coran et affirment que Dieu a permis aux hommes de battre les femmes. Ils ne comparent pas ce verset à d'autres. Ils ne comparent**

pas le Coran à la Bible. S'ils le faisaient, ils verraient que la Bible opprime davantage les femmes. »

Selon Nawal El Saadawi, les femmes du Moyen-Orient ne sont pas opprimées parce qu'elles vivent sous la domination de l'islam, ou parce qu'elles appartiennent à l'Orient, mais à cause d'un système patriarcal et de classe qui domine le monde depuis des milliers d'années. D'après elle, la lutte pour les libertés civiques des femmes, pour leur liberté individuelle et pour la laïcité n'a pas de sens. Dans ce type de discours, le concept de patriarcat sert uniquement à dissimuler le rôle de l'islam dans l'oppression des femmes. Tous les aspects de l'oppression des femmes au Moyen-Orient sont, à tort, attribués uniquement au « patriarcat ». Il est évident que le système économique et l'oppression politique jouent un rôle dans l'oppression des femmes. Mais si l'islam n'a aucun effet sur le statut de la femme, pourquoi la position des femmes est-elle pire au Moyen-Orient que dans n'importe quelle autre région du monde ?

La résistance islamique contre les droits des femmes

Historiquement, l'islam s'est opposé aux droits des femmes, à la laïcité, au modernisme et aux valeurs humanistes. Des différences fondamentales sont apparues entre l'Orient musulman et l'Occident non musulman au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècles. Des changements économiques et sociaux, ainsi que l'impact de la culture occidentale, ont fait naître des forces à l'intérieur des sociétés du Moyen-Orient, forces qui ont modifié lentement la condition des femmes. Depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, dans plusieurs domaines essentiels, les résultats du processus suscité par l'influence occidentale ont été généralement positifs. Les institutions sociales et les mécanismes de contrôle et d'enfermement des femmes, ainsi que leur exclusion des principaux domaines d'activité, ont été progressivement démantelés.

Au départ, ce processus n'a pas produit des changements juridiques, mais plutôt des phénomènes comme l'accès des femmes à l'éducation. La pénétration économique occidentale au Moyen-Orient et la diffusion de la pensée politique occidentale dans les sociétés du Moyen-Orient n'ont pas ébranlé la loi islamique et ses institutions sociales réactionnaires et oppressives pour les femmes. Les changements de la loi islamique concernant les femmes ont suscité une résistance considérable. Les lois sur les femmes occupent une place déterminante dans le Coran. De plus certains changements favorables aux femmes ont été interprétés par les forces nationalistes et islamiques comme le signe d'une invasion définitive de la dernière sphère qu'ils pouvaient contrôler face à l'agression des « infidèles », maintenant que l'Occident avait mis la main sur la souveraineté politique et sur l'économie de leurs pays. Lorsque les Français arrivèrent en Egypte avec Napoléon, le port du voile augmenta en réaction à l'occupation française. Les islamistes considéraient des valeurs modernes telles que les droits des femmes comme une conspiration de l'Occident qui accompagnait et servait son offensive économique et politique. Leur réaction culturelle fut de se tourner vers leurs propres traditions.

Dans la lutte pour améliorer la condition des femmes, les premiers noms associés avec ces combats sont souvent des hommes, mais dès le départ des femmes furent impliquées. A cette époque, les droits des femmes, particulièrement la question du voile, émergèrent comme un sujet central dans le débat politique national. Pour la première fois de toute l'histoire de l'islam, des questions comme le voile, la polygamie, le divorce et la ségrégation sexuelle furent discutées ouvertement au Moyen-Orient. L'activité publique et indépendante pour les droits des femmes se développa au XX<sup>e</sup> siècle. La modernisation améliora généralement la position des femmes. Bien que le succès des réformes fût lié aux changements économiques et sociaux, les problèmes immédiats étaient souvent idéologiques, principalement l'attitude à adopter face à la sacro-sainte loi islamique.

Mais la réalité sociale et économique amena les femmes du Moyen-Orient à intervenir de plus en plus dans la sphère publique, et cela a été largement positif pour les femmes, en



particulier durant les périodes historiques de l'indépendance nationale, de la laïcisation et la modernisation économique en Turquie et en Tunisie.

Ceux qui veulent instaurer les réformes juridiques dans les pays où la loi n'est pas égalitaire pour les femmes souhaitent surtout restreindre les facilités pour le divorce, la polygamie et l'âge du mariage, souvent par le biais de précédents islamiques et en obligeant les hommes à justifier le divorce ou la polygamie devant les tribunaux. Ces changements sont appelés islamiques et les tribunaux islamiques conservent généralement un certain pouvoir. Les lois sur la famille, pierre angulaire de l'oppression islamique des femmes, étaient et sont farouchement défendues par les dirigeants religieux et politiques musulmans au Moyen-Orient. Que ces lois soient encore pratiquement intactes souligne l'existence de forces traditionnelles et islamiques extrêmement puissantes dans les sociétés du Moyen-Orient. Les interprétations réformistes telles celles qui soulignent « l'esprit égalitaire du Coran » et veulent remodeler la charia en réinterprétant le Coran, ces interprétations sont principalement nées sous l'influence des changements économiques et sociaux impulsés par l'impact de l'Occident.

L'islam politique

L'islam politique est une force fondamentale qui a imposé de graves retours en arrière concernant les droits des femmes dans la région, au cours des dernières décennies. L'islam politique est un mouvement né en opposition aux mouvements laïcs et progressistes pour la libération et l'égalité, contre le progrès intellectuel et culturel, et contre les opprimés qui luttent pour la justice, la liberté et l'égalité dans la région. Au cours des années 1970, l'islam politique s'est renforcé et élargi. Dans les années 1980, ce mouvement a été soutenu et nourri par les gouvernements occidentaux qui s'en sont servis au cours des conflits et tensions de la guerre froide, mais aussi pour combattre les mouvements progressistes de la région. L'islam politique s'oppose à la liberté et aux droits civiques des femmes, à la liberté d'expression culturelle et personnelle ; il impose des lois et des traditions brutales, sans parler des meurtres, des décapitations et des génocides. En Iran, au Soudan, au Pakistan et en Afghanistan sous les talibans, des régimes islamiques ont transformé ces pays et particulièrement les maisons des femmes en prisons, où leur confinement, leur exclusion de nombreuses activités professionnelles et éducatives, et leur traitement brutal ont acquis force de loi. De plus, le discours misogyne qu'ils ont répandu dans la sphère publique soutenait implicitement la violence masculine contre les femmes.

Les femmes, citoyennes de seconde classe

Actuellement les femmes sont des citoyennes de seconde classe dans la région : on nie leur identité juridique complète en les privant des droits, des privilèges et de la sécurité dont les citoyens devraient tous bénéficier. Des lois injustes, des constitutions discriminatoires et des esprits pleins de préjugés ne reconnaissent pas les femmes comme des citoyennes égales et violent leurs droits. Les « nationaux », les citoyens, sont en principe des personnes nées dans un pays ou qui ont été naturalisées. Elles bénéficient de tous les droits et privilèges accordés à un individu libre et doivent aussi être protégées par l'Etat. Cependant, les femmes n'ont droit à une citoyenneté entière dans aucun pays du Moyen-Orient ou d'Afrique du Nord; elles sont partout des citoyennes de seconde classe. Dans de nombreux cas, les lois et les règles de l'Etat renforcent l'inégalité des genres et l'exclusion des droits réservés aux « nationaux ». L'Etat renforce le contrôle tribal-familial de l'islam sur les femmes, et les rend encore plus dépendantes vis-à-vis de ces institutions. Contrairement à l'Occident, où l'individu est l'unité de base de la société, la famille est à la base des sociétés arabes. Cela signifie que l'Etat se soucie d'abord de protéger la famille plutôt que de protéger ses membres. Les droits des femmes ne concernent donc que leurs rôles de femmes et d'épouse. La discrimination de l'Etat contre les femmes dans la famille s'exprime dans des codes de la famille injustes qui nient aux femmes l'accès égalitaire au divorce et à la garde des enfants.

Dans toute la région, si une femme arabe choisit de se marier avec un étranger, ce dernier ne bénéficiera pas de la nationalité de son épouse. De plus, seuls les pères (jamais les mères) peuvent passer leur citoyenneté à leurs enfants. Dans de nombreux cas, lorsqu'une femme devient veuve, divorce ou a été abandonnée, ou si son mari n'est pas un ressortissant du pays, ses enfants n'ont pas droit à la nationalité, et sont donc exclus de leurs droits de citoyen. Ces droits incluent l'accès à l'éducation et au système de santé, à la propriété de la terre et à l'héritage. Par contre, les hommes peuvent étendre leur nationalité à leurs femmes et à leurs enfants. Cette inégalité juridique non seulement nie aux femmes leurs droits civiques, mais elle dénie aux enfants leurs droits fondamentaux en tant qu'êtres humains.

Si la loi est conçue pour protéger les femmes seulement en ce qui concerne leur rôle dans le famille, elle ne peut donc protéger celles qui ont besoin d'être protégées contre leurs familles. En ne protégeant pas les femmes contre la violence, contre les mauvais traitements, le viol, le viol conjugal et les crimes « d'honneur », l'Etat se montre incapable d'offrir la protection dont dispose un citoyen à part entière. En fait, en ignorant des questions comme celles de la violence masculine, et en infligeant toujours des punitions bénignes à ceux qui brutalisent les femmes, l'Etat renforce l'exclusion des femmes de leurs droits de citoyennes.

Les lois sur la famille fondées sur la charia exigent souvent des femmes qu'elles obtiennent la permission d'un membre masculin de leur famille pour entreprendre des activités qu'elles devraient avoir le droit d'engager librement. Cela augmente la dépendance des femmes vis-à-vis des membres masculins de la famille, dans les domaines économique, social et juridique. Par exemple, dans de nombreux pays arabes, les femmes doivent obtenir la permission de leur père, mari ou frère pour obtenir un passeport, voyager à l'étranger, créer une société, recevoir un prêt bancaire, ouvrir un compte, ou se marier.

Quelles revendications avancer ?

Etant donné l'hostilité intrinsèque de l'islam vis-à-vis de l'égalité entre les sexes et des droits des femmes et vis-à-vis de leur rôle dans la société, comment peut-on améliorer leur condition ? Chasser l'islam politique est la condition première pour améliorer le statut de la femme au Moyen-Orient. Le système social est fondé sur la misogynie et l'arriération islamiques, et les femmes du Moyen-Orient ne regretteront aucunement sa disparition. Le XXI<sup>e</sup> siècle doit voir la disparition de l'islam politique. Ce processus, je crois, se déclencherà en Iran. D'extraordinaires signes d'espoir et de changement continuent à être émis par les femmes iraniennes, sur place comme en exil. En Iran, les femmes ont lancé le premier et le plus efficace des défis contre le régime islamique en remettant en cause courageusement le droit des autorités islamiques à définir leur vie.

La libération des femmes du Moyen-Orient repose sur la laïcité et la création de systèmes politiques égalitaires dans la région. La laïcité a été et continue à être la condition élémentaire de la libération des femmes au Moyen-Orient. Nous devons lutter pour :

- une séparation complète entre la religion et l'Etat,
- l'élimination de tout concept religieux, de toute influence religieuse dans le domaine juridique,
- la religion doit être considérée comme l'affaire privée des individus,
- toute mention de la religion doit être éliminée des lois, des cartes d'identité, passeports et de tout document officiel,
- il faut interdire à l'Etat comme aux médias de désigner les gens, individuellement ou collectivement, par une étiquette religieuse,
- éliminer la religion du système éducatif,
- interdire l'enseignement des dogmes religieux et les interprétations religieuses dans les écoles.

**Pour terminer je voudrais brièvement évoquer la question de la réforme et de la modernisation de l'islam. Est-ce un objectif valable ? Pourquoi faudrait-il moderniser l'islam ? Si quelqu'un me disait qu'il veut humaniser et moderniser l'esclavage, le fascisme ou le patriarcat, je lui répondrais qu'il faut plutôt s'en débarrasser. Pour ces « modernisateurs »-là, si l'islam permettait aux femmes d'aller étudier avec une robe allant jusqu'aux genoux, ou de devenir juge à condition de faire silence sur sa sexualité, alors l'islam serait « modernisé ». Les objectifs de ceux qui veulent moderniser l'islam sont beaucoup plus limités que les miens. Nous méritons un tout autre modernisme. Tenter de moderniser ou de réformer l'islam ne fera que prolonger l'oppression et la subordination séculaire des femmes dans les sociétés dominées par l'islam. Plutôt que de moderniser l'islam, il faut le « mettre en cage », tout comme l'humanité a mis en cage le christianisme, il y a deux siècles. L'islam doit être subordonné à la laïcité et à l'Etat laïc.**

**(Ce texte s'inspire d'un discours prononcé lors d'une conférence organisée du 11 au 13 avril 2003 à Washington par le Conseil pour un humanisme laïc sur le thème « Une nation sans Dieu ? »)**

*Maryam Namazie*

## *L'« islamophobie » n'a rien à voir avec le racisme !*

L'article de Peyvand Khorsandi intitulé « La haine pour tout ce qui est islamique » - article qui, très franchement, me rappelle la prose du ministre de l'Intérieur de la République islamique d'Iran - répond très mal - hélas ! - à mon article « Bas les voiles ! Sur le débat à propos des droits des femmes et de la laïcité (1) ». Mon objectif, dans ce texte, était de défendre les principes de la laïcité, la séparation entre la religion, d'un côté, et, de l'autre, l'État, le système éducatif et les droits des femmes face à l'islam politique (2). Dans sa réponse, Khorsandi semble considérer que j'ai surtout évoqué l'« islamophobie » et la guerre en Irak (j'aborderai cette dernière question un peu plus loin).

Il est significatif que Khorsandi se garde bien d'exposer sa propre position (si tant est qu'il en ait une) sur la laïcité, le voile, les droits des femmes, la ségrégation entre les sexes, l'Islam et l'islam politique, et n'arrive à formuler qu'une seule objection : le racisme.

Khorsandi se trompe lorsqu'il considère comme des racistes ceux qui critiquent une religion, son intervention sur le terrain politique et la ségrégation sexuelle qu'elle impose. Il se trompe également lorsqu'il prétend que les opposants au voile seraient hostiles à tous les musulmans ou à toutes les femmes qui portent le voile.

Si c'était le cas, les adversaires du travail des enfants seraient des ennemis des enfants, les adversaires de l'excision les ennemis des jeunes filles et des femmes mutilées, les adversaires de la pauvreté les ennemis des pauvres, les critiques du sionisme des antisémites, etc. Ce n'est absolument pas le cas.

Enfin, Khorsandi confond « islamophobie » et racisme. Encore une fois, cette assertion est inexacte, sur le simple plan des faits. L'islamophobie, peu importe la forme qu'elle prend, n'a absolument rien à voir avec le racisme - quelle que soit l'autorité de ceux qui l'affirment. Seules les phobies dirigées contre tel ou tel peuple en raison de sa « race » sont à ranger dans la catégorie du racisme, tout comme la xénophobie.

Ni l'opposition à une idéologie, une religion, une culture, un mouvement politique, ni la critique de ces phénomènes ne peuvent être assimilées à du racisme. Ce n'est que dans l'univers extravagant du relativisme culturel du Nouvel Ordre mondial que l'islamophobie est de plus en plus considérée - grâce à une habile manipulation - comme une forme de racisme.

Ceci est un point important et je l'ai souligné à de nombreuses reprises. En effet, ceux qui emploient le terme d'« islamophobie » cherchent à faire taire tous ceux qui critiquent l'Islam, l'islam politique et l'oppression des femmes, en les accusant de racisme.

L'argument utilisé par Khorsandi est fréquemment utilisé par les gouvernements occidentaux, la République islamique d'Iran, le gouvernement saoudien, la Muslim Association of Britain (3), etc., dans ce but. Tout comme le gouvernement israélien qualifie d'antisémites les opposants à sa politique et à l'occupation de la Palestine. Dans un cas comme dans l'autre, ces « arguments » n'ont aucun fondement.

Pour terminer je voudrai évoquer brièvement les autres « problèmes » soulevés par Khorsandi dans son article. Il est furieux parce que le Parti communiste-ouvrier d'Iran consacre une partie de son temps à dénoncer l'islam politique. Ne pourrions-nous pas, comme tous ces bons vieux nationalistes anti-impérialistes, soutenir n'importe quel régime réactionnaire, y compris celui de Khomeiny en Iran ou les talibans en Afghanistan (allez donc jeter un œil à leur littérature), du moment que celui-ci est « anti-impérialiste » ? Pourquoi refusons-nous donc de fermer les yeux sur ce que ces réactionnaires infligent aux êtres humains qui vivent sous leur férule ?

De notre point de vue, il existe aujourd'hui deux pôles de terrorisme dans le monde - le terrorisme d'État dirigé par les États-Unis d'un côté, le terrorisme islamique de l'autre (cf. le texte de Mansoor Hekmat : « The World After September 11 », « Le monde après le 11 septembre », sur le site marxists.org en anglais). Ignorer le terrorisme islamique est, au mieux, irresponsable, au pire répréhensible, étant donné les carnages que ce terrorisme déclenche. Si l'on part des besoins de l'être humain, comme nous le faisons, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi nous avons combattu les sanctions contre l'Irak, la guerre contre l'Irak, le Nouvel Ordre mondial imposé par les États-Unis, mais aussi le régime islamique en Iran, les attentats du 11 septembre, l'imposition de la charia en Irak, les menaces de mort lancées par un groupe islamique contre Yanar Mohammad (4), etc. Khorsandi ne comprend pas notre point de vue - et cela s'explique sans doute par ses fréquentations politiques, le Socialist Workers Party (5) et la Muslim Association of Britain.

**Maryam Namazie**

(Parti communiste-ouvrier d'Iran)

(2003)

(1) Cf. *Ni patrie ni frontières* N° 6-7 et le site Solidarité Irak (Note du traducteur).

(2) Les Partis communiste-ouvrier d'Iran et d'Irak préfèrent parler d' « islam politique » (que l'on peut traduire par islamisme) plutôt que de fondamentalisme ou d'intégrisme » (*NdT*).

(3) Muslim Association of Britain, association de musulmans britanniques liée aux Frères musulmans égyptiens. Voir l'article de Sacha Ismaïl dans *Ni patrie ni frontières* N°3 ou N° 6-7 (*NdT*).

(4) Militante irakienne, dirigeante de l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak, et qui a reçu des menaces de mort d'un groupe islamiste (*NdT*).

(5) Principal groupe d'extrême gauche (trotskyste) en Grande-Bretagne (*NdT*).

Un échange assez violent a eu lieu entre l'auteure de cet article et Peyvand Khorsandi sur le site (en anglais) à propos de l'article « Bas les voiles » (*Ni patrie ni frontières* N° 6-7) et du texte ci-dessus.

<http://www.iranian.com/PeyvandKhorsandi/2004/February/Reply/>

# Faut-il interdire le hijab ?

## **L'islamisme contre les femmes, partout dans le monde**

Mimouna Hadjam, militante de Afrika à La Courneuve

Tenter de démêler les racines de " l'affaire du voile ", c'est tenter de comprendre la nature de l'idéologie véritable qui se cache derrière le voile. Cette idéologie qui a pour nom islamisme politique si elle ne saurait ignorer les interférences dues aux changements économiques et politiques sur la scène internationale s'attaque prioritairement aux femmes, et il faut le rappeler aux femmes musulmanes. En Afghanistan, en Algérie, au Nigeria, en Iran, ce sont des femmes musulmanes qui ont été assassinées, torturées, lapidées. Heureusement pour nous femmes immigrées ou issues de l'immigration, nous ne vivons pas cette situation ; cependant il faut reconnaître que cette idéologie a contaminé la France. Bien sûr elle n'a pas le visage de la barbarie qu'on lui connaît dans ces pays mais des milliers de femmes immigrées ou issues de l'immigration sont victimes d'une double discrimination, victime du racisme d'une part et de cette idéologie patriarcale et obscurantiste.

Dans le domaine du statut personnel qui régit les relations personnelles (mariage, divorce) les femmes qui vivent en France se voient appliquer par des tribunaux français des législations de leurs pays d'origine. De plus en plus de femmes se retrouvent répudiées au pays d'origine, par le mari qui prononce la formule magique 3 fois (comme le veut la charia) ; ce dernier n'a plus qu'à la faire valider par exequatur en France pour que la femme se retrouve répudiée selon le droit musulman, et surtout spoliée de tous ses droits, en matière de logement, d'autorité parentale, voire de garde d'enfants ; cela ne date pas d'aujourd'hui. Une jeune, marocaine âgée de 26ans, habitant La Courneuve s'est vu enlever ses quatre enfants tous de nationalité française, en 1990 par le père au Maroc, qui jugeait que sa femme montrait des idées d'indépendance ; répudiée au pays, le tribunal a donné la garde au père. La juridiction française n'a fait qu'entériner la décision marocaine, malgré une enquête sociale favorable à la mère. Ces femmes ne pourront jamais se remarier, ni même vivre en concubinage du fait de la pression religieuse et communautaire, et parce qu'elles gardent toujours l'espoir qu'on leur rende leurs enfants. Une autre de ces humiliations permises par la charia est la polygamie, officiellement interdite en France, mais tolérée, toujours " au nom du respect de la culture des autres ". L'impact de cette possibilité sur le mental des femmes est énorme,

car elles vivent dans la terreur d'un second mariage du mari, les entraînant dans un état de dépendance et de soumission. Inutile d'entrer dans des considérations religieuses, ou explications théologiques : la polygamie est un véritable esclavage moderne, puisqu'elle permet à un homme d'aller chercher une, deux, trois femmes, de les répudier à sa guise, et de les exploiter comme bon lui semble. Comme le droit au séjour n'est garanti que pour la première épouse, les autres femmes n'auront aucune existence légale et deviendront des bonnes à tout faire. Rappelons que le réseau féministe s'est prononcé de longue date, pour un statut autonome des femmes immigrées, leur permettant l'obtention d'un titre de séjour, indépendamment du conjoint. De nombreuses naissances sont déclarées au nom de la première épouse, niant à la fois les droits de la mère et ceux de l'enfant accentuant la pression et le chantage contre ces femmes. Devant ce triste tableau, on pourrait penser qu'il y a un léger mieux du côté des jeunes femmes, et filles, mais c'est oublier que le mépris des femmes s'inscrit en lettres majuscules, dans nos contrées banlieusardes où règne l'obscurantisme. Des scandales ont éclaté à propos des mariages forcés. Là aussi il ne faut sous estimer le poids des pressions familiales, la naïveté des filles qui ne disent pas franchement oui, franchement non. Il faut comprendre comment on en est arrivé à cette terrible régression pour des filles françaises. Il s'agit d'abord d'une vie de fillette qui même si elle est scolarisée vit sous le contrôle permanent de la famille et de la communauté, dans la cité. Elle est surveillée par le frère, le copain du frère, les gars du quartier ; ses déplacements sont limités et la cité devient le bled. Les parents ont peur de la francisation de la fille vécue comme une débauche, parce qu'elle a été surprise en train de fumer, ou avec un petit copain, ou elle s'habille trop sexy. La solution du mariage est " proposée " à la fille. Peu de filles se rebellent car les pressions sont énormes, et on peut faire une comparaison avec il y a 10 ou 20 ans, où les filles étaient moins dans la soumission. Parce que justement le tribunal communautaire s'est élargi contre les filles, et à la difficulté compréhensible de se plaindre contre sa famille, s'ajoute la volonté de sauver sa peau, car les filles sont victimes de violences régulières de la part de leurs frères auxquelles assistent impuissantes leurs mères. Une mère de 5 enfants à Drancy raconte " mes fils de 17 ans, et 25 ans tabassaient presque quotidiennement leurs deux sœurs âgées de 16 ans et 23 ans, et pourtant elles sont sérieuses, l'une est étudiante en médecine, il vaut mieux qu'elles se marient " Ces mariages plutôt arrangés se font avec un cousin, l'été au pays qui pourra par la même occasion obtenir le précieux titre de séjour. L'évolution des comportements face au mariage n'est pas la même dans toute l'immigration. Pour l'immigration originaire de l'Afrique de l'ouest, le mariage s'est développé sous forme de viol légalisé. Le GAMS, (Groupe pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles) mène une campagne nationale de prévention dans les établissements scolaires contre ces pratiques. Des jeunes filles, voire des fillettes sont " mariées " et cela se traduit par des viols répétés tous les week-ends, le plus souvent au domicile des parents, mais ça peut-être dans un hôtel, dans un foyer. Si le mari est en Afrique, on conduit la fillette là-bas, et elle peut revenir après consommation du mariage. L'inadmissible, c'est qu'en France, des filles mineures sont violées régulièrement, par des "

maris " le plus souvent en situation irrégulière et on attend la majorité des filles pour organiser le mariage civil. À Saint Denis, deux sœurs, une âgée de 13 ans et demie, collégienne, l'autre de 16 ans ont été mariées, personne n'a rien vu jusqu'à ce qu'elles soient enceintes ; ces filles se sont retrouvées dans l'obligation de faire " l'épouse ", puis la maman, en sacrifiant leurs études. Cela se passe en France, des viols régis par un engagement religieux devant témoins et on ne peut que hurler devant cette régression qui frappe des femmes, des filles quand on sait la dureté des combats féministes qui ont été menés pour la reconnaissance de la criminalisation du viol.

Alors oui, ne pas accepter l'emprise de l'intégrisme et du religieux sur nos vies de femmes devient l'urgence, car cela ne fait que renforcer la théologie du machisme, de la domination masculine. Il est nécessaire de s'interroger sur les raisons de cette régression, que nous vivons depuis une vingtaine d'années dans les quartiers. Lorsque éclate l'affaire des premiers foulards, nous sommes en 1989, deux avant la guerre du Golfe qui représente une césure importante pour l'immigration. La guerre du Golfe a accentué le brouillage dans l'immigration qui n'a pas pu s'exprimer politiquement, de peur de se voir assimiler à la cinquième colonne de Saddam Hussein ; (il faut se rappeler que le gouvernement avait mis en place toutes les phases de son plan Vigipirate). Certaines associations islamistes en ont profité pour apparaître publiquement et récupérer cette contestation qui grondait de manière souterraine. Était ce un fait nouveau ? Non. L'immigration ou plutôt les immigrations qui vivent en France ne sont jamais restées coupées de ce qui se passait dans leur pays d'origine, et dans le monde et on ne va pas leur reprocher. Dans le contexte de la crise économique de la fin des années 70 qui les frappe durement et prioritairement, " la révolution " islamique en Iran trouve un premier écho favorable dans l'immigration. Il faut se souvenir que le régime du Shah honni par le peuple iranien, soutenu par les USA, balayé par Khomeyni a eu de larges soutiens, partout dans le monde, y compris dans la gauche française. Ce premier événement politique mondial a eu des répercussions immédiates, en France. Les grèves des années 80, et notamment celles du " printemps de la dignité " chez Citroën ont vu apparaître les premières revendications de mosquées à l'intérieur des entreprises. Sans rejoindre le délire de Pierre Mauroy qui voyait des intégristes partout, nous étions quelques militants politiques et associatifs à marquer notre inquiétude devant ce courant, certes minoritaire, mais qui existait. Les premiers foulards apparaissent à ce moment chez la seconde génération de l'immigration, chez des jeunes filles très cultivées voire les plus politisées à gauche (l'une des leaders de la marche des beurs porte le foulard en 1984). Et puis le fait le plus significatif est la réapparition de la polygamie dans l'immigration maghrébine, alors qu'elle avait complètement disparu. A cette époque, beaucoup de ces femmes, marocaines, algériennes témoignent dans nos permanences du changement de leur mari " mon mari depuis qu'il est au chômage, il a changé, et a pris le chemin de la mosquée où il a trouvé de mauvais conseillers qui lui ont dit de se remarier pour reprendre confiance en lui " Et puis les premières demandes de cours de morale coranique arrivent dans les associations qui dispensent de l'aide aux devoirs ou les services municipaux jeunesse ; ces demandes seront satisfaites comme en Seine-Saint-Denis, dans le Nord, avec mise à



disposition de locaux ou créneaux horaires sur les activités existantes. Le mouvement islamiste s'est construit, en ciblant certains quartiers ; forte concentration d'immigrés musulmans, pauvreté, chômage, précarisation, drogue. Ce cocktail de mal vie était un terreau favorable au développement des idées les obscurantistes et ténébreuses, tout comme il l'était pour le développement des idées racistes du Front National. Dans ce contexte, le mouvement islamiste a aggravé la vie des immigrés et celles des femmes, et peu d'associations malheureusement ont eu la clairvoyance de dénoncer cette situation, pour tenter de protéger la population immigrée des pressions de l'islamisme politique. Pressions qui allaient s'aggraver avec l'avènement du FIS en Algérie, où là aussi les répercussions ont été immédiates et plus profondes. L'Algérie est proche, les immigrés voyagent, il y a la parabole, les jeunes d'origine algérienne à qui on volé leur histoire, celles de leurs parents, à qui on raconte qu'ils sont français, mais qu'on rejette, qu'on exclut se passionnent pour cette nouvelle histoire, tout en se sentant solidaire de leurs frères méprisés en Algérie. Les réseaux islamistes en profitent pour mieux s'organiser, recruter dans un premier temps parmi les diplômés issus de l'immigration. Des associations d'entraide voient le jour, pour l'aide aux devoirs, et on commence à sentir le travail spécifique en direction des femmes. Dans le Nord, des jeunes Français convertis à l'islam, sont envoyés au porte-à-porte, pour discuter spécialement avec les femmes. Si les parents sont bluffés devant ces blonds aux yeux bleus, qui s'expriment parfaitement en arabe, ils restent cependant prudents et préviennent leurs enfants " nous sommes musulmans et nous vous apprendrons notre religion comme nos parents nous ont appris " ; les filles fréquentent assidûment conférences et colloques, et gagnent dans un premier temps un certain statut. Dans le Douaisis, elles vont influencer pendant 3 à 4 ans dans des associations de parents d'élèves, de femmes, des commissions para municipales, faisant un travail de contrôle sur les filles, et étant chargés d'une mission : moraliser le quartier perdu par 60 années de communisme, et donc de mécréance, en vue de la réislamisation. Au début des années 90, lorsque le FIS est dissous en Algérie, certains de ses militants trouvent asile en France, et particulièrement dans nos quartiers, renforçant la coloration intégriste du mouvement islamiste dans ces quartiers. Les pressions ont désormais changé de nature, passant du privé à l'espace public et toujours contre les femmes. Ainsi de nombreuses associations ont été " visitées " , les femmes qui les fréquentaient ont été menacées parce qu'elles assistaient à des cours d'alphabétisation ; des intimidations ont été menées contre les frères des filles qui faisaient de la danse, du théâtre, accusés d'être des " bouffons ". Des rumeurs ont été lancées contre les mœurs soi-disant débridées des dirigeantes féministes des quartiers, parce que athées, et donc forcément mécréantes et putes. À La Courneuve, pendant des années, les insultes racistes, sexistes se côtoyaient dans un climat d'intimidation permanent, certaines femmes étaient suivies jusque chez elles, recevaient des lettres anonymes jusqu'au jour où deux militantes furent agressées en 1994, au prétexte qu'elles débauchaient les musulmanes pour leur apprendre le français ". Dans le Nord, la même association (il faut en rire) a connu des tentatives d'ensorcellement pour faire peur aux femmes et les empêcher d'entrer dans le local. Les agissements des islamistes ne sont pas

nouveaux, et il aura fallu attendre 1994, pour qu'une certaine prise de conscience ait lieu, lors des attentats de Marrakech où deux français de La Cour neuve étaient impliqués.

Beaucoup de nos commentateurs et amis de gauche, trop occupés à menacer les Algériens victimes de l'intégrisme de passage devant le tribunal pénal international, et à lutter pour la reconnaissance du statut de réfugié politique à leurs bourreaux, ont pris conscience que ça pourrait leur arriver en Europe. Nous pouvions commencer à être écoutés, sur le fait qu'il existait un islamisme politique en France, qu'il quadrillait déjà certaines cités, que beaucoup de jeunes français s'étaient faits enrôler en Bosnie, en Afghanistan, Et que oui, il y avait eu une certaine complicité des services de l'Etat, qui ont donné l'asile territorial plus facilement à des militants islamistes qu'à des militants progressistes réellement menacés ;oui il y a une complicité de certaines mairies de gauche qui ont préféré acheter " la paix sociale " en composant avec les associations islamistes par l'attribution de locaux, comme ce fut le cas à La Cour neuve, Nanterre, Stains, Drancy etc. Ces dernières années le conflit israélo-palestinien, la guerre en Irak ont été autant de graves événements qui ont aggravé ce basculement des jeunes vers l'intégrisme, d'autant plus que l'après 11 Septembre a renforcé la suspicion anti-arabe, permettant à Bush, Berlusconi de donner de la voix à tous les abrutis de la terre sur le choc des civilisations. Il est nécessaire de rappeler quelques vérités à propos de l'islam et des religions en général. Il n'est pas juste de jeter l'anathème sur un cinquième de l'humanité, d'autant plus que le mal intégriste n'a épargné aucune religion. L'église chrétienne a vécu sous le signe d'une inquisition permanente à travers la guerre sainte suscitant des discours de haine, les croisades. Le judaïsme, pourtant victimes de persécutions les a reprises contre les palestiniens, qu'ils soient chrétiens ou musulmans. L'hindouisme a dérivé et est devenu sanguinaire avec sa minorité musulmane. Cela ne doit pas nous empêcher de critiquer, voire de blasphémer contre les religions, sans pour autant insulter les adeptes de ses religions, et ce que nous avons fait dans l'affaire des foulards.

Garder nos positions féministes ne pas faire preuve d'angélisme, ni de frilosité, encore moins de culpabilité mais prendre toutes nos responsabilités, en restant solidaires des femmes immigrées qui souffrent les premières de cette situation. Nous sommes contre tous les foulards, qu'ils soient portés à Téhéran, Kaboul, Alger, La Cour neuve, Lille, Marseille ;qu'ils recouvrent une partie du corps ou totalement, car les foulards du monde entier expriment une même chose :la soumission forcée des femmes à un programme d'oppression. Nous avons analysé ces phénomènes dans l'immigration, et nous savons que, pour beaucoup de femmes, ce foulard n'a pas toujours la même signification. Pour les femmes de la première génération, il s'agissait surtout d'une tradition rurale, et puis soyons honnêtes, ces femmes étaient si peu visibles que peu de gens se sont réellement interrogés sur leur confinement dans leur communauté et il aura fallu que leurs filles non pas les imitent, mais ramènent une mode hors Maghreb, pour que le débat soit posé à la société française. Ces filles, adolescentes le portent quelque quelquefois pour faire plaisir aux parents, généralement immigrés récents. Elles pensent tout simplement gagner leur

confiance, mais elles se retrouvent rapidement piégées ; si dans un premier temps, le foulard est utilisé comme légitimation de sortie, l'entourage familial l'utilise comme moyen de répression et il sera impossible à la fille de se dévoiler car le dévoilement est considéré comme un péché, une insulte à l'islam. Alors ce foulard identitaire devient vite un foulard forcé. Et puis avec la multiplication des associations islamistes, des mosquées qui dispensent les cours, on voit se développer le nombre de petites filles " en apprentissage de foulard " Le Mercredi et le Samedi, on voit dans les cités des gamines, âgées de moins de 10 ans, de plus en plus nombreuses, se diriger vers les cours religieux, foulard sur la tête ; Cet apprentissage du foulard se fait sous la force tranquille de l'entourage, pour amener la fillette à revendiquer " son foulard " vers 14 ans en affrontant ses professeurs et en clamant " c'est mon choix ". Cette recherche ethnico-identitaire d'adolescente se fait sur le dos des femmes et il se trouve des défenseurs pour crier au racisme. L'instrumentalisation des femmes, dès le plus jeune âge reste l'une des cibles de l'islamisme politique et pour cela les islamistes ont à leur disposition une armada de militantes. Toutes les femmes de l'immigration ne sont pas des victimes, et l'immigration, tout comme le reste de la société française est partagée par des contradictions ; en effet même si l'immigration a une appartenance massive à la classe ouvrière, il y a des gens de droite, de gauche, d'extrême droite, tout comme il y a des riches, des pauvres C'est une réalité avec laquelle il faut compter. L'islamisme politique a su le faire et parmi les filles militantes, on retrouve des universitaires qui revendiquent l'islamisme de manière politique et il s'agit de les considérer comme des adversaires politiques. Ces militantes font un travail énorme basé sur la culpabilisation de femmes musulmanes, de leurs familles, à propos de l'échec scolaire des enfants, de la délinquance ; aucune accusation n'est portée, mais tout est suggéré. A l'aide psychologique et morale importante qu'elles apportent aux femmes les plus démunies s'ajoute souvent une aide matérielle et financière (garde d'enfants, paiement des colonies de vacances). Dans les quartiers, l'un de leur objectif est la réislamisation morale et elles ont réussi : haro sur la viande non hallal, avec des énormes pressions sur les parents. Il y a encore quelques années les parents qui il est vrai ne consommaient pas la viande non hallal recommandaient à leurs enfants d'en manger dans les cantines " mange et dis bismil Allah, dieu te pardonnera " ; c'est fini et dans le Nord il y a des cantines où des enfants, affamés, se gavent d'entrées, et de desserts, à cause de cette interdiction. Plus un seul enfant des quartiers ne mange un chocolat, sans lire la composition, en graisses animales. Certaines plus radicales vont plus loin et interdisent de manger du fromage, puisque produit fermenté. De plus en plus de filles ne fréquentent pas les centres de loisirs ou si elles y vont, beaucoup d'entre elles cessent à l'âge de la puberté, trop sollicités par les mosquées. On retrouve ce phénomène dans les classes de neige, classes verte, linguistiques où de plus en plus de parents ne veulent plus que leurs filles se rendent, sous prétexte de mixité du bâtiment. Ces situations se sont aggravées et on le sait les mères ont été " travaillées " par des militantes. Le mois du ramadan est leur mois de recrutement, car elles visitent les femmes à domicile, surtout les plus fragiles, divorcées, répudiées prostituées, délinquantes ; ces dernières

peuvent trouver une certaine reconnaissance dans l'islam et les militantes marquent des points d'autant plus que dans la période du ramadan, elles en rajoutent pour fustiger les peu croyants, les incroyants, jeter la pierre sur les athées, grâce à leur statut de voilée. Alors on pourrait se dire, tant pis pour elles, qu'elles se débrouillent, ce voile revendiqué est un choix conscient. Pour elles oui, mais il faut les empêcher de contaminer d'autres femmes, car la frontière entre " revendiqué " et " forcé " ou " choisi " est étroite dans des quartiers où n'existe aucune mixité sociale, et les filles risquent d'être livrées rapidement à l'islamisme politique. Les femmes voilées sont un réel danger pour celles qui ne le sont pas ; Dans des cours d'alphabétisation, il y a majoritairement des femmes non voilées qui plaisantent lors des pauses, discutent à propos des hommes ; Dans un cours à Drancy une femme voilée est apparue, sonnant ainsi le retour à l'ordre moral, avec silence complet, les discussions reprennent sur la religion, alors qu'elle-même n'a rien demandé. Il lui a suffi qu'elle apparaisse dans son foulard, pour terroriser le groupe. La présence d'une voilée impose le " soi disant respect " en verrouillant toutes les discussions, augmentant de fait la pression sur celles qui résistent. Par rapport à la cigarette, cela va plus loin, puisque les voilées imposent qu'aucune femme ne puisse fumer dans le groupe, alors qu'il n'y a aucune interdiction dans l'islam, arguant que ça fait mauvais genre pour une femme. Voilà ce qui nous a amené à dire non à tous les foulards, et pas seulement d'un point de vue républicain, mais d'un point de vue féministe. Nous voulons aborder la question du foulard, d'un point de vue de l'islamisme politique et ses conséquences directes sur les droits des femmes.

Aujourd'hui, nous le savons la charia réussit à passer dans les mailles du droit français par le biais des conventions bilatérales et des exequatur, les mariages forcés sont en augmentation. Qu'en sera-t-il demain si nous perdons le combat autour du foulard. L'urgence se trouve dans le combat autour de la défense de l'école laïque même si ce combat ne nous rend pas aveugles sur les carences de l'éducation nationale, car ce qui fait craquer l'école ne relève pas d'un fait culturel, mais est bien le reflet de mécanismes sociaux, d'exclusion qui existent dans la société. Une fois dit cela, nous ne pensons pas que c'est discriminant de demander à une fille voilée de retirer son foulard à l'entrée de l'école. En 1989, nous avons positionné contre l'exclusion des trois filles à Creil, parce que cette exclusion avait été initiée par un principal connu pour ses positions très droitières. Et puis le débat se déroulait dans le contexte d'une France marquée par la montée de l'extrême droite et du racisme anti-arabe (la décennie fut particulièrement meurtrière pour des dizaines de jeunes beurs). Avec les féministes, nous avons fait le pari du triomphe de la modernité sur l'ignorance. Nous nous sommes trompées et le piège s'est refermé sur les femmes. Nous n'étions pas des fanatiques d'une loi car nous savons par expérience qu'une loi ne règle pas tout. Les différentes lois contre le racisme n'ont pas aboli le racisme, mais elles permettent aux victimes du racisme de se défendre. Si majoritairement personne ne s'interroge sur l'interdiction de l'excision, c'est grâce à la loi qui proscribit cette pratique. En ce sens nous pensons que la loi pour la laïcité peut être un point d'appui pour les femmes et filles qui refusent la contamination des idées intégristes. Aucune loi n'est la panacée et nous continuerons de revendiquer une véritable politique sociale pour les

quartiers, en matière d'éducation, d'emploi, de logement social, afin que les enfants ne se transforment pas en apprentis intégristes. La République doit être présente à ces niveaux-là, et pas seulement par le biais de sa police. Enfin pour répondre à tous ceux qui disent que c'est une loi de droite, donc raciste nous répondons que la loi pour la reconnaissance de l'IVG a été le fait d'un gouvernement de droite, et d'une ministre de droite Simone Veil ; cela n'a pas empêché le mouvement féministe et toute la gauche de saluer cette victoire féministe.

Si des lois peuvent nous aider à construire l'égalité entre les hommes et les femmes, nous sommes partant car l'égalité des sexes est productrice de démocratie et s'il est un lieu où elle doit s'apprendre c'est l'école. Nous nous opposons aux intégristes, pour qui la bataille autour du foulard est une étape pour tester le camp des laïcs et pour aller plus loin vers l'interdiction du sport, ou contre la mixité. Nous nous opposons également aux penseurs "droits/de l'hommiste" qui veulent soi disant respecter la culture des autres et disons qu'il s'agit d'une position de relativisme culturel qui dit "tant qu'ils voilent leurs femmes dans leurs quartiers, dans les écoles de leurs quartiers, qu'ils excisent leurs filles, battent leurs femmes, les violent, c'est leur affaire, pas la notre". C'est une attitude néo-coloniale, bien loin de cet internationalisme dont se targuent bon nombre d'entre eux. Quant à ceux intellectuels ou non originaires de l'immigration qui ont choisi de défendre les filles voilées, au nom de la liberté, nous leur répondons de ne pas oublier leurs camarades assassinés en Iran, en Algérie par des hordes de barbares les femmes enceintes éventrées, les bébés décapités. Avant de parler de liberté, il serait judicieux de demander à personnes qui se réclament de cette idéologie pourquoi ils ne sont jamais désolidarisés des auteurs du génocide musulman en Algérie au nom de l'islam.

Nous avons fait le choix de construire un monde anti-sexiste, anti-raciste et donc sans barrière entre les couleurs et les sexes. C'est pourquoi nous avons choisi de revendiquer la laïcité la plus ambitieuse conjuguée à l'antiracisme, qui devra s'appliquer à toutes et à tous et servir d'antidote à tous les intégrismes.

### **Qui est Mimouna ?**

Féministe à poigne, militante pragmatique, sévère et généreuse, Mimouna Hadjam est la porte-parole d'Africa, une association de la Cité des 4000, à La Courneuve. Installée place Georges-Braque, au pied des "4000", Africa recouvre une foule d'activités à travers lesquelles les habitants de la cité s'entraident et prennent en main leur destin.

L'association fournit une aide aux devoirs du CP à la terminale pour les jeunes, des cours d'alphabétisation aux femmes qui arrivent dans le cadre du regroupement familial - un cours étendu.

# Les miasmes de Bakou

(article paru le 21 juillet 2004 sur le site du Comité Solidarité Irak)

Comment en sommes-nous arrivés à ce que certains membres d'une organisation de jeunesse d'extrême gauche osent faire une brèche dans une marche pour la liberté des femmes, à Paris le 6 mars 2004, aux mêmes militantes et militants cléricaux qui, la veille, était venu pourrir la première réunion publique du comité Ni Putes Ni Soumises de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne)? Comment, au bar d'un concert qu'elle organisait à Paris le 14 mars 2004, une association anti-guerre a-t-elle pu - en vain - tenter d'imposer de la nourriture « hallal » et l'absence d'alcool en même temps que cette association laissait un groupe de rappeurs sexistes débâter : « si putes si soumises » - décidément... - sans présenter la moindre excuse ? Pour répondre à ces questions, il n'est pas inutile d'étudier l'histoire du mouvement ouvrier.

« [...] le Deuxième Congrès de l'Internationale communiste, en 1920, proclame : « L'Internationale communiste rompt pour tout jamais avec la tradition de la IIe Internationale pour laquelle n'existait en fait que les peuples de race blanche. L'Internationale communiste fraternise avec les hommes de race blanche, jaune, noire, les travailleurs de toute la terre. » La même année, le Manifeste de l'Internationale communiste au prolétariat du monde entier affirme : « L'émancipation des colonies n'est possible qu'en relation avec l'émancipation de la classe ouvrière de métropole. Les travailleurs et les paysans, pas seulement en Annam, en Algérie ou dans le Bengale, mais aussi ceux de Perse et d'Arménie ne parviendront à une existence indépendante que lorsque les travailleurs d'Angleterre et de France auront renversé Lloyd George et Clémenceau, et pris le pouvoir d'Etat dans leurs propres mains. » (Helmut Gruber. - International Communism in the era of Lenin. - A Fawcett Premier Book. - 1967. - p. 96).

L'Internationale décide d'organiser en septembre 1920 à Bakou, en Azerbaïdjan soviétique, un congrès pour réunir des militants venus de pays colonisés et organiser cette perspective révolutionnaire. L'invitation aux masses opprimées de Perse, Arménie et Turquie dit entre autres : « N'épargnez aucun effort pour venir à Bakou le 1er septembre le plus nombreux possible. Chaque année, vous faites un pèlerinage et pour cela vous traversez des déserts pour arriver aux lieux saints. Aujourd'hui traversez les déserts, les montagnes et les rivières pour vous rencontrer, afin que, tous ensemble, vous réfléchissiez pour savoir comment vous libérer des chaînes de la servitude, comment vous réunir fraternellement et vivre en hommes libres et égaux. » (1)

Autant on ne répétera jamais assez la première phrase du passage que j'ai souligné - si on y ajoute et réciproquement - autant la deuxième phrase dénote un mépris encore exprimé aujourd'hui...

« John Reed, pionnier du communisme aux Etats-Unis, fut rendu malade par les travaux de ce congrès, auquel il assista. Angelica Balabanova raconte dans son livre « Ma vie de rebelle », comment « Jack (John Reed) parla avec amertume de la démagogie et de l'apparat qui avaient caractérisé le congrès de Bakou, ainsi que de la manière dont les populations indigènes et les délégués d'Extrême-Orient avaient été traités. » (voir E.H. Carr. - A History of Soviet Russia. - Macmillan. - 1978). » (2)

Les poux anticomunistes qui grouillaient alors à Bakou seraient-ils les vecteurs du typhus qui nous a privés de ce mondialiste révolutionnaire ? Je vous conseille de revoir - ou de voir - le film *Reds* réalisé et interprété par Warren Beatty en 1981. Dans une scène proche de la fin, Jack s'adresse pendant le congrès à un grand concours de foule, relayé simultanément par plusieurs interprètes, et conclut son discours : « There is only one road to freedom. Unite with the Russian workers and peasants who have overthrown their capitalists and whose Red Army has beaten the

foreign imperialists ! Follow the red star of the Communist International ! » (3). Stupéfait par l'exaltation de son auditoire, il demande : « Que veulent-ils ? » On lui répond : « Ils vous appuient dans votre allocution pour la guerre sainte de tous les peuples islamiques contre les infidèles de l'Occident. » Quand il va protester auprès de Zinoviev, responsable de la traduction, en train de se sustenter au wagon-restaurant : « Je n'ai pas dit guerre sainte, j'ai dit lutte des classes », celui-ci lui répond : « J'ai pris la liberté de modifier une phrase ou deux. » Hélas, la réalité dépassant ici la fiction, l'appel au « djihad » est corroboré par les textes de culture.revolution et de la Revue Internationale cités en notes. Un autre envoyé de l'Internationale à Bakou, Alfred Rosmer, écrit : « Quels furent les résultats de ce congrès, incontestablement le premier de ce genre où on avait réussi à rassembler des représentants de tous les pays, de toutes les races et peuplades de l'Orient ? Dans l'immédiat il ne donna pas ce qu'on aurait pu en attendre ; il n'y eut pas dans les mois qui suivirent, de soulèvements assez importants pour inquiéter et occuper sérieusement les puissances impérialistes. L'ébranlement était profond mais il ne fit sentir ses effets que plus tard ; il fallait du temps pour que les débats et les résolutions portent leurs fruits, pour rassembler assez de forces conscientes de la lutte à mener contre des maîtres jusque-là tout puissants. » (4) Plus tard, c'est le moins qu'on puisse dire, puisque, par exemple, c'est en 1930 que mille femmes ont brûlé collectivement leur voile sous les murs de la forteresse de Boukhara, en URSS. Il faut reconnaître qu'elles avaient le « soutien » actif des staliniens. C'est bien avant - et bien plus... - que les féministes de l'Ouest en faisant autant de leur sous-vêtement en « un temps que les moins de vingt ans ne peuvent pas connaître ». Quant au plus - tristement - célèbre personnage présent à Bakou en septembre 1920, Enver pacha, seigneur de la population arménienne en 1915, Hugo Pratt a conté sa mise hors d'état de nuire le 4 août 1922 par l'armée rouge, dans la bande dessinée Corto Maltese : la maison dorée de Samarkand (Casterman. - 199 p. - 1992). L'auteur, voguant dans le sillage de Gabriele d'Annunzio, fait dire à un commissaire politique : « Hommes du bataillon arménien, la révolution nous offre un cadeau magnifique. » (p. 177). C'est - par contre - aux anti-communistes de l'époque que l'Internationale offrit généreusement la vie de la direction de sa section en Turquie : « Moins de trois mois après le congrès de Bakou, qui avait salué le nationaliste turc Mustapha Kemal (Kemal Atatürk) celui-ci assassinait tous les dirigeants du Parti communiste turc. » (5) Pour dissiper tout malentendu, ce n'est pas l'avenir que je souhaite aux pâles photocopies actuelles des bureaucrates d'alors...

« L'Internationale Communiste avait pourtant montré, en ses premières années, que l'on pouvait à la fois combattre radicalement le panislamisme (comme le préconisaient par exemple les résolutions des congrès de l'IC sur la question nationale et coloniale) et prendre la tête des luttes des peuples musulmans sur des bases révolutionnaires. Reconnaître les sentiments anti-impérialistes des masses ne signifie pas vouloir que ces mêmes masses soient mises à la remorque des dirigeants réactionnaires qui, eux, peuvent très bien s'accommoder de l'impérialisme et du capitalisme. [...]

Quand la lutte de classe s'exacerbe, il y a une course de vitesse engagée entre les révolutionnaires et l'extrême droite, dans les pays riches comme dans les pays du tiers monde. Cette extrême droite peut, dans certains pays, prendre la forme d'organisations islamistes radicales qui sont alors un danger mortel pour les travailleurs et pour les perspectives révolutionnaires. Pour faire face à l'extrême droite, les travailleurs ont besoin de partis révolutionnaires jaloux de leur indépendance politique, qui engagent la lutte contre la bourgeoisie et son Etat, et ne laissent pas les pauvres ou la jeunesse aux mains des démagogues les plus réactionnaires. » (6)

A mon humble avis, la Fraction de Lutte Ouvrière, responsable de ce texte, fait un « vœu pieux » dans le premier paragraphe cité. L'expérience actuelle de nos camarades du Parti communiste-ouvrier d'Irak montre qu'on peut « marcher sur ses deux jambes » en combattant à la fois les troupes d'occupation et les milices islamistes par la lutte des classes, même si ça demande un certain courage. Mais les lectrices et les lecteurs de Lutte Ouvrière et de Lutte de

Classe ont pour excuse que ça fait des mois qu'on ne peut apprendre quoi que ce soit dans ces publications sur le mouvement ouvrier en Irak... Par contre - une fois n'est pas coutume - je suis tout à fait unifié avec ce qui est écrit dans le second paragraphe cité. Et je dirais même plus, le prolétariat international a besoin d'un parti communiste des travailleuses et des travailleurs, qui sache - entre autres... - reconnaître une montée vers la grève générale et en tirer les conclusions qui s'imposent. Je lance un appel pressant, notamment à toutes et à tous les camarades qui se demandent légitimement jusqu'où leurs apprentis bureaucrates les mèneront à la suite de l'appel à l'« alliance militaire » avec les milices islamistes. Camarades, vous n'avez pas encore les mains sales, il n'est pas trop tard pour fissurer cette ligne militariste.

C'est être de gauche que d'agir pour la gauche en Irak !

12 messidor 212 - 30 juin 2004

Olive Payen

(1) André Lepic. - L'Afghanistan au XXe siècle. - La vague révolutionnaire et le Congrès de Bakou : < [culture.revolution.free.fr/en\\_question/2002-01-20-Afghanistan\\_au\\_XXe.html](http://culture.revolution.free.fr/en_question/2002-01-20-Afghanistan_au_XXe.html) >

(2) Dawson. - Islam : un symptôme de la décomposition... - Le Congrès de Bakou... - RI n° 109. - 06-01-2002 : < [www.internationalism.org/french/rint/109\\_religion.html](http://www.internationalism.org/french/rint/109_religion.html) >

(3) Baku Congress of the Peoples of the East. - Appendix to the report of the 4th Session. - John Reed's speech : < [www.marxists.org/history/international/comintern/baku/ch04a.htm](http://www.marxists.org/history/international/comintern/baku/ch04a.htm) >

(4) Moscou sous Lénine 1920. - XVI. - Les peuples de l'Orient au congrès de Bakou : < [www.marxists.org/francais/rosmer/works/msl/msl2016.htm](http://www.marxists.org/francais/rosmer/works/msl/msl2016.htm) >

(5) Dawson. - Islam : un symptôme... - RI n° 109 : < [www.internationalism.org/french/rint/109\\_religion.html](http://www.internationalism.org/french/rint/109_religion.html) >

(6) L'islamisme radical conteste-t-il l'impérialisme ? - Lutte de Classe n° 70. - Janvier - février 2003 : < [www.union-communiste.org/?FR-print-x-2003-1-30-245-x.html](http://www.union-communiste.org/?FR-print-x-2003-1-30-245-x.html) >



# Saïd Bouamama : un sociologue au service du hijab ou la construction d'un « paternalisme respectable »

Sous le titre « La construction d'un racisme respectable » le sociologue Saïd Bouamama\* prétend nous livrer quelques clés pour comprendre l'ampleur de la polémique suscitée par le voile en France. Je suis, comme lui, opposé à la loi sur le voile mais pour des raisons totalement différentes : le hijab fait partie de l'uniforme politique que veulent imposer les intégristes religieux et les islamistes politiques aux jeunes filles et aux femmes ; il s'agit clairement d'un symbole d'oppression, d'une prison en tissu ; néanmoins, il me semble, pour le moment, inutile d'augmenter l'arsenal législatif existant. En effet, c'est d'abord et avant tout par une patiente discussion qu'il faut tenter de traiter le problème, et non pas par l'exclusion de ces jeunes filles du système scolaire public.

Saïd Bouamama dénonce, avec raison, un certain nombre d'éléments de la situation française ou internationale : un nationalisme jacobin dont une interprétation chauvine de la laïcité constitue l'un des piliers ; un passé colonial dont le bilan n'a toujours pas été clairement effectué (1) ; une tendance assimilationniste qui traditionnellement ignore les difficultés de vie des migrants ; les discours et la logique sécuritaires ; un racisme qui frappe plus particulièrement les personnes de culture arabo-musulmane ; une « dramatisation », un « catastrophisme » et une manipulation des peurs à propos de l'essor de l'islam en France ; une conjoncture mondiale marquée par une attaque généralisée contre les acquis de l'Etat-providence, acquis en partie liés aux combats du mouvement ouvrier, etc.

Par contre, il reprend à son compte l'un des lieux communs de la propagande stalinienne : « la fin du monde bipolaire a fait disparaître les freins à la logique capitaliste basée sur la recherche du profit maximum ». Comme si les démocraties populaires et l'URSS n'avaient pas été des centres d'accumulation primitive fondée sur les méthodes d'exploitation les plus barbares y compris (et cela perdure en Chine) l'utilisation de la main d'œuvre carcérale et concentrationnaire ! S. Bouamama colporte également un autre cliché (du réformisme altermondialiste celui-ci) : cette même « fin du monde bipolaire » aurait « enclenché » la mondialisation — alors que cette mondialisation est consubstantielle au capitalisme.

Malheureusement, ces éléments du contexte national ou international ne permettent pas de comprendre pourquoi le débat sur le hijab a pris une telle ampleur en France, ni surtout de définir une position politique à propos d'un attribut vestimentaire qui représente beaucoup plus qu'un simple « foulard ».

Une discussion sans aucune base... matérielle ?

**Ce qui frappe, à la lecture de ce texte, c'est d'abord l'argument massue de départ, répété d'ailleurs à plusieurs reprises. Le nombre de jeunes filles portant le voile dans les établissements scolaires français serait en baisse. Sur quoi se fonde cette affirmation ? Uniquement sur les déclarations de la médiatrice de l'Education nationale, Hanina Chérifi, chargée d'arbitrer les conflits dans ce secteur. Premier problème : cette médiatrice, comme son nom l'indique, n'intervient que lorsqu'on l'appelle, c'est-à-dire lorsque l'administration et le corps enseignant n'arrivent pas à trouver de compromis avec une élève « voilée ». Ces compromis étant fort divers, il est statistiquement impossible d'estimer le nombre de jeunes filles réellement concernées par le port du « foulard ».**

Par conséquent, les chiffres fournis par la médiatrice ne traduisent qu'une partie du phénomène. Pourtant notre sociologue « oublie » de mentionner ce « point de détail ».

Pourquoi ? Tout simplement parce que cela enlèverait pas mal de crédibilité à son argumentation.

Mais admettons, avec lui, que le nombre de jeunes filles voilées ait diminué dans les établissements scolaires depuis quelques années. Cela rend-il automatiquement la polémique et le vote d'une loi sur les « signes religieux ostensibles » absolument « artificiels », comme l'affirme S. Bouamama ? Oui, mais seulement si l'on ferme les yeux sur l'extension du hijab et autres attributs vestimentaires « musulmans » dans tous les lieux publics, si l'on néglige une visibilité grandissante qui ne tient pas seulement à l'exploitation politique ou médiatique dont elle est l'objet.

Ce n'est qu'en tenant compte de sa plus grande présence dans l'espace public que l'on peut comprendre pourquoi le hijab est l'objet de tant de polémiques, même si (mais cela reste à démontrer statistiquement) le nombre de « voiles » diminue dans l'espace scolaire depuis quelques années.

Ce n'est pas ce dont la plupart des intervenants ont débattu, nous objectera-t-on. Certes, mais c'est pourtant cette diffusion du hijab qui constitue la base matérielle et rationnelle des polémiques sur le hijab. Il est bien sûr impossible de mesurer en termes statistiques combien de femmes et de jeunes filles portent le hijab aujourd'hui en France, mais il est difficilement contestable que ce « signe religieux ostentatoire » soit de plus en plus présent dans l'espace public.

Il faut donc creuser davantage les bases matérielles de la discussion sur le « foulard islamique ». Un sociologue travaille en principe avec des chiffres et des données concrètes recueillies sur le terrain. Or, l'article de M. Bouamama ne nous livre aucun chiffre ni sur l'importance des populations immigrées en France, originaires de zones où la religion musulmane est religion d'Etat ou en tout cas influence fortement la vie culturelle et sociale, ni sur la composition de ces migrations et de leur descendance, notamment le rapport entre le nombre d'hommes et de femmes, ni sur les discriminations renforcées dont sont victimes les migrantes (taux de chômage et d'emplois à temps partiel bien supérieurs à celui des Françaises).

***Si M. Bouamama s'était penché sur ces données matérielles, au lieu de se livrer uniquement à une « déconstruction » partielle des discours des partisans de la loi, il aurait constaté que l'immigration des pays dits « musulmans » a évolué depuis un siècle ; que la fermeture des frontières depuis 1974 a considérablement accru les migrations dites « familiales » en France comme dans toute l'Europe et que cette base matérielle incontestable permet de comprendre pourquoi la discussion sur le hijab n'a pas éclaté en 1910, en 1930, ou en 1960, mais justement quand une fraction importante des migrants est devenue des... migrantes.***

Un antiracisme anhistorique ?

***Soucieux de rester dans le ciel éthéré des concepts, Saïd Bouamama n'a pas non plus une approche rigoureuse au niveau de l'histoire des idées. Il ignore sciemment trente ans de discussions idéologiques en France et en Occident et l'importance prise par les idéologies multiculturalistes depuis les années 60.***

S'il s'était un minimum penché sur l'histoire des idées, il aurait découvert que la façon dont on dénonçait le racisme dans les années 50 et 60 diffère radicalement de l'idéologie antiraciste actuelle. On peut considérer qu'il s'agit d'un progrès, mais on ne peut faire une croix sur l'histoire de l'antiracisme et le changement intervenu dans ses fondements théoriques.

Commençons par deux anecdotes personnelles. Mon père, mon oncle et ma tante ont définitivement quitté les Etats-Unis et émigré après 1945 parce qu'ils ne supportaient ni qu'on les étiquette sans arrêt comme Noirs (qu'on les « essentialise », dirait notre distingué sociologue), ni que toute leur vie affective, matérielle et professionnelle soit conditionnée par leur appartenance « raciale » (rappelons qu'à l'époque les rapports sexuels entre individus de « race » différente étaient passibles de lourdes peines de prison dans un certain nombre d'Etats, que l'accès au droit de vote, à l'instruction et à la plupart des emplois qualifiés était interdit aux Noirs américains, etc.). Pour des raisons philosophiques et politiques, ils étaient délibérément

*colour blind*, « aveugles aux couleurs », et refusaient de considérer les différences de pigmentation comme des critères de classification valable des êtres humains.

Quand je militais au MRAP dans les années 60 en France, cette association antiraciste était à l'époque, elle aussi, « aveugle aux couleurs ». Nous dénoncions toute théorie des races, toute classification des êtres humains selon leur couleur de peau, leur prétendue origine ethnique ou leur religion. Nous nous fondions bien sûr sur l'universalisme républicain « à la française » mais aussi sur les résultats d'un colloque de l'Unesco, « La science face au racisme » qui avait établi de façon définitive, du moins le croyions-nous à l'époque, qu'il n'y avait plus aucune raison de caractériser les individus selon leur couleur de peau — même si les manuels scolaires français diffusaient encore de belles photos des « races jaune, “rouge”, noire et blanche ».

Aujourd'hui, grâce notamment à SOS Racisme et aux idéologues du « respect de la différence », à certains intellectuels d'extrême gauche et sociaux-démocrates, mais aussi suite aux visions que les Antillais, les Arabes, les Africains et leurs descendants vivant en France ont forgées d'eux-mêmes (sous l'influence notamment de la culture anglo-saxonne), s'est généralisé un vocabulaire « cool », « branché » et... racial, valorisé par les minorités et repris par la majorité dite « blanche » ou « européenne ». C'est le tristement célèbre « Black, Blanc, Beur » de SOS Racisme avec ses variantes « feuj » et autres « renois » ou « rebeus ».

Dans le débat sur le voile en France, ce ne sont donc pas uniquement les preux chevaliers de l'antiracisme qui s'affrontent aux racistes conscients ou inconscients, comme le prétend Saïd Bouamama, mais deux conceptions de l'antiracisme, radicalement différentes, la seconde fortement influencée par le modèle communautariste et ségrégationniste anglo-saxon, la première reprenant généralement de façon acritique le modèle assimilationniste français.

Et la seconde conception, celle des Taguieff, Debray et Tribalat par exemple, n'a rien à voir avec un « racisme respectable ». On peut reprocher à cette conception son nationalisme arrogant, sa valorisation acritique du modèle assimilationniste français, son apologie des vertus de l'Etat bourgeois, son conformisme social ; on peut trouver les analyses de Taguieff verbeuses (mais à cette aune-là le texte de S. Bouamama présente le même défaut) ou considérer que Michèle Tribalat, en réclamant le fichage ethnique des Français à des fins statistiques et pour mieux lutter contre le racisme, défend surtout son pré carré de chercheuse au CNRS sans envisager les conséquences pratiques désastreuses d'une telle mesure. Mais, pour le moment ni Tribalat, ni Taguieff, ni les féministes dites « laïcardes » n'ont, à ma connaissance, employé des arguments racistes. En assimilant donc tous les partisans de la nouvelle loi et tous les partisans de l'ancien antiracisme à des racistes et des colonialistes inconscients, M. Bouamama ne se livre qu'à une polémique facile et stérile, qui lui permet de disqualifier ses adversaires, sans prendre la peine de répondre à leurs arguments.

L'islam politique, connais pas !

Saïd Bouamama n'aime ni les chiffres ni les dates, ni l'histoire des idées, ni les faits concrets. C'est pourquoi il discute de la question du voile sans évoquer une seule fois de façon concrète l'origine politique du « hijab ». Apparemment il n'a jamais entendu parler de la révolution iranienne et des contraintes « vestimentaires » que cette révolution a imposées par le fouet, l'emprisonnement, la peine de mort et la lapidation aux Iraniennes. Il n'a jamais entendu des « crimes d'honneur » pratiqués en Jordanie comme en Irak au nom de l'islam, et à une échelle heureusement bien plus limitée en Suède, en Grande-Bretagne ou en France. Il n'a jamais entendu parler ni des talibans, ni du GIA ou du FIS algériens, ni du Refah turc, ni des Frères musulmans égyptiens, ni du Hamas palestinien, ni du MMA pakistanais. Il n'a jamais entendu parler des cliniques privées où les bourgeoises indonésiennes emmènent leurs filles se faire faire une « excision symbolique » (une ablation d'un peu de peau sur le clitoris) au nom de l'islam. Il a seulement entendu parler du 11 septembre dont il prétend que cet attentat a changé les mentalités. M. Bouamama réussit à passer sous silence une guerre qui dure depuis plus de trente ans. Cette guerre menée par les forces de l'islam politique (tantôt avec le soutien de l'impérialisme américain, tantôt contre lui) ne se limite pas à un simple conflit idéologique entre

l'ultraconservateur Huntington et quelques jeunes filles qui décideraient « individuellement » de prendre le voile parce qu'elles font une crise d'adolescence, ou une crise identitaire, à tonalité religieuse (ce type de crise est certes possible, mais le phénomène est statistiquement infime, vu le poids que font peser sur ces adolescentes la structure fortement patriarcale de leurs familles, la cristallisation de communautés ethnico-religieuses (2), le militantisme des minorités intégristes et islamistes, les gangs qui essaient de contrôler les banlieues populaires en terrorisant le « sexe faible », etc).

En caricaturant Huntington — le « choc » des civilisations que, rappelons-le, ce dernier prétend vouloir éviter devient, sous la plume de Saïd Bouamama, une « guerre des civilisations » (sic) que l'idéologue conservateur souhaiterait légitimer (3) ! —, notre sociologue pressé de dénoncer le prétendu racisme de tous les partisans de la loi oublie l'essentiel : il existe des tendances politiques fortes dans les pays de la zone culturelle arabo-musulmane comme en Asie, qui mènent une lutte politique déterminée, lutte qui passe par l'usage de la terreur contre leurs propres peuples, et en particulier contre les femmes. Et ces partis islamistes ont d' « honorables correspondants » en Europe.

Faut-il pour autant crier au complot intégriste en France, complot qui expliquerait pourquoi le port du hijab a pris de l'ampleur en France ? A voir les quelques centaines de personnes qui se rendent aux manifés des fondamentalistes musulmans, on peut en douter pour le moment. Par contre, ces gens-là savent très bien saboter les réunions de Ni putes ni soumises dans les banlieues populaires, quitte à mandater les mêmes émissaires de ville en ville et à envoyer en première ligne des jeunes filles « voilées » qui considèrent que la libération de la femme passe par... le port du hijab !

### **L' « ethnicisation » des questions sociales : discours officiels et réalité**

Saïd Bouamama a raison quand il écrit que les questions sociales sont de plus en plus « ethnicisées » dans les discours politiques officiels. Mais il oublie deux faits fondamentaux :

1) Les questions sociales ont toujours été « ethnicisées » en France dans les conversations quotidiennes, dans les banlieues ouvrières, comme dans les beaux quartiers : étant métis et fils d'un Noir américain et d'une Franco-Portugaise, cela fait 54 ans que j'entends des réflexions racistes à l'école, à la fac, à l'armée et au boulot. La principale différence entre les années 50-60-70 et aujourd'hui c'est que le discours ethnique et/ou raciste s'exprime ouvertement dans la bouche d'intellectuels, de journalistes et d'hommes politiques de droite et de gauche, qu'il a acquis droit de cité par l'intermédiaire des succès électoraux du FN mais aussi par d'autres voies plus inattendues. Mais il faut être aveugle et sourd (ou alors être arrivé en France seulement depuis quelques années) pour croire qu'il s'agirait uniquement d'une question idéologique liée à l'effondrement de l'Union soviétique après 1989 et à la phase de « régression libérale » que traverse le capitalisme mondial.

2) Ce n'est pas seulement la droite qui « ethnicise » les questions sociales. C'est aussi la « gauche », qu'il s'agisse de SOS-Racisme, de Tarik Ramadan, des intellectuels conseillers du prince Mitterrand (Touraine, Wieworka, etc.), de certains militants d'extrême gauche, etc. Il est curieux d'ailleurs que M. Bouamama ne mentionne à aucun moment les recommandations de la commission Stasi (la proposition d'augmenter le nombre de fêtes religieuses, la formation des imams favorisée par l'Etat, etc.) ni la constitution du Conseil consultatif du culte musulman. Il n'arrête pas de protester, dans son texte, contre l' « ethnicisation » qui serait, selon lui, provoquée par les partisans de la loi, mais il n'a pas un mot pour dénoncer le financement des écoles privées (à 95 % catholiques) par l'Etat, le statut particulier de l'Alsace-Moselle, l'union sacrée gauche-droite pour contraindre les prétendus « musulmans français » à former une communauté religieuse et à se doter d'une représentation, etc.

Il nous explique doctement que, « en matière identitaire, toutes les pressions de négations ne peuvent susciter que des réaffirmations de plus en plus caricaturées », mais il « oublie » de mentionner toutes les affirmations ethno-religieuses qui contribuent, elles aussi, à construire des identités imaginaires de plus en plus caricaturales.

## Lutte de classe et laïcité

Saïd Bouamama dénonce ceux qui remplacent la « conscience de classe » par une « conscience de race », mais on ne comprend guère de quelle classe il parle, car nulle part dans son texte il ne fait référence à la classe ouvrière, à l'analyse marxiste qui a toujours combattu les discours identitaires qu'il essaie de nous refile en contrebande.

Notre sociologue dénonce ainsi l'« islamophobie » actuelle tout en regrettant la disparition de la « conscience de classe ». S'il s'agit là d'une allusion aux positions de Marx sur la religion, le coup de chapeau discret est plutôt maladroit. Si Marx écrivait aujourd'hui un livre sur « La question musulmane » ses propos ne seraient pas moins « islamophobes » qu'ils n'étaient hostiles au judaïsme (voire, dans certaines de ses formulations les plus ambiguës, aux Juifs en tant que peuple) il y a cent cinquante ans.

Quant à la question de la laïcité, il est évident que derrière sa défense se cachent toutes sortes de gens peu recommandables. Mais là encore pourquoi brandir comme un argument décisif le fait que Le Pen soit en faveur de la nouvelle loi si l'on cache que Philippe de Villiers, compère de Le Pen en xénophobie, ait voté au Parlement contre cette même loi ?

Saïd Bouamama est-il un complice de Philippe de Villiers (ou du Vatican) parce que tous deux s'opposent à la loi sur les signes religieux ostensibles ?

Ce type d'argument ressort de la polémique facile, pas d'une discussion théorique sérieuse.

Saïd Bouamama a une curieuse vision de l'histoire de la laïcité en France. Il nous explique que l'école est aujourd'hui « présentée comme le terrain de combat essentiel contre ce “nouvel ennemi” qui est le “foulard”, le “communautarisme” », etc. Il « oublie » curieusement de se pencher sur les raisons particulières qui ont fait que les laïcs (toutes tendances confondues, des anarchistes athées aux catholiques modérés en passant par les francs-maçons et les socialistes) ont dû s'affronter à l'Eglise catholique, lui imposer des règles que celle-ci n'était pas encline à accepter avant 1905. Si « manipulation » il y a actuellement, cette manipulation fait appel à un élément essentiel de la mémoire collective qui a au moins un aspect positif (totalement oublié actuellement) : il y a un siècle, la laïcité faisait partie d'un combat plus large pour l'égalité de tous les citoyens et contre la mainmise de l'Eglise sur l'enseignement et l'espace public.

**Comment peut-on écrire sans rire que « certaines jeunes filles » portent le hijab pour exprimer une « réaction de protection à [des] dégradations du cadre scolaire » ? Quand on est un écolier ou une écolière, si l'on veut lutter pour obtenir plus de profs, moins d'élèves par classe, un enseignement de qualité, alors c'est un combat collectif qu'il faut mener avec tous ses camarades de collège ou de lycée. On ne voit vraiment pas comment ce que Bouamama nous présente comme une réaction purement individuelle marquée par un retour au religieux aurait le moindre rapport avec une volonté d'amélioration du système scolaire.**

D'ailleurs, si l'on avançait une hypothèse aussi baroque à propos d'un jeune juif qui déciderait soudain de porter la kippa à l'école, ou d'un jeune catholique qui raterait ses cours le matin parce qu'il souhaiterait soudain aller tous les jours à la messe, aucun analyste ne prétendrait que ces jeunes gens comptent réagir à la « dégradation » de l'enseignement ou se protéger contre elle !

Notre sociologue a raison de s'opposer à la nouvelle loi contre les signes religieux ostensibles et de dénoncer certains des arguments employés pour la soutenir. Malheureusement ses accusations de racisme ou de colonialisme inconscients ne convaincront aucun enseignant sincèrement antiraciste, bien au contraire.

Tout comme Pierre Tévanian qui, dans un texte intitulé « De la laïcité égalitaire à la laïcité sécuritaire » sur le site Les mots sont importants, compare les profs aux colons d'Algérie et le petit personnel de l'Education nationale (les ATTOS) aux colonisés ( ?!) à partir d'UNE anecdote concernant l'origine ethnique des uns et des autres dans UN SEUL établissement scolaire — celui où il enseigne —, Saïd Bouamama use de l'artifice de la culpabilisation de l'« homme

blanc », relevée en plus par l'accusation de « lepénisme », qui permet de réduire encore plus l'intérêt du débat, en assimilant les opposants à la loi sur le voile à des lepénistes inconscients.

Universalisme = paternalisme ?

Mais c'est seulement à la fin de son article que Saïd Bouamama nous dévoile véritablement à partir de quel point de vue il aborde la question du hijab. Il nous apprend en effet que l'universalisme équivaldrait à une forme de « paternalisme », reprenant ainsi les arguments à la fois des multiculturalistes anglo-saxons et des groupes intégristes et islamistes au « Sud » comme au « Nord ».

Effectivement il existe des droits (de l'homme et de la femme) qui ont une valeur universelle. Et ces droits, bien mal appliqués dans les métropoles impérialistes (mais c'est une autre discussion) entrent en contradiction avec certaines traditions culturelles : de la mutilation du clitoris ou de l'infibulation (traditions pré-musulmanes) à la polygamie reconnue par le Coran, en passant par les « crimes d'honneur » (qui sont loin d'être une spécialité « musulmane »), le statut juridique inférieur de la femme dans la charia ou l'interdiction des transfusions sanguines (pour les témoins de Jéhovah) ou de l'avortement (pour les chrétiens), on se trouve effectivement devant des valeurs inconciliables avec celles que prétendent défendre les droits de l'homme et de la femme.

Face à cette irréductibilité, quelques imams illuminés ou militants intégristes tentent de justifier les pratiques les plus barbares. Mais dans les métropoles impérialistes, ce type de discours a peu de chance d'avoir un grand succès, y compris dans les « communautés » ethno-religieuses déjà cristallisées ou en formation. Alors on voit essaimer de multiples faux-culs qui essaient de combiner citoyennisme altermondialiste et charia (version Tarik Ramadan), ou respect de l'islam et républicanisme (avec de nombreuses sous-versions : celle de l'UOIF, proche des sinistres Frères musulmans, ou celles, un peu moins antipathiques car favorables à une véritable révolution des Lumières en terre d'islam, du psychanalyste Malek Chebel ou de Soheib Bencheikh, mufti de Marseille).

Certains, comme Tarik Ramadan, demandent un « moratoire » pour la lapidation (en clair ils veulent que les hommes discutent tranquillement du problème pendant qu'on continue à lapider les femmes). D'autres considèrent que, pour des raisons « culturelles » l'excision ne devrait pas être punie par la loi française ou alors pas trop sévèrement.

Mais avant de crier au « paternalisme » occidental, il faudrait peut-être s'intéresser à ce que disent les militantes et militants laïcs ou de gauche du Proche et du Moyen-Orient, les associations de défense des droits des femmes au Mali, au Burkina-Faso, en Inde, au Pakistan, en Jordanie, en Tunisie ou en Indonésie. On s'apercevrait alors que leur universalisme n'a rien de « paternaliste », bien au contraire. Il correspond aux intérêts des femmes, alors que le multiculturalisme à la sauce bouamamesque répond, qu'il le veuille ou non, aux intérêts des hommes qui veulent perpétuer les traditions machistes et patriarcales..... pour les femmes non occidentales (les multiculturalistes « blancs » ou « blanches » peuvent dormir tranquilles) !

Lorsque notre sociologue distingué écrit « c'est pour les émanciper qu'il faut les contraindre », sous-entend-il qu'il faudrait, dans chaque pays, adopter des lois différentes selon le sexe, la religion, l'origine ethnique, etc. ?

On nous permettra de considérer une telle conception, ou même le refus de prendre clairement position sur une question démocratique aussi essentielle, comme un formidable retour en arrière, même si la situation est loin d'être idéale dans l'Hexagone : c'est d'ailleurs le choix catastrophique qu'a fait un pays comme le Canada où des tribunaux religieux (juifs, catholiques et musulmans) ont le droit d'intervenir dans les conflits conjugaux et en matière de justice civile, et où leurs décisions doivent être respectées par les tribunaux laïcs.

**Respect des « besoins identitaires » ou respect de l'égalité ?**

Saïd Bouamama affirme que les jeunes filles ont un « besoin identitaire contemporain » qui ne proviendrait « ni d'une simple imposition parentale », « ni d'une importation étrangère », « ni d'une tradition dépassée ».

Malheureusement, restituer toute la complexité des causes d'un ou de plusieurs comportements individuels n'est en aucun cas suffisant pour déterminer une position politique. De plus, pour un militant (et sans doute aussi pour un théoricien des sciences sociales), l'interprétation d'un comportement collectif ne se réduit pas à la simple addition de témoignages individuels.

Prenons quelques exemples : ce n'est pas parce que certaines femmes se prostituent librement, que les révolutionnaires peuvent considérer la prostitution comme une forme de liberté, quels que soient les discours que diffusent ces mêmes prostituées. (D'ailleurs la plupart d'entre elles ne s'expriment pas tout simplement parce qu'elles sont soumises à un régime de terreur exercé par les mags et renforcé par le harcèlement policier.) Ce n'est pas le discours de quelques courtisanes de luxe médiatisées qui peut nous permettre de définir une position politique sur la prostitution.

Le fait d'être opposé par principe à la prostitution, au nom de valeurs universelles (« paternalistes » ?), ne suppose pas non plus automatiquement de soutenir la création d'un arsenal juridique pléthorique pour réglementer ou réprimer la prostitution.

Lorsqu'on s'oppose à la prostitution au nom de la défense des droits des femmes est-ce l'expression d'une « vision homogénéisante des sociétés », d'une normalisation de la sexualité, ou une façon de défendre la liberté et de l'égalité de tous les êtres humains ?

De même lorsqu'une femme battue prétend vouloir rester avec son mari parce qu'elle affirme comprendre ses problèmes, avoir pitié de lui, s'attache-t-on à ses motivations individuelles pour tolérer les coups de son époux, ou décide-t-on que des « valeurs universelles » priment sur les justifications individuelles ?

Ou encore, lorsqu'un raciste a été agressé par un Antillais, un Africain ou un Maghrébin, se contente-t-on de comprendre ses sentiments de haine, de reproduire béatement ses propos racistes, ou a-t-on recours à un grille de lecture plus « universaliste » (et donc « paternaliste » ?) pour interpréter cet acte de violence ?

On peut bien sûr interpréter le concept de laïcité de nombreuses façons, comme le montre la diversité des rapports entre les Eglises et l'Etat, ne serait-ce qu'en Europe. Saïd Bouamama nous explique que la laïcité n'a de sens pour lui que dans une « société multiculturelle et multireligieuse ». Comme il ne nous explique pas concrètement comment fonctionnerait une telle « société multiculturelle et multireligieuse », et qu'il ne nous indique pas quel est le pays où l'idéal de la laïcité lui semble le mieux incarné pour le moment, ses propos ne peuvent que susciter la méfiance des laïcs et des athées qui n'ont aucune envie de vivre dans une « société multireligieuse » où des tribunaux religieux imposent leur loi aux femmes, créant de fait une inégalité entre toutes les citoyennes, comme c'est le cas au Canada ; ils n'ont pas non plus envie de vivre dans une « société multiculturelle » qui considère normaux ou tolérables la polygamie, l'excision ou les mauvais traitements infligés aux femmes.

Ce n'est pas vouloir vivre dans « une société de clones culturels » comme l'écrit notre sociologue, mais dans une société laïque d'hommes et de femmes libres et égaux où les religions sont cantonnées à la sphère privée, où, sous prétexte de « respecter » les différentes « cultures », l'on ne met pas sur le même plan le couscous et la polygamie, les écrits d'Avicenne et ceux de l'imam Khomeyni, la musique de Berlioz et les tubes produits par la Star Academy, *Mein Kampf* et les poèmes de Hölderlin.

Il faut ignorer délibérément les leçons de l'histoire pour croire que les religions aient pu ou puissent vivre en bonne intelligence avec d'autres sans les luttes incessantes des partisans de la liberté, de l'égalité et de la laïcité contre la mainmise de toutes les Eglises sur la vie publique et privée. Ce n'est pas un hasard si l'Eglise catholique a persécuté les juifs et les protestants pendant des siècles. Ce n'est pas un hasard si l'islam a inventé le statut du *dhimmi* pour les non-musulmans, statut qui dénie toute égalité à ceux qui ne croient pas aux enseignements du Coran et qui promet la peine de mort aux athées et aux apostats, statut qui considère que la vie d'un « infidèle » n'a pas le même poids que celle d'un croyant, etc. Ce n'est pas un hasard si les hindouistes persécutent et tuent les musulmans en Inde. Ce n'est pas un hasard si les

bouddhistes, pour s'imposer au Japon, ont mené une guerre sanglante qui a duré plusieurs siècles contre le shintoïsme qui était auparavant la religion majoritaire. Ce n'est pas un hasard si les fondamentalistes juifs en Israël ont assassiné Rabin et propagent le racisme contre les Palestiniens et les Arabes. Ce n'est pas un hasard si les islamistes et les intégristes musulmans croient à la véracité du Protocole des Sages de Sion et propagent l'antisémitisme.

Si l'on veut vivre dans une société garantissant le maximum de liberté et d'égalité, il ne s'agit pas de « supprimer la diversité » comme le prétend démagogiquement Bouamama (cela le Capital s'en charge depuis 150 ans), mais de faire le tri entre les héritages de diverses traditions et cultures, sans préjugés mais sans complaisance aucune. Et un tel tri ne peut s'effectuer qu'à partir de valeurs et de droits universels.

Comme l'expliquent bien les camarades des Partis communiste-ouvrier d'Irak et d'Iran qui mènent la bataille contre l'islam politique dans leurs pays respectifs et contre le multiculturalisme en Occident, ce pseudo « respect des différences » ressemble, à s'y méprendre, à un « racisme inversé ».

D'ailleurs Chirac et Mitterrand l'ont bien dit ouvertement pour l'Afrique (« ces pays ne sont pas encore mûrs pour la démocratie »). Les multiculturalistes, quelles que soient leurs bonnes intentions, croient que les femmes des pays du « Sud » ne sont pas dignes de bénéficier des mêmes libertés et des mêmes droits que les femmes des pays du « Nord ».

Ne serait-ce pas cela le véritable « paternalisme » — voire le racisme — « respectable » ?

**Yves Coleman** (juillet 2004)

\* Saïd Bouamama est l'auteur d'un livre intitulé *L'affaire du voile, ou la construction d'un racisme respectable*, Éditions du Geais Bleu. Une version de l'article de Bouamama critiqué ici est parue dans *Le Foulard islamique en questions*, éditions Amsterdam, 2004, sous le titre « Le retour du débat sur le foulard à l'école : ethnicisation et construction idéologique d'un nouveau bouc émissaire dérivatif », et une autre version se trouve sur le site animé par Pierre Tevanian, Les mots sont importants.

1. A ce propos, l'inculture historique n'est pas une spécialité de ceux qui regrettent la « Belle époque » du colonialisme français. Dans un livre paru chez Albin Michel intitulé *L'une voilée, l'autre pas*, livre qui fait dialoguer entre elles deux obscurantistes musulmanes, Saïda Kada, militante proche de Tariq Ramadan, dénonce l'oubli du sacrifice des migrants « morts pour la France », sans même se rendre compte qu'ils sont aussi morts pour défendre les intérêts des marchands de canon français en 1914-18 et en défendant le colonialisme français en Indochine comme en Afrique pendant et après la Seconde Guerre mondiale ! Mais après tout, comment s'étonner qu'une superpatriote comme cette « citoyenniste » musulmane ignore l'internationalisme prolétarien et le véritable anticolonialisme ?

2. Un documentaire de 90 minutes (*Alya*) sur la tentative ratée d'une famille juive française de s'installer en Israël a récemment été diffusé sur France 5. Il a d'ailleurs suscité la fureur de tous ceux qui défendent une attitude totalement critique par rapport à la politique des gouvernements israéliens. Ce film montrait bien comment, sans que les parents aient la moindre formation religieuse ni ne parlent même l'hébreu, un de leurs fils passait par une profonde crise mystique. Cet adolescent jugeait lui-même cette conversion radicale indispensable pour résister au vide créé par la perte de tous ses amis, la disparition de tous ses repères, suite à son départ de France ; il avait besoin d'un rapport intime, fusionnel, avec le judaïsme afin de réussir à s'adapter à une nouvelle réalité sociale pour laquelle il ne disposait pas d'autre grille de lecture (son milieu familial était de « gauche » et a voté travailliste en Israël, donc guère capable de critiquer l'impasse politique du sionisme). La pression qu'exerce Israël — Etat « communautaire » s'il en est —, sur les nouveaux arrivants n'est pas moindre que celle exercée par une communauté de migrants qui doit se défendre contre l'intolérance et le racisme de la société « d'accueil » (la France pour les écolières « voilées »).

3. A tous ceux qui critiquent Huntington sans l'avoir lu, ou en le déformant sciemment, je conseille vivement de lire l'article de Guy Fargette (« Faut-il confondre choc et conflit ? ») et



l'interview contradictoire (« Quelques précisions sur Huntington ») sur le site mondialime.org, section *Ni patrie ni frontières* ou dans les numéros 3 et 4-5 de la revue *Ni patrie ni frontières*. Ou encore le numéro 106 de la revue *Hérodote* (« Religions et géopolitique »).

4. Les textes des militants laïcs des Partis communiste-ouvrier d'Irak et d'Iran sur le multiculturalisme, les « crimes d'honneur », la laïcité, le hijab et l'« islamophobie » se trouvent en anglais sur les sites

<http://www.wpiraq.net/>

<http://www.wpiran.org/>

<http://www.m-hekmat.com/>

<http://www.equalityiniraq.com/>

<http://www.medusa2000.com/farsiindex.htm>

En français, on peut consulter les textes de Houzan Mahmood, Myriam Namazie, Azar Ajedi ou Azam Kamguian dans la revue *Ni patrie ni frontières* n° 6-7 (janvier 2004) et 10-11 (à paraître fin août), la brochure *Femmes en Irak*, sur les sites du Comité solidarité Irak ou bien mondialisme.org, section *Ni patrie ni frontières*. De nouvelles traductions de textes féministes irakiennes et iraniennes sont régulièrement ajoutées à ces sites... « universalistes ».

# LAICARDES, PUISQUE FEMINISTES

La question du voile islamique qui réapparaît dans le débat, inquiète depuis longtemps les féministes.

Les jeunes filles ou femmes le portent au nom d'une liberté, celle d'exercer leur religion. Le port du voile n'est pas qu'un signe d'appartenance à une religion. Il symbolise la place de la femme dans l'islam tel que le lit l'islamisme. Cette place est dans l'ombre, la relégation, la soumission à l'homme. Que des femmes le revendiquent ne change rien au sens qui l'affecte. Il n'est plus à prouver que les dominé(e)s sont les plus fervents supporters de leur mise sous tutelle. Il n'est plus sûre oppression que l'auto-oppression. Mais les jeunes filles qui s'accrochent à leur voile ne veulent pas pour autant renoncer aux bienfaits d'un Etat laïc et officiellement égalitaire.

Or c'est là que réside le nœud du problème. La France est une nation qui respecte deux principes : la laïcité, qui suppose la séparation du religieux et du politique, et l'égalité des sexes. Ces principes sont l'aboutissement de longues luttes, qui tout au long de notre histoire, ont tenté de donner le pas à la loi humaine sur la loi divine et de faire triompher la raison sur la foi. Le droit français s'est construit au cours des siècles, depuis les lois fondamentales du Royaume et les parlements, sur la conciliation et l'équilibrage entre des libertés contradictoires. La laïcité suppose un espace public neutre, libre de toute croyance religieuse, où évoluent des citoyens soumis au même traitement, qui partagent des droits, des devoirs communs et un bien commun, qui les placent au delà des différences discriminantes .

Tant que le port du voile restait dans la sphère de l'intime conviction personnelle, il ne contrevenait pas aux principes qui gouvernent la France. Chacun, chacune est libre en effet de croire en son for intérieur en un dieu, de penser que les femmes seraient des êtres inférieurs, qu'il faut voiler pour éviter aux hommes la tentation, qu'on peut marier de force, lapider si elles sont adultères. C'est cela aussi la liberté de penser. Afficher ce symbole dans l'espace public, régi par les principes de laïcité et d'égalité des sexes, marque une remise en cause de ces principes. On peut encore autoriser un tel affichage au nom de la liberté d'expression. Mais à condition qu'il ne soit pas l'instrument insidieux d'un prosélytisme intégriste, qui range les femmes en deux camps : soumises ou putes. Là où commence la violence sociale, morale ou physique contre les femmes qui ne portent pas le voile, doit s'arrêter la liberté de le porter.

Comment en sommes-nous arrivés à douter de ce qui fait la structure et la fierté de notre démocratie ? L'affaire du voile est un symptôme, parmi d'autres de la grande confusion qui règne sur les esprits et des régressions à l'œuvre. La régression a lieu sous l'effet conjugué d'un individualisme mal compris, et d'un complexe d'ex-colonisateur.

L'individualisme : le refus crispé de toute norme, qui renvoie à la phobie du moule, conduit à rejeter toute limite, au prétexte qu'elle brimerait la « liberté ». Chacun est « libre » dans notre système libéralo-libertaire. Libre tout seul ? Toutes ces libertés additionnées, ça donne quoi ? La grande chienlit ? Ou la prévalence de la liberté de certains sur les autres ? Ainsi, nous avons eu abondamment droit, nous les féministes, aux brames indignés de la gent publicitaire et médiatique sur les atteintes à la « Liberté d'expression », dès que nous prétendions faire entendre notre son de cloche sur les débordements des représentations sexistes. Ces indignations hypocrites protègent en fait les intérêts de ceux qui remplissent leurs tiroirs caisses avec ces images. Idem pour la « liberté » supposée de porter le voile : qui sert-elle en réalité ? Un voile peut cacher une barbe...

Mais pas touche à mon « droit à la différence » ! Dans notre société post-coloniale, travaillée par une culpabilité mal assumée, la phobie d'être accusé de racisme par « refus de l'autre » conduit à la sacralisation irraisonnée de la différence. Nous vivons ainsi sous la coupe d'une bien-pensance héritée des réflexes de « gauche », dont même la droite est victime. Voilà comment, au nom du respect des coutumes, on nous a fait honte quand nous avons décidé de

dénoncer l'excision et de porter devant la justice les cas d'excision. De cet état d'esprit apeuré qui se réfugie dans une tolérance tous azimuts, les islamistes jouent à fond, sans état d'âme.

Le drame est, qu'en réalité, cette bien-pensance là est un véritable racisme, qui ne se voit plus, mais qui survit et se réincarne dans l'antiracisme apparent du « droit à la différence ». Le bigotisme islamiste dont l'équivalent chrétien nous indignerait, c'est « bon pour les Maghrébines »...

Il est vrai en un sens que le voile n'est qu'un épiphénomène : il n'est que la partie émergée de l'iceberg. L'iceberg, c'est la politique de mainmise des « réseaux d'Allah » sur les populations issues de l'immigration, et en particulier sur les jeunes. Grâce à leurs moyens financiers, ils offrent soutien scolaire, aide aux familles en difficulté, persuadent les élus que les jeunes islamisés seront moins délinquants...

Ne pas abandonner nos jeunes à un endoctrinement aussi mortifère devrait être considéré comme une priorité, un devoir « sacré » de l'Etat. Mais il laisse faire, justifié d'avance par les idées de respect des différences et de libertés absolues...

Les obscurantismes ont la vie dure. Mais ne nous laissons pas tirer insidieusement en arrière : les religions doivent être soumises à la LOI, donc au principe de l'égalité des sexes. Evidemment, nous sommes laïcardes, puisque féministes.

En pratique, nous demandons :

a) — l'interdiction du voile dans les lieux d'enseignement et de vie commune (école, fac, entreprise, administration),

— si les agressions envers les femmes non voilées se perpétuaient : l'interdiction du voile dans la rue,

— d'une façon générale, l'application la plus stricte de la loi de 1905,

b) — la fin de l'enseignement des religions hors des cours d'histoire et de philosophie,

— un enseignement des principes du droit des libertés publiques et de leurs bornes,

— un enseignement sur les discriminations : sexisme, antisémitisme, racisme, homo-lesbophobie.

**Anne Zelensky**, présidente de la Ligue du Droit des Femmes,

**Anne Vigerie**, du Cercle d'étude de réformes féministes.

## **Réseau mondialiste révolutionnaire**

# **L'Islam politique contre les femmes et la laïcité**

**Depuis une quinzaine d'années, la question du voile est régulièrement soulevée en France : elle est devenue un enjeu politique entre les défenseurs d'un islam politique et les partisans d'une laïcité « à la française ». Aujourd'hui, le gouvernement Raffarin propose une loi, qui suscite un difficile débat, qui sert de révélateur à bien des tensions. La manifestation en faveur du voile, sciemment surestimée et surmédiatisée par le gouvernement, est le signe de la tension recherchée.**

### **Une stratégie internationale contre la laïcité**

Si le port du voile s'est développé, il ne touche qu'une minorité des musulmanes pratiquantes. Considéré aujourd'hui comme un symbole religieux et mais aussi comme un insigne politique, le voile est un élément important dans l'extension des religions et des sectes à travers le monde. On aurait tort d'en faire un problème strictement français, alors que dans le monde entier les islamistes ont manifesté en sa faveur ; alors qu'on sait que les points de départ de son extension ont été la réaction islamistes en Iran puis en Algérie et en Afghanistan ; qu'il est lié à l'expansion de l'Islam le plus réactionnaire et de la Shari'a. La laïcité française, avec tous ses défauts, n'en est pas moins sous le coup d'une pression internationale, que ce soit au sein d'une Union européenne où elle est une exception ; des Etats-Unis d'Amérique, qui la considèrent comme une atteinte aux droits de l'homme ; des pays et des groupes islamistes, qui veulent la battre en brèche dans le seul pays « occidental » où l'islam est l'une des principales religions.

Il y a donc une stratégie convergente contre la laïcité française. Que signifie-t-elle aujourd'hui ? Cette laïcité connaît d'évidentes failles. La séparation de l'église et de l'état a finalement favorisé l'église catholique, qui s'est ainsi déchargée de la lourde gestion de ses lieux de culte tout en en bénéficiant gratuitement. L'Alsace et la Moselle, ainsi que plusieurs territoires d'outre mer, ne sont pas laïques, au point que la polygamie existe toujours à Mayotte. Les écoles privées bénéficient d'un financement public, qui n'a cessé d'augmenter de gouvernement en gouvernement. Enfin, de manière générale, les religions organisées sont devenues des interlocuteurs réguliers de l'Etat sur tous les sujets de société.

Cela ne signifie pas pourtant qu'il faille considérer la laïcité comme un simple souvenir d'une époque révolue ; au contraire, il nous faut lutter pour son extension maximale, et cela malgré une classe politique de plus en plus liée aux religions et aux sectes les plus diverses. Il ne s'agit pas, pour nous, simplement de « séparer l'église et l'état », mais de mettre en place une société libérée de l'une et de l'autre. La laïcité n'est jamais qu'un rapport de force : aucune religion ne se considère elle-même comme une simple affaire privée, toutes se considèrent comme une affaire publique, souhaitent que leurs préceptes régissent la société. Et c'est pour cela que nous, athées et matérialistes, devons les combattre.

### **Le voile contre les femmes**

Cependant, la question du voile n'est pas juste une question de laïcité, elle a de nombreuses autres implications. Le voile n'est pas un symbole de l'islam, il est un symbole du contrôle de l'Islam politique sur le corps des femmes. La séparation entre les femmes et les hommes par des différences vestimentaires contraintes, des pratiques culturelles imposées, constituent un danger réel pour l'égalité entre les sexes. Le voile est là pour rappeler constamment que le corps féminin est perçu comme un danger pour le regard masculin. Le voile demeure le signe visible d'une exploitation de la femme, de son travail domestique et gratuit, de ses capacités reproductrices et de son cloisonnement dans la sphère du privée.

Rappelons que si certaines femmes musulmanes considèrent qu'elles se libèrent en portant le voile, d'autres - et elles sont nombreuses - subissent des pressions ou sont menacées quand elles ne le portent pas. De toute façon, il n'y pas a de libération possible là où il y a séparation imposée

et durable des hommes et des femmes. Et puis, rappelons-le, céder à la pression islamiste sur le voile en France, c'est faire peu de cas du sort des femmes qui, par millions, subissent le voile imposé dans les pays et les régions où l'Islam politique est au pouvoir.

Quand on entend que le voile est synonyme de libération de la femme, on a l'impression d'entendre ces vieux tartufes du dix-neuvième siècle, qui considéraient que la religion chrétienne était l'ornement naturel des femmes. Ce n'est pas nouveau : les religions, et au-delà, toutes les idéologies totalitaires, ont toujours cherché à instrumentaliser les femmes pour asseoir leur pouvoir, cherché à utiliser leur capacité reproductrice et leur rôle social dans l'éducation pour s'ancrer en profondeur dans la société.

On ne peut pas d'ailleurs se limiter au seul voile, car la gamme des pratiques sociales exigées par l'Islam politique est vaste. Ces pratiques sociales ne sont pas uniquement issues du Coran, mais proviennent des usages défendus par les groupes et les états qui s'en réclament. D'une part, elle tend à imposer certaines possibilités qui assoient le pouvoir patriarcal du père, du mari, des mâles de la famille, sur la fille, la sœur, la mère, l'épouse, la veuve, qu'il s'agisse de la répudiation, de la polygamie, du « meurtre pour l'honneur », l'excision, etc. D'autre part, elle tente d'instituer une stricte séparation des hommes et des femmes, allant jusqu'à l'absurde comme le refus de voir un homme soigner ou accoucher une femme. Doit-on aller, comme ce fut le cas récemment en Iran, jusqu'à interdire à un homme de sauver une femme sous les décombres d'un séisme ?

### **Toutes les femmes immigrées ne sont pas musulmanes.**

Aujourd'hui, on voit un certain nombre d'associations, d'organisations politiques de gauche se faire les défenseuses du voile, sur fond d'un anti-impérialisme et d'un antiracisme mal compris. Elles confondent « arabe » et « musulman » ; pire encore, elles assimilent parfois l'Islam, religion réactionnaire, à une force libératrice sous prétexte que les islamistes s'opposent aux Etats-Unis d'Amérique. En assimilant, exactement comme le désirent les musulmans intégristes, la pratique religieuse à une population, ces organisations de gauche se sont engouffrées dans une impasse nationaliste, tiers-mondiste et réactionnaire. Dire qu'être contre le voile, c'est du racisme, c'est une confusion ; dire que cela stigmatise les immigrés, c'est oublier que c'est le voile qui stigmatise les femmes immigrées. Il faut à la fois se battre pour défendre tous les immigrés, qu'ils soient croyants ou athées, sans préjuger de leur religion en fonction de leur origine géographique.

La gauche et l'extrême-gauche, à l'exception des libertaires, a renoncé au combat anti-religieux, laïque, athée et matérialiste. Même lorsqu'elle reste anti-chrétienne, plus par habitude que par analyse, elle a trop longtemps fermé les yeux sur le problème de l'Islam politique. Or l'Islam politique n'est pas juste une religion, c'est une force politique au niveau international, qui bénéficie du soutien de plusieurs états et d'organisations financières et militaires solides. Et cette force internationale défend une vision de la société fondamentalement réactionnaire, totalitaire, anti-sociale et anti-féministe. Nous n'avons pas d'autre choix que de la combattre.

### **Pour une société mondialiste et laïque**

Naturellement, l'Islam politique n'est pas la seule force réactionnaire dans le monde. Toutes les religions le sont, à des degrés divers, et bien des idéologies non-religieuses le sont également. Mais dans le cas présent du débat sur le voile, c'est cette force qui est le fer de lance de l'opposition à la loi proposée par le gouvernement Raffarin. Céder sur ce point, c'est les renforcer, c'est leur donner raison contre les femmes en France et dans le monde ; cela, nous ne pouvons l'accepter. Faut-il pour autant accepter une loi présentée par ses opposants comme liberticide, opposée à la liberté individuelle de s'habiller comme on l'entend ? Oui, dans ses aspects anti-voile, comme nous défendrions n'importe quelle loi antisexiste ou antiraciste. Défendre une loi de droite ? Oui, comme nous défendons la loi Weil sur l'interruption volontaire de grossesse.

Cependant, nous ne pouvons nous contenter d'une loi qui tend, sur la base du rapport Stasi, à mettre en place un Islam « à la française », respectueux des principes républicains et que l'état

aiderait par tous les moyens. De toutes façon, des vingt-six propositions de ce dernier, seule celle concernant le voile a été retenue, ce qui est significatif du peu de cas que le gouvernement fait de la laïcité. Et si nous ne pouvons rejeter totalement la loi sans dire aux filles et aux femmes forcées de porter le voile : « débrouillez-vous seules face aux islamistes », nous ne pouvons non plus souscrire sans réserve à un texte qui fait porter sur elles seules la responsabilité, qui évacue la pressions sociale, masculine et patriarcale qui s'exerce sur elles.

Nous devons nous battre pour plus de laïcité, et cela, nous ne pouvons le faire sans propager l'athéisme et le matérialisme. Les mondialistes révolutionnaires défendent une société planétaire, libérée du poids archaïque des religions et de toute forme d'oppression des femmes. C'est pourquoi nous associons à tous et toutes les laïques, les athées, les matérialistes et les féministes qui se regroupent pour lutter pour faire progresser la laïcité et le droit des femmes en France et dans le monde.

Réseau Mondialiste Révolutionnaire, Communiqué n° 1 - 25 janvier 2004

# **A propos de deux réunions de Ni putés ni soumises et de leurs perturbateurs**

Les textes présentés ci-après (le numéro 4 d'Interventions et l'article de Christian Béridel : ) rassemblent les impressions et les réflexions de participants à de deux réunions de Ni putés ni soumises, l'une à Fontenay-sous-Bois, en banlieue parisienne, l'autre à Villeurbanne, banlieue ouvrière de Lyon. Point commun évident entre ces deux réunions : la présence massive de personnes issues de l'immigration et la présence très minoritaire de « Gaulois » pur jus ou de militants d'extrême gauche.

Mais des différences aussi dans les thématiques et les interventions à Fontenay-sous-Bois. Des militants du PS et du PCF étaient présents mais sont intervenus plutôt en tant que laïcs et non en tant que militants de leurs partis et surtout sur la question de l'école et de la sécurité.

Ce déséquilibre très visible dans la composition des salles montre que le processus de communautarisation est bien enclenché en France puisque que les Franco-Français ne jugent pas nécessaire d'honorer de leur présence ce type de réunions.

Par contre ce n'est pas le cas des islamistes qui savent très bien faire monter progressivement la pression et tenter de discréditer les orateurs ou les oratrices par toutes sortes de moyens. L'utilisation des femmes en première ligne est une originalité « occidentale » mais elle ne doit pas faire illusion. L'objectif des islamistes est bien, sous un vernis républicano-citoyenniste (cf. Tariq Ramadan pour le plus « sophistiqué » d'entre eux) en France, multiculturaliste en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, de s'attaquer aux quelques droits chèrement conquis par les femmes et d'enrôler dans leur combat une extrême gauche tétanisée par le Complexe de l'Homme Blanc, quand ce n'est pas par des considérations fantaisistes sur l'« islam religion des pauvres » ou « cri de révolte dans un monde sans espoir ».

Les thèmes évoqués ou abordés sont rarement traités sur le fond avec trop souvent des faux débats et des amalgames de part et d'autre tels que communautés, identité, religion, laïcité, liberté, droits, devoirs République, Etat entre les deux positions principales. Celle des républicains de tout bord, prêts à tous les opportunismes et toutes les alliances pour défendre et maintenir la République qui seriat en danger, créant ainsi un consensus de la droite à l'extrême gauche électoraliste, quels qu'en soient les modalités et les arguments tactiques.

De l'autre les exclus de la démocratie, des droits démocratiques les plus élémentaires : droit au travail, à la reconnaissance, à l'expression, etc. qui sont sous la pression des amalgames entre banlieues et voyous ou islamistes, etc., recherche d'une reconnaissance d'un dialogue des interlocuteurs mais souvent de manière agressive tâtonnante, sans culture politique, sans repères de classe, ni boussole, ni perspectives politiques globales et par lui-même sont un enjeu d'influence de la part des deux courants majeurs. Enfin... pour les petits Blancs déclassés et l'Islam comme religion pour ceux issus de l'immigration avec potentialité d'islam politique plus ou moins ouvert ou fermé.

# L'affrontement des références et la barbarisation des rapports sociaux

Dans la société de classe moderne, l'existence sociale d'un individu était largement déterminée par sa plus ou moins grande appartenance aux principales institutions de l'État-nation : famille bourgeoise, propriété, patrimoine, église, cercle d'hommes, etc. L'entrée dans la vie des individus était marquée du sceau de cette appartenance de classe. Certes, la société bourgeoise s'est toujours accommodée d'une promotion sociale qui, à travers l'école républicaine notamment, permettait à une infime minorité d'individus de changer de classe sociale. Il reste que dans cette société il était aussi difficile de changer de classe que de sexe ! Les individus des classes dominées (paysannerie salariée et classe ouvrière) restaient majoritairement en dehors. Mais cette appartenance était aussi faite de solidarités, de luttes et de modes de vie collective qui immergeaient les individus dans des rapports sociaux figés et producteurs d'identités stables.

Il n'en va plus de même dans la société capitalisée d'aujourd'hui. Pour se "rendre visible", l'individu particularisé contemporain ne peut plus compter sur une appartenance sociale liée à son être collectif. On attend de lui qu'il annonce sa référence "identitaire" à telle ou telle particularité ethnique, culturelle, sexuelle, religieuse, de clan, de réseau, de lobby, de secte, etc. Ses demandes, comme ses aspirations, sont susceptibles d'être entendues à condition qu'elles affichent leurs références dans la combinatoire des "goûts", des "choix" et des "chances" qui s'offriraient désormais comme vie à tous les individus. Des vies privées d'histoire.

***De ces affrontements des références il ne peut que résulter une barbarisation toujours plus sinistre des rapports sociaux.***

*Jacques Guigou*

## **PRENDRE POSITION CONTRE UNE PRISE DE POUVOIR**

Mercredi 4 février 2004, à 21 heures, Mme Vianès, organisatrice de la réunion, remercie les quelque six cents personnes qui sont venues au Centre Culturel de Villeurbanne pour assister à la réunion publique de l'association *Ni putes ni soumises* sur le thème : "Vouloir et savoir vivre ensemble, filles et garçons". Elle présente ensuite les personnes présentes à la tribune : Mme David députée PS, les vice-présidentes<sup>1</sup> du collectif *Ni putes ni soumises* et Malika Haddad, présidente du comité Rhône-Alpes. Mme David rappelle l'importance de la lutte pour la laïcité et s'engage à être le porte-parole des échanges de la soirée, lors de l'intervention qu'elle compte faire le lendemain à l'assemblée nationale.

Les membres de *Ni putes, ni soumises* dressent le bilan d'une année de rencontres et discussions dans différentes banlieues de toute la France : à chaque fois, le constat de rapports difficiles entre jeunes femmes et hommes s'impose. La soumission à l'autorité masculine est encore plus forte qu'ils ne l'imaginaient au départ. Ils rappellent la nécessité de respecter le principe de laïcité qui garantit justement un exercice libre de sa religion mais dans l'espace privé. Un jeune homme explique les raisons de son implication dans le collectif *Ni putes ni soumises* en soulignant que les garçons aussi souffrent de cet enfermement.

La parole est ensuite donnée au public. Un professeur relate la mésaventure arrivée à un de ses élèves : parce qu'il avait sympathisé avec une jeune fille "blanche", il a été brimé par ses

---

<sup>1</sup> Sans la présidente Fadela Amara, retenue à Paris pour recevoir le prix Érignac.



camarades, jusqu'à être contraint d'arrêter ses études. Une femme présente ensuite les difficultés qu'elle a rencontrées dans les associations de quartier pour déposer les affiches de *Ni putes ni soumises* et explique que lors d'une projection de "La marche des femmes", les jeunes filles sont restées à l'extérieur. Lorsqu'elle les a questionnées à ce sujet, elles ont expliqué qu'il leur avait été interdit par les garçons d'assister à cette rencontre.

Un travailleur social prend ensuite la parole pour s'étonner du discours tenu ce soir-là, qui ne cadre pas avec sa pratique de terrain. Il côtoie chaque jour, assure-t-il, des jeunes de banlieue, dont deux cents "sont comptées comme filles" (sic) et il n'a jamais remarqué qu'elles soient importunées par qui que ce soit : elles peuvent au contraire se livrer en toute liberté et quiétude à des activités qui les intéressent, comme la couture ou la cuisine (resic). Il raconte ensuite qu'un soir, sortant de la mosquée en djellaba, il a été interpellé par la police à qui il a présenté sa carte d'identité française. Haussant le ton, il s'adresse aux personnes à la tribune pour demander si abandonner sa religion musulmane lui permettrait d'être un meilleur français. Une jeune fille voilée s'empare ensuite du micro, apostrophe la députée et, revenant sur son engagement contre le port du voile, lui enjoint d'être le porte-parole de sa voix à elle, de sa voix de fille voilée et ayant choisi de l'être. Elle s'insurge contre le pays des droits de l'homme qui s'apprête à voter une loi qui va lui interdire d'exercer sa liberté de religion. Elle évoque aussi un épisode survenu peu de temps auparavant : alors qu'elle se promenait avec une amie voilée au centre commercial de la Part-Dieu, une jeune femme a arraché le foulard de cette dernière. Lorsqu'elles ont voulu porter plainte, l'agent de police leur a rétorqué qu'elles n'avaient qu'à pas être voilées. Elle s'oppose ensuite au discours de l'association *Ni putes ni soumises* qui, selon elle, établit une confusion entre celles à qui on impose le voile et celles qui le choisissent, ce qui reviendrait à légitimer l'islamophobie. Lorsque Mme Vianès, tente de répondre à cette accusation, plusieurs personnes s'insurgent : «Elle n'a pas dit ça mais... ». Mme Vianès en conclut que si tout le monde a son discours sous les yeux, elle pourra se le procurer sur Internet. A ces mots, la jeune fille explose, ne supportant pas qu'une fois encore, on la prenne pour une aliénée. Elle indique qu'elle suit des études de philosophie et qu'elle est partie de chez ses parents il y a plus de deux ans. Une autre jeune femme s'en prend à cette école républicaine qui nous enseigne "nos ancêtres les Gaulois" et qui ne souffle mot sur la colonisation en Algérie. Un homme cite les massacres en Tchétchénie et rappelle que dans un camp de concentration de l'armée russe, les femmes voilées ont été violées, laissant entendre que c'est ce à quoi voudraient aboutir les opposants au foulard.

Ce qui est remarquable, c'est que ce qui semblait à l'origine l'intervention de personnes isolées et à la limite un peu loufoques, m'apparaît alors comme quelque chose de parfaitement organisé où les interventions se succèdent dans un ordre parfait de façon à confisquer la parole. Nous sommes bien face à une organisation politique du débat, même si aucune organisation ne s'affiche publiquement.

Comme pour confirmer cette impression, le ton monte, les slogans fusent, les applaudissements se font de plus en plus bruyants de la part de personnes que je n'avais perçues que comme des individus comme les autres mais qui s'avèrent être tout à coup comme un groupe représentant environ la moitié de la salle. Le travail est en effet bien partagé. Quelques intervenants jouent au départ les ingénus de service avant de se révéler de redoutables bretteurs soutenus par une «claque» qui rappelle les pires meetings politiques des partis staliniens ou fascistes.

Cela finit en apothéose (ou en apocalypse, c'est selon...), une partie importante de la salle est debout. Le travailleur social lance à l'organisatrice: "T'as peur, là, hein, t'as peur ...". Effectivement, nous sommes nombreux, surtout parmi les femmes à avoir peur et Madame Vianès, jouant les pompiers de service, proclame la retraite sous un prétexte technique. La sortie

est précipitée et ne se déroule pas dans les meilleures conditions, c'est le moins qu'on puisse dire<sup>2</sup>.

### Isabelle Campanella

Cette expérience nous amène à énoncer quelques points qui nous semblent essentiels :

1) Le déroulement de la réunion montre bien le double jeu qui caractérise cette offensive de l'islamisme radical dans un pays comme la France. Ce double jeu n'a d'ailleurs rien de machiavélique. Il est le produit d'une situation objective qui le permet alors qu'il n'est pas possible dans les pays qui ne reposent pas sur une démocratie formelle, ce qui est le cas de la plupart des pays à dominante culturelle et culturelle musulmane. Il s'agit en effet d'un côté d'utiliser toutes les ressources idéologiques et légales de la démocratie avec en plus, s'il le faut, un zeste de modernité branchée ("le voile c'est mon choix" comme on dirait à la télé) et de l'autre d'affirmer un droit à la différence. Mais ce qui a changé par rapport à cette revendication des années 80, dont l'association SOS racisme est à l'origine, c'est qu'il ne s'agit plus d'un droit individuel à la différence culturelle, mais d'imposer le «nous» communautaire, soit contre la société<sup>3</sup>, soit au sein même de celle-ci et de son État républicain et laïc<sup>4</sup>. La force de cette dernière position par rapport à la première qui reste très marginale, c'est de permettre une synthèse stabilisatrice de la tension individu/communauté dans le milieu issu de l'immigration maghrébine et turque<sup>5</sup>. "Le hidjab mon droit" n'est rien d'autre que le droit à la soumission à sa communauté comme revendication d'une liberté.

Déjà, à partir de la fin des années 80, on a pu entendre des élèves parlant au nom de "nous les arabes" et on voit aujourd'hui s'y substituer leurs dignes descendants qui tentent de parler au nom de "nous les musulmans". Avec le développement d'un islamisme militant, on a un changement d'échelle dans l'expression du despotisme de cette communauté.

Cet aspect a été particulièrement occulté par la médiatisation du cas des filles Lévy, fraîches converties qui ne s'arrêteront pas en si bon chemin et qui, soyons en sûrs, connaîtront d'autres conversions que ne connaîtront pas celles, bien plus nombreuses, que leur "choix" actuel réduira à un silence peut être définitif. En l'occurrence, la liberté d'un tout petit nombre garantit l'oppression du plus grand nombre. De la même façon, la médiatisation autour de la question du voile a occulté toutes les autres pratiques non réglementaires : refus des garçons de suivre les cours de piscine, absences de plus en plus nombreuses aux devoirs pour cause de ramadan, demande de rupture du jeûne en plein cours ou visite de musée, etc.

2) Cette polarisation sur la visibilité des signes religieux et particulièrement sur le "voile islamique" est souvent présentée par ses détracteurs, comme ayant été une opération politique d'un gouvernement qui cherchait à faire diversion afin de cacher une politique anti-sociale. Outre le fait que pour cacher quelque chose il faudrait que cette politique ne soit pas visible, publique et qu'il y ait vraiment un mouvement de résistance<sup>6</sup> qui nécessite une stratégie de diversion, il faut rappeler que cette "agitation" est née sur le terrain dès 2002, avec de nombreuses prises de paroles d'enseignants sur la situation (comme par exemple celle de deux enseignants du lycée La Martinière à Lyon) et les réactions aux "tournantes" et au meurtre perpétré sur Sohane, qui allaient provoquer la naissance de l'association *Ni putes ni soumises*. La situation s'étant dégradée dans de nombreux quartiers et écoles depuis la rentrée scolaire de septembre 2003, il n'est pas étonnant que des remontées vers la sphère politique se soient produites.

---

<sup>2</sup> Pour donner une idée de l'ambiance et de l'effet produit, je m'étais mise en tête d'écrire immédiatement un compte rendu de cette réunion pour en garder une trace et l'utiliser dans une éventuelle action avec des enseignants de Vénissieux et des membres du collectif *Ni putes ni soumises* de cette banlieue, mais je n'ai pas réussi à le faire avant un délai d'un mois, tellement la perception immédiate que j'en avais m'empêchait d'exprimer une appréciation plus politique que morale et psychologique de l'événement.

<sup>3</sup> C'est la position du Parti des musulmans de France.

<sup>4</sup> C'est la position de Tariq Ramadan.

<sup>5</sup> Cette revendication d'une stabilisation (provisoire ?) apparaît bien dans les déclarations fameuses de Ramadan sur le "moratoire".

<sup>6</sup> On sait que cette résistance a été provisoirement brisée au printemps 2003.

3) Cette montée en puissance d'un islamisme politique radical ne tombe donc pas par hasard sur la France dont l'État-nation est censé fournir un modèle d'intégration individuel, celui de "l'assimilation", à un moment où cet État-nation est justement en crise et n'est plus capable d'affirmer ses principes constitutifs<sup>7</sup>. C'est que l'école est aujourd'hui le lieu d'une tension entre les anciennes médiations institutionnelles de l'État-nation et les nouveaux intermédiaires que sont les réseaux, les lobbies et les groupes d'intérêts territoriaux. Le communautarisme islamiste se heurte justement à l'un de ces pôles, celui des institutions traditionnelles reposant sur le principe de laïcité, mais pas du tout à l'autre pôle celui des nouveaux intermédiaires au credo relativiste et multiculturaliste : voile, non mixité, lycée musulman de Lille, inscriptions dans le privé représentent autant de pratiques particularistes qui s'intègrent à cette dernière vision.

La réaction politique a donc pris la forme de la Loi parce que justement le système est bloqué et que les principes de laïcité ne sont plus respectés alors qu'ils ont encore une forme concrète dans des règlements intérieurs et administratifs. La Loi ne peut alors plus être qu'un "copié-collé" artificiel sur un milieu (l'école, mais plus largement toutes les institutions, l'hôpital, etc.) comme s'il s'agissait de défendre une forteresse assiégée, de la garder à l'abri de ce qui se passe à l'extérieur, c'est-à-dire la toujours plus difficile reproduction des rapports sociaux. C'est ne pas tenir compte du fait que le terrain est déjà très imprégné de ces bouleversements et que les salariés de ces institutions sont maintenant tentés de réagir par le raidissement, après avoir cultivé la tolérance et le respect.

***Les enseignants ont largement participé à cette tendance. Malgré leur discours récurrent sur la baisse du niveau et sur les difficultés à enseigner, ils ont couvert à la fois la reproduction des inégalités sociales par l'institution et la violence grandissante des rapports sociaux au sein des établissements scolaires. S'ils sont majoritairement pour une Loi, ce n'est pas principalement pour réaffirmer un principe général, d'autant qu'ils donnent à la notion de laïcité des contenus très différents (en fonction de leur positionnement par rapport aux deux pôles de la tension mentionnée plus haut), mais pour savoir concrètement quelle position adopter. Une Loi donc plutôt que la lutte quotidienne sur le terrain. C'est aussi tout le rapport ambigu à l'État qui s'expose ici et qui nous renvoie aux limites des mouvements sociaux de 1995 et 2003.***

4) Dans un monde qui produit sans cesse de l'équivalence et qui rend tout équivalent (l'équivalent général étant l'argent), on a donc eu droit à l'énoncé des équivalents du voile. Le string (pour le directeur des Inrockuptibles c'est la même chose que le voile, mais avec une signification inversée : certaines ne veulent rien montrer, d'autres veulent tout montrer !), le nombril à l'air, les tatouages, le percing, la minijupe, les publicités sexistes et même la cravate, tout y est passé afin de bien montrer que tout cela n'avait pas d'importance ou en tout cas pas plus que le reste. Certains ont même comparé le "nous" des marques ou de la mode avec le "nous" du voile ! Il n'y a là aucune réflexion, mais un simple laisser-aller au gré des associations d'idées. Le but théorique est de renvoyer dos-à-dos chaque position ("l'affrontement des références")... alors qu'on en attaque pratiquement qu'une seule, la plus universaliste, en la dénonçant comme relevant d'un faux universalisme ou d'un universalisme abstrait. Mais le "nous" des marques est un nous de basse intensité, interchangeable et justement une figure des identités multiples, partie intégrante du procès d'individualisation, qui n'a rien à voir avec le "nous" de haute intensité incorporé dans une référence identitaire exclusive. Le "nous" des marques n'est pas contradictoire au parcours scolaire. Il fait partie de l'air du temps et les élèves zappent les marques et les chaînes de télévision comme ils zappent les matières enseignées. Le "nous" du voile est une réaction à cet air du temps, une "démarque", mais malheureusement ce n'est pas une révolution qu'il annonce<sup>8</sup>, mais une contre-révolution et qu'elle soit initiée par les

---

<sup>7</sup> Les cours d'ECJS (éducation civique juridique et sociale) sont censés y remédier !

<sup>8</sup> Il faut avoir la cécité politique d'un Foucault pour s'enthousiasmer pour la "révolution iranienne".

"pauvres" et sous couvert de la prétendue religion des pauvres ne change rien à l'affaire<sup>9</sup>. De la même façon qu'auparavant il ne fallait pas "désespérer Billancourt", aujourd'hui, il ne faut pas désespérer nos banlieues. "Touche pas à mon pote" devient "Touche pas à ma religion", mais on est toujours dans l'absence de prise de position politique. On est dans l'empathie comme ailleurs on est dans l'éthique<sup>10</sup>. On est loin des combats pour la libre pensée quand presque tout le monde s'accorde à dire que toutes les religions sont bonnes quand elles restent modérées. A défaut de nouvel universel, on recycle de l'ancien sans comprendre que les seules religions qui résistent sont celles qui justement offrent une version non modérée, un projet de vie face à l'écroulement des idéaux politiques et des espoirs de prospérité économique. D'une manière générale, ce qui compte, dans cet argumentaire (le plus souvent de gauche ou d'extrême gauche), c'est de rester modéré !

5) C'est qu'il y a difficulté à trouver un nouvel universel en dehors de celui des droits de l'homme, pourtant bien fourvoyé dans le tout humanitaire et en dehors de celui d'un prolétariat révolutionnaire devenu introuvable. Le relativisme et l'idéologie multiculturelle règnent donc alors qu'il n'est pas difficile de démonter leur argumentaire. En effet, est-ce que des individus ont été torturés ou fouettés pour un string, un percings ou autres? «Le voile n'est pas un simple bout de tissu, de même que l'excision n'est pas une simple coutume parmi d'autres», dit l'Iranienne Maryam Namazie<sup>11</sup>. Et la lutte contre le voile n'est pas davantage le signe d'un nouvel impérialisme occidental que la "lutte anti-impérialiste" n'était obligée de soutenir Khomeini, les talibans, S.Husseini et maintenant le Hamas.

Cette perte de la dimension d'universalité apparaît bien dans les atermoiements des féministes sur cette question. A première vue, elles sont contre le port du voile et la plupart ont signé des appels pour la loi. Mais les féministes les plus "radicales" comme Ch.Delphy n'y souscrivent pas tant les arguments des islamistes radicaux rejoignent parfois leurs propres positions. Ainsi, le foulard serait là pour soustraire aux regards publics des hommes l'objet du désir, ce qui n'est pas si lointain de l'argumentaire sur le harcèlement sexuel et les publicités sexistes. On est dans la perspective d'une sexualité à sens unique, en partie vérifiée dans une communauté de référence musulmane qui est fondée sur la séparation des sexes et l'absence de liberté dans les rapports amoureux et sexuels ; et en grande partie fantasmée par celles qui nous renvoient à l'immuabilité de la société patriarcale, même au sein du capitalisme tardif. Là où les premières vont cacher toute trace de féminité pour obéir à la "loi" des pères et des frères, ou simplement pour pouvoir traverser tranquillement la rue (le port du survêtement chez celles qui échappent au voile remplit la même fonction à l'échelle plus générale des rapports hommes/femmes dans les "quartiers")<sup>12</sup>, les autres vont la nier comme un rôle imposé par les dominants de sexe masculin. On retrouve ici la démarche type des pensées de l'équivalence : la domination sur les femmes d'origine musulmane n'est pas pire que la domination des hommes en général sur les femmes en général donc la critique de la première domination est discriminatoire et potentiellement islamophobe.

6) Autre signe de cette difficulté à renouer avec l'universalité, c'est que d'un côté les partisans de la laïcité républicaine posent la question au niveau politique sans la poser au niveau des rapports sociaux et finalement du système capitaliste dans son unité, alors que d'autres, gauchistes et libertaires, la posent au niveau des rapports sociaux ("apartheid social", chômage, discrimination) sans la poser au niveau politique. Si ces derniers parlent encore de révolution c'est par habitude ou propagande groupusculaire, mais ce qu'ils demandent est là encore

---

<sup>9</sup> Il faut être le philosophe ex stalino-maoïste Badiou pour faire de l'immigré arabe musulman le nouveau prolétaire du XXI<sup>e</sup> siècle (cf. son article : "Derrière la loi foulardière, la peur" paru dans *Le Monde* du 22/23/02/2004). Où on voit aussi que la pétition des Inrockuptibles au nom de l'intelligence de gauche est particulièrement mal venue quand les bêtises fleurissent au-delà des clivages politiques.

<sup>10</sup> Ce sont les deux ressorts du "minimalisme politique".

<sup>11</sup> Dans le n°6-7 de la revue *Ni patrie ni frontières*.

<sup>12</sup> C'est sur cet argumentaire du voile-protection que N. Mamère et d'autres responsables écologistes se sont opposés au projet de Loi !

particulièrement modéré, libéral/libertaire, dit-on aujourd'hui : libre circulation des hommes (comme des marchandises) et lutte pour les droits. Enfin, il y en a d'autres pour nous expliquer qu'il faut revenir à ce qui est fondamental, c'est-à-dire à l'appartenance de classe. Dans le texte "Ramanophobie ou athéisme" du dernier numéro de la revue *Ni patrie ni frontières*, on peut voir que les mêmes qui reconnaissent que l'identité culturelle n'est pas immuable, parlent de l'identité de classe comme si justement elle était la seule identité immuable!

Sans se leurrer sur son compte<sup>13</sup>, l'association *Ni putes ni soumises* semble pour le moment et sur cette question, le seul groupe interventionniste à essayer de tenir les deux bouts. On en a encore eu un exemple avec son positionnement dans la dernière manifestation du 6 mars 2004. Mais il le fait en utilisant, sans état d'âme, tous les moyens qui sont ceux des "nouveaux mouvements sociaux" depuis vingt ans (utilisation des médias et de l'aide logistique des groupes politiques, etc.). Toutefois, si cette lutte est nécessaire, elle relève plus de la résistance, qu'elle n'offre une alternative. A l'horizon, il n'y a pour l'instant, qu'une tendance à la barbarisation des rapports sociaux. C'est apparemment le prix à payer de notre incapacité à changer le monde.

**Isabelle Campanella-**

**Jacques Wajnsztein**

---

<sup>13</sup> Elle adopte par exemple un positionnement républicain laïc qui la rattache au courant citoyeniste.

## Réaction d'un lecteur sur le réseau d'Infozone.

"L'islamisme politique"? D'où sort ce nouveau vocabulaire? Je ne crois pas avoir entendu parler de "catholicisme politique" lorsque les "associations familiales" manifestaient pour l'école privée ou contre l'avortement.

Quant à l'utilisation de "toutes les ressources idéologiques et légales de la démocratie", je ne vois pas pourquoi certains français, sous prétexte qu'ils sont, comme le dit malicieusement Sarkozy, issus de l'immigration (depuis plusieurs générations, mais passons) n'auraient pas le droit à la parole. A vous de savoir leur répondre !

Et si le Hijab (et pas le Djihad) est choisi par certaines, on peut certes trouver ça regrettable, mais affirmer qu'il s'agit forcément du choix de la soumission sans avoir posé la question aux intéressées est hâtif et péremptoire.

D'accord sur le fait que ceux qui disent "nous" ne sont pas pour autant représentatifs d'une communauté. Mais je crains que l'idée que vous vous faites de cette "communauté" ne soit pas plus représentative.

A lire cela, on pourrait vous croire convaincue(s) que c'est de la faute des musulmans s'ils sont victimes de racisme. C'est un peu fort !

La question du voile se pose depuis 1989.

Quant à l'utilisation d'un faux problème (ici l'évocation d'un "problème national" et du danger d'islamisation de la France à partir de 2000 filles voilées dans les écoles et de quelques cas d'exclusions) pour éviter de parler des casses des acquis sociaux et des 800 000 chômeurs qui sont ou vont être privés d'allocations n'est pas une première de la part de ce gouvernement.

Et quel est ce "modèle d'intégration individuel" que l'État-nation est censé fournir (ou imposer) ? La stigmatisation de certain-es et la tolérance pour les autres ? Je vous rappelle qu'encore aujourd'hui de nombreux établissements scolaires abritent des chapelles, et que l'on ne parle de respect de la laïcité qu'à propos des musulmans. Je suis en faveur d'un respect absolu de cette laïcité à l'école, mais pour tout le monde ! Plus de kippas, plus de croix, etc. Et surtout plus de curés dans les écoles ! J'en ai marre de cette discrimination et de cette stigmatisation permanente de ceux qu'on a appelé longtemps les "bicots", puis les jeunes arabes (alors qu'ils étaient déjà Français pour la plupart), et qui sont les seuls qu'on nomme maintenant les jeunes "issus de l'immigration". Et on s'étonne après d'un repli communautaire...

Ben voyons ! La soumission à la dictature de la mode et des marques n'est qu'une soumission de "basse intensité". Certains vont jusqu'à en braquer d'autres pour avoir leur pompes de marques, mais ça n'est qu'un phénomène sans importance...

Féministes, islamistes, même combat, c'est ça? Vous ne manquez pas de culot !

**Nino,**

Athée, militant anti-raciste et féministe.

# Quelques éléments de réponse

**1. Jusqu'à nouvel ordre, les catholiques intégristes qui militent contre l'avortement (aussi dangereux, certes, que les islamistes) ne font pas de propagande dans les établissements scolaires, comme c'est le cas avec les imams qui envoient leurs filles voilées. Si c'était le cas, je m'élèverais de la même manière contre cette négation du droit pour la femme à disposer de son corps. En attendant, c'est bien l'islamisme radical et militant qui représente aujourd'hui un danger et non pas l'intégrisme catholique revivifié!**

2. Le déroulement de la réunion montre qu'il est complètement malhonnête de parler de choix : quand on voit comment la parole a été confisquée en pleine réunion publique dans le centre de Villeurbanne, ville de la première ceinture lyonnaise, comment nous faire croire que des jeunes filles de 12 ou 14 ans pourraient être entendues dans des banlieues plus excentrées qui ne connaissent guère la mixité sociale ! Quant à la question, je l'ai évidemment posée à mes élèves voilées de Vénissieux. La réponse est toujours la même: sitôt le sujet abordé, vient le refrain: "C'est moi, madame, qui l'ai choisi..." Parler de choix dans ce cas me semble un contresens. En effet, faire un choix implique de donner la préférence à une chose, en écartant les autres possibilités. Quelles autres possibilités sont offertes à ces jeunes filles, quand bien même elles auraient la force de résister? Se faire traiter de filles faciles par tous les grands frères...

Par ailleurs, le choix est une démarche active qui suppose un pouvoir, une liberté. Quelle ironie ! Belle liberté de quelques unes que de se soumettre à la domination, quand elle entérine l'oppression de toutes les autres !

3. Il ne s'agit pas du tout de donner une représentation d'une communauté mais de dénoncer justement le fait que le "nous" voudrait imposer une image de la communauté comme unique référence et nier l'existence des individus. La référence communautaire doit rester une richesse qui peut réunir sur d'autres bases que celles de l'appartenance à la communauté et non un carcan qui exclut ceux qui n'en font pas partie. J'ai récemment reçu, en tant que professeur principal, une maman qui est venue avec son bébé de cinq mois. Elle a tiré sur son voile durant tout l'entretien alors même que nous avions échangé sur les bienfaits de l'allaitement. Ce qui est apparu, c'est que pour elle, j'étais avant tout une non-musulmane et non une jeune maman qui avait décidé comme elle d'allaiter son bébé.

4. Effectivement, la question du voile se pose depuis 1989, mais elle s'est manifestée, à l'époque, en dehors d'une offensive plus générale de l'islamisme militant qui s'est développée ensuite dans les quartiers et les écoles.

5. Depuis combien de temps n'avez-vous pas mis les pieds dans un établissement scolaire? Pourriez-vous me fournir la liste de ceux qui, comme vous le prétendez, abriteraient des chapelles? Je suis également en faveur d'une laïcité stricte mais dans mon établissement où je ne fais cours qu'à quatre élèves le jour de l'Aïd, le problème n'est pas de savoir qui va à l'aumônerie! (Je crois que la banlieue lyonnaise est assez représentative de la situation en France, étant entendu que l'Alsace est une exception, d'ailleurs peu compréhensible aujourd'hui). Je n'ai jamais entendu le terme de "bicot" à Saint-Fons, Vénissieux, où je travaille, ni à Vaulx-en-Velin, où j'ai grandi... Ce terme est lié à une situation coloniale et à la guerre d'Algérie et comporte une connotation très péjorative, raciste, ce qui n'est pas le cas de l'expression "jeune issu de l'immigration". Je suis moi-même issue de l'immigration récente, c'est un constat et je ne vois pas où est le problème qu'on puisse nous le rappeler ou s'en réclamer à partir du moment où ce n'est pas l'unique élément de définition de la personne mais un élément parmi d'autres qui la constituent. A partir de là, je ne vois pas en quoi le fait de mettre en garde contre les dangers de pratiques de certains groupes qui reposent sur l'oppression, constituerait une stigmatisation de l'ensemble.

6. Il me semble que la soumission au pouvoir des marques n'est pas du même ordre que celle de la soumission à la religion, dans la mesure où elle est en général limitée dans le temps : les adolescents devenus adultes braquent rarement des banques pour s'acheter des polos Lacoste. En

revanche, les jeunes filles à qui (je le répète) on a imposé le voile, sont très peu nombreuses, une fois devenues femmes et mères, à l'ôter.

**7. Il ne s'agit pas d'assimiler les féministes aux islamistes mais de rappeler le danger qu'il y a à rejeter entièrement la responsabilité du contrôle de la sexualité sur les femmes. On ne peut pas résoudre un problème en supprimant l'énoncé: une femme doit pouvoir afficher sa féminité sans que l'homme la considère comme offerte! A lui de se dominer, sans que la femme ait à se dissimuler derrière un voile ou un jogging unisexe.**

Isabelle Campanella, individu singulier.

**INTERVENTIONS Éditions de l'impliqué BP 2005 34024 Montpellier cedex 01**

<http://membres.lycos.fr/tempcritiques>

[tempcritiques@multimania.com](mailto:tempcritiques@multimania.com) ISSN 1639-4755 GRATUIT



# TIRS CROISES

Mercredi 31 mars, Caroline Fourest et Fiammetta Venner ont dû sortir sous escorte policière tellement le débat organisé autour de leur livre à l'Institut du Monde arabe a été violent.

Ce type d'intimidation est hélas de plus en plus fréquent. Lorsque les filles de Ni putes ni soumises interviennent, lorsque certains membres de la commission Stasi donnent des conférences (en France ou en Europe), bref tous ceux qui défendent réellement la laïcité sont aujourd'hui confrontés à de vrais commandos, où des islamistes et leurs alliés se chargent de venir en nombre pour prendre en otage la conférence et empêcher toute possibilité de débat.

Plusieurs organisations laïques et féministes, dont ProChoix, ont décidé de dénoncer régulièrement ces tentative d'intimidation. En ce qui concerne le débat piégé de l'Institut du monde arabe, deux participants ont décidé de faire part de leur émotion face à de tels procédés : Tewfik Allal (initiateur du manifeste des "Français de culture musulmane contre lamisogynie, l'homophobie, l'antisémitisme et l'islam politique") et Jean-François Chalot (UFAL)

Prochoix News 4/4/04

-----  
La horde, et la honte

J'ai assisté, mercredi soir 31 mars, à l'Institut du monde arabe (IMA), à une véritable séance de « lapidation ». Caroline Fourest et Fiammetta Venner avaient été invitées au « café littéraire » de cet institut pour présenter leur livre, Tirs croisés, la laïcité à l'épreuve des intégrismes juif, chrétien et musulman (Calmann-Lévy).

La haine, la violence et l'obscurantisme de leur « comité d'accueil » n'avaient rien à envier aux pierres que l'on jette sur ceux ou celles qui ont « péché ». Le « modérateur » de cette soirée a attaqué, bille en tête : selon lui, le livre « est ouvertement pro-israélien », et met en cause, « de façon scandaleuse », des groupes islamistes comme les Frères musulmans. Puis, jouant sur l'idée « littéraire » qu'un livre, une fois publié, n'appartient plus à ses auteurs mais à son public, il livra en pâture les deux jeunes auteurs, donnant, lui-même, le signal d'une agression soigneusement préparée : chacun ou chacune avait son papier et faisait état de citations tronquées, le plus souvent sans référence de page, délestant l'ouvrage de sa portée universelle, à savoir le totalitarisme que charrie l'intégrisme quelle que soit la religion considérée. De la « fille à foulard islamique » au « baathiste progressiste », de l'« immigré victime de l'islamophobie » à l'« islamo-nationaliste », sans oublier le « démocrate altermondialiste » et le « gauchiste laïque » : toutes les composantes de la « sainte alliance », ardemment souhaitée par Tariq Ramadan, étaient

convoquées. Les auteurs n'avaient pas droit à la parole, et se voyaient accusées de tous les maux, en particulier celui d'« islamophobie » - le maître mot de cette soirée.

Des gens, qui avouaient n'avoir pas lu leur livre, ont demandé aux deux auteurs de s'excuser pour avoir critiqué Tariq Ramadan et les Frères musulmans. Il est apparu, quand certains « questionneurs » ont été sommés par Caroline Fourest et Fiammetta Venner de se présenter, qu'on avait affaire à des partisans du Hezbollah libanais : l'un des participants était le correspondant en France de la chaîne El-Manar, connue pour avoir diffusé un feuilleton inspiré du « Protocole des sages de Sion » ! Les partis islamistes ont été présentés comme des libérateurs, ce qui a provoqué la fureur d'un Algérien ulcéré qu'« on puisse défendre des égorgeurs ». Il est

sorti de la salle, car tel était le climat de terreur que les opposants étaient amenés à sortir. Un jeune représentant de l'association des arabes athées AIME, qui essayait de défendre le droit d'être athée en terre d'islam, lui-même étant de culture musulmane, s'est fait traiter de « suceur » par deux charmantes personnes des premiers rangs.

Au milieu de tout cela, Pierre Tévanian, qui ne s'est pas nommé lui-même, mais que Caroline Fourest a conduit à le faire, défendait son droit à être « laïque » tout en condamnant « la loi d'exclusion sur le voile », et donnait ainsi à la violence ambiante de la salle sa couverture de légitimité républicaine.

Jamais livre n'a autant mérité son titre : le « tir croisé », dans cette soirée-bataille, est venu, pour l'instant, de l'intégrisme islamiste. Pas de doute, les autres intégrismes suivront. Sans attendre, il faut se préparer à ces batailles, engagées avec courage par Caroline et Fiammetta, qui se sont vaillamment défendues.

Tewfik Allal

Débat piégé à l'Institut du Monde Arabe

Caroline Fourest et Fiammetta Venner ont été invitées à intervenir dans le cadre des cafés littéraires de l'Institut du Monde Arabe ce 31 mars en soirée. Elles ont répondu présentes bien que des consignes circulassent depuis plusieurs jours sur des listes de diffusion islamistes pour leur réserver un accueil digne de ce nom.

Depuis son face à face avec Ramadan à Campus, Caroline Fourest agace dans ces milieux. Lundi soir, dans le cadre de l'émission Mots Croisés d'Arlette Chabot, elle a encore fait très fort en faisant tomber le masque d'un représentant de l'UOIF, Amar Lasfar, qui disait condamner le terrorisme. Jusqu'à ce que Caroline lui fasse avouer que son organisation avait émis une fatwa approuvant les attentats kamikazes ! C'est dire si elle était attendue. Mais ce à quoi ne s'attendaient pas les auteures, c'est la façon particulièrement infecte dont Badr-Eddin Arodaky, le commercial de l'Institut du Monde arabe (selon l'organigramme), a conduit les débats. Sans les avoir prévenues des règles du jeu, il a commencé lui même par attaquer le livre, « énervé » de voir que des groupes islamistes comme les Frères musulmans étaient critiqués. Il n'a pas non plus accepté que les auteures écrivent que, même grignoté par les intégristes juifs, Israël restait à ce jour un état démocratique et laïque.

Place au débat, si l'on veut appeler un débat des injectives, de longues citations tronquées destinées à mettre les auteures en accusation dans une ambiance d'une agressivité rare. Car en fait de débat, le café littéraire a tourné au procès et même aux menaces.

Tout en reconnaissant qu'ils n'avaient pas lu le livre, des militants particulièrement excités sont venus tour à tour exiger des auteures qu'elles s'excusent pour avoir critiqué Tariq Ramadan puis les Frères musulmans à qualifié de « mouvement de libération populaire » par l'un des intervenants. Elles ont été sommées de s'expliquer sur ce qu'elles pensaient du conflit Israëlo Palestinien, bien que ce ne soit absolument pas l'objet de leur livre. Et lorsque les auteures

ont expliqué que leur livre dénonçait la présence de colonies peuplées notamment par des intégristes juifs bloquant le processus de Paix, tout en appelant de leurs vœux la création d'un Etat Palestinien à côté de l'état Israélien, des gens de la salle sont intervenus en cascade pour les accuser d'être à la solde de la propagande Israélienne ! Caroline et Fiammetta ont exigé que les accusateurs se présentent et on a fini par apprendre que la plupart des gens dans la salle étaient des partisans du Hezbollah. L'un des accusateurs n'était autre que le correspondant en France de la chaîne française du Hezbollah, Al-Manar, qui diffuse un feuilleton inspiré des Protocoles des Sages de Sion.

L'homme a déclaré « il n'y a pas d'intégristes en Islam, les islamistes sont des libérateurs ». Ce qui a fait exploser de colère un algérien assis à côté, qui s'est levé pour partir en lui lançant « monsieur, je suis algérien, je ne peux pas vous laisser dire ça ! Vous soutenez les égorgeurs ! »

C'est dire si l'ambiance était tendue et même franchement inquiétante. Les deux oratrices n'ont quasiment pas eu la parole, le modérateur a prévenu d'entrée qu'il se permettrait d'agir en

dictateur et il n'a pas déçu. Toute personne qui prenait la parole en leur faveur était immédiatement coupé et ne pouvait plus reparler, ce qui n'était pas le cas de ceux qui insultaient

les oratrices, qui, eux, pouvaient ré-intervenir. Si bien que les accusateurs pouvaient mentir et faire de fausses citations du livre sans être contredits.

Incroyablement grossier envers ses hôtes, le président de séance semblait ravi du jeu de massacre, auquel participaient des islamistes mais aussi notre islamo-gauchiste préféré, Pierre Tévanian, ridiculisé une fois de plus par Caroline.

Car vu le climat, les deux auteures s'en sont incroyablement bien tirées. Elles ont même convaincu une partie de l'auditoire et il fallait le faire. Dans la salle nous avons été quelques-uns à intervenir en positif par rapport aux explications données par Fiammetta et Caroline. Je passerai sur la mienne pour revenir sur celle de Patrice Leguérinais qui a montré en quoi elles avaient raison de préférer le mot « racisme » au « mot islamophobie », à moins de reconnaître que l'on refuse toute critique de l'Islam, même si elle n'est pas raciste, et alors que Caroline et Fiammetta ont rappelé combien ce mot permettait à des gens effectivement racistes, comme Oriana Fallacci, de passer pour des héros de la laïcité ! Un jeune musulman de l'AIME, qui défend le droit d'Arabes à être athées, est intervenu courageusement dans ce sens, endurant des réflexions homophobes et sexistes tenus en demi-aparté par deux jeunes femmes extrémistes.

J'ai eu droit aussi dans le fond de la salle à une menace de «cassage de gueule» non suivie d'effet malgré le fait que je sois resté dans les derniers pour voir et surtout parce que les menaces de ce type me donnent de l'énergie. Le même type, particulièrement excité, a montré du doigt les auteures en leur faisant comprendre qu'elles auraient droit à une explication en aparté. Caroline l'a dénoncé au micro, ce qui a fait redoubler les hurlements.

Fiammetta a regretté de ne pas avoir pu débattre avec les gens de bonne volonté, une moitié de salle totalement pris en otage par les extrémistes, tout en assumant clairement le fait que Tirs Croisés puisse mettre hors d'eux les fanatiques de tous bords. Elle a proposé de continuer à discuter sur internet en donnant son email. Caroline a maintenu que ce qui venait de se passer ce soir confirmait la thèse de Tirs croisés, à savoir qu'il existait non pas une guerre entre l'Orient et

l'Occident mais entre partisans des fanatiques et partisans de la raison et des libertés individuelles : « visiblement, nous ne sommes pas tous dans le même camp ce soir ». Les deux conférencières ont dû sortir escortées par des policiers appelés en renfort. Bravo à elles pour leur courage !

Jean-François CHALOT  
<http://www.prochoix.org>

# Islam politique, fondamentalisme, Intégrisme, Islamisme

## Une discussion entre « spécialistes » et ses conséquences politiques

La revue Esprit n° présente plusieurs contributions censées éclaircir le débat entre politologues et islamologues sur la question du rôle de l'islam politique.

Au-delà des querelles de chapelle, qui n'intéressent que les cercles universitaires, on observe clairement, chez ceux qui sont les plus « compréhensifs » vis-à-vis de l'intégrisme, un multiculturalisme qui ne cherche guère à se cacher. Plutôt que de discuter à perte de vue pour savoir si l'islam politique est en perte de vitesse, en train de se réformer, ou a encore beaucoup de jours devant lui, il serait peut-être plus utile, du moins du point de vue de la lutte politique de tous les exploités, quelle que soit leur ethnie, leur religion, leur couleur de peau, etc., de déterminer si oui ou non il existe des valeurs universelles au nom desquelles des combats communs peuvent être menés, au « Sud », comme au « Nord ».

Traditionnellement les marxistes offraient une réponse positive à cette question, jusqu'à ce que le « droit à la différence », le « relativisme culturel », et autres fariboles deviennent à la mode dans les métropoles impérialistes.

C'est ainsi que maintenant l'on discute sérieusement au sein de la LCR de savoir si, oui ou non, on peut admettre une militante voilée en cellule ; que Agir contre la guerre organise des réunions politiques festives en prohibant la consommation d'alcool, que le SWP britannique transforme la partie musicale de son grand raout annuel en une annexe de la Maison des cultures du monde, avec toutes sortes de danses folkloriques, et que la Stop the War Coalition organise, en Grande-Bretagne, des réunions publiques contre la guerre où les femmes voilées sont parquées dans un espace qui leur est réservé.

Et c'est bien là que le bât blesse.

**B**

## **RER D, Marie L. et fantasmes ethno-religieux**

Marie L., la mytho du RER D, a tout compris. Aujourd'hui, il faut parler le langage communautaire ou ethnique — en clair racial — pour être entendu. Que l'on soit désireux d'attirer l'attention sur sa solitude, ou son mal-être, ou que l'on soit victime d'une véritable discrimination, il faut avant tout susciter la compassion, jouer sur le registre des bons sentiments.

De Chirac (1) à l'ex-président du CRIF Alain Jakubowicz (2), de Le Pen à Dieudonné (3), tous parlent le langage de l'ethnie (qui n'est qu'un mot politiquement correct pour la race) ou de la religion. Ils n'ont à la bouche que des mots qui divisent les êtres humains entre eux : « Blacks », « Blancs », « Beurs », « Gaulois », « Feujs », « Renois », « communauté juive », « communauté musulmane », « valeurs chrétiennes », etc. Tous ces mots incitent chacun à se replier sur une identité imaginaire, censée être radicalement différente et de fait, qu'on le veuille ou non, supérieure aux autres.

Voilà le résultat des propagandes conjuguées, depuis trente ans, du Front national et de SOS Racisme ; des associations juives, chrétiennes et musulmanes qui veulent remettre en cause, ouvertement ou insidieusement, la laïcité ; des féministes bourgeoises et carriéristes qui ont voulu remplacer la lutte des classes par la lutte des sexes ; de tous les intellectuels, journalistes ou politiciens catholiques ou protestants qui envahissent l'espace public avec leur propagande religieuse ; de tous les adeptes des « nouvelles spiritualités » qui plastronnent dans les médias avec leurs visions apocalyptiques et leurs pseudo-concepts, etc.

Il y a trente ans, définir quelqu'un d'abord et avant tout par la couleur de sa peau, son sexe, son ethnie ou sa religion était considéré comme discriminatoire par les véritables antiracistes, par les véritables féministes. Il y a trente ans, les mouvements radicaux ou révolutionnaires souhaitaient changer le monde, l'humanité au nom d'idéaux universels : le socialisme, le communisme, la fin de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme, l'avènement d'un monde sans classes, ni Etat, ni argent.

Aujourd'hui, avant de proclamer son appartenance universelle à l'humanité, on doit d'abord et avant tout se revendiquer d'une couleur de peau, d'une ethnie (traduire d'une race), d'un « genre » (traduire d'un sexe), d'une préférence sexuelle (hétéro, homo, trans, bi ou — chic ultime — queer) ou d'une religion déterminés.

Nous voilà revenus plusieurs siècles en arrière, avant les Lumières, en plein Moyen Age obscurantiste, au temps où l'on combattait les Barbares, les Infidèles, les Huns et autres fariboles qui ont dressé pendant des siècles les peuples, les êtres humains, les uns contre les autres.

Quoique ses dirigeants prétendent, la France est devenue de fait multiculturaliste, communautariste, avec l'aide et la complicité de presque toutes les forces politiques, de l'extrême droite à l'extrême gauche.

Il est donc « normal » que cette marée identitaire imprègne non seulement les fantasmes de Marie L., mais les revendications de toutes les communautés imaginaires : homosexuels, lesbiennes, femmes, immigrés, Arabes, musulmans, juifs, Africains, Antillais, etc. La liste est extensible à l'infini et peut se fragmenter aussi à l'infini : les lesbiennes antillaises, les homos musulmans, les juifs hétéros, les cathos transexuels, les protestants travestis, etc. Toutes les micro-identités se bâtissent des forteresses idéologiques au nom de la « tolérance » et de « respect ».

Et la logique de ce processus est bien connue, puisqu'elle prédomine — légalement ou pas — dans l'immense majorité des pays de la planète : chaque communauté imaginaire se défend contre les autres soit à coups de machette et de kalachnikov, dans les sociétés où l'Etat central n'a pas réussi à s'imposer par la force à tous les « citoyens » qui vivent sous sa coupe ; soit dans les pays dits « démocratiques », à coups de lobbies qui imposent des lois restreignant de plus en plus la liberté d'expression, la liberté de conscience, toutes les libertés, et qui donnent aux dirigeants communautaires la possibilité de faire régner un ordre répressif dans « leur » communauté, tout en instaurant un climat étouffant dans toute la société.

C'est ainsi qu'en Angleterre vient d'être votée une loi contre le blasphème ; qu'au Canada existent des tribunaux religieux dont les décisions en matière de conflits conjugaux ou de justice civile, ont force de loi ; ou qu'en France on a voté, ou l'on nous prépare, tout un arsenal de lois qui, sous prétexte de lutter contre le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie, le sexisme, etc., ne font qu'encourager l'idée qu'il faut faire partie d'un lobby, d'une communauté, d'une Eglise, pour se défendre.

Et tant pis si en ayant recours systématiquement et aveuglément à la justice bourgeoise on met en taule des centaines de maris ou d'enseignants accusés à tort par leurs épouses ou leurs élèves de pédophilie, etc. Tant pis si l'on fait passer toute critique d'Israël pour antisémite. Tant pis si l'on ne peut plus critiquer l'islam sans être accusé d'« islamophobie ». Après tout, on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs, semblent nous dire les partisans du tout-juridique et du tout-répressif.

*Cette dynamique égoïste, répressive, des lobbies, des communautés fondamentalement insensibles aux souffrances des autres communautés, cet arsenal juridique envahissant et omniprésent, loin de rapprocher les êtres humains, ne font qu'éloigner les hommes et les femmes enfermés dans leurs identités imaginaires, obsédés par la préservation de l'identité et des intérêts (traduire la « pureté ») de leur race, de leur ethnie, de leur religion, de leur « genre ». Le prétendu « respect des différences » n'est que le respect des murs que les ethnies et les religions, les hommes et les femmes construisent entre eux pour mieux se combattre et s'auto-détruire.*

Ce dont l'humanité a besoin ce n'est pas de plus de lois, plus de répression étatique, c'est de davantage de solidarité, de fraternité, entre les exploités, entre les opprimés, quels que soient leur sexe, leur religion (ou leur absence de religion) ou leur ethnie d'origine.

**A bas les communautés imaginaires ! Vive l'humanité !**

**Y.C.**

1. Avec son crapuleux « juifs, musulmans... ou tout simplement Français », Chirac est dans la droite ligne de Raymond Barre qui avait déclaré, en 1980, à propos de Copernic « Cet attentat odieux, a voulu frapper les Israélites qui se tendaient à la synagogue, il a frappé des Français innocents qui traversaient la rue ».

2. « Les plus dramatique, c'est que cette jeune femme ait cru qu'elle était crédible en affirmant qu'on l'avait prise pour une juive et que ses agresseurs étaient d'origine black et beur. Et le pire, c'est qu'elle a été jugée crédible, parce que cela se passe tous les jours. » (Libération du 14 juillet) Affirmations proprement écoeurantes : d'une part la racisation de la populaire d'origine africaine, antillaise et arabe sous les termes de « Black » et de « Beur », mots qui font partie du vocabulaire racial, même s'ils ont été repris à leur compte par une partie des « intéressés » et de leurs prétendus défenseurs (SOS-Racisme) ; d'autre part, l'affirmation totalement fantaisiste selon laquelle « tous les jours » des personnes d'origine africaine ou arabe s'attaqueraient au couteau à des jeunes femmes.

Et cet avocat qui aime alimenter les tensions en remet une louche le lendemain dans le même journal : « les agresseurs sont dans la quasi totalité des cas des jeunes issus de l'immigration arabo-musulmane ». Faux-jeton, notre Ponce Pilate dénonce la « stigmatisation des jeunes de banlieue et de la communauté musulmane » après s'y être lui-même livré à deux reprises ! Trois lignes plus loin, en bon bobo « branché », il croit utile de reprendre à son compte sans les

moindres guillemets, sans en faire la critique, les termes de « feuj, beur ou black » et recommence à stigmatiser « l'antisémitisme de jeunes de banlieue ». Et pas un mot pour dénoncer le seul racisme qui tue depuis plus de trente ans en France : celui des « bavures » policières, des « ratonnades », qu'elles soient l'œuvre du FN, des néo-nazis, des flics, ou de bandes locales, et de tous les meurtres de voisinage au cours desquels sont régulièrement descendus de jeunes immigrés ou enfants d'immigrés.

3. S'il s'était contenté de son douteux sketch télévisé, l'affaire n'aurait sans doute pas été très loin. Mais Dieudonné, dans un trip de toute-puissance à la Chirac (« C'est regrettable, mais je ne regrette rien » a en effet déclaré le Président à propos de l'affaire du RER D) a tenu à en rajouter plusieurs louches successives en dénonçant les juifs « négriers reconvertis dans la banque » puis en précisant : « Des Juifs, je ne dis pas tous les Juifs, des Juifs ont profité de la traite négrière ». Non seulement Dieudonné démontre par ses propos qu'il ne connaît rien à l'histoire de l'esclavage (en effet, les principaux acteurs de la traite négrière en Afrique étaient arabo-musulmans et les principaux profiteurs occidentaux de bons chrétiens) mais en plus il recycle en France un vieux mythe diffusé par la Nation de l'Islam, l'organisation musulmane américaine, nationaliste noire et antisémite de Louis Farakkhan.

## \* Féminisme et multiculturalisme

*De Fabel van de illegaal* n° 48, automne 2001

Récemment des libéraux et des conservateurs ont commencé à se réclamer du féminisme. Dans le débat sur le multiculturalisme, ces intellectuels font constamment le lien constamment les opinions et les comportements patriarcaux d'un côté, l'immigration et l'islam de l'autre. Certains d'entre eux essayent même de remplacer le contenu politique du féminisme, par une nouvelle idéologie patriarcale, hostile aux femmes.

Dans ces discussions, on peut relever plusieurs arguments erronés. Les libéraux agissent comme si la plupart des femmes occidentales leur étaient redevables de leur relative émancipation, comme si cette position un peu plus favorable provenait de la supériorité de la tradition occidentale. En même temps, les libéraux opposent la prétendue égalité des femmes occidentales avec la prétendue arriération des femmes immigrées. Ils créent une contradiction apparente entre d'un côté les femmes blanches émancipées et de l'autre les femmes musulmanes, noires ou autres qui ne seraient pas émancipées. Et ces dernières deviennent le symbole de l'Autre, de l'Étranger. De cette façon ces intellectuels stigmatisent les migrants et les réfugiés et leur dénie toute possibilité d'avoir des idées de gauche et féministes.

Le patriarcat est un produit d'importation ?

Au cours des débats sur le multiculturalisme, de nombreux intellectuels ont prétendu s'inquiéter de la « culture patriarcale » que les migrants importeraient aux Pays-Bas. « Il faut défendre une vertu comme la tolérance contre la contrainte morale. Dans la vie publique, il n'y a pas de place pour des courants qui veulent abolir la séparation de la religion et de l'État, ou supprimer l'égalité des droits entre les hommes et les femmes », a déclaré Paul Scheffer (1).

« Celui qui se préoccupe véritablement du bien des migrants devrait tout faire pour qu'ils participent à la culture dominante, il devrait les inciter à prendre parti pour l'émancipation des femmes. Lorsque quelqu'un affirme qu'il est normal de battre sa femme, de marier sa fille sans son consentement, alors nous devrions dire clairement : nous n'acceptons pas ce genre de positions. Je crois qu'il existe de grandes différences entre certaines personnes et notre façon de considérer les questions de la hiérarchie de la violence ou des relations entre les hommes et les femmes », a ajouté Paul Schnabel (2). Des conservateurs comme Jaap de Hoop Scheffer et Ab Klink plaident pour « une prise de conscience des Néerlandais » et se joignent aux critiques des précédents : « Nous ne permettrons jamais que des femmes soient excisées, nous n'autoriserons jamais que le droit à l'avortement soit limité à un seul genre ni que les filles aient une éducation différente (3). »

Des opinions similaires ont été exprimées durant le débat sur les scarifications volontaires que portent les migrantes. Ciska Dresselhuys, rédactrice en chef du magazine féministe *Move Aside* (Faites-nous de la place), a déclaré : « Dans les cafés tenus par des immigrés je n'accepte pas le sexisme, l'excision des femmes est inadmissible et nous ne souhaitons pas que les collaboratrices de notre journal portent des scarifications (4). » Dresselhuys confirme et renforce l'image de la femme musulmane qui serait muette, soumise et dépendante. Aux yeux des libéraux, Dresselhuys est la figure de proue du féminisme néerlandais. Le journaliste Paul Cliteur a décidé que les scarifications étaient le symbole le plus antiféministe (5). De nombreuses femmes ont soutenu Dresselhuys. Dans le quotidien *Trouw*, Heleen Letswaard a par exemple écrit : « Nous ne devons laisser aucune liberté d'expression à l'oppression des femmes, que ce soit dans les rues, au travail



ou à l'école. Au travail les gens doivent s'habiller selon nos normes vestimentaires (6). » A notre avis, au lieu de dépenser leur énergie sur la question des scarifications les féministes devraient plutôt critiquer le contenu patriarcal de toutes les religions.

A propos de la tolérance

Il y a quelque temps, el-Moumni, un imam vivant aux Pays-Bas, a publiquement déclaré que l'homosexualité était une maladie. Dans le débat qui a suivi, les journalistes ont dressé la même antithèse entre l' « intolérance » des musulmans et la « tolérance » de la « société occidentale éclairée (7) ». « Personne ne souhaite abandonner la conception néerlandaise de l'homosexualité pour adopter la conception marocaine » a déclaré Paul Schrabel durant le débat sur le multiculturalisme (2).

Dans ces trois débats les intervenants se comportent toujours comme si c'étaient des hommes comme eux qui avaient

permis l'émancipation des femmes et des homosexuels, et non les mouvements des femmes, des gays et des lesbiennes. Dans une certaine mesure ils captent à leur profit le résultat de décennies de luttes et l'intègrent dans les acquis du libéralisme. Le féminisme, les luttes des lesbiennes et des gays, qui ont été autrefois des mouvements sociaux vivants, menacent de devenir les chevaux de parade des libéraux qui en utilisent les résultats contre une société multiculturelle.

Le contenu du féminisme

Les journalistes conservateurs vont même jusqu'à forcer le sens du féminisme (8). Ils essaient de le redéfinir et de le remplir de leurs propres idées afin de pouvoir utiliser le féminisme pour leurs propres objectifs. Leur objectif final est de retourner les idéaux du féminisme contre les libertés des femmes. « En se comportant d'une façon modeste ou chaste, une femme se sentira beaucoup plus forte. C'est elle qui doit décider

## **\* Spécialistes, décideurs et écologistes s'entendent pour limiter les droits des migrants**

*DE FABEL VAN DE ILLEGAAL N° 63, MARS/AVRIL 2004*

Suite à un week-end de discussion à Amsterdam, un débat s'est engagé dans les médias hollandais à propos de l'introduction d'un éventuel statut de citoyen « de seconde classe » et d'une politique d'immigration temporaire. Un nombre croissant de politiciens et de décideurs semblent favorables à ce type de propositions.

Le fossé entre pays riches et pays pauvres s'accroît chaque année — ce qui contribue à augmenter le nombre de migrants et de réfugiés. À la fin des années 90, certains spécialistes « progressistes » des sciences sociales commencèrent à proposer d'introduire de nouvelles formes de contrôle des migrations. Ils suggérèrent en particulier de restreindre les droits des migrants en créant une citoyenneté de seconde classe, en limitant la durée du séjour grâce à l'introduction de quotas et d'une politique d'immigration temporaire. L'Autonom Centrum (Centre autonome) réagit avec enthousiasme à cette proposition et, en décembre 1999, ce groupe militant d'Amsterdam publia une brochure avec certains de ces sociologues « de gauche » (1). À l'époque, les militants de cette organisation prétendirent qu'ils voulaient ainsi « provoquer et élargir le débat sur l'immigration ». Cependant, ils ne suscitèrent pas un grand intérêt pour leurs « propositions novatrices ». Quatre ans plus tard, Jelle van der Meer,

membre des GroenLinks (les Verts hollandais sont dans l'opposition et ont 8 députés sur 150), vient de réussir à attirer l'attention sur ces projets au cours d'un week-end de discussion qui s'est tenu en janvier 2004 au centre culturel De Balie, à Amsterdam.

Avec l'universitaire Han Entzinger, Van der Meer a aussi publié un ouvrage intitulé *Grenzeloze Solidariteit. Naar een migratiebestendige verzorgingsstaat* (La solidarité sans frontières. Vers un État-providence qui puisse survivre à l'immigration). Les premières versions des articles réunis dans ce livre ont été discutées lors de trois réunions avec des universitaires comme Jeroen Doomernik (3), Piet Emmer (4) et Godfried Engbersen (5), ainsi qu'avec Inlia (une association de soutien aux réfugiés), l'Autonom Centrum ainsi que des représentants du ministère de la Justice, de l'Agence de planification sociale et culturelle (6) (Sociaal Cultureel Planbureau, SCP), du FNV et de VNO-NCW, respectivement le principal syndicat et la principale association patronale des Pays-Bas. Les décideurs et les groupes d'intérêt les plus influents

semblent aujourd'hui se passionner pour ces « nouvelles » idées lancées il y a quatre ans.

### De quel « nous » s'agit-il ?

Suite au week-end de discussion et à la publication du livre, un débat s'est engagé sur la politique d'immigration que « nous » sommes censés vouloir pour l'avenir. Tout le monde, de la droite à la gauche, a parfaitement compris qui désignait implicitement ce « nous » : uniquement les Hollandais. C'est pourquoi il est difficile à la gauche radicale de participer à un tel débat. Défendant un point de vue antinationaliste, les militants révolutionnaires appartiennent à un « nous » complètement différent. Nous nous identifions aux intérêts de la classe mondiale des sans réserves, classe à laquelle appartiennent les migrants et les réfugiés, aux côtés de bien d'autres exploités. « Nous » n'avons aucun intérêt commun avec les riches et les puissants. « Nous » ne faisons aucune proposition en vue de contrôler plus efficacement l'immigration. Au contraire, « nous » nous battons pour la liberté totale des migrations et pour un changement révolutionnaire qui mette fin au capitalisme, au patriarcat et au racisme. Mais, depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, chaque fois que la bourgeoisie, poussée par la peur mais consciente de ses intérêts, offre aux sociaux-démocrates une portion du butin colonial en échange de l'apaisement des luttes de classe, la plupart de ces « progressistes » se considèrent d'abord comme des Hollandais. À cause de ce nationalisme, nos concitoyens tendent à considérer que les « étrangers » constituent le principal problème, plutôt que

l'injustice des relations sociales. Et c'est pourquoi de nombreux militants « de gauche » proposent de rénover ce système inique plutôt que de le détruire.

### Les frontières

On peut considérer les migrations comme une tentative, pour ceux qui quittent leur patrie, de participer aux richesses qui ont été systématiquement pillées dans leur pays natal. Dans leur livre, Van der Meer et Entzinger évoquent les nouvelles façons dont « nous » — les Hollandais — pourrions préserver « notre » État-providence, à une période où il « nous » est pratiquement impossible d'empêcher les immigrés de pénétrer dans « notre » pays. Pour Van der Meer, le choix est clair : « Immigration et État-providence ne peuvent plus coexister(7). » C'est pourquoi, selon lui, il « nous » faut choisir entre « nos propres faiblesses et celles de l'extérieur ». Bien sûr, la réponse est limpide : il nous faut en priorité nous occuper de nos propres « faiblesses ». « Nous devons d'abord être solidaires de Piet qui habite à Schilderswijk » (quartier pauvre de La Haye), a déclaré le parlementaire social-démocrate Klaas de Vries, l'un des dirigeants du PvdA, le plus grand parti d'opposition (8). « La solidarité a besoin de frontières », prétendent Van der Meer et Entzinger. Selon eux « nous » ne pouvons pas partager avec tout le monde. « Les frontières sont une invention merveilleuse », écrivent-ils, mais « si l'importance des frontières nationales diminue, nous devons ériger des frontières ailleurs ». Mais où ? Quelle est la manière la plus efficace d'empêcher les immigrés d'accéder à « nos » richesses ? C'est très simple : il suffit de limiter leurs droits !

Selon les deux auteurs, l'instauration d'un statut de citoyen de seconde classe et le développement d'une politique de migrations temporaires permettront en grande partie de résoudre ces problèmes. Les personnes concernées ne bénéficieront pas des avantages sociaux. Mais pour que ces propositions soient appliquées, « nous » devons d'abord mettre de côté « notre souci d'égalité », prétend le représentant des Verts, et « créer plus d'espace pour l'inégalité ». C'est en effet « inévitable » approuve Entzinger (9). « Les migrants continueront à affluer, et cela deviendra un tel fardeau pour notre État-providence que nous devons empêcher l'arrivée de nouveaux migrants. Et c'est déjà ce qui se passe : les demandeurs d'asile sont traités différemment et les 100 à 150 000 sans-papiers n'ont aucun droit. Mais nous fermons les yeux devant cette réalité et nous agissons comme s'ils n'existaient pas. » De quoi « nous » préoccupons-nous ? Les droits des peuples subissent sans cesse des restrictions. C'est tout à fait normal... pour les victimes de l'exclusion. Mais qu'en est-il des migrants qui ont absolument besoin de leurs droits ? Ce n'est pas « notre » problème, affirme Van der Meer. Ils ont tiré le mauvais numéro. « Émigrer constitue, pour ceux qui quittent leur patrie, une aventure qui peut se terminer par un succès ou un échec. Pourquoi les travailleurs migrants transféreraient-ils ce risque au pays d'accueil ? »

### **Coûts et bénéfices**

Le fondement de ce raisonnement est exposé par Paul de Beer dans son chapitre sur les

relations sociales. Cet universitaire, lié aux syndicats, est censé offrir la « démonstration scientifique » qu'un État-providence est incompatible avec une politique d'immigration, parce que les immigrés « profiteraient » trop souvent des aides sociales. De Beer reconnaît qu'il reprend les calculs effectués avant lui par Pieter Lakeman (10). En 1999, cet auteur d'extrême droite avait déjà estimé combien l'immigration était censée « nous » coûter. De Beer rappelle que lorsque le livre de Lakemans (*Binnen sonder kloppen*, Entrer sans frapper) était paru, cet ouvrage avait suscité l'indignation. Mais heureusement, se réjouit De Beer, « le climat a changé » à cause de Pim Fortuyn, politicien populiste et néo-libéral qui a ouvertement pris parti contre les immigrés et a été assassiné peu avant les élections nationales de 2002. Aujourd'hui, de tels calculs sont considérés avec sympathie.

Diviser les bénéficiaires des prestations sociales entre « autochtones » et « étrangers » (y compris les « migrants » de la troisième génération) n'a de sens que pour des nationalistes. Cela leur permet de donner à leurs préjugés une aura scientifique. Séparer les « étrangers » du reste de la population et les comptabiliser aboutit à stimuler délibérément les antagonismes au sein d'un pays et prépare le terrain pour la remise en cause de leurs droits. De Beer et d'autres leaders d'opinion ne cessent de reprendre les résultats de cette recherche qui aurait établi que les « étrangers » feraient quatre fois plus usage des aides sociales que les « nationaux ». Quant aux « étrangers non occidentaux », qui sont doublement l'objet d'une ségrégation statistique, ils « profiteraient » six

fois plus des prestations sociales que les Hollandais. Ces chiffres permettent à De Beer de répéter avec constance et sans la moindre honte que les « autochtones » manifesterait une « solidarité unilatérale » envers les « étrangers ». Mais, dans le même chapitre, on peut lire, en tout petits caractères, qu'en fait ces « étrangers » reçoivent moins d'un tiers de l'argent perçu par les « autochtones ». De Beer se garde bien de réfléchir à ces faits. Et il ne mentionne ni le racisme sur le marché du travail, ni la pénibilité beaucoup plus importante des travaux qu'effectuent de nombreux migrants. Au contraire, De Beer raisonne comme si les immigrés eux-mêmes créaient le problème.

#### **Une « agression » contre l'État-providence ?**

Selon Chris Keulemans, leader d'opinion « progressiste » lié à l'ASKV (association de gauche qui soutient les réfugiés à Amsterdam), la présence des migrants sur « notre » sol constituerait « une agression » contre l'État-providence. Ils seraient, d'après lui, responsables de l'augmentation du coût des budgets sociaux. Et d'après De Beer, on ne peut contrôler cette augmentation qu'en « limitant l'accès des migrants aux aides sociales. Les critères d'accès aux prestations sociales doivent être plus restrictifs. Vivre légalement dans notre pays ne devrait plus suffire à bénéficier de la Sécurité sociale (12) ». Enlever leurs droits à certaines catégories de la population ne pose aucun problème à De Beer. Celui-ci rappelle que les migrants sont déjà privés du droit de vote lors des élections nationales. « Envisagée sous cet angle, l'introduction d'une

distinction entre des citoyens de première classe, qui jouissent de tous les droits, et des citoyens de seconde classe, qui jouissent seulement d'un nombre restreint de droits, ne fait que formaliser la situation actuelle. » Le dirigeant de l'opposition parlementaire sociale-démocrate Wouter Bos s'est déjà déclaré partisan de limiter les droits des nouveaux migrants. « Il s'agit de créer une catégorie de personnes qui seront dans la légalité, mais ne pourront se servir dans le plat de notre État-providence ». Selon Bos, « nous » devons examiner ces options « de façon rationnelle, dans une perspective coûts-bénéfices qui serve les intérêts de la société d'accueil (13) ».

Si « nous » ne modifions pas la loi, nous avertissent de nombreux spécialistes et leaders d'opinion, l'influence de l'extrême droite risque de croître. Menace subtile mais à peine voilée. Évoquant son thème favori (« la solidarité unilatérale »), De Beer explique par exemple : « A terme cela minera la base sociale de l'État-providence. » Selon lui, les Hollandais risquent de commencer à penser que « de nombreux immigrés sont venus ici uniquement pour tirer profit de notre richesse ». En s'exprimant ainsi, De Beer non seulement propage les résultats de recherches partiales qui font le jeu de l'extrême droite, mais il entérine des propos racistes.

#### **Faut-il se plier aux lois du marché ?**

Ce type de propositions ne fait pas l'unanimité. « On ne peut renoncer à protéger efficacement nos frontières nationales, tant que cela ne sera pas réalisé à l'échelle européenne (14) », affirme Paul Scheffer. [Il y a quelques années, cet ex-leader d'opinion de gauche a préparé le terrain aux idées de Pim Fortuyn en écrivant un article

révoltant intitulé « Le drame multiculturel », dans lequel il prétendait que l'intégration avait complètement échoué aux Pays-Bas (6)]. Selon lui, les nouveaux immigrants provoquent toujours une « polarisation entre les autochtones productifs, disposant d'un emploi, et les minorités d'immigrés non productifs, au chômage ». Scheffer refuse que des immigrés entrent aux Pays-Bas, même si on les prive de tous leurs droits. Lorsque ces citoyens de seconde zone tomberont malades, ils voudront se faire soigner dans les hôpitaux, grogne-t-il, et « et sous peu, ces gens feront de nouveau appel à notre charité ». Ce nationaliste croit, à tort, que les spécialistes qui avancent ces projets agissent d'abord dans l'intérêt des migrants. « Pour eux, ce ne sont pas les intérêts des gens qui vivent ici qui sont primordiaux, mais uniquement le fait d'aider les immigrés », se plaint-il, et cela ne peut que « développer une attitude cynique envers notre propre communauté ». Son analyse est partagée par Jan de Wit, député du Socialistische Partij (ce parti ex-maoïste a pour le moment 8 députés mais est en train de se développer). Selon lui, toutes ces propositions « causeront surtout du tort aux "autochtones", qu'ils soient travailleurs, chômeurs ou partiellement handicapés (15) ». De Wit affirme que les immigrés ne doivent pas être ravalés au rang de citoyens de seconde zone — et que par conséquent on doit leur refuser l'entrée aux Pays-Bas.

Jusqu'à maintenant, seuls De Fabel van de illegaal et Piet van de Lende du Syndicat des chômeurs d'Amsterdam (Bijstandsbond Amsterdam) ont sérieusement

critiqué ces nouvelles propositions d'un point de vue de gauche. Piet van de Lende a écrit un texte avec Jan Müter de Bureau Zwartweck (groupe qui cherche ouvertement du travail pour les sans-papiers) et aussi — curieusement — avec Ed Hollants de l'Autonom Centrum qui a sans doute perdu ses illusions sur les nouvelles réformes. Jelle van der Meer, militant écologiste de gauche, « se plie, de façon très pragmatique, aux lois de l'économie de marché », écrivent nos trois auteurs, et van der Meer « n'a aucune solution alternative à offrir à l'humanité, aucune vision d'une autre société, et pas le courage de rompre avec la société actuelle (16) ».

### **Eric Krebbers**

#### Notes

1. « Hoe het Autonom Centrum een haai tot het vegetarisme tracht te bekeren », Internationalistisch Comité, Archives De Fabel.

2. Sur Entzinger voir: « Kollum, een heel gewoon Nederlands dorp », Eric Krebbers. Archives De Fabel.

3. Sur Doomernik voir: « Vrije migratie: het recht van de sterkste? », Harry Westerink, Archives De Fabel.

4. Sur Emmer voir: « De kruistocht van Jaffe Vink », Eric Krebbers, Archives De Fabel. Selon cet historien, l'esclavage serait avant tout un crime à imputer aux Arabes, et accessoirement aux Hollandais ; il affirme aussi que seule une recolonisation de l'Afrique pourrait résoudre les problèmes actuels de ce continent.

5. Sur Engbersen voir: « Wetenschappers roken illegalen uit », Harry Westerink, Archives De Fabel. Toujours financées par l'État, les recherches de ce sociologue portent sur la façon dont les chômeurs et les sans-papiers arrivent à survivre et elles contribuent chaque

fois à rendre leur vie encore plus difficile.

6. Sur le SCP et Paul Scheffer voir: « Scheffer voert oorlog tegen zelfverzonnen vijand », Eric Krebbers, Archives De Fabel.

7. « Kom, maar op eigen kosten », Jelle van der Meer. In: De Volkskrant, 3.1.2004.

8. « Ten eerste solidair zijn met Piet uit de Schilderswijk », Yvonne Zonderop. In: De Volkskrant, 12.1.2004.

9. « Migratie zal niet stoppen », Han Entzinger. In: NRC, 16.1.2004.

10. Sur Lakeman voir: « Afrekenen met migranten en gehandicapten », Eric Krebbers, Archives De Fabel.

11. « Als we ijsjes willen blijven eten... », Chris Keulemans,

*Internationale Samenwerking* 1, Janvier 2004.

12. « Tweederangs burger niet perse uit de boze », Paul de Beer, *Het Parool*, 12.1.2004.

13. « Migratie heeft een duur prijskaartje », Froukje Santing, *NRC*, 10.12.2003.

14. « De fictie van de grenzeloze solidariteit », Paul Scheffer, *NRC*, 10.1.2004.

15. « Nieuwe migratie treft sociaal zwakkeren », Jan de Wit, *De Volkskrant*, 12.1.2004.

16. « Reactie op Volkskrant en discussie in de Balie: grenzeloze solidariteit », Piet van der Lende, Ed Hollants en Jan Müter. Op: AC-website.

## **\* Pour une réponse révolutionnaire au contrôle de l'immigration**

*De Fabel van de illegaal* n° 62, janvier/février 2004

**En 2003, la discussion sur le contrôle de l'immigration a été le sujet central abordé dans un nombre croissant d'articles de ce journal. L'organisation antiraciste De Fabel van de illegaal (La Fable de l'illégalité) essaie de développer une nouvelle analyse et une nouvelle stratégie pour renforcer la lutte contre le contrôle de l'immigration. Les changements constants et rapides de la situation nationale et internationale obligent les militants de la gauche radicale qui choisissent d'être actifs sur ce terrain à constamment repenser et redéfinir leur analyse et leurs choix politiques. De Fabel a essayé de formuler un certain nombre de réponses provisoires à des questions qui nous sont souvent posées.**

*Quels sont les changements les plus importants concernant le contrôle de l'immigration ?*

Afin de restreindre l'immigration illégale, les gouvernements hollandais ont adopté toutes sortes de lois répressives au cours des quinze dernières années. Les migrants et les réfugiés ne disposent pratiquement plus d'aucun moyen légal pour entrer aux Pays-Bas actuellement. La priorité politique actuelle est de limiter les possibilités pour les migrants de faire venir leurs familles ou leurs futurs maris ou femmes. Le gouvernement renforce aussi la machine à expulser et la rend plus efficace, par exemple en stimulant et en organisant de prétendus programmes de « retour volontaire ». De nouvelles mesures restrictives seront aussi développées et appliquées dans un contexte européen plus global. Et pour contrôler l'immigration à l'échelle mondiale les organisations internationales commencent à jouer un rôle plus important. L'Organisation internationale des migrations (OIM), le Bureau international du travail et bien

d'autres organisations se préoccupent déjà de transférer des travailleurs migrants soigneusement choisis dans les zones de la planète où le capital a besoin d'eux. Les migrants qui ne sont pas « utilisables » seront confinés dans « leur propre région » par le Haut commissariat aux réfugiés (HCR), organisation dépendant des Nations unies.

Désormais, l'Etat néerlandais refuse de donner des cartes de séjour à toute personne qui arrive de façon illégale pour travailler ou simplement pour y survivre. Pour exclure complètement ces immigrants et ces réfugiés, les gouvernements ont, pendant les quinze dernières années, développé et perfectionné une forme d'apartheid administratif à travers l'introduction de numéros d'identification fiscale\* et l'obligation de porter tout le temps son passeport sur soi. Ces mesures ont été couronnées par l'introduction d'une nouvelle loi très sévère contre l'immigration et la « loi de recoupement » (des informations) qui met en connexion les bases de données des différentes administrations publiques pour priver tous les sans-papiers des prestations



de l'ensemble des services publics\*\*. On a ainsi créé une classe de gens qui n'ont pratiquement aucun droit. Ces immigrants et ces réfugiés sont très utiles pour un nombre croissant de secteurs économiques où la concurrence économique ne connaît aucune limite : agriculture, horticulture, prostitution, employés de maison, restauration, hôtellerie, textile, construction et entreprises de nettoyage. Ces secteurs recherchent constamment des travailleurs prêts à accepter des conditions de travail extrêmement précaires pour des salaires très bas. Tous ces changements sont étroitement liés à la restructuration actuelle de l'économie, où les rapports de pouvoir se nouent au détriment des éléments les plus défavorisés de la société. Dans le cadre de cette évolution, le capitalisme (pour qui seuls les salariés utiles ont le droit d'entrer dans un pays), le racisme (qui entraîne des travaux précaires et sous-payés spécialement pour les migrants) et le patriarcat (la prostitution pour les migrantes et le travail dans la construction pour les hommes) sont totalement entremêlés.

*Certains prétendent que les Pays-Bas seraient envahis si l'Etat ne contrôlait pas l'immigration. Et que, par exemple, dans un tel cas l'Etat-providence n'y survivrait pas.*

Tout d'abord il est important de comprendre qu'aujourd'hui l'Etat-providence est déjà en train d'être démantelé et rendu inaccessible à de nombreuses personnes, tandis qu'en même temps pratiquement aucun migrant ou réfugié n'arrive à obtenir une carte de séjour. Ces deux phénomènes sont provoqués par l'offensive actuelle de la droite.

En fait, cela ne poserait aucun problème au système économique capitaliste si davantage de gens venaient vivre aux Pays-Bas mais à une condition : qu'ils intègrent « normalement » les processus de production et de consommation. De plus, les économies qui organisent des masses importantes de salariés sont souvent considérées comme plus fortes. C'est peut-être le principe dirigeant qui pousse les Etats européens à élargir l'Union européenne.

La lutte pour l'abolition des frontières est souvent combattue par des images extrêmement négatives, telle que celle d'une croissance rapide des sans-abri. Mais on pourrait facilement résoudre ce genre de problèmes en mettant en place des programmes radicaux de redistribution. La gauche révolutionnaire n'a bien sûr aucun intérêt à venir au secours de l'injuste système actuel. Et lorsque la gauche révolutionnaire aura la capacité d'imposer des changements fondamentaux comme l'ouverture des frontières, nous serons dans une situation révolutionnaire. La gauche révolutionnaire aura alors aussi la possibilité de redistribuer le pouvoir et la richesse à l'échelle mondiale. L'abolition des frontières n'est pas un but en soi, elle fait partie d'une révolution mondiale nécessaire. Bien sûr cela ne se produira pas demain. Mais il est important que nous nous considérions dès aujourd'hui comme des citoyens du monde, plutôt que des Hollandaises ou des Hollandais qui veulent avant tout protéger leur petit îlot de prospérité contre l'« invasion des immigrés ». La gauche révolutionnaire devrait, par principe, refuser de considérer les migrants et les réfugiés comme des objets que l'on

a le droit de contrôler. Ce sont des êtres humains qui ont autant le droit à la vie et au bonheur que n'importe qui d'autre.

*Lorsque la gauche révolutionnaire plaide pour l'abolition des frontières ne risque-t-elle pas de se retrouver au coude à coude avec, par exemple, les libertariens qui défendent également l'ouverture des frontières ?*

Les libertariens plaident uniquement pour une augmentation de l'immigration, surtout de travailleurs directement « utilisables » et préalablement sélectionnés. Ils veulent seulement en « importer » suffisamment pour s'assurer une réserve de travailleurs suffisante. C'est important à leurs yeux parce qu'une concurrence intense entre un nombre croissant de travailleurs maintient le coût du travail très bas. Seul un petit nombre de libertariens souhaitent véritablement abolir toutes les frontières. Mais, contrairement à la gauche révolutionnaire, ils ne veulent pas se débarrasser du capitalisme et ne prônent pas la redistribution du pouvoir et des richesses. Par conséquent si les solutions défendues par ces idéologues étaient appliquées, la liberté d'immigrer ne serait pas réellement respectée. Les ouvriers seraient encore obligés d'immigrer vers les zones où le capital a besoin d'eux.

*Si les patrons se servent vraiment des travailleurs sans papiers pour faire baisser le coût du travail, alors les syndicats ont raison de défendre le contrôle de l'immigration et l'intervention de la police dans les entreprises pour traquer la main-d'œuvre illégale, non ? De cette façon, les patrons qui exploitent des travailleurs sans papiers seront punis et ceux qui créent une concurrence*

*illégal sur le marché du travail seront arrêtés et expulsés. En luttant contre le contrôle de l'immigration, la gauche révolutionnaire ne remet-elle pas en cause des acquis historiques du mouvement ouvrier ?*

Par principe, la gauche révolutionnaire est internationaliste, ou mieux, antinationaliste. La lutte contre le contrôle de l'immigration concerne les droits de tous les travailleurs et de tous les êtres humains, quelle que soit leur nationalité. Les syndicats néerlandais devraient se battre pour des droits égaux pour tous les travailleurs migrants qui sont obligés de plonger dans la clandestinité à cause du gouvernement. Les militants syndicaux qui prônent le contrôle de l'immigration et des descentes de police dans les entreprises divisent les travailleurs et affaiblissent le pouvoir du mouvement ouvrier et de la gauche en général, et ce sont eux qui menacent les acquis du mouvement ouvrier.

Les travailleurs sans papiers sont exploités, exactement comme les autres travailleurs. Et tout comme les autres « clandestins », ils essaient de survivre et de trouver les meilleurs boulots possibles, mais ils sont réprimés encore davantage par l'Etat qui leur refuse le droit de rester dans le pays. On ne peut lutter contre cette exploitation en soutenant des descentes de police sur les chantiers de construction et de prétendues « actions de nettoyage » à grande échelle contre les prostituées sans papiers qui opèrent dans les rues. Car le véritable problème, ce n'est pas la présence des sans papiers mais leur exploitation systématique. Et les patrons sont bien sûr nos adversaires, bien que, en dernière analyse, ils ne soient même pas le centre du

problème. Certes, ils tirent profit du travail des « clandestins », mais ils sont surtout les agents du système capitaliste concurrentiel. Seule une lutte révolutionnaire à partir de la base peut offrir une solution alternative contre les patrons, une lutte pour une société socialiste et féministe.

Selon De Fabel, le combat contre le contrôle de l'immigration fait partie d'une lutte plus large contre toutes les politiques démographiques qu'utilisent les Etats modernes pour réguler la quantité et la « qualité » de leurs populations en vue de satisfaire les besoins des entreprises. Les individus sont traités comme des objets qui ont besoin d'être « optimisés » pour créer les meilleures occasions afin que le capital croisse sans cesse. Cependant, aux yeux de la gauche révolutionnaire, les êtres humains ne sont pas au service de l'économie : c'est l'économie qui doit être à leur service. Nous devons déterminer nos propres vies ensemble.

*Un nombre croissant de politiciens, de leaders d'opinion et de spécialistes des sciences humaines veulent laisser entrer un nombre limité de migrants « utiles », en leur donnant des permis*

pour l'immense majorité d'entre eux et pour toute la société ces mesures entraîneront une importante dégradation. Désormais, la loi considère qu'il existe deux sortes d'individus : les personnes en règle qui ont tous les droits et les sans papiers qui sont privés de presque tous ces droits. Au lieu de lutter pour l'égalité des droits dans tous les pays, ces militants veulent créer une troisième catégorie, intermédiaire entre les deux

*de séjour temporaires qui les priveront en même temps de toutes sortes de droits. La gauche révolutionnaire est faible en ce moment : ne devrait-elle pas soutenir de telles mesures, puisqu'il est peu probable que des changements fondamentaux se produisent rapidement ? Certes, ces mesures ne sont pas idéales et ne profiteront qu'à un groupe restreint de migrants. Mais pour ceux qui en bénéficieront, ce statut sera plus avantageux que celui de sans papiers.*

La position du gouvernement face à ce type de propositions dépend d'abord des besoins des entreprises. Le soutien d'une force aussi faible que la gauche révolutionnaire n'aura aucune conséquence sur les décisions prises. Au lieu de s'intéresser à ce type de questions et d'y dépenser du temps et de l'énergie, la gauche révolutionnaire ferait mieux de clarifier ses propres analyses et de mieux s'organiser. En fait, c'est parce que leur vision politique manque de profondeur, que certains militants ont été amenés à défendre ce type de mesures. En agissant ainsi, ils ont huilé les rouages de la machine capitaliste au lieu d'y introduire du sable.

Il est vrai que ces mesures amélioreront un peu le sort d'un petit groupe de migrants, mais

précédentes et rassemblant des gens bénéficiant de droits limités. Les propositions de certains de ces « progressistes » sont présentées comme un petit progrès dans la bonne direction pour des groupes de sans papiers. En fait cela provoquera rapidement une régression pour les migrants qui, si cette disposition n'existait pas, auraient obtenu des cartes de séjour normales. La multiplication des catégories permet au gouvernement de diviser pour

régner sur les migrants et sur tous les autres citoyens. La gauche révolutionnaire doit combattre ce type de propositions et critiquer sévèrement les leaders d'opinion qui défendent ce type d'idées. Car elles amèneront la disparition des idéaux de la gauche, les valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité.

**Jan Tas**

\* Ces numéros ont d'abord été utilisés par les services fiscaux et figurent maintenant dans toutes les

banques de données des différentes administrations facilitant toutes sortes de recoupements entre les dossiers (NdT).

\*\* Quel que soit le comptoir où ces personnes se présentent, leurs demandes seront toujours repoussées, qu'elles viennent pour retirer un permis de conduire, un permis de pêche ou se faire rembourser des médicaments ou une consultation médicale (NdT).

# \* Comment les ONG aident le gouvernement à expulser les réfugiés

*De Fabel van de illegaal n° 60/61, automne 2003*

**Les programmes de « retour volontaire » ne sont pas seulement mis en oeuvre par l'Office international des migrations (OIM) (1). Un nombre croissant d'associations de soutien aux réfugiés collaborent à ces programmes. Bien qu'elles sachent que le gouvernement néerlandais est en train de retirer aux réfugiés déboutés du droit d'asile tous leurs moyens de survivre, ces organisations ne semblent se poser aucune question sur le caractère « volontaire » de leur « retour ».**

Parce qu'elles entretiennent des contacts quotidiens avec les réfugiés, les ONG sont les partenaires idéaux, pour l'OIM, et ses programmes de « retour ». Ces organisations commencent à s'occuper davantage du « retour » des réfugiés que de les aider à survivre aux Pays-Bas. Cette évolution est stimulée et soigneusement observée par l'OIM.

Pour que ces associations agissent de façon plus efficace, l'OIM organise un stage « Comment traiter la question du retour » (2). « Les employés de l'OIM ne doivent pas être les seuls à diffuser des informations sur l'aide au retour. Heureusement, de plus en plus d'organisations qui travaillent avec les demandeurs d'asile et les sans-papiers commencent à s'intéresser à la possibilité d'un retour autonome. L'OIM se réjouit de cette évolution et souhaite utiliser ce stage pour offrir les connaissances, les perspectives et les compétences afin d'aider les stagiaires à informer les demandeurs d'asile sur l'aide au retour. » Le stage porte sur « les causes profondes des migrations, l'aide que peut apporter l'OIM, et les moyens de faire réfléchir les migrants sur leur retour au pays ». Ce stage peut être adapté suivant les nécessités du groupe demandeur. On y aborde des thèmes tels que « Comment parler du retour de façon positive aux demandeurs d'asile ? » ou « De quelles aides bénéficient ceux qui veulent retourner dans leur pays ? »

## Une absurdité

De Pauluskerk est une association connue à Rotterdam. En dehors des sans-papiers cette église (1) s'occupe aussi des sans-domicile fixe, des toxicomanes, des minorités sexuelles et des handicapés physiques. Elle propose une aide médicale, un toit et une aide financière aux sans-papiers. De Pauluskerk coopère cependant aussi avec l'OIM, officiellement depuis le 1<sup>er</sup> juin 2002. Mais, selon Paula Rotteveel, coordinatrice du projet OIM-Pauluskerk, ils travaillent en fait ensemble depuis des années (3). Les statistiques montrent que, depuis 1999, 60 personnes sont « revenues » au pays grâce aux bons offices de De Pauluskerk.

De Pauluskerk ne se contente pas de présenter les réfugiés à l'OIM, elle s'occupe également de leur hébergement jusqu'à la date de leur « retour volontaire ». Ce programme est destiné aux réfugiés de tous les pays, mais il cible plus particulièrement ceux en provenance d'Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Ukraine, Biélarus et Fédération de Russie. De nombreux réfugiés originaires de ces Etats vivent à Rotterdam, et De Pauluskerk est souvent en contact avec eux. Non seulement De Pauluskerk aide les réfugiés à retourner dans leur pays mais elle enquête sur leurs motivations pour migrer. De Pauluskerk les interroge sur leurs « antécédents, leur situation actuelle et leurs projets d'avenir » afin de mieux cibler les « facilités offertes ». Pour les inciter à répondre et à collaborer à leurs enquêtes, elle verse 15 euros par interview.

Selon Paula Rotteveel, il faut sans cesse marteler le thème du « retour volontaire » auprès des réfugiés. « Nous commençons toujours par parler de la possibilité d'un retour au pays. Nous leur montrons notre célèbre tract bleu et jaune qui a été traduit dans de nombreuses langues. Curieusement certains n'en ont encore jamais vus (4). » Selon cette dame, les réfugiés devraient recevoir cette information de l'OIM dès qu'ils entrent dans des centres pour demandeurs d'asile où ils attendent la réponse à leur requête. Paula Rotteveel croit savoir pourquoi les réfugiés ne veulent pas rentrer dans leur pays. « Ils sont convaincus qu'ils courent un grand danger. Peut-être sont-ils encore hantés par une vision de la situation au moment où ils ont quitté leur patrie », affirme-t-elle comme si les réfugiés étaient de grands enfants. Elle pense tout savoir mieux que les réfugiés eux-mêmes. Pour elle, si la politique gouvernementale de soutien au retour est défavorable aux intérêts des réfugiés, c'est « seulement la réalité ». Elle prétend pourtant que les programmes de retour de l'OIM sont, eux, « toujours volontaires et qu'il est absurde d'affirmer que ces gens sont forcés de partir ».

Lorsqu'on lui a demandé pourquoi De Pauluskerk collabore avec l'OIM, Paula Rotteveel a répondu simplement : « Pour des raisons financières. L'Union européenne finance des projets sur l'intégration, le logement et les retours volontaires. L'OIM reçoit également des crédits supplémentaires pour son travail de coopération avec d'autres organisations favorables aux retours volontaires. Au départ cet argent était seulement versé à l'OIM, maintenant De Pauluskerk en touche une partie. »

## Quelle décence ?

Lors d'une réunion organisée en 2001 par Projecten in Nederland (Projets aux Pays-Bas, PIN) des associations chrétiennes ont demandé que l'on sollicite les réseaux des missionnaires dans le « tiers monde » (5) pour organiser les retours des immigrés. Peu après, Cordaid (Organisation catholique pour l'aide et le

développement) et le CMC (Agence néerlandaise catholique pour le développement missionnaire) ont créé Maatwerk bij terugkeer (Le retour sur mesures). Ce comité est financé par le PIN, la banque VSB, le Fonds pour les réfugiés européens (Europees Vluchtelingen Fonds), la Fondation catholique SKAN (Stichting Katholieke Noden), etc.

« Jusqu'à maintenant le gouvernement mène surtout une politique répressive, mais notre point de départ est le suivant : si vous voulez que les demandeurs d'asile soutiennent la politique favorable au retour dans les pays d'origine, il vous faut agir avec décence (6) », a déclaré Hans Wemmers, au nom de Cordaid et de Maatwerk. Que signifie la « décence » pour ce monsieur ? L'OIM, parce que cette organisation supervise l'application de la « politique de retour volontaire » de A à Z. Bien que Maatwerk n'ait pas été fondé par l'OIM, « nous avons insisté pour que la collaboration avec l'OIM fasse partie de notre programme. L'OIM joue un rôle central dans notre programme pour le retour dans les pays d'origine et l'émigration des étrangers, le REAN. Cordaid soutient ce programme. » En quoi consiste-t-il ? A offrir des services (aide médicale, éducation et logement) dans les pays d'origine. Maatwerk collabore étroitement avec l'OIM : ses bureaux sont en fait hébergés au siège de l'OIM à La Haye.

A la différence de De Pauluskerk, Maatwerk opère sur tout le territoire néerlandais. Des associations comme VluchtelingenWerk (organisation officielle de soutien aux réfugiés), le COA (financé par l'Etat), l'OIM, Nidos (fondation de jeunes) et bien d'autres envoient les réfugiés à Maatweek. Maatwerk rassemble également des informations sur les pays d'origine et les possibilités de « retour volontaire ». Ces informations sont stockées dans une base centrale de données qui peut être utilisée par toutes les organisations impliquées dans le projet. Maatwerk essaie aussi d'arrêter l'immigration aux Pays-Bas et pour cela elle utilise des méthodes sordides. Elle participe, par exemple, à un projet vidéo produit par la communauté ghanéenne aux Pays-Bas, et ces

films sur la « réalité aux Pays-Bas » sont projetés au Ghana pour effrayer les « migrants potentiels ».

## Une question de crédibilité

Il est dangereux que des fonds importants servent à la fois à financer des associations de soutien aux réfugiés et à stimuler le « retour volontaire » à travers le financement d'organisations comme Maatwerk. On peut facilement prédire qu'un jour plus aucune subvention ne sera versée aux associations qui aident les réfugiés déboutés du droit d'asile à survivre aux Pays-Bas. Non seulement Maatwerk constitue une menace pour les subventions accordées aux associations de soutien, mais cette organisation essaie aussi d'influencer la politique gouvernementale en défendant le thème du « retour volontaire ». Le 27 mars 2003, Maatwerk et le club de réflexion (think tank) social-démocrate Evert Vermeer Stichting (EVS) ont organisé un débat sur le retour volontaire des demandeurs d'asile pour que cette question soit placée au centre du débat politique. Au cours de cette réunion Hans Wemmers a plaidé pour une privatisation du « retour volontaire ». « Le gouvernement ne doit pas se mêler de la question du retour volontaire. Il doit le faciliter mais laisser les ONG s'en occuper (7). » Les organisateurs voulaient que, durant cette réunion, on ne discute que de la façon dont les ONG pourraient prendre totalement en charge les retours volontaires et ne souhaitaient surtout pas que l'on dénonce leur caractère forcé.

Selon Hans Wemmers, le gouvernement néerlandais souligne toujours la responsabilité personnelle des réfugiés. Mais à ses yeux un usage immodéré de la force n'est pas efficace. « Le gouvernement a cru bien faire en créant un centre pour les mineurs non accompagnés dans la ville de Vught. L'intention était bonne, mais cela s'est terminé par un échec. J'espère vraiment que les décideurs en tireront les leçons. Il ne s'agit pas de remplacer le retour volontaire par le retour forcé, mais de respecter les demandeurs d'asile dont la demande est rejetée. » De

toute façon, la plupart des réfugiés ne sont jamais « respectés ». Le gouvernement ne les écoute pas et se moque complètement du fait qu'ils ne veulent pas retourner dans leur pays.

Hans Wemmers a aussi critiqué les rares associations qui s'opposent encore à l'aide au retour. Selon lui, ces organisations ont une vision trop partielle — tout comme le gouvernement. « Les organisations de soutien aux demandeurs d'asile qui ont protesté le plus bruyamment à l'ouverture du centre pour les mineurs non accompagnés et ont exigé qu'il soit fermé immédiatement sont les plus hypocrites. Les critiques exprimées contre ce projet auraient été plus crédibles si ces organisations avaient avancé des propositions réalistes pour assurer l'avenir de ces jeunes. » Mais le gouvernement dénie toute possibilité « avenir » à ces réfugiés.

## Un appareil répressif

En collaborant avec la politique du « retour volontaire », les associations avalisent la politique gouvernementale répressive contre les réfugiés. Et Hans Wemmers tente de présenter cette collaboration comme une attitude « humaine » et « réaliste ». Selon lui, les ONG peuvent présenter de « nouvelles propositions » et des « possibilités réalistes » dans le cadre de leurs contacts quotidiens avec les réfugiés. Ces « possibilités », cependant, sont déjà déterminées depuis longtemps par la politique raciste et capitaliste du gouvernement. Selon Hans Wemmers, ces « propositions » ne peuvent être « formulées par les décideurs, les hommes politiques ou les grandes organisations bureaucratiques et elles ne seront pas stimulées par ces institutions. C'est compréhensible et nous souhaitons que les représentants du gouvernement n'interviennent pas trop, et qu'ils soutiennent nos tentatives de donner un sens aux retours volontaires pour les accroître encore davantage. Le gouvernement doit reconnaître qu'il sait effectuer seulement des expulsions forcées parce qu'il dispose d'un appareil répressif pour cela. » Pour développer encore davantage le « retour volontaire » une partie de l'argent aujourd'hui dépensé pour aider les

réfugiées devrait être versée à des projets de retour pour reconstruire les pays d'origine.

Le club de réflexion social-démocrate EVS apprécie beaucoup cette promotion de la politique du retour par Maatwerk. Car le « retour volontaire » est plus économique et plus durable que l'expulsion par la force. « Le nouveau gouvernement a la possibilité de créer un solide programme d'aide au retour dans le cadre de la politique du droit d'asile. Tous les partis politiques ont à y gagner, les chrétiens démocrates comme les sociaux-démocrates, alors, messieurs les hommes politiques, faites un effort (8) ! »

**Jan Tas**

### **Notes**

- Ce temple protestant est très connu en Hollande. Il fonctionne comme un lieu de culte traditionnel, mais en plus il aide toutes sortes de gens (SDF, toxicomanes, etc.). Son sous-sol abrite même une cave où les personnes qui consomment des drogues

dures peuvent recevoir des seringues neuves. Le pasteur responsable de ce temple a une image très progressiste, qui contraste tristement avec son rôle central dans certains programmes de l'OIM. (N.d.T.)

1. « Le rôle de l'OIM dans la chaîne des expulsions », Jan Tas. In: Fabel Archief.

2. « Deskundigheidsbevordering: cursus omgaan met terugkeer », site Web de l'OIM Pays-Bas.

3. Interview au téléphone de Paula Rotteveel le 24.1.2003.

4. « Kerkasiel in de Pauluskerk », *Migratie info* 3, 2000.

5. « Vluchtelingen... opgelet! », Kees Schilder, *CMC ComMuniCatie* 183, 12.1.2003.

6. « Maatwerk bij terugkeer », *Migratie info* 5, 2001.

7. « Column Cordaid », Hans Hans Wemmers, site Web de Cordaid.

8. « Column Evert Vermeer Stichting », site Web de Cordaid.



## \* « Centres d'expulsion » et « centres de départ » : Où est la différence ?

*De Fabel van de illegaal* n° 63, mars/avril 2004

**Rita Verdonk, ministre néerlandaise de l'Immigration, veut expulser des milliers de réfugiés. Seuls 2 100 d'entre eux ont l'autorisation de rester dans le pays car ils satisfont aux critères draconiens de l'accord d'amnistie de Mme Verdonk (1). Cohérente avec le style général du gouvernement actuel, elle ne cesse de répéter que les réfugiés doivent « prendre la responsabilité » de « partir ». Néanmoins, la plupart d'entre eux ne peuvent rentrer chez eux ou tout simplement ne veulent pas.**

La nouvelle politique sévère d'expulsion a été présentée en novembre 2003 dans *Terugkeernota* (Le Mémo du Retour). Cette publication souligne la nécessité d'organiser des campagnes de propagande pour promouvoir la nouvelle politique. Le slogan de Mme Verdonk « Celui qui veut revenir au pays peut rentrer » sera sans doute accepté par les différents partis politiques et imposé aux réfugiés eux-mêmes. Dès l'instant où ils arrivent aux Pays-Bas, les réfugiés entendront sans cesse le message : « Une expulsion n'est qu'un simple retour au pays. »

Rita Verdonk va séparer plus strictement les « réfugiés qui ont une chance d'obtenir une carte de séjour » de ceux qui n'en ont aucune. En d'autres termes, ceux qui resteront peut-être aux Pays-Bas et ceux qui seront presque certainement expulsés. Après avoir demandé l'asile, les réfugiés seront d'abord logés dans des « centres d'orientation ». Aujourd'hui les services d'immigration (l'IND) rejettent dès le départ presque toutes les demandes. Tous les réfugiés dans ce cas seront emmenés immédiatement dans des « centres de retour ». Même si leur demande d'asile politique continuera à suivre son cours et s'ils peuvent encore faire appel d'une décision négative, leur conditions de vie seront délibérément aggravées. « De cette façon le gouvernement veut que les réfugiés comprennent clairement qu'ils n'obtiendront sans doute pas de carte de

séjour et qu'ils seront très probablement obligés de quitter les Pays-Bas (2). » Dans les « centres d'orientation » les services seront « orientés vers les Pays-Bas » et dans les « centres de retour » vers « l'avenir dans leur pays d'origine ».

Selon cette publication, tous les salariés doivent soigneusement réfléchir avant de choisir de travailler dans l'un ou l'autre type de centre. En effet les capacités de « communication et le comportement du personnel » joueront un rôle particulièrement important car elles détermineront « l'impression que les réfugiés auront du gouvernement néerlandais. Les employés qui montrent encore une certaine compassion représentent un risque indésirable pour les services en question ». Dans les « centres de retour » la ministre Verdonk veut employer uniquement des salariés qui sont vraiment décidés à se débarrasser des réfugiés. « Grâce aux employés les plus motivés, nous n'envoyons plus de doubles messages aux demandeurs d'asile en ce qui concerne leur séjour aux Pays-Bas. Dans les centres de retour, des équipes spécialisées peuvent désormais réfléchir à la meilleure façon de stimuler un retour autonome et l'acquisition d'une identité nationale adéquate. »

### **A la rue !**

Le 23 janvier 2004, le Parlement a accepté le projet de Rita Verdonk d'expulser 26 000 réfugiés qui habitent aux Pays-Bas depuis une longue période. Au cours des trois prochaines années, ils devront « retourner » dans leur pays d'origine. Ils ont un délai de huit semaines pour effectuer un « retour

volontaire » et, dans ce cas, on leur remettra un peu d'argent et un billet d'avion. S'ils ne coopèrent pas avec les autorités, la police de l'immigration viendra les chercher à leur domicile et les emmènera dans des « centres de départ » qui ont une capacité d'accueil totale de 1 500 réfugiés. Selon VluchtelingenWerk, association d'aide aux réfugiés qui reçoit des subventions importantes de l'Etat, ces « centres de départ » sont en fait la même chose que les « centres de retour » dans lesquels on place les réfugiés dont la première demande d'asile a été rejetée, mais qui ont fait appel de la décision (3).

Dans les « centres de départ », les réfugiés seront encore une fois incités à « retourner » dans leur pays, pendant encore huit semaines. Si le gouvernement, pour une raison quelconque, ne réussit pas à les expulser, ils seront simplement jetés à la rue. Il est absolument interdit aux municipalités d'offrir la moindre solution d'hébergement à ces réfugiés. L'Association des villes néerlandaise (VNG) et Rita Verdonk se sont récemment mis d'accord à ce sujet. Selon la loi sur l'immigration, les réfugiés dont la demande d'asile politique est repoussée ne peuvent obtenir une carte de séjour que s'ils peuvent prouver que leur pays d'origine ne veut plus d'eux. Les réfugiés ne réussissent que rarement à le prouver. Cependant, dans le journal de Rita Verdonk, même ce critère de « non culpabilité » est piétiné. « En vérité, tous les étrangers sans papiers vivant aux Pays-Bas, y compris les réfugiés dont la demande d'asile a été rejetée, tous les sans papiers qui veulent rentrer dans leurs pays peuvent le faire (2). » Selon ce raisonnement cynique, en principe les réfugiés doivent toujours être blâmés pour leurs choix. Cette idée a provoqué des réactions de colère de Inlia (4) et VluchtelingenWerk (3), la première étant une association de soutien religieuse et la seconde une association officielle. Elles ont souligné le fait que dans les années 90 le précurseur des « centres de départ » actuel avait été un désastre sur le plan

humain (5). Dans ce « centre d'expulsion », Ter Apel, la situation des réfugiés avait abouti à un désastre humanitaire.

Avec ses plans offensifs Madame la ministre veut obliger « les réfugiés à penser différemment » et « les amener à décider eux-mêmes de revenir au pays » (2). Mais, selon elle, les pays d'origine ne se montrent souvent pas assez coopératifs. Ils refusent fréquemment de reprendre leurs propres citoyens. « De nombreux pays d'origine considèrent que toutes les formes de migration jouent un rôle positif. Il existe une certaine contradiction entre la volonté des Pays-Bas de contrôler l'immigration et la politique des pays d'origine ». Selon Rita Verdonk la politique gouvernementale du « retour » devrait cibler plus particulièrement les « pays à problèmes » comme l'Afghanistan, l'Algérie, l'Angola, la Chine, le Congo, la Guinée, l'Iran, le Nigeria, la Serbie et la Syrie. Si ces pays ne « montrent pas leur volonté de coopérer avec notre politique de retour et ne reprennent pas leurs ressortissants, nous réfléchissons aux moyens d'exercer des pressions sur eux ».

### **Colère**

L'attitude des municipalités face aux réfugiés déboutés du droit d'asile est extrêmement hypocrite. Auparavant elles demandaient que le gouvernement procède à une grande amnistie, qui toucherait environ 9 000 personnes, en particulier les cas de familles dont les enfants sont nés aux Pays-Bas et sont complètement « intégrés ». Les quatre principales villes néerlandaises et les provinces septentrionales de Groningen et de Friesland ont refusé, en décembre 2003, de jeter les réfugiés à la rue. Mais maintenant l'Association des villes néerlandaises (VNG) se déclare satisfaite que le gouvernement « prenne ses responsabilités » et « applique une politique d'expulsion plus active » (6). Mais cette politique frappe exactement les réfugiés dont les municipalités souhaitaient auparavant qu'ils soient amnistiés. En bref, durant ces derniers mois, les municipalités ont soutenu les protestations contre la politique gouvernementale pour des raisons purement opportunistes, uniquement dans le

but de se débarrasser du « problème » des réfugiés déboutés du droit d'asile.

Au début de janvier 2004, le président de VNG, et le maire de Dordrecht, Ronald Bandell, ont vanté l'« humanité » des « centres de départ », même si pour le moment l'on ignore totalement combien de centres seront créés, dans quels endroits et comment ils fonctionneront. Selon Bandell, ce seront « des centres raisonnablement fermés ». Pourtant, de tels centres sont illégaux selon le droit international, en particulier la convention internationale sur les droits des enfants. Bien que les municipalités aient approuvé la plus vaste campagne d'expulsion menée depuis la guerre, de nombreux citoyens et organisations concernés sont de plus en plus en colère. Ils sont furieux de voir la brutalité de Rita Verdonk et des municipalités qui appliquent sa politique de façon dissimulée. De nombreux réfugiés sont très en colère et beaucoup d'entre eux commencent à avoir très peur.

En dehors de la création de nouveaux centres, Rita Verdonk veut aussi étendre les mesures répressives déjà en vigueur contre les étrangers. Les contrôles aux frontières seront intensifiés pour mieux

refouler les réfugiés avant même qu'ils mettent le pied sur le sol néerlandais. Le gouvernement veut donc stocker des données biométriques — telles que les empreintes et les scanners d'iris — dans des bases de données. « En Europe les Pays-Bas soutiennent la création d'un système de visa européen (VIS) qui recueillerait les caractéristiques biométriques de tous les demandeurs de visa. Ce système est censé limiter la fraude, augmenter l'efficacité des contrôles des détenteurs de visa aux frontières, et accroître les chances d'identifier les étrangers sans papiers (2) ». Le VIS sera couplé avec le système d'information Schengen (SIS) et devrait être opérationnel en 2007. Sur la demande du gouvernement hollandais, la Commission européenne a déjà proposé d'ajouter les caractéristiques biométriques sur les visas et les cartes de séjour. La ministre Verdonk a de nouveau augmenté les amendes pour les lignes aériennes qui transportent des réfugiés ne disposant pas de tous les papiers nécessaires. Ces compagnies aériennes devront payer les frais d'hébergement des réfugiés jusqu'à l'expulsion de ceux-ci. Madame la ministre veut aussi intensifier la chasse aux sans-papiers. En 2004 mille policiers supplémentaires seront affectés à cette tâche.

#### *Notes*

1. Voir: « La ministre Verdonk propose une minuscule amnistie », Ellen de Waard, Archives De Fabel.

2. *Terugkeernota*, 21.11.2003.

3. « VluchtelingenWerk Nederland sceptisch over terugkeerplannen van Verdonk », site Web de VluchtelingenWerk.

4. « Reactie van stichting Inlia op de Terugkeernota van de minister voor Vreemdelingenzaken en Integratie », site Web d'Inlia.

5. Voir: « Verwijdercentrum Ter Apel maakt vluchtelingen kapot », Merijn Schoenmaker et Eric Krebbers, Archives De Fabel.

6. « VNG tevreden met akkoord uitgediscussieerd », site Web de Planet.

## **\* Pour la liberté totale des migrations ! Contre l'OIM !**

**L'organisation antiraciste De Fabel van de illegaal (La Fable de l'illégalité) a récemment publié une série d'articles sur l'OIM. Nous présentons ci-dessous nos principales critiques qui seront diffusées sous la forme d'un tract lors de différentes réunions ou initiatives.**

Aujourd'hui l'OIM réussit à être présente dans pratiquement tous les endroits où l'on peut trouver des migrants, des réfugiés ou leurs associations. L'OIM essaie de convaincre les réfugiés et les migrants de « revenir volontairement » dans leur pays d'origine. Elle incite les associations à soutenir cet objectif. L'OIM soigne particulièrement son image humanitaire, image qui ne correspond absolument pas à la réalité, comme nous allons le démontrer.

### **1. Les programmes de « retour volontaire » soutenus par l'OIM jouent un rôle crucial dans les politiques gouvernementales d'exclusion sociale.**

Ces dernières années, la création d'un numéro d'identification fiscale, les récentes lois sur le « couplage des informations » et sur les étrangers ont permis au gouvernement néerlandais d'exclure presque complètement les sans papiers de la société. Bien que l'OIM prétende soutenir les migrants, cette organisation n'a jamais protesté contre ce nouvel apartheid administratif et elle ne fait que collaborer à cette politique cruelle en ramenant les victimes dans leur pays d'origine. L'OIM organise le « retour volontaire » des migrants et des réfugiés sans papiers qui ne peuvent plus survivre dans une telle situation d'apartheid. Mais, dans ces conditions, leur « retour » ne peut évidemment pas être qualifié de « volontaire ». Le gouvernement néerlandais soutient la politique de « retour volontaire » parce qu'elle lui paraît plus « décente » que l'expulsion forcée.

### **2. L'OIM paie les migrants pour qu'ils s'en aillent, en leur faisant**

### **miroiter le fallacieux espoir qu'ils vivront mieux dans leur pays d'origine.**

L'OIM prétend que les migrants et les réfugiés expulsables ne peuvent plus survivre aux Pays-Bas. Selon cette organisation, la vie dans leur pays d'origine serait bien moins difficile. Mais la plupart des réfugiés et des migrants connaissent parfaitement la situation chez eux. S'ils sont venus aux Pays-Bas, c'est pour de bonnes raisons, et ils ne veulent pas rentrer au pays. Malgré toutes ses ressources financières et sa propagande, l'OIM ne réussit pas à convaincre les réfugiés et les migrants des bienfaits du « retour volontaire ». Mais au fur et à mesure que l'apartheid empire aux Pays-Bas, leur nombre risque d'augmenter. Les 200 euros (en moyenne) que reçoivent les réfugiés et les migrants et le bref stage « éducatif » qu'ils suivent avant de repartir chez eux sont surtout destinés à convaincre la population néerlandaise du versant « humanitaire » de cette politique.

### **3. L'OIM veut contrôler les migrations dans l'intérêt des gouvernements et de l'économie.**

L'OIM a été fondée en 1951 pour servir en quelque sorte de contrepoids à l'action du Haut Comité des Réfugiés des Nations unies, le second s'occupant du versant « humanitaire », la première du versant répressif des questions concernant les migrants et les réfugiés. Le principal objectif de l'OIM est de canaliser les flux migratoires pour les contrôler plus efficacement. En pratique, l'OIM fonctionne comme une sorte d'agence internationale d'interim. Elle dirige les migrants et les réfugiés vers les pays où l'économie a besoin d'eux et les fait repartir « volontairement » quand leurs services ne sont plus requis. L'OIM limite considérablement les capacités des migrants

et des réfugiés de choisir, de façon autonome, l'endroit et le moment où ils souhaitent voyager.

#### **4. Les gouvernements se servent de l'OIM pour contourner les lois internationales sur les droits de l'homme.**

Quatre-vingt-onze Etats appartiennent à l'OIM, y compris les Pays-Bas. Ces gouvernements ont décidé d'accorder l'« immunité » à l'OIM — en clair, les lois nationales ne s'appliquent pas à cette organisation. Selon Amnesty International et Human Rights Watch, l'OIM a la possibilité, grâce à cette « immunité », de violer les droits de l'homme en encourageant « certains contrôles aux frontières et d'autres mesures dissuasives, telles que les détentions arbitraires et illégales pour inciter les migrants à retourner dans leur pays d'origine avant même que les services gouvernementaux ne statuent sur leur sort ». A Nauru, une île du Pacifique, l'OIM gère un camp de prisonniers dans lequel les réfugiés sont enfermés avant qu'ils puissent atteindre l'Australie pour déposer une demande d'asile. L'OIM aide le gouvernement thaïlandais à contrôler et ficher les 2,5 millions de migrants birmans, presque tous sans papiers. Cette organisation contribue ainsi à l'expulsion mensuelle de 66 000 travailleurs vers la Birmanie. De cette façon, l'OIM permet aux Etats de ne pas se salir les mains eux-mêmes.

#### **5. Dans tous les pays du monde, l'OIM propose d'aider les gouvernements à renforcer les contrôles aux frontières et à construire des prisons pour les réfugiés.**

Les Etats ne veulent généralement laisser pénétrer sur leur territoire que la quantité de migrants et de réfugiés qu'ils désirent utiliser. Ils essaient de maintenir les autres loin de leurs frontières. A cet effet, les gouvernements ne cessent de rendre plus sévères les conditions requises pour immigrer. L'OIM collabore avec eux dans ce domaine. Cette organisation fournit aussi aux Etats des moyens technologiques destinés à lutter contre les

migrations, tels que des appareils de surveillance radio et de détection à infrarouges, ainsi que des spécialistes qui aident sur le terrain la police ferroviaire et les forces militaires aux frontières. Enfin elle construit elle-même des prisons et des postes de contrôle aux frontières.

#### **6. L'OIM n'aide guère les victimes de la traite des êtres humains, mais elle se sert bruyamment de leurs récits pour convaincre les femmes de ne pas s'enfuir de leur pays natal ou de ne pas immigrer.**

En Macédoine et au Nigéria, l'OIM mène campagne pour empêcher les femmes d'immigrer, sinon « elles finiront certainement sur le trottoir ». Mais cette organisation ferme les yeux sur le fait que les femmes qui acceptent sa politique de « retour volontaire » finissent de toute façon par tomber dans la prostitution à cause de la pauvreté qui règne dans leur pays. L'OIM place même la prostitution sur la liste des professions possibles pour les Angolaises qui acceptent le « retour volontaire » ! Cette organisation décrit habituellement les victimes de la traite des femmes d'une façon très partielle, comme de pauvres filles qui ont été abusées. Cela lui permet ainsi d'ignorer l'oppression globale qui pousse les femmes à émigrer à travers des mariages arrangés, comme domestiques ou comme prostituées.

#### **7. L'OIM défend une idéologie nationaliste fondée sur la « patrie ».**

Toutes les « politiques migratoires » sont, par définition, nationalistes car elles sont fondées sur des règles différentes pour les « étrangers » et les « nationaux ». L'OIM croit que les peuples sont prioritairement attachés à leur terre et leur « culture » d'origine. C'est pourquoi elle essaie aussi de convaincre les réfugiés ayant obtenu leur permis de séjour (et même d'anciens réfugiés ayant désormais un passeport hollandais) de « rentrer volontairement » au pays. Etranger un jour, étranger toujours, semble penser cette organisation. L'OIM prône même le retour des enfants nés aux Pays-Bas d'un parent réfugié ou immigré !

#### **8. L'OIM constitue l'un des rouages de la machine à expulser les migrants. Son rôle consiste notamment à rassembler des**

**informations à travers ses contacts avec les migrants et réfugiés.**

L'OIM est payée par le gouvernement et officiellement « associée » à la « politique migratoire » néerlandaise. Elle travaille avec les services de l'immigration (l'IND), la police des frontières (Marechaussee), la police des étrangers et COA, une association de réfugiés financée par des fonds publics. L'OIM essaie de peaufiner une image de « neutralité » pour maintenir des liens avec les associations de soutien aux migrants et aux réfugiés, partenaires idéaux pour ses programmes de « retour volontaire ». Les réfugiés et les

migrants font bien sûr confiance aux associations de soutien et sont souvent quotidiennement en contact avec celles-ci. Grâce à ces organisations, l'OIM recueille beaucoup d'informations sur les flux migratoires.

**Ce tract a été rédigé par l'organisation antiraciste De Fabel van de illegaal (La Fable de l'illégalité). Pour plus d'informations sur l'OIM et les contrôles migratoires vous pouvez consulter en plusieurs langues**

**le site <http://www.defabel.org>**

**Appeler (aux Pays-Bas) le 071 51 27 619**

**Ou bien écrire à [info@defabel.nl](mailto:info@defabel.nl)**

# **\* A propos de la grève des supermarchés de Los Angeles (octobre 2003- février 2004)**

## **Notes sur une nouvelle défaite des travailleurs américains**

**Loren Goldner**

Ce texte remplit un objectif limité mais indispensable : présenter un compte rendu événementiel de la plus importante grève intervenue aux États-Unis depuis celle d'UPS en 1997. Le fait que cette grève se soit terminée par une défaite pèsera lourdement sur les négociations engagées pour le renouvellement des contrats d'entreprises (1) au cours des prochains mois, et elle souligne encore une fois la nécessité d'une approche de classe sur la question de la couverture santé universelle aux États-Unis. (L.R.)

La cérémonie de remise des oscars à Hollywood a attiré toute l'attention des médias, mais, le 29 février 2004, 86% des employés des supermarchés de Californie du Sud ont voté la fin d'une grève de cinq mois. Ils ont accepté un contrat qui se traduit par une victoire importante, sinon totale, pour le patronat, victoire qui couronne une offensive ayant des implications nationales. L'une des grèves les plus significatives aux États-Unis, au cours de ces dernières années, s'est ainsi terminée par une défaite.

En octobre 2003, 97% des membres de l'UFCW (United Food and Commercial Workers, Syndicat des travailleurs du commerce et de l'alimentation) du Sud et du Centre de la Californie ont voté pour mettre en grève tous les supermarchés Von, possédés par Safeway, chaîne de magasins d'importance nationale. La principale revendication concernait la couverture maladie des employés, couverture jusqu'ici entièrement payés par la société. Von désirait que les travailleurs en paient 50% dans le cadre du nouveau contrat d'entreprise qui devait être renégocié. La chaîne Von voulait aussi introduire un système salarial à deux vitesses. En l'espace de quelques heures, deux autres chaînes ayant des contrats en cours de négociation, Albertson et Ralphs, ont lock-outé leurs employés. Début d'octobre 2003, 70 000 membres de l'UFCW étaient en grève dans la région.

Les travailleurs ont démarré leur lutte avec un grand enthousiasme d'autant plus qu'ils ont bénéficié d'un soutien assez massif et surprenant dans l'opinion publique, alors que les supermarchés en grève étaient désertés par la clientèle, y compris durant la période des vacances de Noël, habituellement très active. À peu près à la même époque, les conducteurs d'autobus et du métro de Los Angeles se sont mis en grève, également pour leur couverture santé. La concomitance de ces deux mouvements a créé un climat social très favorable pour les luttes, tel que l'on n'en avait pas vu depuis des dizaines d'années (la grève des conducteurs fit l'objet d'une procédure d'« arbitrage » et ils reprirent le travail peu de temps après ; au moment ces lignes sont écrites, aucun de leurs problèmes n'a été résolu.) (Les lecteurs non américains doivent savoir que, dans la mesure où il n'existe aucun système national de santé aux États-Unis, la couverture santé fournie par l'entreprise est souvent l'un des avantages sociaux les plus recherchés par les travailleurs.

Le salaire moyen d'un employé de Californie du Sud, membre de l'UFCW, est inférieur à 12 dollars de l'heure, et les patrons ne garantissent que 24 heures de travail par semaine à la plupart de leurs salariés. Nombre d'entre eux ne gardent donc ce type de boulot que pour les prestations sociales qu'il procure.) Sur la Côte Ouest, l'International Longshore and Warehousemen's Union (Syndicat des dockers et des magasiniers) a organisé une grève de solidarité de 24 heures à Los Angeles (qui a abouti à la fermeture totale du port pendant une journée) et peu après un mouvement identique aux chantiers navals voisins de San Pedro. Il a également versé 200 000 dollars à la caisse de grève des employés des supermarchés Ralphs.

Les trois réseaux locaux de supermarchés (Von, Ralphs et Albertson) font désormais partie de chaînes nationales car, au cours des trente dernières années, le secteur des magasins d'alimentation a connu une concentration majeure. Les supermarchés prétendaient qu'ils avaient besoin de revenir sur des acquis sociaux accordés précédemment pour faire face à la concurrence de Wal-mart, géant du commerce de détail, qui prévoit d'ouvrir quarante nouveaux points de vente en Californie du Sud durant les prochaines années (Wal-mart est tristement célèbre pour ses bas salaires et le fait qu'il n'offre aucune couverture sociale.) Tout le monde savait que le résultat de la grève offrirait un modèle à la fois pour de nombreux autres syndicats et pour les travailleurs de la région, mais aussi à l'échelle nationale. (De plus en plus de conflits du travail éclatent justement à propos de la couverture santé des salariés.) Néanmoins, malgré le soutien massif des travailleurs, les syndicats ont suivi les stratégies étriquées, légalistes, qui ont abouti à tant de défaites au cours des vingt-cinq dernières années. Le 31 octobre 2003, ils ont retiré les piquets de grève devant les magasins Ralphs pour faire un geste de « bonne volonté », et se concentrer sur les magasins Von ; les patrons ont immédiatement réagi en annonçant qu'ils partageraient les profits et les pertes occasionnées par la grève. Le syndicat est allé jusqu'à inciter les clients à faire leurs courses chez Ralphs, magasins dans lesquels leurs propres membres avaient été lockoutés.

Même si les chaînes de distribution ont toutes une dimension nationale, et que le total de leurs ventes annuelles atteint 30 milliards de dollars, les syndicats ont évité toute stratégie nationale. Ils se sont contentés d'envoyer quelques « piquets d'information » dans des succursales en Californie du Nord et ailleurs. L'automne dernier, l'UFCW a en effet gagné une grève semblable chez Kroger (chaîne qui possédait les magasins Ralphs) en Virginie-Occidentale, en Ohio et au Kentucky. Le 24 novembre 2003, l'UFCW a étendu la grève aux dix centres de distribution de Californie du Sud qui alimentent les supermarchés, et l'International Brotherhood of Teamsters (Syndicat des camionneurs) a accepté que 7 000 de leurs membres qui effectuaient des livraisons à ces dépôts ne franchissent pas les piquets de grève. Mais l'UFCW n'a rien fait pour arrêter les milliers de camions pilotés par des jaunes qui ont livré dans les entrepôts, et le 19 décembre 2003 le syndicat a essayé de retirer les piquets de grève. Le 22 décembre, au centre de distribution de Von à El Monte, les membres de l'UFCW ont refusé de mettre fin à leurs piquets de grève et les ont donc maintenus encore pendant plusieurs semaines. A la mi-janvier, l'UFCW a remis des piquets dans certains entrepôts de Ralphs, mais il faut dire que les versements de la caisse de grève étaient passés de 240 à 100 dollars par semaine.

À la mi-décembre, John Sweeney et Rich Trumпка, les deux principaux dirigeants de la « nouvelle » AFL-CIO sont venus à Los Angeles pour rencontrer les présidents de 50 sections locales de l'UFCW, mobilisant ainsi tout le prestige du mouvement syndical organisé au service de la grève. On peut se demander, en dehors des habituelles



dénonciations (par l'extrême gauche) de la « trahison » des bureaucrates, pourquoi ces dirigeants ont pris un tel risque après la longue série de défaites qui ont marqué les années précédentes. (Depuis que John Sweeney est entré en fonction en 1995, le pourcentage d'adhérents des syndicats est tombé de 14 à 9% de la main d'œuvre totale). Étant donné leur esprit étriqué, la timidité de leurs stratégies et leurs tactiques, il est probable que les bureaucrates ont sous-estimé la volonté et la capacité des trois chaînes de distribution de perdre des millions de dollars afin de pouvoir briser le pouvoir des syndicats.

Les bureaucrates ont réussi à garder le contrôle sur un personnel relativement jeune et peu expérimenté. Ils n'ont organisé aucune réunion de masse pour débattre de la stratégie de la grève ; la base avait l'impression de n'avoir aucun mot à dire sur la conduite du mouvement. Les magasins Ralphs sont restés ouverts grâce à des jaunes envoyés par Personnel Support Systems. (Cette société propose des « salariés de remplacement » - des nervis, en fait - dans ce genre de situation.) Mais l'UFCW semblait déterminée à suivre les stratégies localistes et légalistes qui avaient déjà abouti à la défaite de très nombreuses grèves au cours des années précédentes ; il n'a même pas été capable de mettre en place les mesures classiques de lutte contre les jaunes, mesures qui ont été à l'origine de la création des syndicats. Les patrons ont déclaré que, si cela se révélait nécessaire, ils étaient prêts à se battre contre l'UFCW durant une année, et ils ont atteint leur objectif sans même que les travailleurs ne changent leur stratégie de grève.

59 000 membres de l'UFCW ont voté en faveur d'un contrat de trois ans au cours du week-end du 28-29 février 2004. Quel que soit le critère d'appréciation adopté, cet accord représente une victoire importante pour les patrons. Certes, les supermarchés ont perdu 2,5 milliards de dollars de recettes pendant la grève, mais ils ont instauré un grave précédent pour de nombreux contrats qui doivent être renouvelés dans tout le pays, et pas seulement dans le secteur de la grande distribution. Wall Street a salué l'accord, et les actions de Safeway n'ont pas bougé durant la grève.

Le nouveau contrat prévoit un système à deux vitesses. Les employés actuels ne recevront aucune augmentation de salaire pendant les deux premières années, mais ils toucheront une prime pour l'avoir approuvé. La troisième année, ils commenceront à verser chaque mois une cotisation pour une assurance santé les couvrant eux et leur famille. Les nouveaux embauchés, quant à eux, toucheront des salaires plus bas que les salaires actuels et ils ne « bénéficieront » que d'une couverture santé réduite. Ce contrat à deux vitesses incitera donc les directeurs à mettre à la porte les salariés les plus anciens dans l'entreprise. Et enfin ce contrat permet aux supermarchés de licencier jusqu'à 630 membres de l'UFCW pour « mauvaise conduite » dans les piquets de grève (cette mesure vise à punir les grévistes et menace tous les salariés syndiqués ; elle pourrait aussi arranger le syndicat en le débarrassant d'éléments trop militants à son goût), ces licenciements devant être entérinés dans les 36 heures suivant la ratification du contrat.

De même qu'il n'y a pas eu de réunions de masse durant la grève, de même le vote de ratification du contrat d'entreprise a été imposé à la hâte en distribuant aux salariés un texte de seize pages imprimées en tout petits caractères. L'UFCW et l'AFL-CIO ont crié victoire parce qu'ils ont sauvé le plan santé pour les salariés actuels pendant deux ans, mais tout le monde sait que cette grève, fortement soutenue par la base syndicale et par l'« opinion », s'est terminée par une grave défaite, qui ouvre la voie à d'autres défaites importantes.

Il est possible que la direction de l'UFCW de Californie du Sud, spéculant sur l'élan initial, ait pensé qu'elle pourrait gagner la bataille. Elle ne s'est sans doute pas rendu compte, dès le départ, que les supermarchés avaient une stratégie nationale et que les employeurs de ce secteur d'activité se serraient les coudes. Le 16 février 2004, Rick Icaza, président du Local 770 de l'UFCW, et « dirigeant » important de la grève, a déclaré au Los Angeles Times : « Je croyais que nous n'avions plus besoin des grèves désormais. (...) Je pensais que cette période était révolue. » Il semble très probable que l'UFCW, tant au niveau local que local, n'ait pas voulu gêner le Parti démocrate en cette année électorale.

La stratégie syndicale s'est caractérisée par une vision à courte vue, dans laquelle toutes les décisions devaient être prises d'en haut. Mais la cause décisive de la défaite réside dans le fait que la base de l'UFCW n'a à aucun moment remis en cause cette stratégie. Quel était en effet l'enjeu essentiel de ce conflit pour le patronat américain ? Liquider le modèle « social-démocrate » dans le secteur privé, modèle qui garantit une couverture santé à une minorité d'ouvriers américains « protégés » parce qu'ils appartiennent à des syndicats ayant conclu des contrats avec leurs employeurs. Le grand patronat considère que ce type d'avantages sociaux lui coûte désormais trop cher. Une telle offensive n'aurait pu être contrée que par une offensive de classe qui fasse de la couverture santé universelle une question politique, et non un problème réservé à des groupes isolés de travailleurs engagés dans des luttes locales qui se terminent par des défaites.

Mais on ne peut, bien sûr, attendre une telle stratégie de l'UFCW ou de l'AFL-CIO, sans même parler du Parti démocrate.

(1) Aux États-Unis seul le personnel syndiqué d'une entreprise est « protégé » par les accords (les contrats ou accords d'entreprise) régulièrement renégociés entre les syndicats et le patron. Les non-syndiqués n'ont que leurs yeux pour pleurer (N.d.T.)

D'autres articles sur la lutte de classe aux États-Unis se trouvent (en anglais et en français) sur le site Break Their Haughty Power : <http://home.earthlink.net/Irgoldner>

# SPORT

(Extrait de *L'Encyclopédie anarchiste*, 1934. Un texte indispensable après les Jeux olympiques d'Athènes et les opérations de crétinisation télévisuelle... Les intertitres ont été ajoutés par *Ni patrie ni frontières*.)

N. m. (mot anglais). Vient de l'ancien français : *desport* qui signifie : amusement. Il est employé pour désigner tout exercice en plein air : course de chevaux, pêche, chasse, canotage, tir, escrime, gymnastique, football, bicyclette, etc... Le sport « est la pratique méthodique des exercices physiques, non seulement en vue du perfectionnement du corps humain, mais encore de l'éducation de l'esprit » (Larousse). On voit que, d'après cette définition, le domaine du sport est très vaste. Il englobe non seulement les jeux, mais tous les exercices d'entraînement, physiques et intellectuels. Toutefois, dans l'acception courante du mot sport, entre une idée de compétition qui ramène la chose aux exploits athlétiques. C'est le point de vue élargi de la question, nous l'étudierons plus loin. D'une façon générale, le sport étant pratiqué en vue du développement harmonieux de la personne, il en résulte qu'est *sport* tout effort méthodique accompli dans ce but. Nous pourrions dire, en élargissant la chose jusqu'à son ultime limite : le sport, c'est la lutte même, et c'est la vie. « Etre, c'est lutter ; vivre, c'est vaincre » (Le Dantec).

Il est évident que l'homme, dont l'origine remonte à une époque très reculée, n'a pu s'adapter aux diverses périodes préhistoriques qu'en luttant sans cesse contre les conditions changeantes de vie. Il a été pour lui d'une nécessité impérieuse d'habituer son corps à résister aux variations atmosphériques, aux maladies, au milieu ennemi. Il a fallu qu'il s'ingénie à dominer ce milieu, sinon c'était la fin de l'espèce, comme ça l'a été pour certaines espèces animales (mammouth, bison). Il a fallu qu'il éduque son corps à la course, à la natation, à la lutte. Il a fallu que, dans son cerveau, jaillisse la première lueur d'intelligence qui, justement pour combattre les forces mauvaises acharnées à sa perte, lui a permis d'ajouter à sa force et à son agilité, son ingéniosité, son adresse, sa ruse. Tout cela a demandé des

expériences sans nombre, tout cela a coûté d'innombrables vies. Mais l'homme a triomphé grâce à cet entraînement incessant. Si maintenant nous considérons l'individu en lui-même, nous voyons que, depuis le jour où il a été conçu jusqu'à celui de sa mort, c'est encore par la pratique incessante de la lutte contre le milieu hostile qu'il 'est parvenu à vivre. Il lui faut sa place au soleil, coûte que coûte. Si on la lui dispute, il se rebelle ; et s'il est le moins fort, il succombe. La vie est le triomphe du muscle allié au cerveau.

Le fœtus se développe au détriment de sa mère ; l'enfant fait la connaissance de tout ce qui l'entoure pour mieux éviter les embûches, pour mieux s'imposer plus tard. Et plus cette connaissance sera poussée, plus l'espèce de carapace qui l'emprisonne sera disloquée, plus il acquerra de maîtrise et de confiance en soi. Il en est de même pour tout être vivant. Nous pouvons dire que le sport date depuis les origines de la vie. Mais au fur et à mesure que l'homme s'est élevé, il a cultivé son intelligence au détriment de ses muscles. Cette intelligence lui a permis, en effet, de ménager ses efforts et d'atteindre des buts bien plus étendus. La massue fut supérieure aux poings de l'anthropoïde. La hache, l'arc, l'arbalète, le fusil, le revolver, la mitrailleuse, marquent dans l'art de la défense et de la destruction les étapes de ce progrès. Aujourd'hui, l'intellectuel tendrait à n'être plus qu'un cerveau. D'où cette anomalie : une tête bien faite sur un corps débile. En réaction : revenons au culte du muscle ; allons aux exercices physiques ; allons aux sports ! La vérité est dans la conciliation des extrêmes : « Le corps d'un athlète et l'âme d'un sage, disait Voltaire, voilà ce qu'il faut pour être heureux ». Et il pensait sans doute à Eschyle, à Sophocle, vainqueurs aux jeux olympiques, ou à Platon, « l'homme aux larges épaules ». Un corps d'athlète ne s'acquiert que par un méthodique entraînement. Le corps humain est une machine

dans laquelle les combustions organiques doivent être actives pour ne laisser aucun déchet ; mais il faut, pour assurer son bon fonctionnement, que tous ses organes soient harmonieusement développés. D'où la nécessité de pratiquer des exercices rationnels et progressifs. Ces exercices sont utiles à l'enfant qui se développe chaque jour ; ils sont utiles à l'adolescent et à l'homme mûr pour entretenir la souplesse des organes ; ils sont indispensables dans certains cas (arthritisme, obésité) pour redonner au corps sa capacité de résistance et de rendement. Les méfaits de la sédentarité — cette plaie de la « civilisation » — sont connus. Voici, à ce sujet, l'opinion du Docteur G. Durville :

« ... en collaboration avec l'alimentation mal comprise, elle crée deux types opposés de malades : les *gras* et les *maigres*. Les *gras* sont des déçus à la première période : leur organisme résiste à la sédentarité en entassant de la graisse dans les tissus, en congestionnant le foie et les viscères, en hypertendant la circulation sanguine ; de temps en temps, quand l'organisme est par trop plein, une soupape s'ouvre, qui déverse le trop plein : c'est la crise d'eczéma, de furoncle, d'entérite, de saignement hémorroïdaire, utérin, nasal, etc., la crise de gravelle, de rhume, de toux, etc.. Par cette crise de nettoyage toujours considérée comme une mauvaise chose, alors qu'elle est un sauveur, le gras retrouve, pour un temps, des conditions plus normales de vie ; il a puisé en lui l'énergie de réagir. Comme il va récidiver à la même existence, une nouvelle crise reviendra un jour, mais sans doute sera-t-elle moins efficace, car l'organisme prend de l'âge et s'use ; il arrivera même, peut-être, que l'organisme laisse ouvrir la soupape là où il ne faut pas. Au lieu des veines hémorroïdaires, si une artère cérébrale s'ouvre, parce que devenue durcie, cassante, artério-scléreuse, ce sera l'apoplexie, mortelle peut-être. Les *maigres* sont des types plus déçus de sédentarisés. Ce sont souvent des fils de sédentaires et de dyspeptiques. Leur organisme débilité n'a plus la force de faire de la graisse. Même s'ils mangent « bien », c'est-à-dire « trop », « rien ne leur profite plus », car leur nutrition est trop tarée. S'il leur arrive de prendre, par hasard, du poids, leur embonpoint est fugace ; en quelques semaines ils l'ont reperdu ; ils sont redevenus ces êtres jaunes,

faibles, à ventre flasque et vide, gastritiques et entériteux, sans muscle et sans ressort. La sédentarité a fait cela. La sédentarité détruit la forme de l'être. Or, quand l'être perd sa forme, il devient non seulement laid, mais malade. » Et, plus loin : « D'où provient cette déchéance ? Il se passe que le muscle s'en va, et avec lui la forme du corps. Il n'est pas douteux qu'aux yeux de bien des gens, le muscle a une mauvaise réputation. Combien d'intellectuels, aujourd'hui encore, regardent le muscle comme un instrument pour imbéciles et pour brutes ! Pourtant, pendant plus de mille ans, la Grèce sut imposer au monde sa suprématie, grâce à sa splendide conception de l'éducation musculaire. L'idéal de beauté, c'était alors le discobole ou le gladiateur, admirables de vigueur et d'optimisme. Il est navrant qu'à la saine conception de la beauté grecque ait succédé celle qui donnait en modèle un Christ amaigri, crucifié et renonçant. Si le christianisme avait pris au paganisme son amour de la beauté naturelle, le Moyen Age eût été une époque de lumière. Il y a parallélisme entre la vigueur d'un muscle et la beauté de sa ligne, car la nature est essentiellement logique. Beauté et santé sont les deux faces d'une même médaille ou, plus exactement, la beauté est l'extérieur de celle-ci et la santé l'intérieur. Et la splendide cage thoracique des statues de l'ancienne Grèce signifie maximum de force et de résistance des poumons et du cœur. Socrate et Platon ne furent pas seulement des génies de la pensée, ils furent aussi des athlètes s'exerçant nus sous le soleil. En sédentarisant son corps, on abaisse ses résistances. Les atrophiés du muscle donnent naissance à des enfants débiles, insuffisants des glandes, arthrités à l'avance et délicats. Les sédentaires trahissent leur descendance... Il faut savoir qu'à presque toutes les maladies de la nutrition, à presque toutes les asthénies, à toutes les affections chroniques, correspond un appareil musculaire insuffisant ou inactif. Toute déchéance de la forme normale, c'est-à-dire athlétique, du corps humain, va de pair avec une vitalité diminuée. » (*La Cure Naturiste.*)

Comment réagir ? Par les exercices physiques. Ils s'effectueront autant que possible en plein air, sous les rayons régénérateurs du soleil, le corps nu (voir : *Nudisme*) et se composeront de mouvements simples, capables de développer l'harmonie des formes. L'équi-

libre des fonctions ne s'obtiendra qu'à la condition de ne pas surmener certains groupes d'organes au détriment d'autres groupes, et en restant toujours dans la limite de résistance physiologique de l'individu. Suivra-t-on la méthode analytique ? (méthode suédoise de Ling), ou synthétique ? (méthode « naturelle » d'Hébert). Celle-ci connaît la plus grande vogue. Elle repose sur la pratique des exercices naturels : marche, course, saut, grimper (appuis, suspensions, équilibres et escalades), lancer (avec le jonglage), lever, défense (lutte et boxe), natation. Elle comprend aussi les bains de soleil et d'air pur, ainsi que des séances de repos. Toutes choses d'ailleurs que pratiquaient les Grecs. Le sport ainsi compris, débarrassé des vanités de la compétition et des prouesses des recordmen augmentera la force, la souplesse et la résistance du corps et deviendra le premier élément de la santé et du bonheur. « *L'âme d'un sage* » s'acquerra par la pratique parallèle du sport intellectuel, par cette gymnastique de l'esprit qui développe au plus haut degré le désir de savoir, par l'éducation méthodique de la volonté qui rend l'homme vraiment maître de lui, dominant ses instincts, et capable de s'élever à cette sérénité suprême où le corps est l'instrument d'exécution des décisions mûrement pesées par la raison. C'est alors que sera atteint l'idéal antique : une âme saine dans un corps sain.

Les Romains, et davantage encore les Grecs, ont été amoureux de la beauté des formes humaines. Mais la pratique des exercices gymniques remonte à des temps très anciens. Il y a 3.600 ans, le *Cong-fou* chinois traite d'éducation physique rationnelle avec façons profitables de bien tenir son corps et de bien respirer. Cette gymnastique curative fut connue aussi dans l'Inde et en Egypte. Les mêmes exercices furent pratiqués par les asiatiques occidentaux dans leurs rites funéraires, leurs cérémonies religieuses et dans l'agonistique guerrière. Les Grecs arrivèrent à la perfection de la beauté physique par la pratique de la gymnastique ; leur merveilleuse statuaire, qui en est le témoignage, fera toujours l'admiration des hommes. A Sparte, « l'Etat s'occupe de l'enfant dès sa naissance : mal constitué, il est exposé sur le Taygète ; solide, il reste aux mains des femmes jusqu'à sept ans, âge où commence son éducation publique,

militaire. Un pédonome réunit en groupes les enfants de la même année ; eux-mêmes élisent, parmi des camarades plus âgés, des moniteurs qui dirigent les exercices, assistés de « fouettards ». Exercices violents : gymnastique, lutte, jeu de balle ; à côté de cela, une culture de l'esprit très élémentaire ; on admet la musique, pour accompagner les chants guerriers. Et l'éducation des filles est à peu près semblable. » (Maxime Petit : *Histoire Générale des Peuples*.) Du même ouvrage : « L'Athénien était un bon soldat, intelligent, courageux, manquant parfois de discipline, très supérieur aux Spartiates dans la guerre de sièges. L'éducation du militaire se confondait avec celle du citoyen, elle avait pour bases le patriotisme et l'entraînement physique. Ce dernier trait distinguait l'Hellène du barbare, qui ne s'entraînait pas méthodiquement et s'étonnait des exercices que les Hellènes exécutaient dans un état de nudité complète, d'où le nom de gymnastique. A cette éducation, on s'accoutumait déjà, à douze ans, dans des palestres privés ; à dix-huit ans commençait l'apprentissage des armes, lors de l'entrée dans l'éphébie ». Et lorsque l'éphèbe est citoyen : « Pendant un an, il fréquente un des trois grands gymnases, l'Académie, le Lycée, le Cynosarge, y pratique le saut, la course, la lutte, l'équitation, le maniement des armes, la manœuvre en peloton » (pp. 58 et 67).

Cette faveur dont jouissaient les exercices physiques a son écho dans les œuvres littéraires. Nous cueillons, dans *l'Odyssée*, ce récit « sportif » des exploits d'Ulysse (Chant VIII) : « Il dit, et, sans se dépouiller de son manteau, il se précipite du siège, saisit une pierre deux fois plus grande et plus lourde que le disque lancé par les Phéaciens ; et, la tournant en l'air avec rapidité, il la jette d'un bras vigoureux ; la pierre vole et tombe au loin avec un bruit grondant et terrible. Ce peuple de hardis nautoniers, ces fameux rameurs qui brisent les flots, se croient frappés et s'inclinent jusqu'à terre ».

Et ces paroles d'Alcinoüs : « Nous ne prétendons point nous illustrer au pugilat ni à la lutte, mais nous pas atteignent en un moment le bout de la lice, et rien n'égale le vol de nos vaisseaux. Toujours brillants d'une nouvelle parure, nous coulons nos jours dans les festins, le chant et la danse ; les bains tièdes font nos délices ; le sommeil a pour nous des charmes ». Enfin, cette description d'un match de football

(si l'on peut dire !) : « Ils prennent un ballon d'une pourpre éclatante, sorti des mains de l'industriel Polybe ; tandis que, tour à tour, l'un, se pliant en arrière, jette ce ballon jusque aux sombres nuées ; l'autre, s'élevant d'un vol impétueux, le reçoit avec aisance et grâce, et le renvoie à son compagnon avant de frapper la plaine de ses pas cadencés. Quand ce ballon lancé a montré leur force et leur adresse, ils voltigent sur la terre avec des mouvements variés et une prompte symétrie. La nombreuse jeunesse, debout autour du cirque, faisait retentir l'air des battements de leurs mains, et tous éclataient en tumultueux applaudissements ».

Il y avait diverses catégories d'athlètes, mais tous devaient être de condition libre et Grecs de naissance. On distinguait les lutteurs, les coureurs, les pugilistes, les lanceurs de javelots et de disques, les pancratiastes. Suivant leur âge, on les classait en trois groupes : enfants (12 à 16 ans), adolescents (16 à 20 ans) et adultes. Les athlètes rivalisaient dans les grandes fêtes sportives ou grands jeux, dont la plus renommée était les Jeux Olympiques, célébrés à Olympie, en l'honneur de Zeus. Le premier jour était consacré aux cérémonies religieuses, puis on assistait aux fêtes du stade qui comprenaient les épreuves de courses à pied, de lutte et de pugilat. Les lutteurs combattaient le corps nu, enduit de sable et d'huile. Dans la course, on distinguait la course simple (stade), le double stade (diaule), la course longue (dolique), la course en armes et la course aux flambeaux (lampadédromies). Dans le pugilat, les adversaires se portaient de terribles coups avec leurs poings garnis de plomb. Le pancrace qui combinait la lutte et la boxe était plus sauvage encore puisque tous les moyens étaient permis pour terrasser l'adversaire. Les fêtes se continuaient à l'hippodrome par des courses de chevaux et de chars, parfois par des chasses, des combats d'animaux féroces, des naumachies ; elles se terminaient au stade par le pentathlon (saut, lancement du disque, du javelot, course et, lutte) et par la course en armes (bouclier et casque). La course était un exercice très en honneur ; on organisa partout des courses de jeunes gens, mais il y eut aussi des courses de jeunes filles à Cyrène et à Sparte. Des coureurs, en se relayant, remplirent l'office de courriers, et l'on connaît l'exploit de celui qui expira après

avoir annoncé à Athènes la victoire de Marathon. Aux jeux olympiques, le vainqueur recevait simplement une couronne d'olivier sauvage et c'était un honneur très grand pour lui d'avoir triomphé. Mais à la fin du V<sup>e</sup> siècle, les jeux se commercialisèrent ; le métier nourrit, son homme. On vit Pindare chanter les exploits du stade. Le vainqueur obtint de nombreux privilèges dont les plus substantiels furent les exemptions d'impôts et la nourriture au prytanée. Il reçut en récompense des sommes d'argent, des couronnes, des objets précieux et des statues (Discobole, Diadumène, Apoxyomène, etc...). A Rome, les athlètes apparurent un siècle avant notre ère. Plus tard, les jeux dégénérèrent en luttes de *factions*, le peuple prenant parti pour l'une ou pour l'autre de ces factions reconnaissables suivant la couleur des casaques des cochers. Mais ce n'était plus de la gymnastique, ni de l'éducation physique, c'était presque le... sport dans ce qu'il a de plus mauvais. On vit ainsi, à Byzance, tout le peuple divisé en *bleus* et en *verts* : Chaque corporation avait ses chefs élus (démarques) avec ses milices. Leur rivalité déborda l'enceinte du cirque, envahit la ville et s'étendit à tout l'empire. La vie publique fut profondément troublée par ces luttes au VI<sup>e</sup> et vu<sup>e</sup> siècles.

Avec le christianisme, le corps humain devint l'enveloppe méprisable. Il disparut sous les draperies. « ...On vit alors se déchaîner cette rage bien connue des fanatiques contre la chair, considérée comme le principal obstacle à toute impulsion intellectuelle et morale. La terre devint une vallée de larmes ; la nature fut l'objet de la malédiction divine, le corps parut méprisable, et l'on s'ingénia à l'outrager et le martyriser. L'apôtre Paul, le vrai fondateur de la nouvelle religion avait dit : « Ceux que le Christ a conquis, ont crucifié leur chair avec leurs passions et leurs désirs. »

» Au moyen-âge, durant cette époque grossière d'arbitraire féodal et de fanatisme théocratique, de soi-disant serviteurs de Dieu avaient poussé les choses à ce point qu'on en vint à mépriser la matière et que des hommes clouèrent au pilori leur propre corps, ce noble ouvrage de la nature. Les uns se crucifiaient, d'autres se torturaient ; des troupes de flagellants parcouraient le pays en tous sens, exposant aux regards leurs corps qu'ils avaient

eux-mêmes lacérés ; on cherchait à détruire la force et la santé par les moyens les plus raffinés, afin de laisser à l'esprit, indépendant de la matière et surnaturel, la prépondérance sur son misérable substratum ». (Louis Buchner, *Force et Matière*, Ch. V.)

Le Moyen-Age fut une époque de crasse intellectuelle et physique. Nous sortons à peine de cette époque à ce sujet. Si quelque actrice, pour exciter le bourgeois, peut s'exhiber aujourd'hui toute nue sur la scène, les nudistes intégraux sont obligés de rechercher des endroits isolés pour livrer leur corps à la caresse bienfaisante de l'air et du soleil. Il n'y a pas encore si longtemps, dans les peintures et les sculptures, la feuille de vigne émasculait l'individu. La race des cuistres qui insultaient ainsi à la beauté humaine n'est point disparue ; l'attentat à la pudeur est toujours inscrit dans l'arsenal de nos lois. Cependant, la réprobation qui frappait le corps d'anathème s'est estompée au fur et à mesure que s'écroulaient les dogmes. Mais aussi une réaction suscitée par le capitalisme dans un but de défense (abrutissement des esprits et préparation à la guerre) a poussé les foules à pratiquer ou à admirer le sport, tel que nous le connaissons aujourd'hui. Actuellement, nous pouvons classer les individus en trois catégories !

1° Les pratiquants du sport rationnel ;

2° Les professionnels du sport ;

3° Les foules passionnées pour les exploits athlétiques accomplis par les professionnels.

Les pratiquants du sport rationnel, relativement peu nombreux, sont gens de saine raison qui, d'une façon souvent discrète, s'exercent à vivre harmonieusement. Amoureux d'hygiène, d'air pur, de soleil ; amis des divertissements profitables à leur santé, ils cherchent avant tout à atteindre ce sommet où ils peuvent se considérer comme des « êtres complets », et ils tâchent de s'y maintenir. Ce sont, souvent, des contempteurs de notre infecte « civilisation » qui a créé ces monstruosité : les villes modernes avec leurs bagnes d'usines et de bureaux, avec leurs taudis, foyers de misère et de tuberculose. Aux moments de loisirs, ils fuient la ville qui tue, pour la campagne, pour la mer, pour la montagne, qui vivifient. Et là, sans désir d'exhibition malsaine, tout naturellement comme font les bêtes dites sauvages livrées à elles-mêmes dans la nature, ils s'ébattent pour le

plus grand plaisir de leurs sens, pour le plus grand profit de leurs muscles. C'est comme s'ils remontaient le cours des siècles... Et, se débarrassant de toutes les entraves imposées par le milieu « civilisé » (faux-col, chaussures, chemise même) ils redeviennent l'animal primitif qui court, saute, grimpe, joue, nage librement comme aux époques où la « morale » n'existait pas ! Le mouvement nudiste est une des plus belles résurrections des époques antiques où les hommes étaient fiers de la beauté de leurs formes. Mais dans le canotage, dans la pêche, dans la chasse, et aussi dans les sports d'application comme le hockey, le tennis, le basket-ball, quelle belle gymnastique des muscles pour la coordination des mouvements, quel développement des réflexes mentaux qui accoutument à prendre de rapides décisions, quel profit pour le corps et pour l'esprit ! Ici, le sport est ce qu'il y a de plus pur, de plus socialement désintéressé, de plus profitable individuellement. Le sport est la vie intense et belle.

Avec les professionnels du sport, nous passons dans le mercantilisme du siècle. Avec les passionnés — physiquement inertes — qui se repaissent des gestes de ces professionnels, nous touchons à la question sociale. Mais ici, il faut prendre la chose de plus loin. L'homme garde en lui-même un vieux fonds d'ancestrale brutalité. Lorsqu'il n'a pas été longuement habitué à réfléchir, à raisonner, à faire la critique scientifique des faits dont il est témoin, il s'abandonne à ses impulsions premières, et l'on aperçoit très vite alors, sous le léger vernis des convenances, l'être primitif avide de sensations violentes, de spectacles où la force domine, et même où le sang coule. Le *Panem et circenses* n'est pas seulement la formule de mépris de Juvénal pour les Romains de la décadence, il exprime le besoin profond des hommes encore voisins de l'animalité. Il faut des tempéraments artistes pour goûter pleinement les plaisirs de l'esprit. Aujourd'hui, comme autrefois, Aristophane, Molière, Hugo, ont moins d'admirateurs que tel boxeur réputé ; et le nom du savant qui aura fait de merveilleuses découvertes restera ignoré des foules tandis que la biographie d'un quelconque saltimbanque des sports sera connue des bambins de l'école ! Or, tout individu ou tout groupe d'individus qui dispose de l'autorité

demande des foules dociles. Ces foules le seront d'autant plus qu'on leur masquera les causes de leur misère. La religion a été longtemps le dérivatif nécessaire : on pensait selon une certaine morale éminemment profitable aux puissants. La religion s'écroulant comme s'écroulent toutes choses qui ont trop duré, on a trouvé de nouveaux opiums pour endormir les foules ; ces poisons ont nom : politique, alcool, presse, cinéma, sports... Par l'instruction distribuée au compte-gouttes, par l'éducation dirigée dans un sens contraire aux intérêts du prolétariat, le capitalisme a, réussi à créer des « citoyens » sachant tout juste lire les décrets et les lois et aptes à s'agenouiller devant les idoles du jour. Par la presse, il a complété l'abrutissement commencé dès l'enfance la plus tendre. Le service militaire vient à point pour couronner le chef-d'œuvre. L'individu est mûr alors pour l'exploitation intensive en temps de paix et pour enrichir les marchands de canon l'heure venue. Encore faut-il qu'il soit de constitution, assez robuste pour tenir sa place à l'usine et à l'ost. De là, la nécessité de créer et d'entretenir une mentalité sportive. De là, le sport plus ou moins officiel et subventionné. Déjà, les anciens, nous l'avons vu, (Assyriens, Grecs), par les exercices physiques se préparaient à la guerre. Lorsque le corps était un objet de mépris, Rabelais, Montaigne et Rousseau préconisaient l'éducation physique ; la gent militaire sentit confusément tout ce qu'elle pouvait tirer de ces indications. Cela commença en Prusse, après Iéna : le pays avait besoin de vigoureux soldats. Le professeur Iahn conçut une méthode très complète d'entraînement physique. A Stockholm, Ling créa, en 1815, une méthode nouvelle. Des gymnases furent construits au Danemark, en Suisse, en Belgique. Eu France, un institut de gymnastique, sous l'impulsion du colonel Amoros, fut installé dans la plaine de Grenelle ; il devait devenir plus tard l'Ecole Normale Militaire (Joinville). « C'est au ministre V. Duruy que revient le mérite d'avoir, en 1868, introduit ce genre d'enseignement dans les lycées et les collèges. Enfin, après la guerre de 1870, se produisit, dans une pensée patriotique, une renaissance véritable de l'éducation physique ». (Larousse). Aujourd'hui, ça commence avec les multiples sociétés de scoutisme qui se disputent l'enfance. Une des

plus laïques de ces associations écrit dans sa « Loi scout » :

« ...L'éclaireur sait obéir... L'éclaireur est travailleur, économe et respectueux du bien d'autrui... » Et; au chapitre discipline : « La discipline, chez les éclaireurs, est une discipline librement consentie, non une discipline imposée. Elle repose sur l'adhésion complète à la *loi*, dont ils sont habitués eux-mêmes à être les gardiens ». Il sera si facile, par la suite, lorsque le scout sera devenu un homme, de lui faire croire à des « disciplines librement consenties », et de le rendre obéissant aux lois, même à celles qui lui demanderont sa vie pour que « la Patrie ne meure pas » (!). Quoi qu'il en soit, l'enfant, tout de suite, devient un matricule SOUS un uniforme ; il est respectueux de ses « chefs », prêt à se plier aux ordres reçus, sans discussion ni murmure. « La discipline faisant la force principale des armées », dit le refrain. On aperçoit aussitôt le but poursuivi par ces sociétés. Comme on comprend qu'une « Médaille d'Honneur de l'Education Physique » vienne récompenser les bons valets qui ont rendu des services au sport, à la préparation militaire et à l'éducation physique ! (Décret du 4 mai 1929). D'ailleurs, les personnalités officielles ne cachent pas leur jeu :

« Le maréchal Pétain, lisons nous dans la revue *L'Animateur des Temps Nouveaux*, assistant un jour à une réunion sportive, paraissait médiocrement intéressé :

— Que pensez-vous des joueurs, M. le Maréchal ? lui demanda un officiel. — J'aimerais mieux, répondit le Maréchal, voir ces ving-deux joueurs sur les gradins et ces milliers de spectateurs dans l'arène ». Évidemment, l'ogre sentait la chair fraîche ; il la voulait à point pour la prochaine « heure H ». Voici, du *Soldat de Demain*, un écho non moins officiel : « M. Adolphe Chéron, président de l'Union des Sociétés d'éducation physique, interviewé par M. Ménard, rédacteur au journal *L'Auto* sur ce que pourraient être les progrès du sport au cours de l'année 1933, a fait les déclarations suivantes :

« Au début de la nouvelle année, je continue à demander des terrains de jeux et des pelouses pour les écoles et les clubs. Où sont ceux dont l'aménagement avait été prévu sur la zone dès le lendemain de la guerre et dont le regretté Frantz-Reichel et moi-même rappelions la



nécessité devant la Commission départementale de la Seine ? Oui, des terrains de jeux nombreux à la portée de la jeunesse, dans la banlieue immédiate des villes comme dans les campagnes et aussi des locaux dignes de l'activité des Fédérations. Sur le plan de la formation des maîtres : d'une part, la reconstruction de l'Ecole Supérieure d'éducation physique de Joinville et, d'autre part, l'ouverture de l'Ecole Normale d'application des professeurs de l'Université, constituant chacune sur son terrain, les deux éléments essentiels et inséparables de l'Institut national, seul capable d'assurer à la méthode française des progrès renouvelés et fondés à la fois sur la science de la vie, sur l'expérience, sur le contrôle des résultats. »

Citons aussi cette riposte (qui en dit long) de l'Union des sociétés d'éducation physique et de préparation au service militaire, présidée par M. Chéron (un périodique sportif accusait une Fédération d'avoir « touché un million pour construire un siège social ») :

« *L'Union*, pour les besoins de ses sociétés, a participé, dès le lendemain de la guerre, à la campagne des stades. On peut même dire qu'elle fut des premières, sinon même la première, à ouvrir cette campagne par ses créations du Parc Saint-Maur. A ce premier Stade, d'autres, par la suite, s'ajoutèrent : à Saint-Maur, un deuxième stade et une école de natation ; au Perreux, un stade complet ; à Romainville, un terrain d'entraînement avec école de mécaniciens d'aviation. Soit 5 établissements d'éducation physique et sportive, toujours en service, pour l'aménagement et l'entretien desquels on est bien loin des millions que la Fédération misé en cause aurait touchés. Et les stades du Parc Saint-Maur, complets dans leur installation jusqu'à comprendre un stand pour le tir, chose rare dans les organisations similaires, mais que l'Union considère comme indispensable, connaissent, de la part des Sociétés, une faveur qu'il est facile de contrôler. Le rédacteur du périodique sportif avait d'ailleurs, à la direction de son propre journal, le moyen de recueillir des témoignages probants. Des exemples malheureux de stades créés à coups de millions, et dont la vie né fut qu'éphémère, sont connus. Les conditions mises par le Sous-Secrétaire d'Etat de l'Education Physique à l'attribution des subventions

éviteront à l'avenir, nous en avons l'espoir, le retour des erreurs commises par d'autres et assureront aux Sociétés de préparation au service militaire et à leur Union l'aide dont elles ont besoin pour rendre des services dont la portée dépasse le cadre par trop étroit des matches à recettes de l'amateurisme marron, qui, au lieu de préparer des citoyens pour le pays, fournit trop souvent au corps social des déclassés, au corps médical des malades, aux corps de troupes des ajournés, voire des réformés. » (*Le Soldat de demain*, janvier 1933).

La préparation à la guerre est donc le but nettement poursuivi par l'Etat. « L'intérêt » qu'il apporte aux sports est, en définitive, celui des magnats qui sont dans la coulisse et qui représentent la finance internationale. Aussi, se leurrent ceux qui croient voir un jour le sport au service de la paix. « Faites-nous des hommes, nous ferons des soldats », disait le général Chanzy. Exaltant au contraire le patriotisme (dans l'intérieur du pays même un patriotisme de clocher : voir certains matches de football), le sport, comme la presse, comme le cinéma, comme la langue internationale, comme la T.S.F., comme tout projet détourné du but de libération des hommes vers lequel il devrait tendre normalement, est canalisé vers des fins de division et d'extermination des peuples. Le sport sera simplement au service de l'homme lorsque le régime capitaliste aura disparu. Pour le moment, nous voyons de multiples sociétés sportives, fédérées et riches. Elles sont organisées pour exploiter commercialement et les aptitudes athlétiques des joueurs et la sottise des foules. Parfois elles servent à flatter la vanité d'un roi de la coiffure ou de la chaussure. Les mécènes d'autrefois préféraient protéger les artistes ; ceux d'aujourd'hui s'attachent à des équipes de sportsmen. C'est le progrès !... La mentalité du professionnel est en harmonie avec celle de ses chefs et avec celle du public. A de rares exceptions près, l'athlète est — comme dit la chanson

— un individu « grand, fort et bête ». Nous pourrions ajouter, souvent brutal et presque toujours vendu au plus offrant. On voit tel joueur radié à vie pour « s'être livré à des voies de fait sur la personne de l'arbitre », tel autre « pour insultes à l'arbitre et brutalités ». Combien en est-il qui luttent simplement pour des ques-

tions de gros sous ! Nous copions dans nos notes prises au hasard des lectures : « On se demande, avec quelque naïveté, dans les milieux sportifs, pourquoi certains athlètes, et non des moindres, se sentent tout à coup attirés vers un sport qui n'est pas le leur. Je crois qu'il faut chercher la raison de ces décisions subites dans la crise qui pèse actuellement sur la France et sur le Monde. Quand (mettons X..) veut devenir boxeur, il est évident que ce sont les lauriers dorés de la boxe qui l'intéressent ; quand (Z...), à son tour, veut lâcher la course à pied pour le football, il est évident qu'il songe aux deux mille francs par mois des joueurs professionnels de la balle ronde... etc... ». Pourquoi maintenant cet athlète est-il attaché à cette équipe, alors que naguère on le voyait ailleurs ? — Beau joueur, on l'a « eu » en lui faisant cadeau, par exemple, d'un fonds de commerce. Ne devait-il pas profiter de la chance, cette garce qui tourne si rapidement ? Et le « commerce » n'est-il pas partout ? A propos de la radiation à vie du coureur Ladoumègue, nous avons recueilli, dans la *France de Bordeaux* (7 mars 1932), un article de C. A. Gonnet, dans lequel nous lisons : « ... Entendons-nous bien. Je ne crois pas Ladoumègue absolument innocent... Je suppose qu'il a dû, quelquefois, pour courir, passer à la caisse. Mais — on connaît notre sentiment

— j'estime que ce garçon, sans fortune, sans famille, marié, père d'un enfant, a fichtrement raison, si ses jambes de lévrier peuvent lui rapporter quelques billets de mille, de les prendre... On sait trop ce que c'est que le sport. Le jour où Ladoumègue n'avancera plus (et la course à pied, à ce régime-là, ne dure pas quinze ans !), il perdra et sa place — due au sport uniquement — et la foule d'amis qui l'entoure et toutes ses illusions. Il se retrouvera, comme bien d'autres, sur le pavé, avec sa gloire passée pour tout potage... Or, la gloire n'a jamais nourri personne. Qu'un universitaire, nanti de solides rentes, coure en pur amateur, bravo ! Mais un pauvre bougre a plus que le droit : le devoir de se débrouiller dans la vie. L'intelligence est un capital, la beauté en est un autre ; la « classe » sportive peut en être un troisième. Une réunion d'athlétisme à Paris sans Ladoumègue « fait » cinq mille francs. Avec « sa » présence, cent mille ! Et vous voudriez que de tout cet argent gagné dans la foulée de

Ladoumègue il n'eût même pas les miettes ? Allons donc ! Un boxeur montant sur un ring et qui attire la foule, exige 30 % de la recette. Tout le monde trouve cela naturel. Mais d'un Ladoumègue, c'est un crime. On me dira : « Les dirigeants sont bénévoles... ». Ce n'est pas vrai ! Ils ont pour eux les banquets, les voyages, les relations, les honneurs. L'un de ceux qui se sont acharnés le plus sur Ladoumègue criait à qui voulait l'entendre : « Les décorations, je les méprise ! ». Mais il s'est tu... du jour où on lui a donné la Légion d'honneur. Ce qui prouve d'ailleurs combien les dirigeants « bénévoles et dévoués » tiennent à leur fromage, c'est l'acharnement avec lequel ils le conservent, s'y accrochent — tout tremblants... Edifiant exemple que nous procure, entre autres, comme une triste leçon humaine, le rugby ! Ladoumègue pou-vait être radié, mais après les Jeux Olympiques. La Fédération d'Athlétisme, quand elle autorisa les tournées Nuami, Peltzer, Paddock Sholz and C°, savait bien que ses athlètes étrangers ne faisaient pas de voyages d'études... Pourquoi a-t-elle accepté cela ? Pour faire de l'argent ! Il lui était égal que des étrangers vinssent en France avec un pourcentage sur les réunions auxquelles ils participaient, parce qu'elle, Fédération, en avait un autre... etc... »

N'est-ce pas édifiant ? Le même écrivain sportif nous renseigne, presque un an plus tard (*La France* du 11 janvier 1933) sur les progrès du fléau : « Gare à la commercialisation ! dit-il : ... J'avoue être inquiet un peu de l'orientation actuelle du sport. Le sport, qui fut pur et naturel, est en train de se commercialiser de façon, effrayante et excessive. Ce n'est pas la faute des pratiquants qui, à peu de chose près, suivent la même ligne de conduite que leurs prédécesseurs et, quoi qu'on en dise, courent et jouent surtout pour leur plaisir. Mais les dirigeants — et ceci dans toutes les branches de l'activité physique actuelle — sont dominés par des questions de trésorerie qui, peu à peu, les conduisent à l'« exploitation en règle » du capital-argent que sont leurs hommes. Que font ceux-ci ? Ils ne réagissent point, ou faiblement. Je ne sais qu'un exemple : celui d'un quinze de rugby qui s'est constitué en société anonyme (ô combien !) et réclame des comptes après chaque match. Pourquoi ? On le devine... Mais, en dehors de cette préoccupation, somme toute

morale ou normale, de dirigeants heureux de « faire des recettes », il y a autre chose. Des requins sont nés, qui « font » dans le sport, comme d'autres dans la politique, les fonds, secrets, le chantage ou la coco. Ces nouveaux adeptes de la « traite des blancs » ont l'ambition avouée d'accaparer le sport pour des fins commerciales et de réaliser ce que New-York, par exemple, a déjà admis : « Tout effort est un spectacle, tout spectacle se paie ». Quand on a admis ce principe, ça vous mène loin. Vous ne faites plus du sport pour vous, mais pour le compte d'un autre. Puis, à un moment, donné, vous affranchissant de cette tutelle, vous vous produisez vous-même. Paddock et Weissmüller, quand ils gagnaient le record du monde, songeaient déjà au cinéma et aux dollars. Désagrégation de l'idée originelle, avènement du Gladiateur. Gare !..., etc... »

C'est, évidemment, un *capital*, ces athlètes susceptibles de faire entrer de fructueuses recettes dans les caisses des organisateurs. (On connaît l'exemple de matches truqués pour doubler la recette dans une revanche profitable.) Mais sont-ils, du moins, des hommes « complets », de merveilleux spécimens de la race ? Hélas ! Là aussi, il faut déchanter. Les méfaits du sport ainsi compris ont, depuis longtemps, été dénoncés. Voici, par exemple, ce qu'écrivait Marcel Berger, dans *Mondes et Voyages*, du 15 juillet 1932 : « Votre sport ? Nous lui reprocherons d'abord d'être un vrai péril pour la race. Un péril physique. Que voyons-nous ? Notre belle jeunesse et, pis, notre adolescence des deux sexes, entraînée par l'amour-propre — et par le bourrage de crâne — aux chemins de la compétition : courses à pied, cyclisme, football, rugby, boxe, natation et le reste ! Le résultat, ce sont ces organismes surmenés, ces écœurés « claqués » que vient dénoncer le conseil de révision. Par l'abus du sport, chaque année des milliers de tuberculeux de plus, des milliers de futurs cardiaques. Consultez les médecins. La plupart se déclarent opposés aux excès journaliers commis sous cette dangereuse égide. En dehors d'eux, le plus grand nombre des « culturistes », « préparatistes », « naturistes », voire des hommes aussi qualifiés — et d'ailleurs en désaccord entre eux — que le professeur Latarget et le lieutenant de vaisseau Hébert, passent leur vie à dénoncer les excès nocifs du sport ».

Plus loin : « .. Rien de plus triste, parfois, au point de vue esthétique, qu'un champion spécialisé ! Nous connaissons des « as » de la course dont l'apparence est celle des gnomes ! Par ailleurs, il est fréquent — nous dirons presque qu'il est admis — qu'un sauteur ne sache pas nager, qu'un leveur de poids ne sache pas courir, qu'un coureur soit incapable de se hisser au long d'une corde. La carence de nombreux sportifs pendant la guerre — et nous ne parlons que de carence physique — restera sujet de dérision ».

Les progrès du sport se font au détriment de ceux de l'intellectualité : « ...Tout ce temps consacré désormais par la jeunesse — et par l'âge mûr — soit à la pratique, soit à la badauderie athlétiques, tout ce temps apparaît volé aux autres distractions hygiéniques et, surtout, aux spéculations et divertissements de l'esprit. Partout, les études régressent, l'intellectualité s'avilit. Le théâtre voit baisser ses recettes au profit de celles des vélodromes. A chaque club sportif qui s'ouvre correspond quelque philharmonique, quelque foyer spirituel ou artistique qui se ferme ».

Les athlètes sont, en général, comparables à ces animaux dont on force le régime pour leur faire produire, en un temps relativement court, ce qu'ils produiraient normalement à des intervalles échelonnés. Ce sont les coureurs du Tour de France, par exemple, « dopés » comme chevaux en carrière et obligés, après l'épreuve, de se reposer... à l'hôpital. Que devient l'homme après cela ?... Une baudruche dégonflée. Nous trouvons ceci dans nos notes : « Allez donc vous fier à la forme montrée par un athlète dans une seule manifestation. Elle dure ce que durent les rosés, surtout lorsqu'elle n'est pas appuyée d'une robuste santé. Il y a huit jours, nous exprimions une crainte au sujet des efforts surhumains que venait de faire le trop courageux stayer dans le fameux match des champions du monde. Nous redoutions pour lui qu'il ait mis son organisme, à peine rétabli d'une longue dépression, à trop rude épreuve, qu'il ait exagéré la défense d'un capital musculaire et nerveux à peine reconstitué et insuffisamment consolidé. Cette crainte n'était pas vaine. Comme un prodigue qui ne sait pas compter, P... puisa à pleines mains dans ses réserves, le 5 mars. Malheureusement pour lui, il eut à faire face à

une nouvelle échéance, au moins aussi lourde que la première, le 12 de ce mois. En huit jours, P... n'eut pas le temps de rattraper ses pertes et il ne put, dimanche dernier, faire face à toutes ses obligations. A peine remis d'un long état de déficience, P... est reparti à fond trop tôt. Il peut redouter, maintenant, les conséquences de son imprudence pour la bonne tenue de sa saison d'été, à moins que le grand air et le bon soleil ne le retapent miraculeusement à leurs premiers contacts..., etc... ».

Passons aux foules, gobeuses de spectacles sportifs. Dans « l'atmosphère des rencontres internationales, le chauvinisme le plus étroit, le plus obtus s'y donne carrière. Sur le terrain, les équipiers — surtout ceux des quinze de rugby — n'ont qu'un but : gagner à tout prix. A tout prix, cela veut dire au prix, souvent, des pires brutalités, des pires déloyautés. Que l'arbitre, excédé, sévisse, et ce sont les 30.000 spectateurs d'un France-Ecosse qui sifflent, l'investissent, menacent de lui faire un mauvais parti. A Colombes, des grilles acérées les en empêchent. Mais on a vu à Béziers ou à Lézignan, des arbitres roués de coups, menacés de malemort ». (Marcel Berger).

On a vu la France entière vibrer d'une façon inepte lorsque son champion de boxe partit en Amérique pour se faire battre. On assiste souvent à des échanges d'injures et de coups dans certains matches où le public prend parti pour l'une ou l'autre équipe. Et lorsque de graves questions internationales sont susceptibles de précipiter ces troupeaux vers les charniers de la guerre, on voit les foules se ruer vers les hauts-parleurs des halls de journaux pour apprendre les derniers résultats sportifs. Vous croyez que l'angoissant problème passionne le public que vous voyez affairé et soucieux ; prêtez l'oreille à la rumeur qui monte : hosanna ! l'équipe de France a vaincu par x points à zéro ! Pauvres êtres qui maudissez parfois le sort qui vous accable comme vous faites le jeu de vos maîtres en dirigeant votre pensée vers ces futilités ! On ne se doute guère combien, est basse la mentalité de certaines foules, tant elles sont avides d'actes de violence et de bestialité ! Les « Annales anti-alcooliques » (déc. 1932) ont publié la description d'un match de boxe, dont nous reproduisons le passage suivant :

« ...Ils étaient là 30.000 dans un immense vaisseau, 30.000 hommes et femmes et même enfants en bas âge, haletants, fascinés par les évolutions, les pirouettes, les coups d'adresse des malheureux athlètes, voués par la nature ou par l'intérêt à des combats hideux, où le peuple, redevenu animal féroce, trouve de sadiques plaisirs. Ils étaient là, étrangement mélangés, bourgeoises très décolletées (car ces réunions sont snobs), demi ou quart de mondaines, panachées de types à physionomie de souteneurs en casquettes. Ces spectacles confondent les classes de façon touchante ! Quelle fraternisation ! Mais ce qui est indescriptible et inconcevable même, c'est la physionomie de tout ce peuple, ses manifestations délirantes, cependant que les coups pleuvaient, meurtrissant les chairs, faisant couler le sang, sauter quelques dents, pochant les yeux. La participation du spectateur au combat se lisait sur toutes ces faces dont les émotions débordaient ; les yeux s'écarquillaient, des vociférations sauvages sortaient des bouches convulsées : « Tue-le ! ; tue-le ; tape plus fort, vas-y Thill ! » On sentait vibrer le super-patriotisme de la brute ayant un vague souvenir des ruées humaines où le sang coule au nom de la Patrie C'était grandiose de hideur, et l'on se serait cru en pleine corrida, où l'humain ne songe plus à cacher ses instincts sanguinaires. Des femmes pleuraient, surtout derrière moi la femme fluette de l'adversaire de Thill qui encaissait les plus savantes bourrades et qui finit par tomber épuisé. Pourquoi cette petite femme était-elle là ? Sans doute pour cueillir les lauriers sanguinolents de son brutal époux ? Il y a des femmes que de pareils triomphes mettent en liesse. Elles sont fort nombreuses, et il était visible que l'exaltation passionnée des femmes dépassait de beaucoup, celle des hommes ».

Et le docteur Legrain ajoute avec raison :

« Quand on voit cela, on conçoit les boucheries de la guillotine, on s'explique la férocité de ce peuple qui demande la tête de Gorgulof, un fou ! Il lui faut du sang, à cet ours des cavernes, qui n'a du civilisé que le faux-col et la pipe ».

Le sport ? A ce mot, combien de camarades se détournent avec une sorte de répulsion ! C'est comme lorsqu'on leur parle du bistrot ou du cinéma... Ils sentent l'exploitation

savante, l'abrutissement intellectuel, l'appât empoisonné. Et ils se détournent du piège. Ils s'en détournent pour aller vers leurs livres, vers leurs chères études, vers les hautes joies, de l'esprit. Aux moments de délasserment, ils prennent leur ligne et vont vers la rivière proche pêcher l'ablette... ou rêver. Et lorsque le cœur leur en dit, il se dévêtent, plongent dans l'eau riante et fraîche, pour ensuite offrir leur corps aux

baisers du soleil... Le sport ? certes, ils détestent celui qui s'apparente aux « véhicules du crime », selon la vigoureuse expression de Mac-Say ; mais ils aiment celui qui est un bienfait pour leur corps. Pourtant,, l'autre a tant fait de ravages, qu'il leur semble que ce serait avilir celui-ci que de le dénommer sport. –Ch. Boussinot.